

JEAN-NOEL JEANNENEY

FRANÇOIS DE WENDEL
EN REPUBLIQUE
L'ARGENT ET LE POUVOIR
1914 ~ 1940

TOME I

THESE PRESENTEE DEVANT L'UNIVERSITE DE PARIS X

— LE 12 MARS 1975 —

ATELIER

REPRODUCTION DES THESES

UNIVERSITE LILLE III

LILLE

DIFFUSION

LIBRAIRIE HONORE CHAMPION

7, QUAI MALAQUAIS

PARIS

1976

CÔMPOSITION DU JURY

M.F. GOGUEL, *Président, Membre du Conseil Constitutionnel,
Président de la Fondation Nationale des Sciences Politiques,*

M.R. REMOND, *Rapporteur, Président de Paris X,*

M.W. BAUMGARTNER, *Gouverneur honoraire de la Banque
de France, Ancien Ministre,*

M.J. BOUVIER, *Professeur à Paris VIII,*

M.R. GIRAULT, *Professeur à Paris X.*



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41549914_0008

JEAN-NOEL JEANNENEY

FRANÇOIS DE WENDEL
EN REPUBLIQUE
L'ARGENT ET LE POUVOIR
1914 ~ 1940

TOME I

THESE PRESENTEE DEVANT L'UNIVERSITE DE PARIS X

— LE 12 MARS 1975 —

ATELIER
REPRODUCTION DES THESES
UNIVERSITE LILLE III
LILLE

DIFFUSION
LIBRAIRIE HONORE CHAMPION
7, QUAI MALAQUAIS
PARIS

1976



La loi du 11 mars n'autorisant, aux termes des alinéas 2 et 3 de l'article 41, d'une part, que les «copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective» et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, «toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle, faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants-droit ou ayants-cause, est illicite» (alinéa 1^{er} de l'article 40). Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code Pénal.

ISBN 2-252-01690-6

© Jean-Noël JEANNENEY, 1976.

INTRODUCTION

INTRODUCTION

L'homme est solidement installé dans son temps, du côté des puissants, au carrefour très peu fréquenté de multiples influences. Celle du Comité des Forges, qu'il préside, celle de la Banque de France, dont il est l'un des plus importants régents, celle de la presse de droite, puisqu'il règne sur l'un au moins de ses titres les plus prestigieux, celle enfin d'un grand parti modéré, étant figure majeure, député puis sénateur, de la Fédération républicaine. A la jonction des affaires et de la politique, François de Wendel est ainsi tout à la fois, dans les grands combats de son époque, une force et un symbole.

Or voici une chance rare pour l'histoire : il a laissé derrière lui un corpus de papiers personnels qui pour n'être pas absolument complet n'en offre pas moins un ensemble d'une continuité et d'une richesse exceptionnelles; on n'en a pas mis au jour, pour cette période au moins et pour ce type de personnage, l'équivalent jusqu'ici. Au coeur des archives de François de Wendel, dans la longue durée, et parmi bien d'autres documents, on rencontre la masse de ses éphémérides personnels, cahiers tenus par lui sans faiblesse et sans lacune, au long de 10.000 pages, de 1906 à sa mort, en janvier 1949.

Qui dressera quelque jour l'histoire économique approfondie de la Maison de Wendel au XXe siècle trouvera beaucoup à apprendre dans ces papiers - comme aussi le chercheur qui s'attaquera à cet autre vaste sujet : l'emprise socio-politique d'une famille sur toute une région en Lorraine, à cheval sur la frontière de 1871, et les résistances, et les anticorps, qui ne sont pas tous de gauche.

L'éclairage qu'on a choisi dans cette thèse est autre, délibérément : il est politique. Non qu'il s'agisse d'oublier que François de Wendel

a été un grand notable lorrain, qu'il a été peut-être le "premier industriel de France" - ainsi se définit-il lui-même, un jour de mai 1941, devant le maréchal Pétain. Mais c'est ailleurs qu'on cherchera à le saisir : à la rencontre des milieux d'affaires et des cercles gouvernementaux - avec l'ambition, par-delà la seule personnalité d'un homme, de jeter quelque lumière nouvelle sur les rapports complexes de ces deux univers, l'industriel et le politique, et sur l'interaction de leurs mutuelles influences.

Que Wendel ait lui-même assigné à sa vie - très seul ici parmi les siens - le but premier d'une action politique, ne suffirait pas à expliquer ce choix de départ. Ni même que les mythes bâtis collectivement autour de son nom l'aient fixé précisément à ce point de rencontre, le promouvant, d'une guerre à l'autre, dans le rôle du démiurge qui dans l'ombre, le coeur sec et l'oeil aigu, manipule savamment les pauvres acteurs dérisoires qui s'agitent devant le public.

Non : ne suffit-il pas, pour justifier la problématique de ce livre, de considérer que le domaine des interférences entre l'argent et la politique est l'un des plus nécessaires à défricher pour une meilleure connaissance d'une époque et de ses pouvoirs, mais qu'il est aussi l'un des plus difficiles à atteindre, tant par nature il s'entoure de voiles pudiques et prudents, échappant d'ordinaire aux sources administratives accessibles dans les dépôts publics, et trop souvent, simplement, à toute trace écrite ?

On aperçoit donc les questions que l'auteur s'est posées. Quelles finalités - sociales, religieuses, nationales - François de Wendel a-t-il fixées, au long des années, à son action dans la cité, de quelle latitude celle-ci a-t-elle pu jouir, quels chemins a-t-elle empruntés, tantôt uniques et tantôt concurremment divers, quels résultats, enfin et surtout, a-t-elle de la sorte obtenus ?

A mesure qu'avancait la recherche, les étapes de cette marche qui couvre vingt-six années, de 1914 à 1940, se sont d'elles-mêmes imposées, rythmées par l'apparition successive sur le devant de la scène de tel ou tel souci collectif dominant, différenciées aussi par l'usage inégal qu'y a fait Wendel, par obligation ou par choix, de ses divers claviers d'influence.

Le temps de la Grande Guerre est pour lui, jeune député de la cuvée 1914, celui de l'apprentissage des pouvoirs, au Parlement comme à la Banque. Libéré malgré lui par l'occupation allemande de la gestion directe de ses affaires, il n'en a pas pour autant, sauf pendant quelques mois, les mains vraiment libres. C'est alors qu'il apprend les dangers d'une défense trop ouvertement assurée par lui-même, si voyant, de sa corporation; c'est alors qu'il engage, dans les couloirs des ministères, des assemblées et des comités, la lutte la plus rude de sa carrière avec le grand rival de sa Maison, le Creusot d'Eugène Schneider; c'est alors qu'il découvre enfin, dans la dure querelle qui lui est faite à gauche, la force des légendes hostiles, à propos surtout de l'affaire du bassin de Briey, dont on tâchera d'approcher la vérité : la sidérurgie française, et nommément Wendel, ont-ils vraiment contribué, comme on les en a accusés, à prolonger la guerre et les massacres, en empêchant que les avions français ne pilonnent les installations minières et industrielles occupées par les Allemands en Lorraine annexée et en Lorraine envahie ?

Depuis l'armistice du 11 novembre 1918 jusqu'à l'aube de 1924, domine l'incertitude des relations franco-allemandes. Au coeur de celles-ci, l'échange du minerai de fer et du coke, pièce importante dans le dossier des réparations. On a beaucoup dit, alors et ensuite, que les sidérurgistes avaient joué un grand rôle dans la définition d'une doctrine française de l'Allemagne, et surtout lorsque fut décidée l'occupation de la Ruhr, éclatant apogée de la politique de force.

Que peut-on apprendre ici en suivant les pas de François de Wendel, président du Comité des Forges ? Ce sera le lieu de s'interroger, en évoquant la personnalité riche de Robert Pinot, sur la répartition structurelle du pouvoir à l'intérieur du Comité, et sur les formes et les chances de sa pesée sur les affaires de l'Etat.

La crise des changes de mars 1924 ouvre une ère nouvelle : celle où les difficultés financières accèdent au devant de la scène. A Wendel la régence de la Banque de France apporte un surcroît inattendu de pouvoir. Dans l'affrontement avec Herriot, marqué par la grande surprise des faux bilans, il tient une place de premier rang : a-t-il contribué à la chute ? Et quelle leçon tirer de son itinéraire de cet hiver 1924-25, quant à la réalité de ce fameux "mur d'argent" contre lequel le Cartel serait venu se briser ?

Les 15 mois qui suivent l'effondrement d'Edouard Herriot sont ceux de la longue marche vers Poincaré et l'Union Nationale, tandis qu'à la Chambre l'axe de la majorité connaît, à partir de juin 1925, d'assez violentes oscillations. Le pouvoir nouveau que s'est découvert Wendel, qu'en fait-il à présent, et avec quel bonheur ?

De 1926 à 1928 dominent les finances publiques toujours, et la querelle de la stabilisation du franc. L'historiographie a souvent relevé les interventions retentissantes de Wendel, associé à son ami - complice ? - Edouard de Rothschild, les lances rompues en faveur de la revalorisation, et elle s'interroge sur ses motivations, les trames qu'il a pu tisser, le sens de sa défaite finale lorsque naît le franc Poincaré. Qu'en pourra-t-on savoir ?

La législature suivante, celle qui conduit de 1928 à 1932, est orientée à droite. Peut-être n'est-ce pas, pour l'influence de Wendel, paradoxalement, la meilleure situation possible, comme le prouve son nouvel échec parlementaire, sur l'affaire des dettes américaines, en juillet 1929. Mais c'est le temps surtout où la vox populi le fait

très puissant, et c'est l'occasion d'apprécier, dans le calme bref de la conjoncture, quelle place réelle, à côté de Louis Marin, occupe Wendel à la Fédération républicaine, traversée de courants divers, quel usage il y fait de son argent, et quelles informations son histoire apporte sur les finances d'un grand parti de droite entre les deux guerres - ressources et emplois. C'est l'occasion d'apprécier, du côté de la presse, quels sacrifices Wendel consent pour la sienne, sur quoi se fonde l'emprise que depuis 1926 il s'est assurée au Journal des Débats, quel rôle il joue et quel spectacle il observe dans la grande affaire du rachat du Temps. C'est l'occasion enfin d'apprécier, du côté de la métallurgie, 7 ans après la Ruhr, la portée de son intervention dans la négociation franco-allemande sur la Sarre qui avorte en 1930. Ainsi sera-t-il mieux situé pour le moment où la montée des ligues soulève la question nouvelle de l'appui qu'on a souvent dit qu'il leur a donné.

En 1935, pour la dernière fois, la rumeur publique et les débats parlementaires attribuent à Wendel un rôle politico-financier majeur : il aurait mené, affirment les socialistes à la Chambre, la cabale des régents contre le gouvernement Flandin et préparé les voies à Pierre Laval et à la déflation : dernière étude de cas nécessaire, dans le détail de la technique. Puis voici que survient le Front Populaire et bientôt que s'annonce la guerre. Quels gestes Wendel esquisse-t-il, quels actes tente-t-il au dedans ou au dehors, secrètement ou publiquement ? Avec quelles priorités ? Et de quelle portée ? Lorsque survient la débâcle, qui l'éloigne pour toujours de la vie publique et de toute influence réelle, son déclin politique, de son propre aveu, avait déjà depuis plusieurs années commencé.

En priant qu'on m'excuse de ne pouvoir citer tous ceux et toutes celles qui m'ont aidé tout au long de mon enquête, je tiens à remercier particulièrement, outre les personnalités qui ont bien voulu m'écrire ou m'accorder des entretiens et dont on trouvera la liste avec les sources,

Madame Louis Marin, qui m'a consenti un accès sans restriction aux papiers de Louis Marin versés par elle aux Archives nationales, et bien qu'ils n'aient pas encore été inventoriés, '

Madame James Barrelet-Clémentel et sa fille Marie-Christine Kessler, qui m'ont communiqué les papiers d'Etienne Clémentel avant de les verser aux archives départementales du Puy-de-Dôme,

Monsieur Antonin de Mun, qui m'a confié la correspondance de son oncle Etienne de Nalèche à Pierre Lebaudy,

Monsieur Antoine Aupetit, pour les papiers de son père Albert Aupetit,

Monsieur Henri Derooy qui m'a permis d'utiliser plusieurs notes personnelles datant de 1935,

Madame Henry de Peyerimhoff, Monsieur Hubert François-Marsal, Monsieur Henry Germain-Martin qui tous trois m'ont prêté de précieux souvenirs inédits en leur possession,

Monsieur Pierre Waline, qui m'a donné à lire un travail de sa plume sur l'affaire de Briey,

Madame Suzanne d'Huart, qui dirige la sous-section des Archives privées aux Archives Nationales, et ses collaborateurs Madame Chantal de Tourtier-Bonazzi, Monsieur Michel Guillot, et Monsieur Daniel Langlois-Berthelot, qui tous m'ont grandement facilité la tâche, en particulier pour l'accès aux papiers Louis Marin, avec une constante amitié,

Madame Brault, responsable des Archives économiques aux Archives Nationales,

Madame Harburger, Conservateur des Archives de la Préfecture de Police et Monsieur Confida, sous-directeur,

Monsieur Jean Nicot, Conservateur aux Archives de la Guerre,

Monsieur Henri Thomas et Madame Dubief, à la Bibliothèque Nationale, pour les papiers d'Alexandre Millerand, auxquels Monsieur Jacques Millerand a eu la bonne grâce de me rendre aisé l'accès,

Monsieur Jean Laloy, directeur des Archives et de la Documentation au Quai d'Orsay, et ses collaborateurs, Monsieur Maurice Degros et Mademoiselle Duval qui a bien voulu classer pour moi par priorité des archives concernant les négociations sarroises de 1929-1930,

Monsieur Bourgeois et Claire Carzou, aux archives et à la Bibliothèque du Sénat,

Monsieur Pierre Barral, professeur à l'Université de Nancy II,

Monsieur Pierre Gérard, directeur des Archives départementales de Meurthe-et-Moselle,

Mademoiselle Frientz, chef du service de documentation à la Chambre de Commerce et d'Industrie de Meurthe-et-Moselle,

Monsieur Bernard Gruet, secrétaire du Conseil général de la Banque de France, et ses collaborateurs, ainsi que Monsieur André Netter qui a bien voulu me faire consulter son travail inédit sur la Banque de France entre les deux guerres,

Monsieur Jacques Ferry, président de la Chambre syndicale de la sidérurgie, et son chef de cabinet Monsieur Claude Catherine,

Mademoiselle Darius, chef du service d'informations des Charbonnages de France,

Monsieur Poirier, directeur administratif de Schneider S.A., Monsieur Jacques Girié, directeur central de Creusot-Loire, et ses collaborateurs, de qui il n'a certes pas dépendu qu'ait échoué ma quête des papiers d'Eugène Schneider,

Monsieur Roger Martin, président-directeur général de Saint-Gobain Pont-à-Mousson, Monsieur Arnaud de Villepin, secrétaire général, et Mr. Michael Rust, bon connaisseur des archives de Pont-à-Mousson conservées à la Châtre.

Je dois aussi des remerciements amicaux, pour les conversations fructueuses que j'ai pu avoir avec eux, à Alain Duhamel, qui avait su l'intérêt des cahiers de François de Wendel et, le premier, m'a signalé la piste, à Véronique de Montremy, petite-nièce de François de Wendel, qui prépare un Ph. D. pour Harvard sur l'histoire sociale de Joeuf au XIXe siècle et m'a communiqué plusieurs documents précieux, à David Goldey qui m'a permis de consulter son travail inédit sur le Cartel des Gauches, à Carol Kent qui m'a prêté sa thèse soutenue à Oxford et consacrée à Camille Cavallier, et à Serge Bonnet, auteur de la Sociologie électorale de la Lorraine, qui prépare un livre sur la sociologie des rumeurs concernant les "marchands de canon". Vincent Pitts a dépouillé pour moi les papiers de Dwight Morrow à la Baker Library de Harvard, et Brigitte Joseph-Jeanneney ceux de Thomas Lamont à Amherst (Mass.). Christian Baechler enfin m'a guidé dans les archives de l'Auswärtiges Amt, à Bonn.

J'exprime à Monsieur René Rémond, président de l'Université de Paris-X-Nanterre, qui a bien voulu accepter de diriger cette seconde thèse, comme il avait déjà fait la précédente, mes sentiments de respectueuse et fidèle gratitude.

Je voudrais dire enfin tout ce que je dois à Madame de Mitry, sans qui ce travail n'aurait pu voir le jour. Fille aînée de François de Wendel, elle a jugé que le recul était suffisant désormais pour qu'elle rompe la règle du secret strictement observé jusqu'alors, et elle a pensé que son père aurait été heureux que ses archives puissent servir à l'histoire de son époque. Elle a donc choisi de me les ouvrir toutes. Elle l'a fait, sa décision prise,

sans la moindre restriction et sans la moindre condition, convaincue, me semble-t-il, qu'entre légende noire et légende dorée il y avait place désormais pour une appréciation équilibrée du rôle qu'a joué François de Wendel, entre 1914 et 1940, dans les destinées de la France.

Qu'elle veuille bien trouver ici l'expression de ma profonde reconnaissance.

J.-N. J.

IÈRE PARTIE

L'APPRENTISSAGE DES POUVOIRS

ET DES MYTHES

INTRODUCTION

INTRODUCTION

LE TARDIF BILLET D'ENTREE

Le 26 avril 1914, François de Wendel, premier maître de forges de Lorraine (1), est élu, à quarante ans, député de la circonscription de Briey-Sud : vingt ans plus tard encore, il dira avoir éprouvé ce jour-là "la plus grande joie de sa vie" (2).

Tant de joie ! C'est un étonnement premier de la découvrir et qu'assurément bien muni d'autre part des armes de l'influence, il ait si intensément désiré cette entrée en politique, cet accès au devant de la scène, hors de l'ombre protectrice, proie pour les attaques de plein fouet.

Réticences familiales

Quatre jours avant le scrutin, le jour même où il prend, après un long débat de conscience, la décision de présenter sa candidature, François de Wendel reçoit de son frère cadet, Humbert, tout proche de son affection, conseiller et collaborateur très écouté, une lettre qui tente, sans ménagement, de le détourner de ce chemin : "Je ne suis pas ton bourreau", peut-il lire, "et je t'assure qu'il m'en coûte (...) de contrarier les aspirations auxquelles tu as de tout

temps attaché tant de prix. Mais quand tu me consultes sur une question aussi grave, je crois de mon devoir de te donner un avis sincère (...) Tu sais que la famille n'a jamais été favorable à tes ambitions politiques (...) Notre situation ici est l'assise de nos existences, de notre influence, ce qui nous unit, ce qui donne un intérêt même à ta politique; que serait-elle ailleurs ? Je crie une dernière fois casse-cou, désolé si tu passes outre, désolé aussi si tu t'arrêtes à mon opposition sans te rendre à mes raisons..." (3)

Et il est vrai que la famille de très longue date a prêché la discrétion. En 1900, Henri de Wendel s'est opposé à une première candidature de son fils aîné à la députation, quand l'élection d'Alfred Mézières au Sénat a libéré le siège de Briey (4). En 1901, pour les élections cantonales, François de Wendel a dû négliger des objections réitérées (5), et cette froideur du chef de famille a pu contribuer à son échec. C'est encore sans être vraiment approuvé qu'il s'est présenté, d'ailleurs en vain, aux élections législatives à Briey, en 1906, quelques mois avant la mort de son père.

Le motif majeur de la prudence prêchée est bien clair : c'est la difficulté des rapports qu'entretiennent les Wendel avec les autorités allemandes d'Alsace-Lorraine annexée : "La situation est telle aujourd'hui", rappelle Humbert à son frère dans sa mise en garde du 21 avril, "qu'elle ne permet pas d'hésiter sur le parti que commande la prudence la plus élémentaire. Pour qui envisage froidement la situation, il est déjà anormal qu'une société aussi importante que la nôtre soit dirigée par deux gérants français. Mais que l'un d'eux soit en outre député français, voilà de quoi mettre le feu aux poudres (...) Il n'y a pas de patriotisme en jeu : pour nous la première mission patriotique est de nous maintenir ici. A côté de cela, l'élection de Briey n'est rien".

La précarité de la position est ancienne, puisque les établissements de Wendel sont à cheval sur la frontière. D'un côté, en Lorraine annexée, les "Petits-Fils de François de Wendel", autour de Hayange et Moyeuvre, et de l'autre, en Lorraine française, "Wendel et Cie", autour de Joeuf(6). En choisissant, à 18 ans, en 1892, - bientôt suivi par ses frères, Humbert et Maurice - de se faire délivrer le "permis d'émigration" (Entlassungsschein) qui - à la différence de son père - le faisait français, François de Wendel a perdu le droit de résider en Lorraine annexée. La délivrance des passeports par la présidence de Metz fournit donc une possibilité permanente de chantage, qui rappelle souvent aux Wendel la fragilité de leur situation juridique et politique sinon économique.

La présence au Reichstag de leur cousin Charles qui a pris la nationalité allemande en décembre 1905 et qui, malgré les critiques de ses cousins (7), a accepté de se faire élire en janvier 1907 (8), a pu un temps faciliter les choses. Mais des querelles de famille et le caractère difficile de Charles ont abouti à l'écarter de la gérance des "Petits-Fils" à la fin de 1910 (9). En janvier 1911 (10), les Allemands, fort mécontents de cette éviction, ont rappelé rudement - mais sans succès - aux Wendel de France quels étaient leurs moyens de pression et ils ont réitéré au début de 1914, après que Charles a renoncé à se représenter en 1912 et repris la nationalité française - réclamant que l'un des chefs de la famille se fasse allemand pour remplacer leur cousin défaillant, Avec l'accord de son frère aîné, Humbert a éludé, gagné du temps (11) et il craint que l'élection de François à Briey n'équivaille à agiter un chiffon rouge devant les yeux des autorités en Alsace-Lorraine.

C'est à des conseils de prudence si appuyés que François de Wendel,

à la mi-avril 1914, choisit de se dérober.

Une vocation forte

Et pourtant que de conformisme, au premier regard, chez ce jeune ingénieur, premier co-héritier d'un des plus puissants empires industriels d'Europe ! De solides études classiques chez les Jésuites de Saint-Louis de Gonzague, un apprentissage technique consciencieux et sans éclat à l'Ecole des Mines de Paris, dont il est sorti avec le diplôme d'ingénieur civil en 1899, un voyage d'information et d'études aux Etats-Unis, en 1901, essentiellement consacré à la sidérurgie (12), une grande activité industrielle, surtout à partir de la mort de son père, pour maintenir la "Maison" à la pointe du progrès technique (13). Les goûts d'un grand bourgeois que nulle sensibilité artistique particulière ne pousse hors des chemins convenus, qui lit Bourget et Lucien Muhlfeld (14), qui siffle au Sacre du Printemps (15) et qui consacre 35.000 F. à acheter les Servantes pliant du linge du peintre académique Joseph Bail (16), au Salon de 1911. Une indifférence cachée envers les choses de la religion, - mais il considère sans irritation les pèlerinages de sa femme à Lourdes - une méfiance explicite envers le cléricalisme - mais qui ne l'empêche pas d'attendre des institutions ecclésiastiques qu'elles jouent solidement leur rôle de conservatisme social (17). Comment ne pas s'attendre que cet homme-là, tel qu'on l'entrevoit d'abord, se contente des satisfactions discrètes de la richesse, de la considération, de l'influence économique et des réalisations industrielles concrètes ?

Mais François de Wendel est en réalité moins simple. N'a-t-il pas fait parler de lui, naguère, sans tendresse dans ses cercles en y

prenant ouvertement parti pour la cause du capitaine Dreyfus (18) - dès lors rompant des lances pendant plus de cinq ans avec la plupart de ses proches (19) ? Coquetterie provisoire d'un jeune homme qui s'ébroue ?

Lui-même donne de sa vocation politique, le 9 février 1909, une explication plus profonde. Ce jour-là, dans le train qui le ramène de Lorraine à Paris, il lit Colette Baudouche. Avec ce commentaire : "J'avoue que, depuis bien longtemps, depuis peut-être toujours, je n'avais été aussi ému par la lecture d'un roman. L'histoire de cette jeune fille de Metz a réveillé tous mes souvenirs, remué tous les sentiments qui sont en moi depuis l'enfance et ont, sinon orienté ma vie, du moins influé sur bien des points. Ce sont des choses qu'on ne dit pas pour ne pas faire rire, mais au fond le désir le plus profond que je retrouve avant tout et toujours dans mon coeur, c'est bien la Revanche. C'est en vue de cela que, petit garçon et jeune homme, je voulais devenir officier, passer par Saint-Cyr. C'est en vue de suivre cette idée, que, ramené par mes parents (avec beaucoup d'adresse et j'ajoute de bon sens) vers l'industrie, j'ai immédiatement tourné les yeux vers la politique. Au fond la politique de parti m'indiffère, mes convictions sont tièdes, mais le but suprême que je voudrais voir atteindre, celui-là je le connais bien..." (20).

Lorsque les siens lui représentent, comme fait Humbert, une semaine avant le scrutin décisif d'avril 1914, que les intérêts de "la Maison", souffriront de ses tentatives électorales, il peut bien s'efforcer de répondre sur le même terrain, citer des précédents et surtout son arrière grand-père et homonyme, François de Wendel, qui fut député sous la Restauration et Président du Conseil général de Meurthe et Moselle (21), expliquer que, par ses mandats politiques, il contribuera à affaiblir

les ennemis de sa famille plus encore qu'il ne les armera, qu'on l'écouterait davantage dans les bureaux et dans les antichambres ministériels: tout cela, qui est destiné probablement à lui donner à lui-même bonne conscience autant qu'à persuader, ne compte pas pour expliquer son entrée en politique en face de cette ambition qui s'enracine dans les premières impressions vives de l'enfance. Elle seule explique l'acharnement mis, malgré les échecs, à forcer la passe.

En 1906, il a affronté en vain Albert Lebrun, dans sa circonscription de Briey, et en 1910, dans la moitié sud de celle-ci, après sa division, il a été défait par le docteur Grandjean, homme de Lebrun (22). Le seul baume a été son passage du Conseil d'arrondissement, où il siégeait depuis juillet 1904, au Conseil général, en juillet 1907.

Or, malgré ces déceptions, Wendel n'a jamais relâché son effort (23). Ainsi consacre-t-il, sans faiblir, de grosses sommes à sa presse locale : l'Echo de Lorraine, hebdomadaire né en 1906, qui est sa feuille électorale dans l'arrondissement, vit de ses seuls subsides : 90.000 francs en huit ans (24). Il fait servir gratuitement le Journal des Débats à tous les instituteurs du canton (25). Et dans les mois mêmes qui précèdent l'échéance de 1914 - alors qu'il se dit lui-même plus ou moins résigné - on le voit acheter encore, en octobre 1913, le Courrier Lorrain, bi-hebdomadaire apparu quelques mois plus tôt (26) et songer - sans que l'affaire vienne à terme - à entrer en force à l'Impartial de l'Est, le quotidien modéré de Nancy que la famille Hinzelin a de la peine à faire rouler (27).

Aux aguets de la
 "grande politique"
 - de loin.

Quels qu'aient été les motifs locaux de ces échecs (28) très durement ressentis - l'hostilité des autres maîtres de forges de la région, en particulier de Dreux et de Camille Cavallier de Pont-à-Mousson, soudain dissipée pour des raisons peu claires, à la veille de 1914, aurait beaucoup compté (29) - ils l'ont maintenu pendant ces huit ans assez éloigné du monde politique et, en somme, assez ignorant de lui, malgré l'avidité qu'il mit toujours à saisir les occasions de s'en informer.

Autour du Journal des Débats, il a trouvé, par héritage, un milieu disposé à l'accueillir. Sa famille possède depuis longtemps quelques parts du journal. En 1901, son père souscrit, à son nom, pour 100.000 francs d'actions à l'occasion d'une augmentation de capital (30). En avril 1909, il entre au Conseil d'Administration (31). En 1913, sa mère, son frère Humbert et François lui-même mettent chacun 100.000 francs encore à la disposition du journal pour son amélioration, moyennant création d'actions nouvelles en leur faveur (32). Une fois par mois, depuis le début du siècle, les "Amis des Débats" - académiciens, politiques du centre droit, collaborateurs du journal et quelques industriels (33) - se réunissent à dîner autour du jeune directeur, Etienne de Nalèche, dans un restaurant du quartier de la Madeleine, échangent leurs informations et commentent les événements. Le général de Galliffet a été le grand maître d'oeuvre de ces agapes, auxquelles les habitués, après sa mort, conserveront son nom in memoriam. Là Wendel est accueilli avec bienveillance, bien que son ancien dreyfusisme

sente le soufre et seulement après qu'il s'est dédouané, en "souffrant pour la bonne cause" aux élections de 1906.

Depuis lors, quand il est à Paris, il ne manque pas un dîner : dans une atmosphère feutrée et bienséante, mais qui n'exclut pas les passions (34), il recueille attentivement auprès des députés modérés qui y fréquentent, en particulier Edouard Aynard et Thierry, président de la Fédération républicaine, les échos de la vie parlementaire.

D'autres rares occasions s'offrent d'approcher les ténors de la Chambre. Depuis plusieurs années, Wendel siège à la Commission de Direction du Comité des Forges. Il y entrevoit, à l'occasion, Paul Doumer, qu'on lui présente comme "le principal agent de la métallurgie à la Chambre" (35) et il y fait connaissance d'Alexandre Millerand, qui est l'avocat du Comité en même temps que de la "Maison" (36) : l'éviction de celui-ci du ministère de la guerre en janvier 1913, au moment de la réintégration du Colonel du Paty de Clam, indigne François de Wendel (37).

Une autre fois, il croise Briand. Ne serait-ce pas une fiche de consolation, un moyen de peser indirectement sur le jeu que de subventionner un homme politique depuis les coulisses ? "C'est une façon", observe-t-il un jour, "d'utiliser la cavalerie dont je dispose (...) J'aime encore mieux dépenser l'argent que je gagne de cette façon que de thésauriser sans but, ou d'acheter des vieux pots de chambre" (38). En mai 1912, Wendel reçoit justement la visite de Cagnard, qui a dû quitter depuis peu la Petite République, organe jusqu'ici tout dévoué à Briand (39) et vient lui expliquer que celui-ci étant "le sauveur chargé de tirer la France du pétrin et de la ramener aux idées modérées tout en essayant de canaliser le syndicalisme" a besoin d'un nouveau journal "et... qu'il faut des capitalistes" (40).

Wendel ne dit pas non, et s'en va voir Briand, alors Garde des Sceaux, place Vendôme. Mais ses bonnes dispositions sont fort "défrisées" par l'entrevue, dont il sort "de fort méchante humeur et assez déconcerté". Car lorsqu'il demande, avec une franchise directe qui ne va pas sans quelque naïveté, sur quel contrat politique le soutien sollicité pourrait être négocié, Briand paraît surpris et choqué de tant de brutalité : "Il s'est récrié aussitôt, jurant ses grands dieux qu'il n'était pour rien dans l'affaire, qu'évidemment il voyait d'un bon oeil le journal de son ami Cagnard, mais que jamais il ne conseillait à quelqu'un d'entrer dans un journal et que son ami Cagnard n'avait pu me présenter les choses sous un jour pareil...". Interloqué, Wendel insiste : "Cela nous a amenés à parler de la politique religieuse, fiscale, sociale (syndicalisme) et étrangère. Je n'y ai pas appris grand-chose de nouveau et Briand s'est borné à développer en termes très précis des idées assez vagues..." (41). Le surlendemain, Wendel ne cache pas à Cagnard sa déception. Tout en "faisant la part des choses" et en disant comprendre "la réserve à laquelle est toujours tenu un homme politique", il explique que la confiance a besoin d'être reciproque. (42). L'affaire, mal engagée, traîne pendant plusieurs mois, puis capote (43). Marquant le début d'une longue inimitié entre Briand et Wendel (44), elle a appris à celui-ci qu'à considérer les choses de près, il n'est pas aussi aisé qu'un vain peuple le pense de "tirer les ficelles" d'un homme politique de premier plan, pour le manier à sa guise...

Banque de France
pour consolation

Cette même année 1912, cependant, ouvre un champ nouveau aux activités de Wendel puisqu'elle le voit accéder au Conseil de Régence

de la Banque de France. Voilà encore un ersatz, faute de politique, mais dès qu'envisagé comme possible, très allègrement désiré, postulé et conquis.

Lorsque son ami Lem, sous-gouverneur de la Banque de France, lui en fait miroiter la possibilité, Wendel note spontanément : "Ce serait beaucoup d'honneur, pas du genre, je l'avoue, de ceux que j'avais rêvés, mais un honneur résultant de la situation que j'occupe et par suite plus facile à atteindre que les premiers..." (45). "Le titre m'indiffère, mais l'influence, si elle existe, les relations avec les milieux dirigeants du pays ne me laissent pas insensible..." (46).

Il y faut six mois d'active campagne, attendre que s'efface la rivalité possible d'Eugène Schneider, redouter l'opposition possible d'Albert Lebrun, ministre des Colonies, s'assurer des bonnes grâces du vieux baron Rodolphe Hottinguer et celles du jeune Edouard de Rothschild, désarmer les préventions du gouverneur Pallain... (47). Le 30 janvier 1913, enfin, Wendel est intronisé dans ses fonctions.

Est-ce vraiment un chemin possible vers les affaires de l'Etat ? Les premiers mois de cette expérience nouvelle sont décevants. Wendel constate amèrement que toutes les décisions majeures - dont aucune ne touche d'ailleurs à "la grande politique" - sont traitées en conciliabule restreint entre le Gouverneur et les banquiers du Conseil (48) : comment imaginerait-il le supplément capital d'influence qu'il retirera un jour de ce mandat tout neuf - qui ne lui est guère pour l'instant qu'un hochet de consolation ?

L'heureuse surprise du printemps 14 permet seule à Wendel de commencer, après tant d'espoirs déçus, l'apprentissage du forum. Mais le coup d'envoi est à peine donné pour lui que la guerre vient bouleverser le décor.

CHAPITRE I

PESER SUR LA GUERRE ?

CHAPITRE I

PESER SUR LA GUERRE ?

SECTION 1 - Bordeaux ou la Simplicité du Devoir

Obus

A la déclaration de guerre, la situation militaire de François de Wendel est ambiguë, comme celle de tous les autres parlementaires en âge de porter les armes : on n'a pas d'avance réglé leur sort.

Mobilisé dans la territoriale, il obtient, après quelques incertitudes, d'être affecté, le 13 août, au Service des Forges de la Direction de l'Artillerie du Ministère de la Guerre, puis le 9 septembre, un cran plus haut, à l'inspection permanente des Fabrications de l'artillerie, organisme dont dépend ce service, qui est chargé de l'exécution pratique des décisions prises par la Direction de l'Artillerie (1). Wendel a la mission, à ce poste, sans attribution très précise, de faciliter les liaisons avec l'industrie privée et de donner à l'administration les conseils officieux de sa compétence. C'est ainsi qu'à Paris, puis, à partir de septembre, à Bordeaux où devant l'avance ennemie se replie le gouvernement, il assiste, en y jouant sa partie, à la fiévreuse improvisation qui marque les premiers mois de la guerre, en matière surtout d'armement.

Avec d'autres, il contribue à préparer la dramatique séance du

dimanche 20 septembre où Millerand, ministre de la Guerre, réunit, dans la salle des Actes de l'Université, les directeurs de son administration et les industriels de la métallurgie, notamment Maurice Bernard de Courville, du Creusot, Louis Renault (2), Théodore Laurent de la Marine-Homécourt, et surtout Robert Pinot, secrétaire général du Comité des Forges, pour leur annoncer que la consommation des obus sur le front, effrénée, imprévue, va conduire à l'épuisement prochain des stocks, qu'au train où vont les choses, il ne restera plus que 200 coups par pièce dans les caissons du 75, le 20 octobre, un mois plus tard. Millerand lance donc, par collaboration entre ateliers militaires et industries privées, un gigantesque programme de fabrication d'obus destiné à porter la production de 12.000 à 50.000 puis 100.000 unités par jour (3). A la date fixée du 20 octobre, le chiffre n'est pas atteint, mais on l'approche.

Au cours des mois de l'hiver, Wendel assiste aux "réunions d'obus" hebdomadaires, fait la liaison avec Pinot, intervient dans l'organisation des achats en Angleterre, suscite des inspections, suggère des initiatives.

La Banque de plus près

A Bordeaux, d'autre part, Wendel n'oublie pas qu'il est aussi tout neuf régent de la Banque de France. Depuis le début de la guerre, il a été très présent rue de La Vrillière, où l'urgence des grands problèmes (4) a bousculé quelque peu les circuits traditionnels du pouvoir et lui permet de dire son mot. Ribot, ministre des Finances, évoquant dans ses souvenirs, pour cette époque, la figure du gouverneur, le décrit "doué d'une intelligence vive, connaissant bien les

hommes et les affaires, jaloux de son autorité et quelque peu ombrageux dans ses rapports avec les sous-gouverneurs et les régents" (5). Wendel, tenu par lui jusqu'à présent en dehors de l'essentiel, croit tout à coup trouver prise sur le cours des choses.

C'est ainsi qu'il travaille, non sans quelque succès, à endiguer l'afflux "formidable" de papier douteux, "l'invraisemblable cavalerie" présentée à l'escompte à la veille de la déclaration de guerre, le 31 juillet et le 1er août (6) : première occasion, accueillie avec satisfaction, et qui est une date dans l'histoire de sa charge, où il se voit appelé personnellement à l'aide par le gouverneur qui lui demande de faire front avec lui contre les régents banquiers, pour le cas où ils seraient tentés, par solidarité professionnelle, ou par intérêt personnel, de "laisser passer" tous ces effets (7).

Un peu plus tard, et en sens inverse, lorsqu'intervient, le 1er août à 11 heures, le moratorium général sur les comptes et sur les paiements, Wendel cherche à obtenir que le commerce et l'industrie ne soient pas étranglés par le manque soudain de disponibilités financières. On risque une "paralysie générale" à très court terme. Il se retrouve ici contre Pallain qui ne paraît pas, malgré les exhortations d'Edouard de Rothschild, vouloir comprendre le danger. Les banques ne décident-elles pas d'appliquer le moratorium aux comptes courants qui ne comportent pourtant pas d'intérêt - autrement dit de les geler ? Les industriels s'en trouvent très gênés. Wendel juge que "c'est un peu fort" (8) : au Comité des Forges, on s'indigne (9). Et Wendel est d'autant plus mécontent qu'en amont les banques d'affaires s'efforcent ostensiblement, par l'intermédiaire de leurs représentants au Conseil général, Georges Heine de l'Union parisienne, et Stéphane Dervillé, de Paribas, d'obtenir des escomptes malgré la suspension officielle de ceux-ci : ce qui d'ailleurs "démontre une fois de plus l'inconvénient

d'avoir comme régents des personnalités appartenant à des établissements de crédit" (10).

Wendel estime, dans le courant du mois d'août, que Pallain perd la tête (11) et qu'il patauge" (12) et c'est pourquoi au moment où la pression allemande conduit à envisager un départ pour Bordeaux, il intervient très nettement en Conseil, le 31 août et le 4 septembre, pour que le Gouverneur, qui souhaitait s'en aller seul ou tout au plus avec quelques régents dociles, soit accompagné de ses deux sous-gouverneurs, Lem et Sergent, - dont Wendel se sent plus proche, en qui il a confiance - que le siège du Conseil général soit aussi transféré à Bordeaux, Paris étant ravalé au rang de simple succursale (13). Cette décision prise, trois régents seulement, outre Wendel, c'est-à-dire Rothschild, Bénard et Mallet - plus le censeur Derode se résolvent à partir, à l'exclusion de la plupart des banquiers : et c'est bien ce qu'avait espéré Wendel qui trouve à Bordeaux des circonstances propres à bousculer les traditions et les quant-à-soi et à lui fournir l'occasion d'une influence accrue.

Sans que son intervention soit jamais capitale, il est alors mêlé de très près aux décisions que prend la Banque devant les requêtes pressantes du quotidien : hausse des avances à l'Etat portées de 2,9 à 6 milliards par l'importante convention du 21 septembre 1914 (14), placement des Bons de la Défense nationale, aide aux agents de change, reprise des avances sur titres...

La tension est vive, par moments, entre Pallain et ses sous-gouverneurs (15). C'est au cours de ces semaines de Bordeaux que Wendel apprend à apprécier Edouard de Rothschild, exerçant sur Pallain, de concert avec lui et en complicité constante avec Lem et Sergent, ce

qu'il appelle une "surveillance un peu étroite mais cependant bien nécessaire..." (16) : la rencontre est importante pour la suite.

Un moment
priviliégié

Persuadé dès les débuts, au rebours de la plupart, et par l'effet de son état, que le facteur économique et financier dans cette guerre sera décisif, Wendel se réjouit de peser sur lui et, par une pente naturelle, il tend à valoriser, à l'excès peut-être, le bénéfice national de l'exode en Gironde. En mai 1918, au temps des dernières angoisses majeures de la guerre, il écrira encore ces lignes significatives : "Quel dommage que (...) le gouvernement ne soit pas à Bordeaux! On ne saura jamais combien cet exode du gouvernement en 1914 a été favorable au pays, quelque piteux qu'ait été le départ" (17).

C'est à Bordeaux, pour sa part, que, tout à la fois maître de forges, régent de la Banque, député et fonctionnaire de la guerre, il commence à découvrir ce que cette pluralité nouvelle comporte et surtout promet d'influence accrue. Il y apprend d'expérience la complexité des actions entremêlées et l'avantage grand de plusieurs claviers disponibles. Il le fait, au surplus, à un moment exceptionnel où l'improvisation fiévreuse, bousculant les hiérarchies dans un décor insolite, donne meilleure prise aux initiatives d'un novice.

Et les circonstances enfin y sont telles qu'il peut ne jouer pour un temps, avec ces divers instruments, qu'une musique unique. Les usines d'Hayange, inaccessibles, et celles de Joeuf, occupées, échappent toutes deux par force au gouvernement des chefs de la Maison qui en ont eux-mêmes arrêté l'activité au moment de leur départ (18).

La perspective de leur restitution se confond avec celle de la victoire et le souci de leur gestion quotidienne a disparu, étant par obligation délégué.

Ainsi Wendel garde-t-il, sans l'avoir choisi, l'esprit et les mains libres, avec la satisfaction intime de son désintéressement forcé. Du coup, c'est ici, au début de la guerre, le seul moment de la vie active qui l'attend où il ne se trouve pas tiraillé entre deux catégories d'activités et de finalités : la catégorie industrielle et la catégorie politico-financière, condamnées à se gêner l'une l'autre aussi souvent qu'elles s'appuient. Au moment où il découvre le prix de ces diverses influences cumulées, il n'en subit pas encore la servitude ni les éventuelles contradictions.

Assurément, dès Bordeaux, les préjugés de l'"industriel" homme d'action", qui se veut les pieds sur terre et exclusivement positif, trouvent naturellement carrière chez lui, contre l'inefficacité aisément attribuée aux administrations : impéritie de la préparation, insuffisance des résultats dans les ateliers d'Etat, sont deux thèmes obsédants. Mais son respect pour Millerand compense aisément cela (19). On sait qu'il l'avait approché dès l'époque où il connaissait peu le personnel politique, et l'avait apprécié. Lors de son premier passage rue St-Dominique, en 1912-1913, il l'avait jugé, l'observant à distance, "le meilleur ministre de la Guerre que la France ait eu depuis trente ans" (20). A Bordeaux, il le voit de près à l'oeuvre, tâtillon quelquefois, porc-épic, mais grand travailleur. Peut-être n'est-il pas aussi bon administrateur qu'on pourrait croire - "Il préside mieux un conseil qu'il n'organise un service" - mais il n'en est pas moins le seul ministre approché par Wendel "qui soit autre chose qu'un moulin à paroles" (21). Et c'est ainsi que sa chute, dans l'apprentissage de Wendel, va compter.

Dès le début de 1915, en effet, au moment où les bureaux de la Guerre sont ramenés dans la capitale, quelques semaines après la

Banque de France et les ministres, Wendel qui les a suivis peut observer l'usure rapide de son grand homme.

Il voit alors au travail les mécontentements qui s'accumulent, et la "conspiration des poignards" (22) qui se trame au Sénat. A la Commission de l'Armée, Charles Humbert mène efficacement campagne contre Millerand et ses généraux administrateurs (23),

Wendel estime que son départ serait une "catastrophe" et que le pays et l'armée en jugeraient ainsi (24), mais c'est en vain qu'il contribue à le faire défendre par son groupe, notamment auprès de Poincaré, président de la République, et dans les Débats (25). Il en veut à Clemenceau et Briand, "les deux grands conspirateurs" (26), pour leurs attaques et leurs intrigues - et son antipathie pour le second en particulier, qui va y gagner la présidence du Conseil, prend racine (27).

Resté assez proche de Millerand, malgré la vie de Paris, par l'intermédiaire de son homme de confiance, Raoul Persil (28), il assiste presque de l'intérieur à l'hallali, en octobre, et il lui est fidèle jusqu'au bout, en portant même son plaidoyer en délégation à l'Elysée (29).

Donc en 1915 seulement Wendel apprend à connaître vraiment l'univers des parlementaires. La défaite de Millerand lui enseigne quels peuvent être les cheminements lents de leur influence - au moins négative (30). Il peut bien être de ceux qui soutiennent Millerand contre les "rhéteurs" du Palais-Bourbon. Mais du même coup, il apprend à user contre les rhéteurs de leurs procédés mêmes. Et l'ambiguïté de son jugement sur la Chambre reflète bien la rencontre

entre les méfiances héritées et longuement nourries contre les députés et la satisfaction nouvelle d'être à présent l'un d'entre eux (31).
Mais quel pouvoir positif ?

SECTION 2 - Paris ou la Dispersion des Pouvoirs

Après son retour à Paris, le rôle personnel de Wendel dans les affaires publiques tant d'armement que financières s'amenuise vite. La création du sous-secrétariat d'Etat chargé des problèmes de l'armement, en mai 1915, et le rattachement à Albert Thomas, socialiste, son premier titulaire, de la direction de l'Artillerie et de la direction permanente des Fabrications, la prolifération conséquente des organes administratifs intéressés, le dépouillent lentement de responsabilités métallurgiques qui n'avaient jamais été bien codifiées (1). A la Banque, Pallain s'empresse de secouer la tutelle trop pesante qu'il avait dû subir, et Wendel redevient vite un simple spectateur.

Il lui reste donc à apprendre, retrouvant des loisirs, son métier de député, et d'abord ce qu'il comporte de devoirs quotidiens à l'égard de ses électeurs. Courrier abondant -soixante à quatre-vingts lettres par jour, de poilus et de réfugiés, en 1915 (2) - dont la charge à vrai dire ne peut lui être très lourde, ni matériellement puisqu'il dispose de toutes les facilités possibles de secrétariat, ni surtout moralement, tant est claire la satisfaction de soulager les multiples misères nées de la guerre; visites et hommages aux réfugiés d'Alsace-Lorraine et à leurs associations; assiduité régulière au groupe parlementaire des régions envahies dont les rencontres se tiennent au Sénat et qui s'efforce de défendre les intérêts matériels et moraux des populations(3); missions parlementaires au front au nom de la Commission des Mines et de celle des Assurances et de la Prévoyance sociale auxquelles il appartient; contrôle enfin du gouvernement à la Chambre parmi les intrigues auxquelles ouvre un champ renouvelé la durée inattendue de

la guerre : à la Fédération républicaine, il commence de faire figure (4).

Promouvoir Castelnau

Mais ce n'est là que menue monnaie - et souvent illusoire pesée. Au cours des deux années suivantes, les efforts les plus notables que déploie Wendel pour tenter de toucher indirectement à la conduite de la guerre sont consacrés au Général de Castelnau.

Wendel le rencontre pour la première fois en octobre 1915. Les origines du général, son catholicisme affiché, son "image" politique, le préviennent naturellement en sa faveur : il est de la famille ! L'entrevue n'a-t-elle pas été aménagée par le Père Trégard, jésuite, ancien et futur Supérieur de Saint-Louis de Gonzague, de longue date lié aux Wendel ?

Castelnau lui expose ses conceptions : la direction générale des opérations et la coordination des armées alliées doivent revenir au ministre de la Guerre français, "qui ne peut donc se contenter d'être un laborieux, honnête et consciencieux administrateur des besoins de l'armée". Cela pour Millerand. Une telle réforme des structures permettrait sans douleur d'éloigner, de rabaisser Joffre, "petit esprit qui recule toujours devant les décisions nécessaires". Le Père et le général voient Clemenceau à la tête du gouvernement et Castelnau à celle des armées...

Wendel n'est pas très séduit par l'organigramme proposé et il ne voit pas - à cette date - "Clemenceau en sauveur", mais Castelnau lui fait bonne impression : "esprit net, positif et parlant ferme" (5).

Donc le "capucin botté" sera désormais son candidat au commandement suprême, et il ne répugnera pas à se mêler aux querelles inépuisables et aux rivalités des grands chefs.

D'autant plus qu'au cours des mois suivants, Castelnau a l'habileté de garder par le même canal la liaison avec Wendel, et tout en accablant de sarcasmes les "généraux politiciens" à la façon de Sarrail, le franc-maçon, "représentant à l'armée de Malvy et consorts" (6), de se ménager de son côté et symétriquement un appui politique non négligeable.

Au début de décembre 1915, la droite semble penser que le soutien accordé par une partie d'entre elle à Briand va trouver sa récompense et que Castelnau, qui est son homme, va être porté à la place de Joffre : fausse nouvelle, les gauches ayant fait bloc contre lui (7). Par la suite, et bien que l'antagonisme entre Joffre et Castelnau paraisse s'apaiser, au soulagement non feint de Wendel(8), celui-ci retrouve l'occasion d'appuyer son héros, dès le mois de juin 1916 : il intervient alors auprès de Painlevé, ministre de l'Instruction publique, pour défendre Castelnau mis en cause par Renaudel, au nom des socialistes, en comité secret (9).

Six mois plus tard, à l'occasion du remaniement du ministère Briand, l'alerte est plus grave, et Castelnau paraît davantage menacé. On annonce, en effet, l'intention de Briand de l'envoyer en Russie comme "général-conseil" pour une durée indéterminée, et le gouvernement a beau présenter la chose comme un grand honneur, la droite y voit une "trahison" (10). Wendel court à Chantilly s'assurer que Castelnau ne souhaite nullement cet "honneur" et il fait dire à Briand, par l'intermédiaire de son ami le député financier Lazare Weiller que, si le départ de Castelnau était confirmé, il voterait pour la première fois contre le ministère et qu'assurément 125 modérés feraient comme lui.

Charles Benoist agit dans le même sens (11). La démarche obtient un demi-succès : la mission de Castelnau sera brève, et Malvy autorise Wendel à annoncer à ses amis que Castelnau recevra, à son retour, le commandement du plus gros groupe d'armée, celui du Nord (12). Ce ne sera en définitive que celui de l'Est : Wendel va se faire remercier par Castelnau à Mirecourt le 15 avril 1917, en y louant une fois de plus sa hauteur de vues (13).

Députés et militaires

Or l'affaire en son milieu a provoqué, fin décembre 1916, un entretien de Wendel avec Lyautey, ministre de la guerre, qui met bien en lumière la position assez ambiguë du député-maitre de forges, pris entre ses réactions anciennes et ses pratiques apprises : quand il défend Castelnau "au nom de la Fédération républicaine", il trouve un accueil qu'il décrit ainsi : "Lyautey m'a très aimablement reçu, mais dès que j'eus expliqué l'objet de ma visite, explosion ! - qui m'a valu un grand discours sur l'impossibilité de gouverner si l'on ne peut déplacer un général sans avoir quinze visites de parlementaires etc... (...) J'ai essayé tant bien que mal de faire comprendre au général qu'il y avait une question Castelnau depuis plusieurs semaines déjà, qu'il y avait eu des menaces et des promesses faites : il n'y a pire sourd que celui qui ne veut pas entendre - et Lyautey est déjà sourd sans cela..."

Wendel reste d'abord étourdi sous l'orage, puis il a cette remarque significative de ses réactions à double face : "Avec moi, Lyautey a visiblement voulu ménager la relation mondaine, tout en laissant

entendre au député qu'il se mêlait de ce qui ne le regardait pas. Cela a pu passer parce qu'au fond j'étais, comme chef de Maison, d'accord avec les principes qu'il formulait - mais je doute que Lyautey réussisse, d'une manière générale, avec le public parlementaire, s'il ne veut pas écouter ou tout au moins faire semblant d'écouter ce qu'on lui dit..." (14).

Telles sont les quelques bribes d'influence sur la guerre que Wendel trouve encore, bien médiocres en vérité, en 1915, 1916 et 1917. L'arrivée de Clemenceau y met fin tout à fait, parce que sa popularité à l'arrière et au front, l'adhésion profonde du pays, lui permettent au su de tous d'être absolument insensible à de telles interventions - tandis que Wendel lui-même, de son côté, ne peut plus y songer : aux cabinets précédents, il avait toujours accordé son appui, mais seulement du bout des lèvres. A Clemenceau, il donne bientôt, à l'instar du pays, sa confiance entière et il s'en remet à sa sagesse et à son énergie. S'il l'a accueilli avec une certaine méfiance héritée du passé (15), renforcée par la composition faible du cabinet, il va à lui, après quelques semaines, d'enthousiasme : "On a, pour la première fois depuis le début de la guerre", écrit-il dès la fin de 1917, "le sentiment que l'on n'est pas gouverné par un rhéteur" - mot favori, comme on voit, parmi les péjoratifs de Wendel - "et qu'il y a une volonté à la présidence du Conseil" (16). Les autres, dont la sienne, n'ont dès lors plus grand chose à dire sur l'essentiel.

Impuissance à la Banque

A Wendel, la Banque de France n'apporte pas de consolation. Son action désormais n'y est pas moins épisodique et limitée qu'au Parlement.

Limitée, certes, par la minceur de son expérience financière, limitée davantage par les circonstances mêmes de la guerre, qui rendent toujours timide, discrète, velléitaire la résistance aux requêtes du gouvernement : Alexandre Ribot, rue de Rivoli, sait se faire obéir.

On constate d'ailleurs que Wendel ne met pas en cause les options fondamentales de la politique financière - c'est-à-dire les emprunts intérieurs successifs, l'élévation progressive et démesurée des avances consenties au Trésor, la liquidation des emprunts à terme à la Bourse de Paris, la politique des changes, l'exportation d'or en Angleterre et aux Etats-Unis en couverture partielle des prêts reçus... En revanche, il s'irrite, à chaque étape importante, de voir les régents, et surtout les régents non banquiers, décidément traités par le gouverneur comme quantité négligeable. C'est l'effet du tempérament et de l'autorité de Pallain. L'acrimonie de Wendel s'accroît envers lui qui, de plus en plus lui paraît à la fois "confus et autoritaire..."(17,

Et il le remarque spécialement au mois d'août 1915, à propos de l'emprunt négocié en Amérique "Je n'ai pas d'opinion sur l'opération" écrit-il, précisant amèrement : "Le gouverneur ne l'a d'ailleurs pas sollicitée. Les régents banquiers avaient été informés parce qu'on avait besoin d'eux, les autres ont, de même que les deux sous-gouverneurs, été informés en séance, jeudi dernier..." (18).

Pour tenter de renforcer le poids du Conseil général en face du gouverneur, Wendel saisit l'occasion de la mort du régent Jules Bénard. Selon la tradition, les régents doivent proposer un nom aux actionnaires : Wendel avance, pour la succession, celui de Célestin Jonnart, ancien ministre et président de la commission des Affaires Etrangères du Sénat, qui est aussi le gendre d'Edouard Aynard, ancien député progressiste du Rhône, l'ami des Débats, et qui fut, lui aussi, régent très

écouté, disparu en 1913. Wendel tente d'expliquer à ses collègues les avantages qu'ils auraient à recruter une importante personnalité politique modérée, pour élargir la "surface" du Conseil. Il rallie à son idée Richemond et Laederich, qui forment avec lui et Loreau, la minorité industrielle du Conseil et il se croit près d'y amener aussi Rothschild et Dervillé, de la Banque de Paris et des Pays-Bas. Mais le gouverneur ne veut pas de Jonnart - "parce qu'il est un personnage plus important que lui", juge Wendel, qui pourrait menacer son règne exclusif - et il pousse "l'agriculteur" Emile Pluchet, honorable et effacé.

Inquiet d'une compétition entre Jonnart et Pluchet, Pallain suscite habilement un outsider, Felix Vernes, parce qu'il sait que la plupart des régents industriels sont avant tout soucieux de ne pas avoir un septième collègue banquier, que Pluchet leur sera donc moindre mal, tout en leur donnant l'illusion futile d'une victoire de leur volonté contre le gouvernement de la Banque : c'est ainsi que l'emporte Pluchet et que peut se réjouir Pallain (19).

Cette petite intrigue, échec de Wendel, est aussi un signe de l'emprise du gouverneur sur son conseil, et qu'il n'entend pas changer le style autoritaire de sa gestion. La suite est dans la logique. En avril 1916, Wendel peut bien élever une nouvelle protestation, exiger même qu'elle figure au procès-verbal (20), parce que Pallain a laissé Ribot négocier en Angleterre une convention financière qui entraîne une importante sortie d'or, sans en dire un mot aux régents (21) : nouveau coup d'épée dans l'eau (22).

L'année suivante, de la même façon, Wendel est écarté complètement d'importantes négociations menées avec le gouvernement sur le renouvellement du privilège de la Banque, venu à expiration. Il contribue seulement à imposer à Pallain, qui ne doit pas lui en savoir gré, la présence

à ses côtés, pendant les discussions, de Rothschild et de Richemond (23). Et il ne peut, en octobre, à leur issue, qu'"enregistrer le fait accompli" (24).

Son regret est d'autant plus vif que le privilège doit être, pour entrer en vigueur, ratifié par le Parlement, qu'il vient devant la Chambre en mai et juin 1918, que les socialistes saisissent l'occasion d'une offensive, qu'eux seuls animent la discussion, que Wendel constate une fois de plus "la lamentable (...) indifférence du centre et de la droite aux questions qui les touchent le plus..." (25). Ce serait là une belle occasion pour lui, trop rare durant cette guerre, de faire fructifier l'originalité de son double état, d'être le lien privilégié de la Banque et du Parlement. On sent bien qu'il y aspire - mais comment le pourrait-il, n'ayant rien su du détail de l'affaire ? Quand les socialistes, à la tribune, "insinuent un tas de choses" à propos d'une avance de 500 millions faite en 1915 à la Banque Impériale de Russie, en "profitant" de ce que "ministre et rapporteurs ne savaient rien de la question...", Wendel garde donc le silence avec un visible mélange d'irritation et d'amère satisfaction : "Si, au lieu de me tenir à l'écart des négociations sur le privilège, Pallain avait voulu m'y associer, il est probable que j'aurais pu fournir en deux mots les explications voulues; mais j'avoue que mes souvenirs étaient trop vagues pour permettre une intervention..." (26).

Il parle deux fois pourtant, un peu plus tard, mais c'est sur une question personnelle et en réponse au radical Henri Labrousse "dauba/nt/ sur l'internationalisme des régents dont, oh scandale ! les biens étaient séquestrés en Allemagne" (27). Wendel improvise une réplique (28), non sans un certain succès dans la presse et dans son monde (29), et il réitère un peu plus tard, pour défendre tant bien

que mal ses collègues Hottinguer, Heine et Mallet, attaqués comme administrateurs de la Banque Ottomane, c'est-à-dire une société relevant juridiquement - bien qu'en fait franco-anglaise - d'un pays en guerre avec la France (30). Caricature d'une grande intervention manquée...

SECTION 3 - Les Buts de la Guerre

Rencontres pour l'avenir

A défaut d'une action plus directe sur le déroulement politique ou économique des hostilités, Wendel cherche à jouer au moins sa partie dans la définition de l'après-guerre. Il participe activement aux travaux de divers organismes où l'on débat à la fois des buts de guerre et des problèmes pratiques que soulèveront, après la victoire attendue, la reconstruction des régions dévastées et les modifications territoriales qu'on escompte.

Il lui revient de s'en occuper, sous l'angle surtout de la protection des biens et de la réparation des dommages, au groupe inter-parlementaire des régions envahies (1). Il participe au "Comité d'Etudes économiques et administratives relatives à l'Alsace Lorraine" que préside Jules Siegfried et qui se propose d'"examiner ce qui pourrait être prévu du point de vue économique pour le traité de paix éventuel". Le Comité crée une "commission des Mines et de la Métallurgie" qui se réunit au Comité des Forges, rue de Madrid, à partir du printemps 1915, sous la présidence de Wendel (2).

Au même moment, d'autre part, il s'irrite de constater que la très officielle conférence d'Alsace-Lorraine, qui, à partir de février, sous la présidence de Louis Barthou, réfléchit au régime futur des provinces perdues, après leur restitution espérées, ne comprend en fait de Lorrain

que le seul Georges Weill, député socialiste de Metz au Reichstag. Pour réagir, Wendel suscite la création d'un "Groupe lorrain", constitué le 14 avril 1915, sous la présidence de l'ambassadeur Maurice Bompard et avec la participation active du Chanoine Henri Collin, figure de proue du courant catholique en Lorraine annexée (3). Ce groupe a son siège rue de Clichy, chez Wendel, et il prépare quelques rapports techniques au cours de l'année. Mais son but essentiel est atteint quand, au début de mai, Wendel est nommé, bientôt rejoint par Bompard et Collin, à la Conférence Barthou (4). Il y sera assidu (5).

Il est enfin actif au Comité national d'Etudes politiques et sociales, qui est fondé, en 1916, avec des intentions plus larges et plus vagues, sous l'impulsion d'Albert Kahn, et sous l'autorité de Léon Bourgeois, et qui tient ses séances au Collège de France ou à la Cour de Cassation (6).

Comme il en va pour la France entière, les buts que Wendel attribue à la guerre et dont il défend, en ces diverses instances et ailleurs, l'expression, varient dans la durée en fonction de la situation militaire - la seule reconquête des provinces perdues étant immuable revendication, celle-ci devant apporter à Wendel, comme on le sait, la réalisation de "tous ses rêves d'enfant" (7).

Le fond est simple et domine l'analyse dès les premiers jours : l'Alsace-Lorraine perdue rendait la guerre inévitable. La voici, enfin ! accueillie dans la joie.

C'est ainsi que Wendel a réagi avec une grande inquiétude, le 3 août 1914, aux faux bruits d'une conciliation possible : ne parlait-on pas "du recul des troupes allemandes" et "d'une conférence" ? Wendel écrit alors : "Au point où l'on en est, avec les atouts que la France semble avoir dans son jeu, je crois que ce serait remettre imprudemment

une partie qui doit fatalement se jouer, qui paraît belle pour l'instant" (8).

Roc d'une certitude. La France ne peut survivre sans l'Alsace-Lorraine. Tout le reste est à débattre.

L'atmosphère de Bordeaux, l'absence d'une décision rapide persuadant Wendel, dès la fin de 1914, comme on a vu, que le facteur économique serait décisif pour l'issue (9), il estime, au bout de la même logique, que l'épuisement économique de l'Allemagne est un objectif premier et qu'il exclut toute transaction prématurée : "Une paix boiteuse sera/It_/ la défaite assurée dans dix ans" (10).

Le 26 mars 1915, Wendel réunit pour la première fois, rue de Madrid, le "groupe Siegfried", nom usuel de la Commission qu'on a évoquée plus haut. Tout le monde, ce jour-là, "paraît disposé à demander la lune" (11).

En collaboration proche avec son frère Humbert, Wendel travaille alors à établir une hiérarchie des priorités. Les propos tenus par Humbert au quai d'Orsay, le 30 juillet, et surtout le rapport sur les Mines, rédigé par François lui-même et lu par Robert Pinot, à la mi-novembre, devant le Groupe Siegfried, disant sa doctrine et ses préoccupations (12). Il y mêle beaucoup de gourmandise quant aux revendications territoriales, à beaucoup de modération quant au respect des propriétés allemandes en Alsace-Lorraine : sur ce point peuvent jouer, il faut le dire, et comme on verra, des soucis d'actualité très immédiate quant aux représailles possibles à Hayange et à Joeuf. Cavallier et Pinot tendent ici à plus de rigueur (13).

Mais l'essentiel du rapport concerne la Sarre. Le déficit de la France en charbon sera aggravé par le retour de l'Alsace-Lorraine. Il

est indispensable d'acquérir le bassin houiller sarrois. Telle est la doctrine officielle du Comité que Pinot exprime en son nom, au même moment, devant divers auditoires (14).

Sur quoi, en 1916, l'entrée de Wendel au Comité national d'études lui donne l'occasion d'élargir sa participation aux débats au-delà des soucis professionnels et de jouer sa partie dans la brève agitation qui vient mettre un moment, au cours de l'été 1916, la question des buts de guerre au premier plan de la vie gouvernementale.

Au Comité national
d'études.

Il assiste, pour la première fois, au C.N.E. le 25 mars 1916, dans les locaux de la Cour de Cassation, quai de l'Horloge (15). Les fondateurs du Comité, considérant que, durant cette guerre, "pour n'être certes pas unanime, la France avait cette chance de ne pas se sentir divisée", avaient souhaité y réunir, en petit nombre mais très choisis, des représentants qualifiés de tous les secteurs d'activité du pays. Hormis Wendel, il n'y a là que peu de responsables de l'économie, le plus marquant étant Peyerimhoff, du Comité des Houillères (16).

Wendel est d'abord sceptique sur l'entreprise, jugeant la composition du Comité trop disparate pour "qu'on puisse aboutir à quoi que ce soit". Mais il est intéressé par cette occasion qui est neuve pour lui, de rencontrer des universitaires, des intellectuels, des avocats, toutes gens dont rien, d'ordinaire, ne le rapproche. Il est curieux surtout des syndicalistes ouvriers : "Il y avait là des gens amusants à connaître : le citoyen Jouhaux de la C.G.T., Kaufer, président du Syndicat du Livre, assez apprivoisés..." Il n'en doute pas moins du

résultat, au moins quant aux aspects sociaux de l'Union sacrée : "Patrons et syndicalistes ne seront pas suivis par leurs troupes, et si, comme cela est possible, le contact des patrons adoucit les Jouhaux et consorts, cela leur fera perdre leur autorité dans les milieux ouvriers..." (17).

Il dresse pourtant l'oreille, à la réunion suivante, le 10 avril, où l'on débat de la question d'arbitrage international cher à Bourgeois, en présence d'un "bel aréopage" : notamment Lavis, Appell, Bertillon, Bergson, Dubreuilh et Keufer, et sur un rapport d'Edgar Milhaud - auquel Peyerimhoff a mis la main, (18). "Bien de l'honneur fait à un vilain moineau", juge Wendel qui commente la séance en ces termes : "Israélite, professeur d'économie politique à Genève, ami de Bourgeois, Sembat et autres internationalistes rêveurs notoires, Milhaud nous a développé, avec un certain talent d'ailleurs, les beautés chimériques de l'arbitrage, ce qui ne m'aurait pas trop irrité si, démasquant le socialiste internationaliste faisant le jeu de l'Allemagne, il n'était venu nous proposer une déclaration des intellectuels français à l'adresse de l'Europe, tendant à proclamer que la France, oubliée des injures, champion du droit, répudiait toute annexion et entendait respecter les intérêts vitaux de l'Allemagne... J'avais bien envie de répondre qu'il fallait être inconscient pour tenir des propos semblables devant des gens dont l'Allemagne avait massacré 800.000 compatriotes, mais c'est Bergson qui s'est chargé de la réponse et qui, très spirituellement, a demandé à Milhaud si il avait bien compris et comment il plaçait ses désirs "dans le temps" : ils lui paraissaient réalisables dans quelques centaines d'années..." (19)

C'est aux mois de juillet et d'août que l'affaire de l'arbitrage revient devant le Comité (20), au moment où l'opinion publique paraît

porter aux buts de guerre un renouveau d'intérêt, où la censure cesse de faire respecter par la presse les consignes émises par Briand, en décembre 1915, interdisant tout article sur la paix et sur ses conditions éventuelles, et où la presse de droite évoque abondamment l'annexion de la Sarre (21). On apprend, à la Fédération républicaine, que Bourgeois réunit chez lui, outre Boutroux, divers juristes : Darboux Dumesnil, et le premier président Baudouin, du C.N.E., pour préparer une éventuelle proclamation sur la Cour d'arbitrage future et les buts de guerre très modérés de la France : elle renoncerait à envisager une occupation prolongée de la rive gauche du Rhin. Inquiet de cette initiative, Wendel décide d'intervenir auprès de Briand, pour empêcher la déclaration du Comité, prévue, semble-t-il, pour le 10 août. En fait, Briand a déjà été mis en garde par Beauregard, député de la Fédération et par Poincaré lui-même et Bourgeois a renoncé provisoirement à ses intentions (22). Dès la séance tenue le 2 août par le Comité, l'entreprise paraissait ralentie (23).

L'avis du Comité des Forges.

Le contraste est ici remarquable avec la publicité donnée, quelques jours auparavant, à une résolution du Comité des Forges qui est très peu "pacifiste". Le rapport de François de Wendel, établi l'année précédente, la lettre adressée officiellement à la fin de mars 1916 à Etienne Clémentel, ministre du Commerce, à l'occasion de ses pourparlers avec ses collègues des puissances alliées (24), et enfin le rapport plus récent d'Humbert, consacré aux aspects économiques du traité de paix futur, et discuté au cours d'une séance spéciale de la Commission de direction du Comité des Forges tenue le 29 juin, en ont préparé les voies. Non seulement la résolution pose "l'annexion du bassin houiller de la Sarre comme conforme aux intérêts les plus évidents de la nation",

mais elle ajoute, allant plus loin qu'en 1915 : "Le Comité des Forges de France est d'avis que toute extension de notre territoire ou de notre domaine économique au-delà de l'Alsace-Lorraine et de la Sarre ne peut que simplifier la solution des problèmes que soulève, pour notre industrie, la reprise ou l'annexion de ces provinces" (25). La métallurgie française redoute en effet que la houille sarroise soit très loin de suffire aux besoins nouveaux que rendrait nécessaires la restitution des territoires annexés et que, dans le même temps les produits fabriqués en Sarre n'augmentent la surproduction intérieure. C'est seulement à défaut d'annexion supplémentaire que le Comité des Forges souhaite voir imposer à l'Allemagne des fournitures de charbons et l'ouverture de ses marchés aux minerais. Eugène Schneider, d'abord réticent, parce qu'il craint que la Lorraine surtout bénéficie de tels avantages, finit, moyennant quelques concessions, par accepter que le Comité en exprime le vœu comme *pis-aller* (26). Mais l'essentiel, aux yeux du public, est ailleurs : les métallurgistes rejoignent avec éclat Maurice Barrès et les partisans de l'annexion de la rive gauche du Rhin. Les réserves que peut faire Darcy, de Châtillon-Commentry, absent à la réunion du 29 juin, dans deux lettres adressées à Briand (27), ne réussissent guère à affaiblir la vigueur d'une telle position. Le 10 juillet, devant la Société de géographie, Wendel conclut un exposé public sur la frontière future en des termes que le compte-rendu reproduit ainsi : *"L'orateur ne saurait dire si la frontière économique sera demain une barrière ou une muraille, mais une bonne frontière politique lui semble désirable, un large fossé nécessaire pour la déterminer : le fossé est le Rhin"* (28).

Les va-et-vient
de l'espoir.

Au cours de l'automne, les préoccupations de Wendel s'élargissent encore lorsqu'il entend, au C.N.E., des voix très autorisées préconiser la dislocation de l'Autriche-Hongrie. Il comprend bien que ce soit le désir ardent de Benès - mais des professeurs Ernest Denis et Jean Brunhes ? Mais de Gauvain, l'homme des Débats, à l'unisson de son directeur Nalèche ? (29). Le principe des nationalités, "cher aux princes de la pensée", ne vaut pas du tout, pour Wendel, qu'on l'honore "en supprimant les Habsbourg", quitte à "grouper en son nom les 70 millions d'austro-allemands"... Et il écrit : "Je ne peux m'empêcher de penser qu'une Allemagne de 70 millions d'habitants restera un danger formidable et qu'elle cherchera du côté d'Amsterdam et d'Anvers ce qu'elle ne pourra plus espérer du côté de Salonique et de Constantinople". Le Vatican a raison, même s'il est mû par des motifs différents, de défendre l'Autriche-Hongrie. Il faudrait, pense Wendel, ici visiblement tout-à-fait minoritaire, "une Autriche suffisamment importante pour ne pas être un satellite de Berlin, une Autriche diminuée de la Bohême, de la Transylvanie, Galicie, etc... mais augmentée de l'Allemagne du Sud..." (30).

Ces affrontements intellectuels ne sont pas, au demeurant, de bien grande conséquence. Wendel ne croit pas, d'accord en cela avec le gouvernement, qu'il soit sain ni utile de publier les buts de guerre de la France. Puisqu'on sait que l'Alsace-Lorraine échappe à toute controverse, le reste appartient aux négociateurs futurs qui devront arracher à l'ennemi tout ce qu'ils pourront selon l'issue de la guerre. En tout cas, il faut à tout prix, comme en août 1916, empêcher toute résurgence d'un "manifeste des intellectuels" : Wendel bat le rappel de ses amis,

quand on reparle, en novembre, au C.N.E., d'une initiative de Léon Bourgeois, et aux séances du 13 et du 20 consacrées à "l'arbitrage international", il prend à nouveau la parole pour défendre la frontière du Rhin contre "tous ces F." et intellectuels" et prêcher le silence (31).

Au cours des deux dernières années de la guerre, il prend une part moins active à de semblables débats, soit qu'il en ait épuisé l'intérêt, soit que d'autres soucis l'accaparent, soit encore que s'estompe, à partir surtout de l'arrivée de Clemenceau, la menace de manifestations "pacifistes". Mais par son attitude personnelle, il reste bien fidèle à sa doctrine réaliste : les ambitions qu'il nourrit pour la France s'enflent et se rapetissent en proportion de ses espoirs. C'est ainsi qu'on le voit, au creux de la vague, à la fin de décembre 1917, au terme d'une "année grise", se rabattre sur son programme minimum : "Il faudrait savoir", écrit-il alors, "attendre 1919 et le plein effort américain pour réaliser pleinement tous nos désirs (...) J'ai cependant l'idée (...) que, si nous nous contentons de l'Alsace-Lorraine et ne prétendons pas ravir aux Allemands leurs colonies, et imposer des indemnités et servitudes économiques, la paix pourrait être signée bien avant..." (32).

Et tout au contraire, après le tournant de l'été 1918, il revient à ses espoirs maximalistes. Le 11 octobre, un mois avant l'armistice, il écrit que, puisque l'Allemagne semble s'écrouler, "il ne dépend plus que de nos dirigeants de lui arracher ce qui doit lui être arraché : la rive gauche du Rhin" (33). Il va même le dire à Clemenceau, lui expliquer qu'à défaut d'annexion immédiate on pourrait espérer, à l'issue d'une occupation militaire interalliée prolongée de 15 à 20 ans, un plébiscite favorable à la France (34). Parmi l'euphorie de

la victoire, il redoute que la fin n'arrive soudain trop tôt et que le Kaiser ne soit renversé trop vite : "Le danger prochain", écrit-il au début d'octobre, "sera l'offensive de paix faite par une Allemagne démocratique. Tant que cette démocratie sera dirigée par un Empereur, peu de danger. Mais si, par malheur, l'Allemagne devenait républicaine, on verrait un tas d'imbéciles chez nous s'attendrir et vouloir ménager les libres citoyens de la douce Germanie..." (35).

CHAPITRE II

WENDEL CONTRE CREUSOT

CHAPITRE II

WENDEL CONTRE CREUSOT

INTRODUCTION

Dans les premiers mois de la guerre, à Bordeaux, Wendel a eu les mots les plus sévères pour ceux de ses confrères en métallurgie qui ne savaient pas étouffer leurs préoccupations d'intérêt personnel. Certes, quand l'équipe se réduisait à peu près à Pinot, Loisy, Renault et lui-même, il a constaté que le souci des bénéfices restait encore subordonné aux exigences de la défense nationale. Mais il a éprouvé, dès ce moment, le sentiment d'un autre témoin du 20 septembre, le colonel Buat, chef de cabinet de Millerand, au jugement de qui, noté à chaud, les industriels "non officiels", c'est-à-dire "ceux n'appartenant pas à la direction des grands établissements Le Creusot, St-Chamond, la Marine, mais travaillant pour leur propre compte, dans leurs propres usines - tels Renault et Loucheur - dominaient de haut par leur audace, leur confiance dans leurs moyens, l'assurance de leur production future, les Courville et les Laurent" (1).

Ce sont ces derniers en effet qui arrachaient tôt cette exclamation à Wendel : "Le mercantilisme de mes confrères me dégoûte !" (2). Le temps qui passe tout à la fois rabaisse les élans au niveau du quotidien et, multipliant les parties prenantes, restitue au seul appât du gain, chez beaucoup, la prépondérance.

Il est vrai que la situation propre à la "Maison", dépouillée dans les premiers temps, par l'invasion ennemie, de la presque totalité

de ses établissements compense la cruauté des occasions manquées par la satisfaction première de ne pouvoir penser, par force, qu'à la nation en péril : douloureuse vertu - et pourtant provisoire.

Car bientôt, pour Wendel aussi, revient non seulement l'instinct d'une solidarité industrielle aiguisée par les attitudes d'un milieu parlementaire spontanément jugé incompréhensif ou malveillant, mais même encore et par des voies détournées, le souci plus direct des grands intérêts privés dont il a la charge, - et qui sont aussi les siens. Le heurt, alors, survient très vite avec un grand rival.

Or, dans chacun des deux cas, solidarité ou bataille, le jeu se complique. Qu'il parle pour son monde, ou qu'il affronte le Creusot, comment Wendel pourra-t-il s'accommoder en même temps de l'ambition nationale, de la prétention maintenue de travailler au bien de l'Etat ? Convergence, compromis ou casuistique ? Important apprentissage, ici encore, pour ce qui suivra.

SECTION 1 - Le Retour des Soucis privés

A la Commission des Marchés

Participant, le 25 novembre 1971, au Palais Bourbon, à la discussion d'une loi nouvelle et de circonstance sur les incompatibilités parlementaires, Guy Ducoloné, député communiste des Hauts-de-Seine, évoquait en ces termes l'ombre de François de Wendel comme symbole passé d'interférences coupables entre les affaires et la politique : "En 1916, la Chambre des Députés désigna une commission d'enquête au sujet d'un scandale sur des tôles d'acier. Un bureau d'achat s'était ouvert à Londres, dirigé par M. Humbert de Wendel. Les tôles valaient 29 francs en Angleterre, mais en France, elles en coûtaient 95 pour avoir simplement traversé la Manche. La Chambre des Députés s'en émut. Une commission d'enquête fut désignée mais n'aboutit pas : son rapporteur était M. François de Wendel (Sourires)" (1).

Affaire à élucider ! Humbert de Wendel est en effet rappelé des armées à la fin de 1915 et placé à la tête de la Commission d'achat d'acier et de combustibles installée en Angleterre. Vers le même moment, son frère est désigné à la Chambre, par son groupe, comme membre de la Commission spéciale présidée par Julien Simyan, député de Seine-et-Oise, et chargée de vérifier la régularité des marchés de guerre passés par l'Etat(2). Membre et secrétaire de la 3ème sous-commission, celle de l'artillerie, des poudres et des explosifs, il reçoit l'attribution du secteur des matières premières et de l'acier (3). Bien qu'il se soit proposé lui-même en évoquant sa compétence (4), il ne met aucun enthousiasme à la tâche, laisse traîner les choses, y travaille un peu durant l'été 1917, et finit par repasser le dossier, en octobre 1918, quand il

accède à la présidence du Comité des Forges, à son collègue Jules Brunet, député de Dordogne, qui le laisse tout autant que lui dormir (5). Pourquoi cette surprenante indolence - relevée à l'extrême gauche dès janvier 1919, au cours de l'interpellation Barthe sur le Comité des Forges ? (6).

Les Wendel n'avaient en l'occurrence nul intérêt direct et personnel, en dépit de ce qu'in-sinue l'orateur de 1971, puisqu'ils ne fabriquaient ni ne vendaient pour ainsi dire plus d'acier. Humbert fut d'ailleurs envoyé en Angleterre par le socialiste Albert Thomas, sous-secrétaire d'Etat à l'artillerie et aux munitions, persuadé non sans motifs qu'il aurait plus de compétence et plus d'autorité qu'un fonctionnaire sur la place de Londres pour la tâche à improviser en toute hâte (7).

Mais alors pourquoi donc, chez François de Wendel tant de mollesse dans sa mission de contrôle ? Dès les premières séances de la sous-commission de contrôle, il note les doutes que la procédure lui inspire, "saisissant /mal/ ce que peut donner la révision de 10.000 marchés par des politiciens plus haineux que compétents" (8) et il pronostique : "la commission des marchés de 1870 a dû, après des débuts retentissants, abandonner la partie; il en sera de même en 1916..." (9). Un trompe-l'oeil ? Les longues séances consacrées par la Commission à examiner les cas divers des grands magasins (10), des marchés de laitons et de cuivre (11), ou des marchés des grains - Baumann des Grands Moulins de Corbeil étant sur la sellette (12) en attendant Louis Louis-Dreyfus, mis en cause dès l'origine de la guerre mais qui ne comparaitra qu'en février 1918 (13) - n'ont fait que renforcer son scepticisme, tant leur effet pratique a été mince. Est-ce assez pour justifier son abstention totale ?

Que la peur du gendarme ait pu être pour beaucoup le commencement de la sagesse, il ne paraît pas y songer.

Certes, il faut bien observer ici, pour prendre la mesure des choses, que le recul devant l'immensité de la tâche n'est pas propre au seul Wendel. 1917 s'achève, en effet, sans que la 3ème sous-commission ait présenté un seul rapport (14). Elle n'en produira que deux ou trois avant la fin de la guerre (15). Mais on ne peut exclure d'autre part qu'au moment de jouer les procureurs, et quels que puissent être ses reproches envers ses confrères, Wendel ait éprouvé plus ou moins consciemment, contre le monde des "politiciens plus haineux que compétents", le sentiment d'une solidarité de groupe qui ait achevé de tuer en lui toute ardeur.

Il ne paraît jamais créditer le système de ce qu'il a été capable, après tout, démentant bonne part de ses critiques, de l'installer, lui, Wendel, avec sa compétence métallurgique, dans ce rôle indispensable de contrôleur. Il ne paraît pas non plus en déduire le devoir d'une exceptionnelle rigueur. Il ne paraît jamais songer qu'il manque ainsi l'occasion d'aider la démocratie parlementaire à échapper à l'impitoyable alternative des incompétences partisans et des égoïsmes particuliers.

Le prix des charbons

Un autre cas d'espèce vient éclairer, vers le même moment, entre intérêts professionnels et intérêt général, l'ambiguïté de sa position.

Wendel consacre plusieurs interventions en commission des Mines,

puis son maiden speech en séance plénière, le 23 décembre 1915, au projet de Marcel Sembat, - élaboré en réalité par son directeur de cabinet Léon Blum - sur la péréquation du prix des charbons. Le but de la loi est de supprimer, par un système de taxe et de détaxe, la différence considérable - et croissante - qui existe entre les prix des charbons anglais importés (ils fournissent environ 50 % de la consommation) et ceux des charbons français, aboutissant à la fois à de grandes injustices et à d'absurdes gaspillages de frais de transport, les courants les plus imprévisibles et les plus irrationnels s'établissant à travers le territoire (16).

Le Comité des Houillères, emmené par son secrétaire général, Henry de Peyerimhoff, s'est montré, dès l'origine, radicalement hostile au projet, -sachant bien que ses membres risquaient de devoir prendre à leur compte tout ou partie de la taxe prévue. Wendel est membre du Comité des Houillères, puisque la Maison possède ses propres mines, mais il ne s'identifie pas à celui-ci : "Croyez bien," s'écrie-t-il à la tribune en décembre, "que je ne défends pas les compagnies houillères. Je suis même assez disposé à (...) dire que les compagnies houillères trouvent en ce projet l'avantage de voir détourner d'elles les critiques formulées contre la hausse des charbons. ¹⁰Orénavant ces critiques se tourneront contre la taxe, cause de tout le mal, c'est-à-dire contre le gouvernement..." (17).

L'argument est un peu spécieux, précisément parce que les houillères, comme on a dit, auront leur part de sacrifiée. Mais l'affirmation est vraie que Wendel n'est pas ici leur porte-parole. A l'en croire, Constant Roden, député du Pas-de-Calais, président de la Commission des Mines, jouerait suffisamment ce rôle (18).

Le Comité des Forges, où surtout il est chez lui, verra de son côté ses membres à coup sûr souffrir de la réforme : les gros

utilisateurs plus que les petits ont des liaisons anciennes et solides avec les bassins charbonniers français (19) et ils détestent assurément le projet de Sembat. Seulement Wendel provisoirement est exclu du jeu industriel et son provisoire dépouillement lui donne ici aussi une indépendance forcée - qui pourrait être précieuse.

C'est ainsi que dans un premier temps, et presque jusqu'à l'arrivée du projet Sembat-Blum en séance plénière (20), Wendel l'a défendu. Le 4 août 1915, entendant pour la première fois Sembat traiter la question en commission, il notait : "Onⁿ arrivera à une répartition logique réduisant les transports au minimum que si les prix de l'intérieur et de l'importation sont suffisamment voisins : taxe sur les charbons français permettant de donner des primes à l'importateur ou unification absolue des prix. Il faut choisir entre ces formules, mais elles seules peuvent donner ce que l'on cherche. Tant pis si elles sont un peu révolutionnaires !" (21). Peyerimhoff, le 31 août, n'a pu le détourner de cette idée (22). Après un temps d'hésitation (23), ^{il la défend,} à la surprise et à la satisfaction de Sembat et de Blum, jusque dans le cabinet du Ministre, contre le directeur des Mines, Paul Weiss : celui-ci prônant le système du Comité des Houillères - simple expédient sans grande portée⁽²⁴⁾ que Darcy et Peyerimhoff sont venus exposer à la commission (25). Wendel, au contraire, souhaite voir "réduire automatiquement les bénéfices des Houillères" qu'il juge démesurés (26). Il propose même divers correctifs de détail qui ne remettent pas en cause le principe de la péréquation totale (27) dont il demeure, le 18 novembre, partisan résolu, beaucoup plus que Sembat lui-même, qui paraît fort hésitant, pris entre Léon Blum et Paul Weiss (28).

Sur quoi - c'est une surprise - dans les derniers jours, Wendel retourne brusquement sa position. Le 22 novembre, quand la commission se prononce sur le texte définitif, présenté par Durafour, en accord avec Sembat, il avance pour la première fois "des critiques d'ordre général" contre la péréquation qu'il avait si longtemps approuvée en

se consolant qu'elle fût "révolutionnaire". A présent, il s'en prend, et pour la première fois depuis qu'est lancé le débat, à l'office de répartition proposé par Durafour, avec cet argument qui souligne son évolution : "Rien n'est plus aléatoire que de remplacer un organisme qui fonctionne, avec les difficultés inévitables dans les circonstances actuelles, par un système que n'approuvent pas en général les gens qui ont l'expérience de ces sortes d'affaires" (29). Et le 23 décembre, il parle contre le projet à la tribune. Il suffira qu'on agisse sur le prix de revient des charbons anglais en pesant sur les frêts et surtout les surestaries (30). Net recul (31).

Certes Peyerimhoff et Pinot n'avaient probablement pas le moyen de le faire seuls changer son fusil d'épaule. Lui-même donne dans ses notes un autre motif qui l'aurait convaincu d'évoluer : les prix anglais continuent de monter si fort⁽³²⁾ que l'on aboutirait à un véritable bouleversement de l'économie française (33). Et il l'explique en séance plénière : quelle que soit la prospérité des houillères et de la sidérurgie - il l'admet volontiers - l'augmentation des coûts serait telle pour la seconde qu'elle ne pourrait plus "l'avalier" même en collaboration avec les premières.

Il prévient donc sans fard que les métallurgistes se hâteront de répercuter la hausse dans le public, tandis que les affaires utilisant des charbons anglais mettront "infiniment moins de précipitations, dans les temps troublés que nous traversons, à faire bénéficier leur clientèle de la ristourne prévue par le projet" (34). L'argument est intéressant. Non sans cynisme, Wendel parle réalisme. Il défend les privilèges actuels - qu'il reconnaît lui-même excessifs - de la majorité de la profession dont il reste, provisoirement inactif, l'un des fleurons, au nom de la possibilité pour elle toute entière, d'échapper indirectement à l'effet des mesures d'équité envisagées... C'est au fond

nier d'avance toute possibilité de contrainte législative. C'est dire au gouvernement : vous avez peut-être raison de rechercher une plus juste répartition, mais je vous préviens que mes confrères y échapperont.

Wendel s'éprouve lui-même sans nul doute comme indépendant. Mais il n'est pas toujours aisé de distinguer dans la pratique les apports de sa compétence à l'intérêt général et ses retours spontanés à une quasi-instinctive solidarité corporative (35).

Un certain
réalisme .

Aussi bien rencontrerait-on la même incertitude dans l'analyse de ses interventions consacrées à la taxation des bénéfices de guerre. Il vient dire à la Chambre, en novembre 1916, qu'en limitant ceux-ci, comme on le projette, à un total de 12 % supérieur à la moyenne des deux exercices précédant la guerre, "l'Etat renoncerait à utiliser un sentiment qui n'est peut-être pas un grand sentiment mais qui n'est cependant pas moins l'un des plus puissants leviers humains, le sentiment de l'intérêt (Exclamations sur les bancs du parti socialiste) (...). Je n'hésite pas à dire que dorénavant il deviendra difficile, pour ne pas dire impossible, de trouver des capitaux pour créer des entreprises nouvelles. Et même dans les usines existantes, je ne serais pas surpris de voir graduellement, insensiblement, un calme relatif succéder à la fièvre qui règne actuellement" (36).

N'est-ce pas ici encore la même franche - ou cynique - position? Wendel connaît son monde et met son expérience au service de la Chambre.

C'est proposer le chemin de l'efficacité à ses collègues du Parlement mais pour le plus grand bénéfice de ses confrères de l'industrie...

Il est très rare en revanche qu'il accepte de se faire simple porte-voix au Parlement. Une fois seulement, à vrai dire, sur un point précis, il cède à la demande expresse de Peyerimhoff en tâchant "sans grande conviction" de faire rejeter le principe des commissions mixtes ouvriers-patrons qu'on songe à établir dans les mines pour y contrôler les niveaux des salaires. Son argumentation n'est qu'assez faible et son inexpérience ayant demandé un scrutin, il est battu à plate couture... (37). L'épisode au surplus lui vaut son premier accrochage public avec les socialistes (38). Bonne leçon : Wendel découvre à ses dépens que son nom seul, parce que symbolique, suffit ici à déchaîner l'orage dans l'hémicycle et que sur des questions touchant de près à la métallurgie, une intervention ouverte de sa part a grandes chances de desservir une cause quelle qu'elle soit. Pour quelques rares adversaires qui se féliciteront de "se trouver en présence d'un patron connaissant les affaires et se chargeant lui-même de défendre son point de vue" (39) - opinion assez raisonnable - la plupart s'exaspéreront. Et que sera-ce quand Wendel sera rentré dans le jeu des affaires ! Aussi bien laissera-t-il bientôt à d'autres, qui sont moins voyants, le soin de s'avancer en première ligne au Parlement pour défendre les intérêts de la profession, d'autres qui n'aient pas comme lui l'ambition d'affronter "la grande politique".

SECTION 2 - La Bataille des Sequestres

Mais voici, à la rencontre de l'idée que Wendel peut se faire du bien public et du souci renaissant des prospérités sidérurgiques, bien plus grosse affaire : le duel qui l'oppose, géant contre géant, à la puissance des Schneider. Un affrontement qui s'esquisse à partir de 1914, mais qui ne prend toute son ampleur qu'à partir de 1915-16. Et ce n'est plus la corporation cette fois, mais la Maison elle-même qui est en cause, tout dépouillés qu'en soient, pour l'heure, les chefs.

Un antagonisme ancien
qui s'avive.

Les relations des deux empires métallurgiques avaient été dès avant la guerre, plus complexes que celles d'une simple rivalité : parce que le Creusot avait de longue date pris pied en Lorraine, au coeur des intérêts Wendel. Les établissements de Joeuf, c'est-à-dire la société de Wendel et Cie, créée en février 1880, pour faire pendant, du côté français, aux "Petits-Fils de François de Wendel" demeurés à Hayange en Lorraine annexée, réunit, outre les banquiers Seillière et Demachy, pour une part, des capitaux Schneider et des capitaux Wendel, à égalité de quatre parts chacun (1). Les conséquences ne surprennent pas : l'emprise de Wendel sur Joeuf est chroniquement remise en cause, par vagues successives, depuis des années. Les tiraillements sont constants(2). L'atmosphère du Conseil d'administration des assemblées de Joeuf s'en ressent. En 1908, les deux Maisons se sont vivement affrontées sur l'achat du charbonnage d'Orange-Nassau en Hollande, que les Wendel n'ont pu arracher qu'en faisant appel, contre leur règle, à un emprunt extérieur (3).

Un peu plus tard, Eugène Schneider et François de Wendel ont été en compétition larvée pour le siège du Conseil de Régence. Le premier a finalement renoncé à le briguer mais a dû voir sans tendresse le second l'obtenir.

Ainsi existe-t-il entre les Schneider et les Wendel, un solide héritage d'amertume. A Bordeaux, le Lorrain juge avec sévérité, comme on sait, l'attitude des maîtres de forges du Creusot - qui lui paraissant garder beaucoup trop, en si dramatiques circonstances, le souci de leurs bénéfices, sans même qu'ils soient exacts à tenir leurs échéances (4). Ah oui, décidément, "le Creusot sortira plus enrichi que grandi de la guerre !" (5) : Wendel recueille d'une oreille attentive tous les bruits qui lui reviennent sur cette âpreté au gain(6).

Et comment n'éprouverait-il pas, même s'il s'en défend devant lui-même et devant les autres, et surtout à mesure que la guerre se prolonge, quelque secrète jalousie devant cette prospérité interdite aux maîtres de forges lorrains ? Son ami Pralon, de Denain-Anzin, placé dans la même situation que lui, citait un jour Virgile devant la Commission de direction de la rue de Madrid, à l'adresse de ses confrères et rivaux plus heureux, pour affirmer sa sérénité : "Vous pardonnerez à un vieil et entêté amant de la culture classique de résumer son sentiment en vous disant, comme Mélibée dépouillé de sa terre et fugitif à Tityre resté l'heureux possesseur de son champ et de son troupeau "Non equidem invideo, miror magis" (7). Non seulement nous ne vous jalousons pas, mais nous sommes fiers de l'oeuvre magnifique que vous avez su accomplir dans des conditions extraordinairement difficiles..." (8). Mais Mélibée lui-même était-il tout-à-fait sincère ?

Des frictions mineures surgissent entre le Creusot et les Wendel dès la fin de 1914, à propos des relations financières à Joeuf. Le premier

doit aux seconds quatre millions et demi de francs. En août, "afin de faciliter /à Schneider/ sa participation à la défense nationale", les Wendel lui ont consenti la remise de ses dettes à un taux d'intérêt très bas. En décembre, François juge que, puisque "les fournitures du Creusot à l'artillerie se font au prix fort" (il est "bien placé pour le savoir", puisque le Creusot vient de rembourser 5,7 millions à la Banque de France et de compenser son solde débiteur à la Banque Demachy "ce qui ne s'était pas vu depuis longtemps"), ce serait de la naïveté de continuer : il avise donc le Creusot qu'il entend désormais recevoir, sur les 4,5 millions, un intérêt de 6 % égal au taux des avances de la Banque de France (9).

Le Creusot s'exécute de mauvaise grâce, mais il se revanche un peu plus tard, à propos d'un problème touchant des parts de Joëuf qui appartiennent à la Banque Demachy, et dont celle-ci, depuis 1912, voudrait se débarrasser. Schneider affirme posséder un droit de préemption que les Wendel lui contestent : il faudra un procès pour que ces derniers l'emportent (10).

C'est aussi dans le cours du premier semestre 1915 que Schneider engage une violente attaque contre Millerand et contre le général Baquet, directeur de l'Artillerie, contribuant puissamment à l'hostilité qui se développe à la Commission nationale des Armées. François de Wendel est avisé par Pinot du rôle joué par le Creusot dès la fin avril 1915 (11). En Millerand, Schneider n'attaque-t-il pas, outre le ministre de la Guerre, celui qui est, depuis 1907, l'avocat des Wendel dans les différends en cours ?

C'est le Creusot qui aurait inspiré - "acheté" dit Wendel - Charles Humbert et le Journal qu'il dirige, pour mener la campagne lancée sous le cri "des canons, des munitions" (12). Le conflit se durcit au cours du printemps et au mois d'août : "guerre ouverte" (13). Comment Wendel aurait-il indulgence pour le Creusot ?

Telle est la montée des rancunes et c'est sur ce fond de décor que naît entre les deux puissances, en novembre 1915, et sur un front apparemment secondaire, le conflit violent qu'on peut choisir d'intituler la "bataille des sequestres".

Le problème des
sequestres.

Il faut savoir que, dans les mois qui suivirent le début de la guerre, France et Allemagne mirent sous séquestre, chacune sur son territoire, les biens appartenant aux ressortissants de l'autre. Rien que de normal ici juridiquement, et de conforme aux usages internationaux (14). Hayange fut laissé de la sorte sous la houlette de principe d'un curateur -von Skal - et sous l'autorité effective de Robert Pastor, directeur général allemand nommé par les Wendel. Mais ceux-ci purent craindre très vite que le gouvernement français, la guerre se prolongeant, ne voulût aller au-delà des mesures conservatoires ordinaires, saisir, puis liquider peut-être les biens allemands en France. C'eût été encourir très probablement des représailles en Lorraine annexée, et d'abord à Hayange (15). Les biens des Wendel n'étaient-ils pas estimés par les Allemands à 24 millions de marks pour un total de participations industrielles françaises de 54 millions (16)?

Dès les temps de Bordeaux, Wendel s'émeut de la circulaire du 13 octobre 1914, adressée par Briand, garde des Sceaux, aux présidents et procureurs généraux des Cours d'appel et qui leur prescrit la saisie et la mise sous sequestre de toutes les marchandises, valeurs mobilières et immobilières appartenant à des sujets allemands (17).

Il court chez Briand, ministre de la Justice, pour expliquer à son cabinet puis à lui-même qu'une pareille atteinte à la propriété privée, qui est en soi scandaleuse, entraînerait au surplus des mesures en retour et que "la balance ne serait pas en faveur de /la France/" (18). En même temps, il fait donner l'ami Nalèche, dans le Journal des Débats. Sous le titre "Le Malentendu", le journal publie la circulaire en feignant de l'explicitier et affirme que, selon les règles du droit international "la propriété ennemie doit être respectée" (19). Intervention importante, à en croire Nalèche lui-même (20). Le 16 novembre 1914, quoi qu'il en soit, paraît à l'Officiel une nouvelle circulaire de Briand qui précise que le sequestre des maisons allemandes ne constitue pas une liquidation (21). Le gouvernement allemand, tout en reconnaissant que le gouvernement français a "battu en retraite dans une certaine mesure", n'en décide pas moins que le Chancelier peut décréter désormais, pour représailles éventuelles, la dissolution avec mise en vente de leurs biens, des sociétés françaises officiellement mises sous "administration forcée" à partir du 26 novembre (22). Représailles ? Wendel est si inquiet pour Hayange qu'il songe un moment à répondre à un appel de Pastor et à aller le rencontrer à Berne le 10 décembre; il faut les instances de sa mère et de son frère Maurice, puis l'interdiction de Millerand lui-même pour le détourner de cette imprudence politique (23).

Tout au long de 1915, les choses en restent là. Les rapports qui parviennent à Wendel lui apprennent que si à Joeuf dont on a tôt vidé les stocks (24), les Allemands commencent de démonter les cuivres de l'électricité, mais sans s'attaquer encore aux machines elles-mêmes (25), à Hayange on a remis quatre fourneaux en marche (26), l'on travaille à 40 % de la capacité (27) : le sequestre n'y entre effectivement en

vigueur que le 29 mars (28). Les charbonnages de Hamm, dans la Ruhr, propriété Wendel, connaissent naturellement le même sort (29). Les Wendel peuvent se croire rassurés et penser atteindre sans trop de dommages la victoire qu'ils croient proche - mais voici qu'à l'automne, le Creusot entre dans le jeu.

L'affaire de Normandie.

C'est en Normandie, par un chemin indirect, que les intérêts des deux parties s'entrechoquent. Depuis 1901, les intérêts métallurgiques allemands y ont pris pied. Les Thyssen, en particulier, y ont constitué, en collaboration avec la société Cail de Le Chatelier, et sous la présidence de Louis Le Chatelier, la société anonyme des Hauts Fourneaux et Aciéries de Caen, au capital de 30 millions de francs, et ils possèdent 40 % des mines de fer de Soumont et de Pénières. Malgré les péripéties diverses qui ont obligé les Allemands, au cours des années précédant la guerre, à quelque discrétion, leurs diverses participations sont assez importantes pour susciter bien des convoitises (30). Mais il est clair que toute tentative française pour mettre la main sur ces biens à la faveur de la guerre vaut dire danger immédiat pour les industriels des provinces annexées et des territoires occupés : Wendel au premier rang.

La première alerte date de septembre 1915. A cette date, il revient aux oreilles de François de Wendel, par l'intermédiaire de la Suisse, que Thyssen chercherait à faire exproprier Hayange sous prétexte que Le Chatelier conspire contre lui et qu'à Caen on a négligé de renommer des administrateurs allemands dont le mandat était expiré (31). Pastor,

inquiet, voudrait une intervention auprès de Briand (32). La menace est encore diffuse : Wendel ne bouge pas.

Mais deux mois plus tard, tout change de face. Car, à côté de la société Cail dont l'avenir est incertain, puisque l'essentiel de ses biens est dans le Nord, aux mains des Allemands, le Creusot entre avec tout son poids dans le jeu, pour tenter de profiter de l'aubaine (33).

Certes on ne parle plus d'expropriation proprement dite : on arriverait à un résultat voisin en augmentant le capital. On fonderait une nouvelle société purement française qui se substituerait à l'ancienne pour l'achèvement et l'exploitation des usines, avec "l'approbation d'un groupe représentant la majorité des actionnaires - allemands exclus naturellement" (34). Mais sous des apparences plus pudiques le résultat sera le même : ce sera noyer définitivement les capitaux germaniques. Quand bien même le gouvernement resterait en dehors de l'affaire, on peut craindre qu'aux yeux des Allemands, il ne paraisse avoir prêté la main à cette opération par l'intermédiaire du séquestre(35).

Or, voici que le cas s'aggrave, précisément, quand on apprend que l'Etat consentirait, à la requête du Creusot (36), une avance de 25 millions pour faire se construire à Caen une aciérie Martin, jugée indispensable à la Défense Nationale. Pour Wendel, le péril devient alors pressant. Il faut se battre !

Ainsi commence une violente lutte d'influence au coeur de la métallurgie, restée pratiquement inconnue jusqu'à aujourd'hui, tant furent épars et courts les échos qui en parvinrent au public.

Les deux camps se renforcent

Au seuil d'une première étape, il faut grossir son camp et rassembler des industriels qui ont même intérêt. En Lorraine, ces "puissances moyennes" que sont la Marine-Homécourt, Pont-à-Mousson et Micheville ont l'habitude de se concerter et associent volontiers leurs efforts. Mais cette fois elles ne réagissent pas à l'unisson. La Marine-Homécourt devrait craindre pour ses Charbonnages d'Aix-la-Chapelle - mais son chef, Théodore Laurent, se rallie pourtant au projet Schneider. On lui a proposé d'entrer dans la combinaison (37). Camille Cavallier, le "patron" très autocrate de Pont-à-Mousson et Emile Ferry, pour Micheville, échappent en revanche, après un temps d'hésitation, à l'influence de Laurent, et ils donnent à Wendel leur accord et leur appui : eux sont très sensibles à la crainte des représailles (38). De même marchent avec les Wendel Léon-Lévy, de Châtillon-Commentry, président de la Chambre syndicale du matériel de guerre, puis, du côté de l'ouest, parce que rivaux de Caen, Jules Bernard de Basse-Loire et Pétin de Basse-Indre (39).

Comme d'ordinaire quand la métallurgie est déchirée de l'intérieur, le Comité des Forges, dont Wendel est vice-président depuis le 18 mars 1915, n'a qu'un rôle très faible : il n'est nullement un organisme d'arbitrage, à peine un décor où se croisent parfois des regards hostiles. Depuis la mort de Guillaïn, en avril 1915, le Comité n'a qu'un président ad interim, qui est Pralon, d'assez faible autorité, et le soutien qu'il donne en l'occurrence, en même temps que Pinot, au groupe Wendel, compte peu. Wendel se contente donc, à la séance de la Commission de direction du 16 décembre, et en l'absence remarquée d'Eugène Schneider, d'évoquer un projet "qui défraie toutes les conversations" : passant rapidement sur la question des représailles "qui n'intéresse pas la collectivité", il insiste sur "les conséquences pour toute la métallurgie de l'intrusion de l'Etat dans le secret de ses affaires..." (40). Et lors de la réunion suivante, on lit au procès-verbal : "la Commission, constatant le désaccord qui existe dans son sein sur cette question, décide de la retirer de l'ordre du jour, en exprimant le vœu qu'elle puisse y être inscrite à nouveau pour constater que l'union, si nécessaire à tous, est faite encore une fois entre tous les métallurgistes..." (41).

C'est dire assez qu'il est beaucoup plus précieux de trouver quelque appui en dehors de la métallurgie : Saint-Gobain, inquiète pour ses succursales allemandes, envoie son directeur Delloye apporter son concours (42).

Préliminaires

Ainsi conforté, Wendel tente d'abord d'étouffer le projet dans l'oeuf en faisant le siège un par un des responsables politiques. Il va donc rendre visite successivement, entre la fin de novembre et le début de janvier, à tous ceux, ministres et fonctionnaires, qui ont ici une parcelle d'autorité : il va voir Marcel Sembat, ministre des Travaux publics, mais qui semble, au témoignage ultérieur de son directeur des Mines, tout-à-fait étranger à l'affaire (43). Il va voir Viviani, garde des Sceaux, Albert Claveille, directeur général des Fabrications d'Artillerie, Philippe Berthelot, directeur adjoint des affaires politiques au quai d'Orsay (44). Il va enfin jusqu'au sommet, en conduisant, le 31 décembre, chez Briand, président du Conseil, et Ribot, son ministre des Finances, une délégation composée de Léon-Lévy, Pralon, Ribes-Christophe, vice-président de la Chambre de Commerce de Paris, et Deloye pour Saint-Gobain (45) - autrement dit, vue d'en face, selon les termes mêmes de Louis Le Chatelier - "réunissant trois des noms les plus marquants de la métallurgie française et représentant une vingtaine de sociétés métallurgiques, plus quelques autres industries considérables"...(46).

Partout, Wendel développe une argumentation en deux parties, insistant, selon l'interlocuteur, sur l'une ou sur l'autre d'entre elles.

D'une part, l'achèvement de Caen et la construction d'une nouvelle aciérie Martin n'a nullement l'intérêt que l'on dit dans le camp adverse et que Claveille notamment croit de bonne foi : rien ne pourra être prêt, de toute façon, avant la fin de la guerre, ni utile pour la Défense Nationale. Que si, d'autre part, on tient pour cette construction, le procédé envisagé entraînerait à coup sûr pour la France, à cause des représailles inévitables, une atteinte au patrimoine national qui serait sans commune mesure avec les avantages escomptés. N'existe-t-il pas en France 42 hauts fourneaux non employés, dont 13 hors de la zone des armées ? Est-il vraiment raisonnable de "compromettre 6 à 7 milliards de capitaux français, tout simplement pour évincer 30 millions de capitaux allemands ?" (47). Au surplus n'atteindrait-on pas en Normandie aux mêmes résultats sans susciter les mêmes périls, si l'Etat se contentait de jouer le rôle de banquier en consentant à la société existante des avances pures et simples sans amodiation ? L'affaire perdrait alors beaucoup de sa malfaisance.

Tels sont les arguments qui s'opposent à la hauteur des formulations officielles et explicites - mais dans le même temps, chacun des deux camps s'efforce de répandre en sous-main des rumeurs dont il espère qu'elles déconsidéreront l'adversaire. Du côté du Creusot, on explique que Wendel ne chercherait en l'occurrence qu'une occasion inglorieuse et égoïste d'assouvir sa rancune devant le procès que Schneider lui fait (48). Le Chatelier raconte à qui veut l'entendre qu'il a entendu Wendel affirmer ne pouvoir pas se trouver en face de son grand rival "sans éprouver le besoin de le passer à tabac" ! La défaite de Schneider en première instance, le 21 décembre, après plaidoirie de Millerand, ne peut suffire - murmure-t-on encore - à apaiser la colère mesquine du Lorrain (49) : l'argument se re-trouve, trois ans plus tard, en termes plus vagues, dans la bouche de Viollette, président de la Commission d'enquête sur la

métallurgie, suggérant à Wendel, à l'indignation de celui-ci, qu'il avait voulu éviter que des concurrents nouveaux ne viennent "surcharger le marché français" (50). Signe probable que la rumeur, en cet hiver 1915-1916, eut son effet.

Mais Wendel peut faire alors répéter en retour dans les anti-chambres qu'Eugène Schneider ne cherche ici nullement le bien public, préoccupé seulement d'investir à Caen ses très gras bénéfices de guerre dans une opération où la participation de l'Etat puisse lui fournir une garantie pour l'avenir contre d'éventuelles attaques politiques de gauche.

Jules Bernard joue ici un rôle important, allié précieux, écrit Wendel, "dans une lutte d'intrigue comme celle/-ci/" parce qu'il "connaît de longue date le personnel politique, n'a pas beaucoup de scrupules et sait comment il faut procéder". Il faut dire qu'animateur lui-même, pendant la guerre, des mines de Larchant et de Segré où il avait eu le concours de Krupp, il s'était alors vivement heurté aux entreprises Le Chatelier en Normandie : celui-ci affirme, dans un livre ultérieur, que Jules Bernard avait été, dans les campagnes de presse où s'était distingué Léon Daudet, l'informateur essentiel, "le vrai meneur, le chef d'orchestre invisible" (51). A présent, ce vieil antagonisme trouve un champ nouveau. Jules Bernard se charge donc, à la satisfaction de Wendel, de faire parvenir les interprétations malveillantes jusqu'à Albert Thomas, sous-secrétaire d'Etat à l'Artillerie et aux Munitions, principal responsable, et dont Claveille dépend, et de lui faire comprendre "qu'il s'expose à voir son avenir compromis dans une /-telle/ opération financière". Il s'agit de balancer auprès de lui l'influence qu'il subirait de la part de Fournier, factotum de Schneider et surtout de Charles Humbert, en lui expliquant ou en lui

rappelant que celui-ci est dans les mains du Creusot depuis que Schneider a acheté le Journal (52). Probablement Wendel eut-il tort de ne pas chercher à voir le sous-secrétaire d'Etat avant Briand ou en même temps que lui : Thomas lui en fit reproche plus tard (53). Il faut ajouter que le Creusot a eu l'habileté d'inclure ou de laisser inclure dans son projet l'idée d'un certain "intéressement" des ouvriers aux bénéfices : peut-être pour toucher le ministre socialiste...(54).

Mais ce ne sont là encore qu'engagements préliminaires. Cette première phase se clôt sur une vaine tentative de Pralon qui tâche de s'entremettre pour un règlement à l'amiable : mais qui n'obtient aucune concession de Schneider (55). Alors s'ouvre la vraie bataille : le projet a maintenant dépassé le stade des simples préparatifs administratifs et il aborde diverses instances chargées de la décision ou capables de l'arrêter : Conseil des ministres, Commission des marchés du sous-secrétariat d'Etat, Commission des Finances du Sénat. Les adversaires s'affrontent sur chaque marche.

Se battre sur
chaque marche.

1916

Le 18 janvier, le Conseil des ministres est saisi de l'affaire. Wendel, à la suite de l'entrevue du 31 décembre chez le président du Conseil, a établi une note ^(55 bis) qui résume son argumentation et qu'il fait déposer chez Briand et Ribot, tandis que Pralon se charge de la remettre à Méline, ministre de l'Agriculture, et surtout à Albert Thomas lui-même. Vain effort : les milieux de la métallurgie apprennent peu après que le projet de convention avec l'Etat a passé victorieusement ce premier cap. Au témoignage de Galliéni, l'affaire aurait été présentée

comme une querelle de personnes et Poincaré aurait paru mal disposé envers Wendel (56). Auprès de Briand, le Creusot a probablement fait jouer Théodore Laurent, qui entretient de bons rapports avec le président du Conseil (56 bis).

Deuxième ligne : la Commission des contrats du ministère de la Guerre. Wendel rédige une seconde note qui insiste sur l'inutilité d'une nouvelle aciérie Martin et il va porter sa démonstration, en compagnie de Léon-Lévy et de Pralon, à Arthur Fontaine, qui préside la Commission (57). C'est ici une nouvelle défaite, sur rapport de l'ingénieur Salomon. Le Creusot enlève l'affaire en promettant que Caen livrera de l'acier dès novembre 1916 : coupable abus de confiance aux yeux de Wendel qui ne croit pas que ce puisse être avant l'automne de 1917 : la guerre sera finie ! Il n'hésite pas à le dire brutalement à la ronde : "La nouvelle Société de Caen ment sciemment pour enlever le morceau" (57 bis).

Il ne reste plus qu'une "dernière réserve" : après les organes délibératifs, un organe de contrôle. Le groupe des amis de Wendel réussit à attirer sur l'affaire l'attention de l'influente Commission des finances du Sénat, qui demande à en être saisie, Emile Aimond, sénateur de Seine-et-Oise, et rapporteur du Budget, qui est l'ami de Léon-Lévy, y organise, poussé par lui, l'opposition au projet (58). La Commission, pour pouvoir traiter d'une question qui n'est pas de sa compétence directe, trouve un biais de procédure et met en cause l'attribution par décret de l'avance publique de 25 millions au Creusot et aux Mines de Normandie. On fait valoir que la loi du 28 septembre 1915 (59) serait ici mal interprétée et qu'il faudrait une autorisation législative pour que le contrat pût être valablement passé (60).

Wendel, cette fois, ne se contente pas d'une visite préparatoire à Peytral, président de la Commission, et aux rapporteurs Aimond et Billiès-Lacroix, ni de constater que les trois personnages paraissent

en de bonnes dispositions (61), malgré des pressions contraires (62). Lui et les siens prennent concomitamment deux autres initiatives.

Initiative financière d'abord : ils s'efforcent de témoigner tout à la fois de leur bonne volonté et de la réalité de leur inquiétude en quittant une attitude purement négative et en apportant un contre-projet. Robert Pinot en a eu l'idée : les différentes sociétés groupées autour de Wendel se mettent d'accord à la fin de janvier pour proposer d'avancer à Caen une somme de 5 à 6 millions de francs qui permettrait l'achèvement des installations commencées - plusieurs fours à coke et un haut fourneau qui, seuls, à leurs yeux, devraient pouvoir concourir, en temps utile, à la Défense Nationale (63). Au nom d'Hayange, Wendel offre lui-même de faire 500.000 francs; en échange de cette aide, Caen renoncerait à l'aciérie Martin et à l'aide de l'Etat (64).

Wendel, le 3 février, signe une lettre à Briand qui explique la combinaison proposée : "Nous avons le vif désir", y lit-on, "d'éviter l'ombre même du reproche d'avoir apporté des entraves à une création présentée comme utile à la Défense Nationale et, en même temps, d'épargner aux établissements français situés en Allemagne, en Alsace-Lorraine et dans les régions encore occupées par l'ennemi, des représailles que le projet concerté avec le Creusot ne manquera pas de leur attirer" (65). Et la lettre conclut : "Notre proposition, dont vous ne manquerez pas d'apprécier le caractère à la fois pratique et désintéressé, a l'avantage d'affranchir l'Etat de toute contribution financière et de permettre à la société de Caen d'attendre la fin des hostilités pour étudier en pleine liberté d'esprit les combinaisons de nature à assurer son avenir..." (66).

Il s'agit là, en réalité, comme il est précisé ailleurs dans le texte, "d'un prêt sur immeubles remboursable dans des délais à

déterminer", et Wendel ne croit pas un instant que Le Chatelier puisse l'accepter car cette solution "ne le sauve pas de la faillite qui le menace le jour de la levée du moratorium" (67). Et, en effet, Le Chatelier a témoigné plus tard que son refus immédiat s'explique exactement ainsi. Il dit avoir "relu deux fois" la lettre quand elle lui fut communiquée avant de /la/ comprendre : "Que les prêteurs aient eu toute liberté d'esprit en consentant à la société de Caen une avance qui lui eût permis, en fin de moratorium, de l'étrangler à la minute choisie, je le conçois parfaitement. Mais qu'on puisse supposer qu'une semblable combinaison eût laissé à la société dont j'avais la charge la moindre liberté d'esprit, cela m'a paru dépasser les limites de la vraisemblance, à moins que le rédacteur n'ait voulu simplement faire oeuvre d'humoriste..."(68). Or, c'était là assurément le dernier souci de Wendel...

Mais le choix n'appartient pas à Le Chatelier. Il est dans les mains de Thomas et de Claveille. L'incertitude est liée au parti qu'ils prendront. Tiendront-ils, pour des raisons de principe, à leur réseau d'Etat, ou saisiront-ils l'occasion d'un compromis parce qu'impressionnés par les oppositions rencontrées ? (69).

Le secret et le vacarme :
succès tactique.

Pour appuyer cette contre-attaque et effrayer peut-être les politiques, Wendel se résoud donc d'autre part à porter la question sur la place publique, et il songe comme d'ordinaire à Nalèche. Il tient de lui que Chambure, agent de publicité du Creusot, organiserait à grands

frais "la conspiration du silence" : on ne trouve rien, en effet, au dossier de presse de la société jusqu'à la fin de janvier (70). Ce silence sert donc Schneider et c'est une raison de plus d'y faire une brèche.

Mais on conçoit bien que la prudence doive être ici très grande, car il s'agit d'affronter l'opinion dont la pente naturelle va vers une plus grande rigueur envers les biens ennemis, et qui souhaite, dans sa majorité, cette "confiscation pure et simple au bénéfice de la nation françaises des biens des Allemands et des Austro-Hongrois établis chez nous" que réclamait Léon Daudet dès 1915 (71). Le public d'autre part est porté à écouter ceux d'en face qui proclameraient nécessaire l'utilisation maximale de toutes les ressources du pays. Il faut donc choisir soigneusement et les thèmes à développer et l'organe à utiliser.

Les Débats du 30 janvier au soir publient une note inspirée, qui évoque l'affaire pour la première fois dans la presse. Le ton en est très modéré, comme il convient, mais la conclusion explicite, pour qui sait lire : "L'intervention de l'Etat dans une entreprise particulière qui ne semble pas susceptible de fonctionner utilement avant la fin des hostilités, n'est pas sans provoquer de nombreux commentaires..." (72). On escompte qu'au moins pour le public particulier de Nalèche, le réflexe immédiat d'hostilité à l'ombre de l'esquisse d'un dirigisme joue son rôle efficace et l'emporte sur tout le reste. Et, en effet, l'initiative provoque des remous, tandis que le mécontentement adverse montre que le coup a porté (73).

Cette offensive bien montée apporte alors, à Wendel, in extremis, son premier succès tactique. Le 4 février, Albert Thomas, flanqué de Claveille, vient exposer longuement la genèse de l'affaire devant la

commission sénatoriale des Finances. Il y trouve un public prévenu en majorité contre ses intentions. Dans cette atmosphère, Thomas déclare que, s'il ne s'engage pas à suivre, quant au fond, l'avis qu'il sollicite, il reconnaît à la Commission le pouvoir d'interdire à l'Etat la procédure qu'il envisage : une aide accordée par décret. Il a beau expliquer longuement pourquoi celle-ci lui semble légale et conforme au texte de septembre 1915 - il ne s'agirait pas en l'espèce d'un prêt proprement dit mais "d'avances faites aux fournisseurs sur matières premières" - la Commission, à l'issue d'une chaude discussion, paraît se refuser à le suivre dans cette voie (74). Et lors d'une nouvelle réunion, quatre jours plus tard, elle décide en effet que le contrat ne rentre pas dans les conditions de l'article 9 de la loi de 1915 : le vote a dégagé une forte majorité de 13 voix contre 5 (75). Wendel croit savoir que Tournon, sur qui il comptait, a lâché son camp, mais Aimond, c'est l'essentiel, a été actif sans défaillance (76).

Le résultat est appréciable, puisque le gouvernement se voit du coup forcé de renoncer à son projet d'avances, et même à une version édulcorée à laquelle Thomas, Claveille et Fournier songent un moment, mi-février : l'Etat aurait avancé seulement 10 millions au Creusot-Caen, sur fournitures remboursables dans les six mois qui suivraient la guerre. La tactique efficace est alors réutilisée telle quelle, le groupe d'amis de Wendel renouvelant immédiatement à Briand, sous une forme un peu différente, sa proposition d'intervention financière (77). Tandis que du côté de la Chambre, Lebrun, comme premier député de la métallurgie lorraine, accepte, constate-t-on, de relayer les Débats en donnant à l'Economiste parlementaire, le 8 février, une interview très défavorable au projet, qui développe fidèlement les arguments de Wendel : il existe dans la métallurgie "des moyens de production encore disponibles" alors que "des techniciens en lesquels il a foi" lui ont dit

que Caen ne pourrait fonctionner avant le second semestre de 1917. Pourquoi "incorporer dans cette usine les matériaux et la main-d'oeuvre dont nous sommes si ménagers à l'heure présente (...), des ressources dont il y a toute chance qu'elles ne profitent pas à la guerre ?" Et il termine par cette formule sybilline, mais pour nous significative : "Et puis laissez-moi vous dire (...) qu'il y a d'autres considérations encore qui comptent dans cette affaire et que je ne puis dire ici. Elles intéressent toute une catégorie d'usines françaises qui n'appartiennent pas seulement à la métallurgie. D'ailleurs, le gouvernement ne les peut ignorer; s'il les néglige, il endosse une responsabilité dont je souhaite qu'elle ne pèse pas un jour sur lui..." (78).

L'assaut a été efficace. Il n'est bientôt plus question d'avances publiques.

La presse, comme on voit, a joué son rôle et est intervenue au moment opportun pour créer une atmosphère et peser sur les commissaires du Sénat, peut-être sur le gouvernement. Nalèche lui-même, expliquant à son ami Lebaudy que "grâce à Dieu la participation de l'Etat n'aurait pas lieu", attribue après coup tout le mérite du demi-succès à l'article paru dans les Débats (79).

Mais ce qui donne à cette lutte acharnée une coloration particulière et qui gêne tant les Wendel, c'est l'extrême prudence avec laquelle ils sont condamnés à user des journaux : très précieux pour que s'élargissent le soutien des cercles concernés, mais très dangereux s'ils attirent l'attention des Allemands et précipitent par là les représailles. De la même façon, Wendel ne peut songer à sortir le débat politique du secret des Commissions et à le porter en séance publique. Sa marge d'action est très étroite et on en profite en face de lui : le gouvernement, au nom de cette prudence, a pu

aisément censurer, au début de février, les informations des petits journaux qui l'auraient gêné en attaquant l'emploi qu'il projetait de faire des fonds publics (80).

Tout au plus Wendel peut-il tenter de compenser un peu cet inconvénient en faisant porter des menaces à Ribot, par l'intermédiaire de son chef de cabinet Arnauné : "Si nous ne pouvons interpellier avant la conclusion de l'affaire de Caen", lui dit-il, "de peur de provoquer les représailles que nous voulons éviter, nous le ferons après si les représailles se produisent" (81). Faible dissuasion qui ne peut du tout avoir la vertu ni le poids d'une intervention immédiate, ni sa vraisemblance : l'utilisation de cette arme, même après la défaite, par la métallurgie lorraine, est peu crédible, chacun pouvant penser qu'il lui resterait toujours quelque chose à perdre, quelque espoir à sauvegarder.

Défaite stratégique.

C'est ainsi que tout naturellement le succès tactique de février est suivi en mars par une défaite stratégique. Schneider trouve sans trop de peine, en effet, dans le secteur privé, B.U.P. et Comptoir d'Escompte notamment, les concours capables de compenser le retrait de la puissance publique (82), moyennant qu'on promette à ces capitaux nouveaux des avantages exorbitants aux dépens des mises de fonds initiales (83).

A ce point de l'évolution, Wendel et ses alliés n'ont plus guère de prise sur l'opération restituée au domaine privé qui n'a plus

besoin que du simple aval du gouvernement, sur quoi les Commissions n'ont pas le moyen, surtout en temps de guerre, de peser; ils constatent, impuissants, les décisions de l'Assemblée générale des actionnaires de Caen, tenue le 14 mars, qui entérinent leur défaite en acceptant la naissance de la Société normande de Métallurgie dominée par le Creusot (84). Wendel doit se contenter d'une intervention auprès de Thomas, pour qu'il empêche la publication des débats et des décisions de l'Assemblée générale (85). La préoccupation du silence à nouveau domine tout.

Non sans efficacité : si Wendel a perdu, pour l'essentiel, la partie, les conséquences en Lorraine de cette défaite ne sont pas, pendant de longs mois, celles qu'il avait pu craindre et peut-être le doit-il à la fois à la conspiration du silence et à l'absence d'intervention directe de l'Etat. L'épilogue provisoire prend place au Comité des Forges, le 29 juin, à l'occasion de la discussion du rapport d'Humbert de Wendel sur le traité de paix. Eugène Schneider, tout en les critiquant, proclame son désir d'entente. Le ton est cordial, et, à la sortie, une poignée de main avec le chef de la Maison de Wendel marque la fin provisoire de l'affrontement (86).

Quelle ne serait pas l'émotion de Wendel s'il savait que, ce même 29 juin, son grand rival a reçu ou va recevoir un émissaire suisse, Jules Dreyfuss-Brodski, venu le tâter de la part des Allemands, avec les propositions suivantes : on laisserait les mains libres à Schneider en Normandie, en lui garantissant l'envoi du coke belge nécessaire, contre l'abandon au Reich du Bassin de Briey, qui débarrasserait le Creusot des Wendel et de tout concurrent sérieux : en gage immédiat, Schneider pousserait sa presse à une politique de détente.

Il se peut bien qu'Eugène Schneider, au cours de l'affrontement de l'hiver, ait quelquefois considéré sans trop de défaveur la perspec-

tive de représailles allemandes en Lorraine. Au moins se refuse-t-il tout-à-fait, après vingt-quatre heures de réflexion et au moment où commence la grande offensive de la Somme, à inscrire cette éventualité dans un accord explicite avec l'ennemi (87). Fin de non-recevoir qui donne toute sa portée à la poignée de main de la rue de Madrid.

SECTION 3 - Le moindre Mal

Au début de septembre, Wendel fait un tour très discret du côté des usines de Caen pour y constater qu'aciéries et laminoirs n'y existent pas encore à l'état embryonnaire, qu'ils ne fonctionneront sûrement pas avant juillet 1918, et que son scepticisme de janvier, quant à l'impératif militaire, est ainsi justifié (1).

Certes Wendel admit, plus tard, s'être trompé sur la durée de la guerre - "nous considérons", dit-il, en 1919, devant la Commission d'Enquête, "au premier janvier 1916, que la guerre serait finie au plus tard à la fin de 1917 (...) et nous nous sommes trompés, je m'empresse de le reconnaître (...)" Mais il soulignait en même temps qu'étant donné les retards accumulés, en novembre 1918 même, l'aciérie Martin aura à peine commencé à fonctionner, l'aciérie Thomas et les laminoirs ne seront pas encore en état de marche, que deux hauts fourneaux seulement fonctionneront, mis à feu avec six mois de retard sur les prévisions émises dans la note du 3 février (2).

Le projet Clémentel

Durant l'hiver 1916-1917, une nouvelle alerte, mais de moindre portée, est provoquée par un projet de Clémentel, ministre du Commerce, qui tend à nouveau à faciliter la liquidation des sociétés allemandes en France: le gouvernement serait autorisé à agir par décret "quand l'intérêt national est en jeu ou à titre de représailles" (3). Il s'agirait aussi de combattre l'espionnage ennemi qui, profitant de la longanimité des séquestres, serait "installé au coeur de la France". Wendel signe une lettre de mise en garde et de protestation au

président du Conseil, de concert avec les chefs des grandes banques, de Saint-Gobain, Peyerimhoff pour les Houillères et Pralon pour les Forges(4). En même temps, il met en mouvement le groupe inter-parlementaire des régions envahies, et participe à la délégation qui va porter en son nom les doléances à Viviani (5), puis il compare lui-même avec Groussau devant la Commission du Commerce de la Chambre qui discute, en présence de Clémentel, du projet de loi : vif affrontement qui tourne, à en croire Wendel, à son avantage (6). Il provoque enfin une réunion plénière du Comité Siegfried, le 20 janvier qui aboutit à une démarche de son président auprès de Briand lui-même (7). Tout cela fait espérer à Wendel que Clémentel renoncera à porter la question à la tribune.

François de Wendel s'inquiète ici d'autant plus que le gouvernement allemand a décidé, à compter du 1er janvier 1917, de faire réquisitionner par l'autorité militaire les usines et les mines sous séquestre, les usines devant être exploitées directement par un bureau militaire spécial (8).

Il y a bientôt plus grave : un arrêté du Chancelier de l'Empire, en date du 14 mars 1917, autorise la liquidation des biens français en Allemagne (9), et le 30 mai, un article de la Gazette populaire de Cologne annonce que celle-ci est "presque en voie d'exécution", destinée à frapper les capitalistes français "pour qui la Lorraine n'est qu'un citron dont il s'agit d'exprimer le jus" et qui sont responsables de la "stagnation ou de la décadence" d'une province qui, à cause d'eux, n'a pas participé au grand essor économique de l'Allemagne entre 1904 et 1911..." (10).

Le 17 juin 1917, le séquestre de la maison Wendel est remplacé par un liquidateur chargé de vendre tout son actif, mines et usines (11).

Pour Wendel, comme pour les autres industriels français menacés, il s'agit de gagner du temps, et donc d'éviter l'escalade. Autant que jamais, il estime qu'une grande prudence s'impose du côté français : quand le groupe Siegfried, en mars, discute la question, il soutient toujours qu'il faut se contenter de garder les biens allemands en gage, d'obtenir du gouvernement une déclaration disant "nulle et non avenue toute mesure de spoliation à l'égard de biens français, d'empêcher qu'il décide aucune représailles" (12). Et il continue d'user de tout son clavier : le 26 avril, au nom du Groupe Lorrain, son président Bompard adresse à Ribot, président du Conseil une lettre et une note - à en-tête du 10 rue de Clichy - où s'exprime le même souci (13).

Presque jusqu'à la fin de la guerre, et par intermittence, Wendel s'efforce ainsi de modérer l'ardeur des pouvoirs publics. Le 23 juillet 1917, il empêche Clémentel, qui est revenu à la charge, de faire voter sans débat son projet de loi sur les séquestres, dont l'article 9 prévoit des liquidations.

Au cours d'une entrevue en tête-à-tête, le ministre du Commerce ne parvient pas à le faire renoncer à son opposition. Les deux hommes se mettent bien un instant d'accord sur un compromis suggéré par Wendel : "J'ai fini", écrit celui-ci, "par lui faire comprendre l'inconvénient qu'il y aurait, au moment du règlement des comptes définitifs, à avoir "dispersé" les biens allemands et que nous serions d'autant plus fondés à réclamer la restitution des biens français liquidés par les Allemands que nous pourrions plus facilement restituer les biens allemands : pour arriver à ce résultat, tout en évitant les représailles, je lui ai proposé la reprise par l'Etat des biens boches..." (14). Cet appel à l'Etat conduit loin, comme on voit, des attitudes de l'hiver 1915-1916, et Wendel n'a pas tort d'observer que "son idée sera évidem-

ment plus goûtée des socialistes que des co-actionnaires de certaines affaires franco-allemandes..." Il faut dire que si l'évolution doctrinale est à remarquer, la permanence des buts essentiels, qui sont pratiques, n'est pas entamée.

Au reste, c'est un coup pour rien. Le ministère de la Justice ayant fait des objections (15), Clémentel accepte de guerre lasse que le débat soit remis à la rentrée et Wendel obtient alors, sans trop de peine de Raoul Péret, successeur de Viviani place Vendôme, l'engagement de combattre l'article 9 litigieux du texte Clémentel, repris sous forme d'une proposition de loi d'Auguste Faillot, député de la Seine (16). Péret disparaît bientôt avec le gouvernement Painlevé, mais son administration quitte assez volontiers ses positions premières quand l'examen synthétique des réponses reçues des diverses Cours d'appel interrogées sur les biens allemands en France (17) lui montre que ceux-ci ne s'élèvent qu'à 1 milliard et demi environ : d'après le chiffre agité par Wendel, les biens français en Allemagne dépasseraient 7 milliards (18). Il peut donc constater avec satisfaction en février 1918, que "personne ne songe plus à ces liquidations qu' /il/ a eu tant de peine à empêcher..."

Il faut bien dire pourtant que si sa thèse l'emporte alors si aisément, ce n'est pas seulement grâce à la force des chiffres, c'est aussi parce qu'il ne trouve plus devant lui, comme en 1915-1916, la formidable puissance du Creusot, opposant ses appétits à son inquiétude, et bardée d'arguments touchant la Défense nationale.

Dernières manoeuvres

Pour retarder les liquidations en Allemagne, François de Wendel, vers le même temps, engage encore deux autres manoeuvres, celles-ci non passives - mais qui échouent tout-à-fait. En octobre 1917, il songe, de concert avec les industriels du textile : Emile Dollfus et Daniel Mieg, président de la Chambre de Commerce de Mulhouse (19), à un voyage en Suisse destiné à solliciter une intervention du gouvernement fédéral. Celui-ci se chargerait d'engager chacun des deux belligérants à renoncer à toute liquidation : des propos tenus par Schwander, ancien bourgmestre de Strasbourg et sous-secrétaire d'Etat à Berlin, et l'allure générale de la presse officieuse allemande leur font croire que le Reich se prêterait à un tel accord. Ils rencontreraient en Suisse Albert Koechlin, président de la Société alsacienne. Ribot, puis Barthou, successifs ministres des Affaires Etrangères, paraissent disposés à permettre le voyage, mais l'opposition de Maurice Herbette, directeur des Affaires administratives et techniques au Quai d'Orsay, et de Beau, ambassadeur à Berne, inquiets des fuites possibles et des réactions de l'opinion, font avorter le projet(20).

Wendel songe enfin, dans le même sens et sans plus de succès, à une autre manoeuvre : il s'agirait d'obtenir des Etats-Unis et éventuellement du Brésil, deux nations où les intérêts allemands sont nombreux, qu'ils se solidarisent publiquement en la matière avec la France, et s'entendent avec elle sur l'attitude à observer. Son cousin, le dramaturge François de Curel, lui en a suggéré l'idée en lui rapportant, en juin 1917, que l'entourage du Prince de Bulow, qui réside alors en Suisse, s'inquiète précisément d'une telle éventualité. L'idée est d'ailleurs dans l'air : une note de Frédéric Eccard rédigée vers le même moment pour le ministère des Affaires étrangères préconise aussi

cette initiative (21). Wendel en parle à Jules Cambon et à Ribot et leur explique "qu'une menace de représailles des Etats-Unis sauverait les biens français en Allemagne et Alsace-Lorraine" (22). Mais les Américains, quand on les tâte, ne manifestent aucun empressement, et Wendel s'en rend compte lui-même en décembre, lorsqu'il va remettre au Colonel House, en compagnie de Jules Siegfried, une note à ce sujet et constate tristement que l'affaire n'a pas l'air d'intéresser beaucoup l'homme de confiance du président Wilson... (23).

Bilan

Au terme de cette longue bataille des séquestres, après tant d'efforts au succès si inégal, quand survient la victoire, le bilan n'est pas si mauvais. Pas mauvais pour la Maison, et plutôt meilleur qu'à Joeuf (24), dont les établissements sont en grande partie démantelés. Pour Hayange, aux lenteurs, aux hésitations de la politique allemande de liquidation, résultat pour partie des efforts des Wendel et de leurs alliés, la résistance habile de leur représentant allemand Pastor, les rivalités féroces des parties prenantes et les lenteurs administratives ont ajouté leurs effets (25). De telle sorte qu'alors que la liquidation des biens Wendel en Allemagne, ordonnée le 29 juin 1917, explicitement en représailles de celle des biens normands de Thyssen, était annoncée officieusement comme engagée en septembre, insérée au Journal Officiel de l'Empire le 1er novembre (26), leur adjudication aux enchères n'est prononcée que le 2 septembre 1918 : les mines vont au groupement Raumer, formé d'industriels d'Allemagne du Sud, et les usines au Stahlwerksverband où figurent tous les plus grands métallurgistes allemands, notamment les Thyssen, les Roehling et les Stinnes. Mais il est trop tard pour que l'événement puisse en

rien nuire à la "Maison". L'évolution militaire conduit en effet à annuler précipitamment la vente, le 26 octobre, et le séquestre est rétabli (27), prélude à un retour triomphal des Wendel dans leur royaume.

CHAPITRE III

LA QUERELLE DE BRIEY
=====

CHAPITRE III

LA QUERELLE DE BRIEY =====

INTRODUCTION - Naissance d'une Campagne

Le dimanche 13 juillet 1919, Stéphane Borel, ancien combattant et "gueule cassée", se rend au Comité des Forges, rue de Madrid, demande à voir François de Wendel et l'abat de deux coups de revolver : pour venger Jaurès, et parce que, pendant la guerre, on n'a pas bombardé le bassin minier de Briey.

Un personnage du roman où André Wurmser imagine, 27 ans après, cet événement spectaculaire, le commente par ces mots : "Quel admirable metteur en scène que l'Histoire !... Cette guerre qui a pour prologue l'assassinat de Jaurès et pour épilogue l'assassinat d'un de Wendel, reconnaissez qu'on ne peut imaginer drame mieux agencé ." (1)

Et d'un coup se mesure ainsi la taille au moins symbolique de cette grande affaire. D'un coup prend toute sa portée une controverse passionnée qui a suivi la victoire. On n'en a pas fini avec le rôle de François de Wendel pendant la grande guerre si cette question n'est pas éclairée : est-il intervenu auprès des autorités militaires pour que ne soit pas détruit par les forces françaises le bassin ferrifère de Briey, et plus précisément que soient ménagés les mines et les établissements possédés dans cette région par la Maison ?

Querelle importante pour lui-même, source d'accusations inlassables

et régulièrement ressuscitées - dont le numéro du Crapouillot d'octobre 1933 consacré aux marchands de canons offre une expression ramassée (2). "Croyez-vous", lit-on dans l'Humanité du 16 juillet 1935, "que l'on puisse considérer comme un bon patriote M. de Wendel (...)" dont le sens national consistait pendant la guerre à empêcher le bombardement de Briey d'où l'Etat-Major allemand tirait l'acier avec lequel il massacrait des milliers d'ouvriers et de paysans français ?" (3). Voilà le ton, voilà le thème, indéfiniment martelé et qu'on retrouve aujourd'hui à peu près inchangé dans l'historiographie polémique (4).

Vaste querelle par la gravité de l'accusation et de l'enjeu : rien de moins, chez les plus emportés des adversaires que deux années de guerre inutile, faute qu'on ait voulu aller toucher l'ennemi en son centre nerveux, rien de moins par conséquent que des centaines de milliers de morts inutiles pour que s'engraissent "les marchands de canons".

Querelle à longue portée et aux répercussions inattendues, qui se retrouvera soudain dans le cours des années 30, au coeur des affrontements entre les catholiques français - d'un côté, à droite, le général de Castelnau, dans l'Echo de Paris, de l'autre Esprit, l'A.C.J.F. et cet hebdomadaire Sept des Dominicains qui souffrira de l'aventure (5).

Querelle embrouillée à l'extrême, dès la guerre même, par les passions qui s'y enchevêtrent et l'imprécision des données. Le signe le plus surprenant en est l'incertitude où pataugent les protagonistes sur la réalité géographique inscrite sous le nom de bassin de Briey, tantôt réduite, comme c'est l'usage ordinaire à la seule partie du bassin demeurée, en 1871, en Lorraine française, tantôt élargie à l'ensemble du bassin lorrain dont l'essentiel est donc, autour de Thionville, en Lorraine annexée. Au surplus l'affaire de Briey prend place à l'intérieur d'un procès plus général intenté à l'ensemble de la métallurgie - et même chez certains au gouvernement et au haut

commandement.

Trois courants.

La campagne qui se développe, dès le temps de la guerre, contre le Comité des Forges en général et les Wendel en particulier semble bien se nourrir de trois courants différents qui finissent par se rejoindre sans tout-à-fait se confondre.

Le premier courant est lancé par Fernand Engerand, avocat, publiciste, député modéré du Calvados depuis 1902 (6). Dans la revue catholique le Correspondant, en février 1915, Engerand attire l'attention sur l'importance de Briey, et il y revient en 1916 dans le même Correspondant (7), dans une conférence remarquée devant la Ligue des Patriotes, le 9 mai, Salle des Agriculteurs (8), dans un discours en comité secret de la Chambre, le 28 novembre 1916 (9), à plusieurs reprises dans l'Echo de Paris (10) et dans deux ouvrages successifs (11). Il reçoit, dans le courant de l'année, le soutien d'Henry Bérenger, rapporteur de la Commission sénatoriale de l'Armée, qui défend les mêmes idées dans un rapport confidentiel du 29 mai 1916, et dans plusieurs articles du Matin et de Paris Midi (12).

Sans relâche, Engerand rappelle que l'Allemagne consommait en 1913 50 millions de tonnes de minerai de fer, en tirait près de 30 des seuls secteurs de Lorraine et du Luxembourg et il en déduit cette conséquence : "Si, au début de la guerre, nous avons pu conserver inviolée notre frontière de Longwy à Briey, c'est-à-dire 23 kilomètres, nous tenions sous le canon toute la production de minerai de fer de l'Allemagne et (...) la guerre ne pouvait se prolonger" (13). Car un mémoire confidentiel des six grandes associations industrielles et agricoles allemandes montre que le minerai lorrain nourrit 60 à 80 %

de leur production d'obus, et soutient que "si la production de la minette était touchée, la guerre serait quasiment perdue" (14). Engerand l'affirme donc : "C'est par Briey que l'Allemagne peut tenir et mener cette guerre" (15). En laissant l'ennemi envahir la région française de Briey, dès les débuts de la guerre, on l'a laissé, au mépris des priorités stratégiques qui s'imposaient, non seulement protéger son propre minerai mais priver la France de la majorité de ses hauts fourneaux et de sa production de fonte et d'acier.

Et voici le deuxième blâme d'Engerand, qui élargit le premier et remonte beaucoup plus haut dans le temps : on a eu grand tort - Comité des Forges, directeur des mines et finalement l'ensemble des pouvoirs publics, - de laisser depuis des années se concentrer sur la frontière du Nord et de l'Est la grande majorité de la sidérurgie française, sous l'effet à la fois d'un déterminisme géographique et de la domination économique, donc politique, des industriels de ces régions, au lieu de servir la Défense nationale future, comme les Allemands l'ont fait chez eux, en développant l'industrie de l'intérieur - et par exemple celle de cette Normandie qu'Engerand représente au Parlement (17).

Le deuxième courant est d'origine directement militaire : il trouve comme porte-parole deux généraux qui ont commandé en 1914 dans le secteur de Briey et qui ont été ensuite écartés de tout commandement actif. Dans le Temps, le général Malleterre (18), dans l'Oeuvre, le général Verraux (19) s'en prennent au gouvernement ou au G.Q.G. pour avoir délibérément fait abandonner Briey sans combattre au début de la guerre et n'avoir pas ensuite sérieusement tenté de le reprendre (20).

L'interpellation Barthe
et l'enquête Viollette.

Le troisième courant, et probablement le plus puissant, prend sa source à l'intérieur même du milieu industriel. Jules Niclausse, président du syndicat des Mécaniciens, Chaudronniers et Fondeurs de France - six cents industriels derrière lui - est le représentant le plus influent des utilisateurs, en aval, de l'acier produit par la sidérurgie et directement intéressés à son bas prix. Il a, sur la place de Paris, du crédit et de la surface (21). Il entre en conflit d'intérêts violent dans le courant de 1915, sur la question douanière avec Robert Pinot (22). La question est portée devant l'Union des Industries métallurgiques et minières, où le Comité des Forges est la puissance dominante. Battu après une séance orageuse, le 22 décembre 1915, Niclausse et son syndicat quittent l'U.I.M.M., décidés à poursuivre la lutte du dehors (23). Niclausse aurait alors inspiré, encouragé peut-être, l'hostilité patente du Creusot contre Pinot, Pralon et Wendel - c'est l'hypothèse de ce dernier (24) - et en tous cas la campagne déclenchée par Gustave Téry, dans l'Oeuvre, à partir de la fin de mars 1916 (25), brutalement arrêtée en avril par la censure (26) mais relancée dès le mois d'août (27). Il aurait ensuite renseigné le député socialiste Edouard Barthe, de l'Hérault, qui prépare d'autre part, contre la rue de Madrid, le dossier qu'il va livrer à la Chambre en janvier et février 1919 (28).

Ici, deux thèmes nouveaux, ou qu'on accentue davantage. L'un est général et dépasse cette étude : on accuse de malthusianisme le Comité des Forges, qui serait sans cesse préoccupé de se protéger de la concurrence aux dépens du progrès qui est d'intérêt public (égoïsme étroit qui le conduirait même, c'est un thème cher à Téry, à sous-estimer ostensiblement que la France ne recouvre pas l'Alsace-Lorraine)(29)

L'autre thème est plus précis et on note qu'Engerand, qui avait lancé la campagne sur un autre terrain, s'est toujours défendu de s'aventurer ici (30). Selon Barthe, et tous ceux qui lui font écho tout au long de l'entre-deux-guerres de "puissants intérêts" - et très vite on murmure des noms - seraient intervenus, à des fins d'intérêt personnel et au grand avantage de l'armement allemand, auprès du G.Q.G. pour empêcher que l'on détruise, que l'on bombarde les usines françaises situées en Lorraine annexée ou occupée. Ils auraient conclu des accords secrets avec les Allemands, sur la base du donnant donnant pour que chacun s'abstienne de détruire les établissements adverses : on précise même que l'échange serait Dombasle et ses usines de soude contre Briey. Marché fructueux pour les industriels considérés, marché de dupe pour la France, étant donné le déséquilibre des enjeux.

Et voici Wendel, cette fois, le climat étant créé, au centre de la cible, sous le coup de quelle sanglante accusation !

Or il se trouve que, pour éclairer cette grande affaire, on dispose d'une source incomparable - publique assurément mais qui ne semble pas avoir été jamais systématiquement étudiée (31) : il s'agit des procès-verbaux d'audition de la "Commission d'enquête sur le rôle et la situation de la Métallurgie en France", créée à la suite de l'interpellation Barthe et présidée par Maurice Viollette (32), qui travaille avec ardeur de mars à septembre 1919, en se concentrant malgré son titre sur la seule question de Briey et qui entend la plupart des acteurs et des témoins capables de renseigner, - mais qui est morte en même temps que la onzième législature et n'a jamais publié son rapport de synthèse (33). Signe d'embarras, peut-être ?

SECTION 1 - Enjeu et Stratégie

Briey :
l'enjeu.

La tradition géographique donne le nom de bassin de Briey à la partie française du gisement ferrifère de Lorraine, abandonnée comme trop pauvre et sans valeur pratique par les Allemands au Traité de Francfort, mais prouvée ensuite bien plus riche que l'on avait cru et surtout revalorisée, à partir des années 80, par l'application du procédé Thomas-Gilchrist qui permit d'utiliser efficacement la minette phosphoreuse et fut inauguré dans l'Est par les Wendel (1).

Or s'impose ici une première remarque : les textes les plus éloquents, les plus enthousiastes, utilisés pour démontrer à l'opinion française la valeur de Briey dans la guerre, viennent toujours d'Allemagne. Tel celui des Associations industrielles et agricoles sur lequel Engerand s'appuyait, comme on a vu, dès 1916, à la Chambre. Tel ce mémoire adressé au gouvernement et au haut commandement allemand en décembre 1917, par l'Association des industriels allemands du fer et de l'acier et l'Association des métallurgistes allemands, et commenté par Maurice Barrès, dans l'Echo de Paris (2) : il y était dit, notamment, : "les mines que nous avons remises en exploitation dans le bassin de Lorraine française firent si bien au cours de l'année 1917 que nous pûmes, grâce à elles, faire face à tous les besoins de notre artillerie" (3). Dans ses livres et dans son rapport de 1919, Engerand a pu enfin relever aisément plusieurs articles, parus dans la presse allemande en 1917-18 sur ce thème et développant catégoriquement cette affirmation : "Briey nous a sauvé la vie" (4). Est-ce à dire qu'il faille prendre pour argent

comptant toutes ces affirmations qui sont d'ailleurs parfois contredites jusque dans la presse allemande ? (5)

On sait bien, aujourd'hui, que les sidérurgistes allemands, qu'exaspérait l'idée qu'on ait laissé Briey aux Français en 71 dans l'ignorance de sa valeur, ont travaillé à en faire, 45 ans plus tard, un but de guerre primordial (6), comme subissant à cet égard, selon le mot de Wendel, une véritable "hypnose" (7). Mais pour persuader leur propre opinion de la valeur de l'enjeu, ils étaient conduits tout naturellement à en exagérer l'importance et l'utilité dans les temps présents (8). Considérés sous cet angle, ces textes perdent donc beaucoup de leur valeur probatoire, et ils doivent être confrontés à des données statistiques plus précises : c'est n'est pas, pour eux, sans grand dommage.

Dès juillet 1916, parlant devant une sous-commission de la Société de géographie de la frontière future, François de Wendel marque que, d'après ses renseignements, le tonnage de minerai des mines françaises de Briey expédié chaque jour en Allemagne ne dépasse pas 10.000 tonnes, ce qui ne correspondrait qu'à 10 % de la quantité produite en Allemagne (9). Et en décembre 1916, Albert Lebrun, intervenant en comité secret après Engerand, se lève pour déclarer - et il n'est pas sérieusement contredit - : "Quand on va chercher des renseignements, non dans le manifeste des six grandes associations industrielles allemandes (...), mais, comme je le fais, moi, auprès de nos compatriotes qui reviennent de là-bas, de Villerupt, de Longwy, d'Homécourt, de Jarny, de tous ces villages, auprès de ces hommes de soixante-dix ans qui sont des maires ou des chefs d'équipe, que nous disent-ils : "On n'a pas, à l'heure actuelle, extrait un kilogramme de fonte du bassin de Briey". Voilà pour la fonte!"

Quant au minerai, Lebrun montre que, d'après les mêmes sources, depuis l'année 1915, "ont été extraites 2.500.000 à 3.000.000 de tonnes du bassin de Briey, c'est-à-dire le douzième à peu près de la consommation de minerai de fer allemand pendant la guerre" (10). Mais voici l'essentiel : "Etant donné que nous sommes certains que la production de la Lorraine allemande est tombée d'environ 21 millions de tonnes à 14 millions de tonnes de minerai de fer en 1915, ils auraient pu, vous le voyez, prendre très facilement la différence de 3 à 4 millions de tonnes en maintenant simplement à leur activité antérieure à la guerre les minières de fer de la région de Thionville et de Metz" (11).

Il se trouve d'autre part qu'un document de l'immédiat après-guerre vient exactement confirmer, pour toute la durée du conflit, les analyses de Lebrun : il s'agit du très officiel Rapport sur l'Industrie minière en Meurthe-et-Moselle pendant les années 1914 à 1918, établi par l'ingénieur Felix Leprince-Ringuet, au lendemain de l'armistice (12), et Loucheur, de son côté, pourra le répéter à la tribune, le 14 février 1919, en rejoignant exactement, d'autre part, ce qu'avait dit Lebrun deux ans plus tôt sur l'extraction du minerai : "On n'a jamais fait une tonne de fonte à Briey pendant la guerre" (13).

Certains combattants ont bien affirmé avoir aperçu, par temps clair, "de hautes flammes" qui auraient prouvé que des hauts fourneaux fonctionnaient en Meurthe-et-Moselle : témoignages qui ne peuvent s'expliquer^{que} par une confusion, particulièrement explicable de nuit, entre les deux côtés de la frontière (14), mais que tous les démentis apportés n'empêcheront pas de renaître pendant des années, à chaque poussée de la polémique. C'est ainsi que l'Humanité du 15 juillet 1935 publie, au moment de la grande controverse avec Castelnau, cette déclaration qu'aurait faite un délégué de Pompey au Congrès de la

Fédération des métaux, tenu à Lyon du 11 au 13 septembre 1919 : "Seules les usines de la Mourière, Piennes, Mancieules, Lande, ne marchaient pas, mais leur chaudières, leurs appareils servaient à la fabrication des gaz asphyxiants à outrance. Les Allemands ont fait des travaux immenses sans seulement être inquiétés. Les usines d'Auboué, Joeuf, Homécourt, étaient emplies de munitions de toutes sortes." Et d'après le quotidien communiste, une voix de combattant s'élève alors dans la salle : "J'étais observateur à Verdun. On voyait fumer les hauts-fourneaux de Briey". L'Humanité conclut : "Voilà en quelques phrases traduite l'action patriotique du Comité des Forges". Le mythe peut courir... (15).

Il faut ajouter enfin que, conscients, peut-être, de la faiblesse du dossier, ceux qui ont dénoncé le scandale - ou les scandales - de Briey. ont tendu peu à peu à élargir le contenu géographique donné au terme mais sans que la confusion soit nettement dissipée. Ils l'ont pu. d'autant mieux. que les Allemands eux-mêmes, dans le but que l'on sait, ont joué de la même confusion (16). Ce "glissement" est particulièrement apparent dans les travaux de la commission d'enquête de 1919, et dans bien des textes ultérieurs. on constate - procédé particulièrement remarquable dans la défense anonyme publiée par les Dominicains de Sept - que les polémistes passent sans cesse, au gré de ce qui arrange la démonstration, de l'une à l'autre acception géographique, au grand dam de la clarté et parfois de l'honnêteté.

Nul doute que le bassin lorrain allemand, celui de Thionville, une fois conquis ou détruit par les alliés, la poursuite de la guerre aurait été rendue beaucoup plus difficile - et peut-être impossible - pour Berlin (17). Mais si, dans le feu de la controverse, on en vient à considérer l'ensemble du bassin lorrain en oubliant le point de départ choisi par les polémiques, on ne peut ni utiliser, pour s'en

gausser, des textes concernant seulement Briey et dont on feint de croire que leurs auteurs les appliquaient aux deux côtés de la frontière, ni oublier que les données stratégiques changent alors d'échelle tout autant que l'enjeu industriel. Il convient, pour débrouiller l'écheveau, d'y être continûment attentif.

La guerre de mouvement
(août 1914).

Ce fut, à juste titre, un des soucis majeurs de la Commission d'enquête que de rechercher quelle place le bassin de Briey tint, au cours de la guerre, dans la stratégie du haut commandement français : occasion pour plusieurs témoins de rappeler, d'une part, que la tradition militaire n'avait nullement pris l'habitude d'intégrer dans les plans d'état-major des considérations économiques - le bassin de Briey ne figurant donc pas sur/^{le}"Baedeker du stratège" (18) , d'autre part et surtout qu'aucun responsable ou publiciste civil ou militaire n'avait prévu la forme que prendrait la guerre, que sa durée et sa nature donneraient à la sidérurgie lorraine, du côté français comme du côté allemand, une quelconque importance dans le conflit. "Je dois reconnaître", disait Charguéraud, directeur des Mines au ministère des Travaux publics de 1905 à 1910, à qui on demandait s'il avait averti les autorités militaires de l'importance de l'enjeu, "je dois reconnaître que nous ne pensions pas tellement à des événements comme ceux qui se sont produits" (19).

Et son successeur Paul Weiss, en poste de 1911 à la fin de 1916, rappelle de son côté que "le programme de fabrications pour le temps de

guerre prévu par l'Etat-major était limité" et que "la production de la région de l'Est était inutile pour la réaliser : les usines de l'intérieur devaient suffire". Car "l'idée de l'état-major était que le stock était suffisant pour faire la guerre" (20).

François de Wendel est donc fondé à affirmer, dans sa déposition à la Commission du 18 avril 1919, que cette erreur de prévision était largement partagée, et à expliquer : "Notre idée à tous était que notre métallurgie de guerre était dans le Centre. En effet, c'était là seulement qu'on faisait les aciers de qualité très spéciale que nécessitent les canons et les obus, et comme nos fontes de l'Est, étant très phosphoreuses, n'avaient jamais été employées dans ces fabrications, je ne crois pas qu'il soit venu à personne l'idée que le manque des hauts fourneaux de l'Est allait représenter pour la France une difficulté réelle" (21).

On peut, ici, multiplier les témoignages (22). Voici, parmi d'autres, celui de l'ingénieur Bailly, du corps des Mines, qui avait eu le mérite, en 1905, sans être écouté, de vouloir développer les échanges de la métallurgie française avec l'Angleterre pour diminuer l'interpénétration allemande, mais qui reconnaît lui-même : "A ma connaissance, personne (...) ne se doutait de l'intérêt militaire que pourraient avoir, soit pour la France, soit pour l'Allemagne, ces usines de grosses métallurgie de Briey ou de Thionville". Pourquoi ? "Je pense que c'est parce que tout le monde croyait à une guerre courte. On pensait que ce que l'Allemagne avait dans la Ruhr, ajouté à ce qu'elle pourrait continuer de recevoir pendant la guerre, suffirait à ses besoins. De même qu'en France, nous nous disions que les usines d'armement/de Saint-Chamond et le Creusot nous suffiraient..." (23)

De cet état d'esprit, on trouve d'ailleurs une autre confirmation dans l'absence de tout programme de fortifications dans la région de Briey. Devant la Commission d'enquête, Albert Lebrun peut dire qu'après la crise d'Agadir, la question de la défense de Longwy s'était imposée à son esprit, mais il précise, sur une question de Viollette, qu'il n'était jamais intervenu "pour assurer la construction de défenses dans la région de Briey", et qu'il n'avait pas entendu parler de "démarches faites par les populations à cet égard" (24).

Et François de Wendel, rappelant que la grille de son usine de Jœuf est sur la frontière, observe de son côté : "Je crois que si on avait compris l'intérêt capital qu'il pouvait y avoir à se maintenir sur Briey, étant donné les connaissances qu'on avait au début de la guerre, il eût été indispensable de créer, au milieu du bassin des ouvrages d'art /des forts/. Or je n'ai jamais entendu dire qu'il en fût question et, par suite, que certaines personnes s'y soient opposées" (25).

On peut laisser conclure sur ce thème le maréchal Joffre, qui écrit dans ses Mémoires : "Nous croyions tous que la guerre serait courte. A cet égard, tout le monde s'est trompé, civils et militaires, les stratèges, les diplomates, les économistes et les financiers"(26).

Le repli initial.

Ainsi seulement peut s'éclairer la place de Briey dans l'histoire du début de la guerre.

1914

Le 30 juillet, le gouvernement Viviani donne l'ordre au commandement

de replier les troupes de 10 kilomètres en deçà de la frontière - avec cette conséquence particulière qu'elles abandonnent ainsi sans coup férir les usines et les mines du bassin de Briey. Viviani s'en est expliqué lui-même à la tribune en 1919 : "Nous connaissions, par sa puissance et par sa perfidie, la propagande allemande et combien elle était apte à couvrir d'une thèse ambiguë les origines de la guerre (...) Nous avons voulu que si /la France/ était condamnée à se battre, elle se battît pour le bon droit, après l'avoir fait éclater". Le but est diplomatique. Il s'agit d'empêcher, aux yeux du monde, que "l'agresseur ne parvienne à se déguiser". Le bénéfice n'est pas mince, en effet, et l'enjeu lorrain étant minimisé par tous ne peut peser lourd en regard pour justifier une quelconque exception à Briey.

Au reste. Viviani ajoute, sans être démenti par personne, que, "le ministre de la guerre n'a trouvé aucun obstacle technique ni militaire dans l'état-major" (27). Dans ses souvenirs, le maréchal Joffre convient qu'il y fit "peu d'objections", se rendant compte "des raisons qui l'avait motivée, estimant d'ailleurs que cette mesure n'était pas de nature à compromettre ni notre mobilisation ni les opérations ultérieures..." (28).

Et il se trouve, en effet, que dans le cas de Briey, la décision du 30 juillet n'a pas d'importance réelle, parce que de toute façon le plan de couverture préparé du côté français prévoyait un recul. "Il est exact", reconnaît le Maréchal Joffre dans le mémoire lu par lui devant la Commission d'enquête, "que le plan XVII, ainsi d'ailleurs que tous les plans précédents, laissait la région de Briey en dehors de la zone occupée par les troupes de couverture" (29). Donnée confirmée et critiquée par le général Verraux, l'un des polémistes de 1916, qui

commandait alors la 42ème division et dont le quartier général était installé à Verdun (30).

Les motifs de cette décision initiale sont étroitement militaires - et il serait ici plus dangereux que jamais de projeter sur elle ce qu'on sait de la suite du conflit. Messimy, ministre de la Guerre en juillet 1914, l'explique clairement à la commission d'enquête : "Ce que l'on cherchait au début de la guerre, ce n'était pas à préserver telle ou telle partie du territoire, c'était à préparer dans les conditions les plus favorables possibles la bataille, la grande bataille (...) qui permettrait ensuite à nos troupes de se porter en avant" (31). La mission des troupes de couverture, telle que définie par l'instruction du 3 septembre 1913, modifiée le 5 mars, ne laisse subsister aucune ambiguïté à cet égard : " /Elle/ consiste au début à arrêter les reconnaissances ou les détachements de l'ennemi qui chercheraient à pénétrer sur le territoire; ultérieurement, à retarder la marche de corps plus considérables qui pourraient troubler les débarquements et la concentration des armées" (32).

Ainsi s'éclairent les explications précises données par le Maréchal Joffre lui-même devant la Commission, le 4 juillet 1919, et qui ont été exactement confirmées par les généraux chargés autour de lui de la préparation ou de l'exécution de la manoeuvre - Belin, Castelnau, Font (33). "On ne pouvait pas pousser plus à l'Est qu'il ne l'était dans cette région, le dispositif de couverture et interdire ainsi, par ce dispositif même, aux Allemands la prise de possession du bassin de briey. La région minière de Briey, en effet, à cheval sur notre frontière de 1871, est au contact même de la place de Metz, et sous le canon de ses forces. Le camp retranché de Metz qui pénétrait comme un coin en terre française, favorisait incontestablement une offensive /allemande/ brusquée à objectifs limités (...) Un fait domine toute la question. Pour occuper Briey, il faut logiquement investir Metz, et l'investissement de Metz est une opération qui ne peut être tentée

qu'en force, c'est-à-dire une fois la couverture terminée et non avec les troupes relativement faibles, par leur essence même, qui constituaient la couverture" (34).

Les parlementaires de la Commission d'enquête, et d'abord leur président Viollette, ont demandé si le Commandement n'avait pas songé à faire accomplir par un raid de "colonnes légères" la destruction des hauts fourneaux et des usines de Briey et de Thionville, et il a recueilli deux réponses.

Celle-ci d'abord, proprement militaire, qu'il eût fallu beaucoup plus que des colonnes légères étant donné la nature du terrain et des forces ennemies rassemblées dans le système Briey-Thionville : Joffre parle de la "gueule du loup" (35), et Wendel est fondé à insister sur les périls d'une telle tentative (36). Celle-ci ensuite que, puisque l'offensive générale préparée par le plan XVII devait dégager, en cas de succès, toute la région, il était légitime d'hésiter à détruire, à supposer même que ce fût possible, des installations industrielles dont on pouvait espérer profiter bientôt pour soi-même. "Dans le cas", s'écrie Joffre, "où j'aurais ordonné la destruction, qu'est-ce qu'on n'aurait pas dit si la bataille du 23 août avait réussi ?" (37).

Au demeurant ces deux motivations, pour fortes qu'elles puissent paraître - et surtout la première - peuvent bien être reconstruites après coup et n'avoir pas même été formulées clairement sur le moment par le Commandement. L'absence d'intérêt pour les industries lorraines, en ce premier temps de la guerre, suffit à tout expliquer. Et Joffre donne probablement le fond de sa pensée, lorsque, pressé de questions par Viollette, il finit par déclarer : "Après coup, on peut dire bien des choses. En tout cas, je n'ai pas cru devoir faire l'opération parce que, d'abord, je n'envisageais pas que nous puissions avoir besoin de cela..." (38).

Les premières semaines
de la guerre

L'histoire des semaines qui séparent la mise en place du dispositif initial et la stabilisation du front peut s'éclaircir de la même façon. Ici encore se retrouvent et se conjuguent les reproches de Béranger, formulés dès son rapport de 1916 à la Commission de l'Armée du Sénat et ceux développés pendant vingt ans par Fernand Engerand dans ses divers ouvrages et articles. Béranger écrivait : "Lorsqu'entre le 23 août et le 6 septembre 1914 se jouèrent les destinées de notre armée nationale et de nos départements frontières, notre haut commandement ne donna à aucun instant à la III^{ème} armée des ordres qui fussent destinés à sauver coûte que coûte le saillant de Briey sur notre ligne de retrait" (39). Et Engerand est plus précis encore quand il affirme que l'Armée de Lorraine, "établie sur le papier le 19 août 1914, constituée en fait le 21, dissoute le 25", aurait pu jouer un rôle décisif et tout changer si, au lieu de rester inemployée, elle avait pris l'offensive sur "ce coin de champ de bataille, le seul où nous ayons eu vraiment une supériorité numérique incontestable et le seul surtout où le front ennemi eût chance de pouvoir être brisé" (40).

Engerand s'appuie surtout sur la déposition, devant la commission Viollette, du général Ruffey, commandant^{de} la III^{ème} armée jusqu'au 31 août 1914 et limogé par Joffre à cette date (41), et aussi, dans une moindre mesure, sur les opinions exprimées par le successeur de Ruffey, Sarraill, devant la même instance (42). L'un et l'autre sont persuadés qu'en leur refusant les renforts et l'ordre d'offensive, Joffre a gâché l'occasion d'un succès décisif (43). Ici encore les répliques de Joffre et de sa "maison" (44) valent pourtant d'être attentivement observées.

Son premier thème est de doctrine générale : "C'est une erreur commune à bien des exécutants", dit-il, "que de surestimer en toute bonne foi l'importance des événements dont ils sont les acteurs responsables, et qui se passent sur la fraction du front où ils se trouvent eux-mêmes. Cette erreur est, de leur part, parfaitement excusable et compréhensible, car les exécutants ne possédant pas les éléments nécessaires pour apprécier une situation générale qu'ils ne connaissent qu'imparfaitement ne peuvent placer au rang qui leur revient dans l'ensemble des faits les événements qui les intéressent le plus directement, ni voir sur eux la réaction de cet ensemble. La question de Briey ne fait pas exception à cette règle"(45).

Lui seul, Joffre l'affirme, pouvait donc posséder cette vue d'ensemble. Certes, l'investissement de Metz qui aurait rendu Briey aux Français était inscrit dès le temps de paix dans la mission de la IIIe Armée, puis explicitement fixé comme but à l'Armée de Lorraine, formée le 19 août sur la droite de la précédente. Mais lorsque le 23 août au soir, la IIIe Armée de Ruffey demande le concours de l'Armée de Lorraine pour attaquer le lendemain, la situation générale est telle, et si patent l'échec de l'offensive majeure lancée au nord-ouest par les IVe et Ve Armées, que le haut Commandement doit ordonner à la IIIe Armée de se replier pour garder le contact avec les troupes qui sont en recul sur sa gauche, et à l'Armée de Lorraine faisant pivot "de s'en tenir à la défense des Hauts-de-Meuse, en restant liée à la IIIe Armée" (46).

C'est le début de la retraite, transition entre la bataille des frontières et la bataille de la Marne. "Durant toute cette période", conclut Joffre, "c'était le sort des armées françaises et celui même de la France qui se jouait. Tout s'effaça devant cette considération, et ce n'était certes pas le moment de songer à réoccuper Briey que celui où, pour réussir la manœuvre envisagée, et reprendre l'ascendant sur l'ennemi, il fallait commencer par lui abandonner, bien à contre-cœur, une partie du territoire national" (47). Ainsi "la réoccupation

du territoire de Briey passe au second plan" (48).

Quelle que soit la force évidente de cette démonstration et sa cohésion à l'intérieur de la vision générale de la guerre, qui est celle du commandement de 1914, il ne s'agit pas de trancher ici le débat stratégique. Mais seulement d'en retenir à la fois que, dans cette première phase de la guerre, il n'est nullement nécessaire d'imaginer, pour comprendre comment les choses ont tourné - et en l'absence d'un quelconque document qui en soutienne l'hypothèse - une pression des métallurgistes lorrains (49), ni possible de croire, étant donné la psychologie isolée et les choix des militaires, qu'une telle influence tentée eût pu trouver son chemin.

Mais lorsque la guerre s'installe ?

Au temps

des tranchées.

Une offensive de dégagement?

Dans son numéro d'octobre 1933 sur les "marchands de canons", le Crapouillot - source où beaucoup puisèrent ensuite - met en relief ces propos du général Verraux à la commission d'enquête : "Pourquoi s'est-on obstiné à ne pas se porter en avant de ce côté ? On s'est porté en avant à un moment donné, du côté de la Somme. Si on avait fait sur Briey l'effort qu'on a fait dans la Somme, il est probable qu'on aurait aussi bien réussi sur Briey que dans la Somme. On y aurait mis le prix, sans doute, mais on a payé cher l'avance sur la Somme, elle n'aurait pas coûté plus du côté de Briey (...). Pourquoi n'avoir pas fait cette offensive ? Y a-t-il eu pour cela des raisons qui n'étaient pas des raisons stratégiques ?" (50). Et le

Crapouillot commente : "Il est possible d'arguer de la totale ignorance du G.Q.G. pour expliquer ou excuser l'abandon /du/ bassin lorrain (...) Mais il est beaucoup plus difficile d'expliquer pourquoi aucune offensive ne fut jamais tentée de ce côté, car ce ne sont pas les avertissements qui manquèrent (51).

Les avertissements, assurément pas. Mais le moyen ?

Au début de 1915, c'est-à-dire avant toute campagne sur l'enjeu industriel de Briey, le général Sarrail, commandant la IIIe Armée, présente au G.Q.G. un projet d'offensive sur Longuyon qui permette, dans un deuxième temps, de libérer Briey et d'atteindre Thionville (52).

Interrogé sur ce point, Joffre explique que le Groupe des Armées de l'Est avait émis un avis défavorable "non sur le principe même de l'opération, mais sur les moyens proposés. La base d'attaque, les voies de communication, les ressources en hommes et en matériel n'existaient pas à cette époque" (53). Et c'est pourquoi le projet n'a pas été retenu.

Au reste, explique-t-il plus loin, "ce n'est pas ce résultat que je visais. Nous avions deux directions pour attaquer les Allemands : c'était en partant de la Champagne vers le nord et en partant de la Somme, d'Amiens vers l'est. Ce sont les deux buts que nous avons suivis jusqu'à la fin, et c'est ce que l'on a réussi..." (54). Un plan qui visiblement n'intégrait pas encore, dans l'analyse, en 1915, la "dimension industrielle" de Briey Thionville, - pas plus que n'avait fait en réalité Sarrail lui-même (55).

-ci

Il est vrai que celle/étant soulignée de divers côtés, comme le marque le Crapouillot, à partir de 1916 la question peut se poser en termes neufs. En 1917, après le départ de Joffre et l'échec de Nivelle,

Pétain, d'accord avec Foch, conçoit en effet, comme Painlevé, ministre de la guerre en 1917, l'a rappelé à la Chambre le 14 février 1919, un plan "d'offensive indéfinie", mais à terme, pour le moment où les alliés auraient sur l'ennemi une supériorité décisive en effectifs et en matériel, autrement dit mai 1918. En attendant on réalisera des "opérations limitées", mais "d'importance grandissante" jusqu'en octobre 1917 (56). Pour ensuite est prévue une "grosse opération" exigeant un matériel formidable d'artillerie, la réduction de la hernie de Saint-Mihiel, préparant l'attaque du bassin de Briey. Mais "aussitôt après la victoire de la Malmaison, les événements de Caporetto qui entraîneront l'envoi immédiat de six divisions françaises en Italie, puis le triomphe du bolchevisme à Petrograd faisaient entrer la guerre dans une nouvelle phase..." (57).

Ici encore, quand Gustave Téry interpelle : "Pourquoi les canons braqués à Metz seraient-ils plus redoutables là qu'ailleurs ? " (58), on peut juger -débat sans conclusion possible - que la remarque a du bon sens et que le commandement aurait dû en priorité faire porter dans cette direction l'effort de l'offensive à partir de 1915. Mais comme nt affirmer qu'elle eut mieux réussi qu'ailleurs ? et comment ici encore nier qu'une fois retracée l'évolution de la stratégie choisie, l'absence de cet effort sur Briey et Thionville s'explique aisément, logiquement, sans qu'il soit besoin de faire appel pour la comprendre à l'influence occulte d'intérêts particuliers (59)?

Au demeurant, l'opération générale étant remise sans cesse, c'est naturellement sur la question du bombardement, désormais, que l'attention et la controverse sont pour l'essentiel concentrées.

SECTION 2 - Les Bombardements

Les bombardements
souhaitables ?...

Dans l'Oeuvre, en décembre 1916, Fernand Engerand s'écrit :
"J'entends monter de ces douloureuses régions occupées (...) le cri
du zouave héroïque : "Mais tirez donc !" (1). On voit bien quel
serait l'héroïsme, mais reste à considérer sa nécessité.

Les bombardements sont-ils souhaitables ? Plus la guerre dure,
plus le temps passe, moins peut garder de valeur pour l'état-major.
cet argument présenté pour 1914 par Joffre et les siens, avec une
conviction peut-être rétrospective : la nécessité de préserver le
potentiel industriel du bassin pour le cas de la reconquête. Car ce
souci ne peut reprendre sa place qu'au moment où l'offensive sur
Briey paraît possible, et prochaine. Ainsi, brièvement, pendant l'été
1917 (2). Certains continuèrent pourtant d'y accorder prix, dans la
conviction que Briey, tout à la fois, était quasi inutile pour les
Allemands et serait précieux, à peine reconquis, pour les Français.
Mais le député Ernest Flandin, représentant comme Engerand du Calvados,
une autre figure mineure de ces débats, pouvait répliquer dans une
note remise à Lyautey, ministre de la Guerre, en février 1917, que
les "procédés des Allemands" étant ce que l'on savait, les installa-
tions seraient sûrement détruites au moment de l'évacuation - et qu'il
n'y avait donc pas lieu de les épargner d'ici-là (3).

C'est un deuxième souci, différent, qui peut conduire à ménager
les populations dans les pays amis, français ou ex-français, annexés

ou occupés. Une note du G.Q.G., en date du 27 janvier 1916, rappelle ainsi aux commandants de groupe d'armées que, pour cette raison, on avait renoncé à attaquer par avion "les usines, fabriques, gares se trouvant trop près des lieux habités en pays annexés, en Belgique, Luxembourg et dans le nord de la France" (4). C'est une préoccupation qui compta, comme on verra, pour les responsables politiques et militaires, au moins jusqu'à la fin de 1916, et dans une certaine mesure ensuite (5).

Dans sa note à Lyautey, Ernest Flandin affirmait, en revanche, en février 1917, que les ouvriers belges et français travaillaient dans les sous-sols, "les Allemands s'étant réservé, par crainte de sabotage, l'usage des machines" (6). Mais la configuration géographique est telle à Briey que les habitants - sinon les ouvriers au travail - auraient, eux, à souffrir beaucoup des bombardements.

Quoi qu'il en soit, ces considérations humanitaires ont pu jouer surtout au début, seulement à titre secondaire, et beaucoup moins à partir de 1917 : les officiers aviateurs ayant insisté au contraire, à partir de ce moment, sur l'avantage qu'il y aurait précisément à démoraliser les populations pour parvenir à la longue à empêcher tout travail.

Reste un dernier motif possible d'abstention, qui a été évoqué en 1919 : la crainte -réelle ou simulée - de représailles possibles sur les usines de soude de Dombasle, situées derrière les lignes françaises, à l'est de Nancy (7).

En janvier 1919, Engerand rapporte en effet à ses collègues de la Chambre qu'en 1916, insistant auprès d'un haut personnage de l'Etat" - probablement Poincaré - il en reçut cette réponse "faite avec une

sincérité absolue", que "si l'on ne bombardait pas la région de Briey, c'était pour éviter les représailles qui pourraient être préjudiciables à notre production de soude, dont 86 % se trouvaient concentrés dans les établissements de Dombasle". Mais, peu de temps après, Engerand s'aperçut que son interlocuteur "lui aussi avait été trompé". En effet : "M. Albert Thomas / à l'époque ministre de l'Armement / se souvient peut-être", dit-il, "que je lui rapportai cet entretien et comme je m'étonnais qu'au bout de deux ans la production d'une manière aussi essentielle fut encore concentrée sous le canon ennemi, il me répondit qu'il n'en était plus rien et que, depuis longtemps, la plus grande partie de cette production était répartie sur d'autres points du territoire".

Depuis longtemps ? Les explications successives d'Albert Thomas à la tribune et en commission ont montré, ici comme ailleurs, la nécessité d'une chronologie rigoureuse (8).

Jusqu'à la fin de 1916, en effet, Dombasle a fourni la grande majorité de la production de soude nécessaire aux explosifs. Obsédé par le danger que comportait un tel monopole, Thomas fit, auprès du G.Q.G., plusieurs démarches pour attirer l'attention sur ce point, répétant aux militaires : "Si Dombasle est attaqué, si son travail est interrompu, toute notre fabrication d'explosifs est interrompue pour des mois. Dombasle vaut plus qu'un corps d'armée !" (9).

Il se peut donc fort bien qu'en 1916 ces mises en garde angoissées de Thomas - bien que le ministre dise n'avoir pas été écouté avec toute l'attention désirable - aient pu conduire l'état-major à s'abstenir sagement d'actions de bombardement qui, sans être de portée capitale, auraient pu attirer sur Dombasle, dont l'importance échappait probablement aux Allemands eux-mêmes, une riposte d'autant plus

vraisemblable que l'usine était à portée de leurs canons.

A partir du début de 1917, au contraire, Thomas ayant pu constituer des stocks et voyant les Salins de Giraud et l'usine italienne de Solvay capables de relayer éventuellement Dombasle, sa protection cesse d'être absolument prioritaire. Dans une lettre du 1er février 1917 à Léon Mirman, préfet de Meurthe-et-Moselle, qui avait évoqué ces problèmes de représailles, Lyautey, tout en soulignant que "le nombre /des/ usines exposées remises en circulation a été réduit dans toute la mesure où les nécessités de la Défense nationale le permettent", déclare sans ambage : "L'interruption /des bombardements français/ n'entraînerait certainement pas l'arrêt des bombardements ennemis si l'adversaire a intérêt à les continuer (...) L'expérience à cet égard a été tentée plusieurs fois; elle n'a jamais donné de résultat. Dans ces conditions, la seule solution possible est la solution militaire proprement dite, laquelle consiste à développer les actions de bombardement de manière à causer à l'ennemi plus de mal qu'il ne peut nous en faire". (10). Pour 1916, en revanche, les précautions des militaires auxquelles Lyautey fait allusion s'expliquent fort bien, sans qu'il soit nécessaire ici encore d'imaginer - comme fait Barthe à la Chambre, avec indignation - des accords explicites et secrets d'état-major à état-major (11), et encore moins cette entente de capitalistes français à capitalistes allemands que la polémique suggèrera souvent par la suite (12).

Ainsi se dégage cette conclusion que l'évolution de la guerre n'a pas cessé, à partir de la fin de 1916 surtout, et avec la seule exception des projets morts-nés de Pétain d'offensive sur Saint-Mihiel et Briey, d'affaiblir les obstacles stratégiques et psychologiques qui pouvaient s'opposer d'abord à un bombardement du bassin minier.

Mais les obstacles techniques ?

...efficaces ?

Les armées alliées n'eurent jamais les canons à longue portée qui leur auraient permis de bombarder efficacement Briey à partir des lignes françaises. A la commission d'enquête, l'ingénieur général de la Marine Bourgoïn a raconté tristement ses efforts pour obtenir la construction du canon de 34 à rallonges dont il avait établi les plans et qu'il destinait notamment au bombardement des usines de Rombach et d'Hagondange, à 45 kms des emplacements de tir possibles. Malgré le soutien d'Albert Thomas, le projet, présenté en février 1917, "bourlingua" de bureaux en bureaux, et l'ordre d'exécution fut donné un an plus tard seulement, trop tard pour que l'arme soit prête avant l'armistice (13).

C'est donc le seul bombardement par avion qui se trouve en question au coeur même de la polémique.

Or la lecture des documents militaires datant de la guerre même (14), des débats parlementaires de 1919 (15), et des témoignages des grands chefs et des officiers aviateurs devant la commission (16), comme le dépouillement des études ultérieures des historiens militaires (17) persuadent vite que l'aviation de bombardement est demeurée, pendant cette guerre, et pratiquement jusqu'à la fin, dans l'enfance, et tout à fait dépourvue des possibilités sensationnelles que la presse et l'opinion publique tendaient à lui attribuer.

Le général Malletierre fit spécialement visite à Pétain, à Compiègne,

en janvier 1918, pour lui montrer une carte, -à lui remise, comme on verra, par le Comité des Forges - indiquant avec précision la situation: des grands centres industriels et des chemins de fer de la région de Briey, et pour lui expliquer "qu'il faudrait pouvoir bombarder d'une façon continue." Il s'attira alors cette simple réponse : "Il faudrait en avoir les moyens". (18). On ne les eut jamais.

Dans une lettre à la commission, Henri de Kerillis, capitaine d'aviation et chef de l'escadrille de bombardement n° 66, basée sur le front de Malzeville d'octobre 1915 à septembre 1916 (19), donne son témoignage en ces termes : "Tous les objectifs du bassin de Briey étaient compris dans les plans de bombardement qui, successivement, me furent communiqués. Mais la concentration aérienne de Verdun, ainsi que la puissante défense de Metz constituèrent toujours un barrage quasi-infranchissable. Vers le 10 mai 1916, mon chef d'alors, le commandant Roisin, avait étudié avec moi une attaque aérienne sur divers objectifs du bassin (ou même seulement voisins du bassin) et nous dûmes conclure à l'impossibilité d'un franchissement sans risquer, par des pertes excessives, d'offrir à l'ennemi l'occasion d'un succès. Le commandant Roisin, officier intrépide (...) fut tué quatre jours après en cherchant à pénétrer, avec mon escadrille et moi-même, de quelques kilomètres, dans la zone de défense allemande aux alentours de Verdun. Ma conviction est que, ni en 1915, ni en 1916, ni même en 1917, avant d'être dotée des avions Bréguet, l'aviation de bombardement diurne française ne fut de taille, sur aucun point du front, à entreprendre autrement que par surprise des actions lointaines dans les lignes allemandes. Une action systématique sur Briey ou sur n'importe quel lieu aussi éloigné eut été enrayée avec de lourdes pertes et sans résultats appréciables, étant donné le matériel avion, projectiles et appareils de visée, dont disposait à ce moment l'aviation de jour..." (20).

Quant à l'aviation de nuit, moins exposée que celle de jour aux

attaques des chasseurs pour lesquels les bombardiers, trop lourds, étaient une proie facile, elle était fort handicapée par les problèmes de repérage.

Enfin l'insuffisance des projectiles - taille et sécurité - demeurée évidente jusqu'à la fin, contribuait, pour sa part, à la médiocrité des résultats (21) - mais plus encore l'imprécision des coups portés sur des cibles très étroites.

Les mines de fer et les minières échappent, en effet, presque totalement, par nature, aux risques de bombardement. Dans une note du 19 février 1917, élaborée au G.Q.G. des armées du Nord et du Nord-Est, en réponse aux questions d'Ernest Flandin, le général Nivelles est catégorique : "Elles ne sont pas vulnérables", et il explique :

"Les objectifs constitués par les puits de mine isolés, les machines dans de petits bâtiments éparpillés sur le terrain, ne peuvent être atteints par les avions.

Le puits, très visible du sol, puisque le chevalement se détache du ciel, est difficilement repérable de l'avion pour lequel le chevalement n'est plus visible (projection sur le sol d'une tour de 8 x 8 et de 2 pylônes en treillis d'acier écartés d'environ 15 mètres).

La station de force motrice présente une cible plus grande et plus visible (bâtiment de 20 x 12). Malheureusement, les mines de fer du bassin de Briey sont maintenant commandées électriquement, au moins pour une partie; ainsi, le groupe le plus important Briey-Landres est branché sur la centrale de Metz. L'objectif, dans ce cas, se réduit au transformateur (6 x 6), au moteur et à des fils électriques, le tout facilement réparable". (22)

A supposer même que, par une chance exceptionnelle - et forcément extrêmement rare - un bombardier parvienne à placer une bombe juste dans un orifice, le dommage resterait forcément superficiel: il existe à Briey plus de cent puits de mines. Nul n'avait donc sérieusement le moyen - et personne ne tenta - de contredire François de Wendel lorsqu'il déclarait à la Chambre, le 31 janvier 1919 : "S'il avait été si facile d'obtenir, en bombardant les mines de Briey, le résultat que nous en attendions, on ne conçoit pas comment les Allemands, qui connaissaient notre situation charbonnière et savaient dans quelles difficultés nous aurait jetés la destruction des mines du Pas-de-Calais, lesquelles se trouvaient non pas à 25 ou 30 kilomètres en arrière du front, comme celles de Briey, mais simplement à 15 ou 17 kilomètres, ne les aient pas anéanties..." (23). Tout au plus obtint-on en Meurthe-et-Moselle l'arrêt de quelques mines par suite de l'extinction des lumières - mais toujours pour peu de temps et sans aucun dégât matériel sérieux (24).

Or on sait que les mines seules fonctionnèrent, sous l'occupation allemande, dans le bassin français de Briey, et jamais les usines.

Que si l'on élargit l'étude, comme la confusion géographique des débats y contraint, aux établissements industriels de Lorraine annexée, ceux du bassin de Thionville, on constate que ceux-ci, couvrant chacun plusieurs dizaines d'hectares, présentaient assurément aux coups une cible apparemment bien plus large, mais en réalité aussi malaisée.

Les Allemands ayant souvent bombardé les usines métallurgiques travaillant à l'intérieur des lignes françaises, en particulier celles de Neuve-Maison et de Pompey, l'état-major français fut à même de constater que l'effet de ces efforts était assez mince et en tout cas

que le travail n'y avait jamais été durablement arrêté(25). Car la seule façon de toucher sérieusement une usine métallurgique - étant donné le tonnage très limité des bombes - est alors d'atteindre la centrale électrique, très puissante, mais peu volumineuse, qui utilise le gaz pauvre des hauts fourneaux et constitue le "centre nerveux" de l'établissement (26) : tâche aussi difficile au moins, et ce n'est pas peu dire, que de toucher un puits de mine. Et encore l'avarie d'une centrale peut-elle souvent être compensée si l'on utilise, en attendant la réparation, le courant d'une usine voisine.'

Le bilan est clair : pour avoir chance d'être efficaces, il aurait fallu pouvoir soit multiplier les coups au but, donc les chances d'une avarie grave ou les avaries secondaires dont l'ensemble conjugué finirait par arrêter le fonctionnement, soit encore répéter les assauts assez souvent et assez continuellement pour désorganiser le travail, puis empêcher les réparations à force d'alertes et paralyser les populations ouvrières à force d'inquiétude. Mais c'était là un programme que ni les canons ni les avions dont on disposait ne permirent jamais, d'un côté comme de l'autre, d'espérer réaliser (27).

Le Commandement a
sagement choisi.

Sous l'influence de petits groupes très actifs d'amoureux de la neuve aviation, et grâce à la réceptivité d'une opinion publique prompte à s'enflammer et dont plusieurs hommes politiques actifs, Pierre-Etienne Flandin, d'Aubigny, Loucheur (28) ont tôt traduit les espoirs à la Chambre, est né, en France comme ailleurs, pendant la guerre, un grand engouement pour les doctrines du "bombardement stratégique" - le terme

est anglosaxon - comme arme décisive dans le conflit. L'Allemagne n'oriente-t-elle pas dans ce sens une grande partie de son industrie aéronautique - et plus encore, à mesure que dure la guerre, l'Angleterre et l'Italie, les prophètes étant ici le général Douhet, là Sir Frederic Sykes, chef de l'Air Staff ?

Analysant ces doctrines dans un article récent (29), Philippe Bernard a démontré que ce fut le grand mérite de l'Etat-major français de ne pas se laisser entraîner par cette mode, et considérant avec sang-froid les médiocres résultats qu'on a dits, d'en tirer les conséquences en portant ailleurs - sans renoncer jamais complètement à ce type d'opérations - l'essentiel des ressources limitées de son aviation. Après les espoirs nourris en 1915 de voir naître un appareil capable d'aller démanteler les centres majeurs de la production ennemie, les déceptions successives aboutissent au déclin régulier des opérations de bombardement à longue distance : à partir du milieu de la guerre, elles "ne sont plus envisagées par les chefs militaires que comme des actions de représailles, destinées à dissuader l'adversaire et sans aucune prétention de finir la guerre " (30). Après l'arrivée de Pétain à la tête des armées, au printemps de 1917, le mouvement est accentué et priorité est explicitement conférée, aux dépens du bombardement stratégique, malgré les critiques anglaises, et malgré la force du mythe au Parlement, à l'aviation du champ de bataille dont l'action - observation, chasse ou pilonnage - demeure étroitement liée à celle des troupes au sol (31) : doctrine d'intervention combinée, qui reçoit, comme l'écrit Philippe Bernard, "une éclatante justification" dans les combats de 1918 (32).

Bilan provisoire

A ce point de l'enquête, on aboutit à une première constatation d'étape : l'enjeu du bassin français de Briey - sinon celui de Thionville - n'ayant jamais représenté la valeur que les mythes lui ont prêtée, et le cours général de la guerre, ni la technique des bombardements n'ayant jamais permis de toucher efficacement ni l'un, cible mineure, ni l'autre, objectif majeur, cette histoire a sa clarté et elle trouve sa logique pour qui se borne à considérer les choix des seuls militaires. Rien qui demeure en soi, vu de l'intérieur des armées, trouble ou incompréhensible - quelque jugement que l'on porte sur les décisions des stratèges - et qu'il faille donc chercher à éclairer par des interventions venues du dehors et qu'animent d'autres soucis que la victoire. Pour expliquer les événements, Wendel n'est pas nécessaire. Mais il demeure possible.

Pour que soit épuisé le dossier, il reste donc à renverser la perspective. Il reste à considérer si telle ou telle intervention, dénoncée ou insinuée, pourrait avoir non pas changé du tout au tout les choses, mais renforcé, influence secondaire et convergente, le cours qu'on leur a vu prendre.

SECTION 3 - La Main de Wendel ?Les pancartes de 1914

Un témoignage fait remonter à 1914 la première discrimination supposéé des établissements de Wendel bénéficiant d'une mystérieuse protection. Dans sa déposition devant la commission d'enquête, le général Sarraill raconte que, le 6 août, le service de renseignements lui a fait connaître que, lors de l'arrivée des Allemands à Briey, des pancartes avaient été posées à la porte de certains établissements auxquels on ne devait pas toucher, et que, "parmi ces établissements, figuraient ceux de M. de Wendel". Mais le général se montre incapable de rappeler d'autres détails et d'affirmer que le renseignement, qu'on ne trouve nulle part ailleurs recoupé, ait pu avoir quelque valeur(1). Et on a peine à croire que, s'il était vrai, il ne se soit trouvé personne en Lorraine pour le confirmer après l'armistice (2).

Wendel fait d'ailleurs observer à la commission d'enquête que son usine de Messempré, dans les Ardennes, a été rasée par les Allemands et que ceux-ci ont fait sauter, à la date du 26 octobre 1918, le charbonnage de Crespin dont les siens sont, sinon propriétaires, du moins "gros associés" (3). Les pancartes fantomatiques de 1914 sont seulement précieuses pour la rumeur future en y enrichissant le thème secondaire, mais aisément greffé sur le tronc principal, de l'entente secrète de Wendel et de l'ennemi, le thème d'une internationale noire du profit (4).

Le mystérieux maître de
forges du G.Q.G.

Il faut probablement verser au même chapitre des fantômes le mystérieux maître de forges du G.Q.G. introduit dans la mythologie de l'affaire par Fernand Engerand. Celui-ci raconte, dans son discours du 31 janvier, à qui les honneurs de l'affichage donnèrent un exceptionnel rayonnement, qu'il avait fait adresser à deux ou trois reprises, par l'intermédiaire "d'un membre éminent de l'Académie française", une note au G.Q.G. sur la nécessité "d'anéantir, si c'était possible, ces mines lorraines d'où les Allemands tiraient tout leur fer". Et Engerand ajoutait, obtenant un vif effet de séance : "Rien ne fut fait (...) Depuis, mon éminent intermédiaire - notre collègue, M. /Ernest/ Flandin assistait à l'entretien et pourra confirmer le fait - m'a donné le nom de l'officier auquel, au grand quartier général, il avait donné le document. C'était un maître de forges, attaché au grand Quartier Général (Mouvements divers). Je ne veux voir là qu'une coïncidence, mais je me demande encore si vraiment la place d'un maître de forges était au grand Quartier Général (vifs applaudissement)" (5).

Coïncidence ? L'épisode était fait pour nourrir le thème de l'omniprésence du Comité des Forges plaçant ses hommes à tous les postes-clés où l'on peut bloquer ce qui gêne (6). Bien qu'Engerand et Ernest Flandin n'aient jamais donné la moindre indication plus précise sur le fameux maître de forges, bien que Gustave Téry n'ait jamais reçu de réponse quand il écrivait dans Bonsoir : "Que faisait là ce maître de forges ? Qui l'y avait mis?(...) Un jour, à Chantilly, un monsieur quelconque a mis un papier dans sa poche et du coup la

guerre a été prolongée de deux ans : cela nous a coûté 80 milliards et huit cent mille hommes ! Pour le léguer à la postérité, on demande le nom de ce monsieur..." (7).

Il est vrai que Flandin a pu toucher la Chambre en lui apportant l'information suivante, propre à nourrir l'idée de l'intervention secrète du mystérieux maître de forges, et largement reprise par la polémique ultérieure (8) : le 23 décembre 1916, il rendit visite au général Guillaumat, commandant la IIe Armée, à son Q.G. de Souilly, pour l'adjurer de faire bombarder Joeuf; il se réjouit d'apprendre, quelques jours après, qu'une opération y avait été faite par une escadrille de cette armée, puis fut navré de constater qu'aucun vol n'avait suivi le premier. S'enquérant auprès de l'état-major de Guillaumat, il y apprit que cette abstention résultait d'un ordre exprès signifié à celui-ci par le G.Q.G.. "Pour les deux motifs suivants : d'abord parce que Joeuf n'était pas, paraît-il, dans le secteur de la IIe Armée (rires à l'extrême gauche), ensuite parce que le Grand Quartier Général se réservait seul de donner des ordres de ce genre aux escadrilles de bombardement (mouvement divers)".

Dans sa note du 19 février 1917, Nivelle confirme le premier point qui a sa logique et suffirait à lui seul à justifier l'attitude du G.Q.G. (9). Quant à la seconde explication, elle ne peut rien prouver de ce qu'implique Flandin, marquant seulement la volonté du Grand Etat-Major de faire respecter la sage conception qu'on sait qu'il a faite sienne : "C'est pour des raisons purement techniques et aucunement pour des motifs de sentiment que les mines et les minières de Briey ne sont pas bombardées : le nombre d'avions dont nous disposions nous oblige à les consacrer uniquement aux objectifs de rendement certain..." (10)

Ainsi disparaît dans les brumes le maître de forges du G.Q.G.

Les articles de Max Hoschiller
dans le "Temps" et la Caisse de
publicité du Comité des Forges.

On arrive à plus concret avec le cas des articles de Max Hoschiller, publiés dans le Temps où il tenait la rubrique d'"économie internationale", en réponse à la campagne de Téry et d'Engerand, sous le titre "La Légende du Bassin de Briey" (11). Bien qu'à l'époque, la métallurgie n'ait pas encore disposé, dans ce journal, des larges entrées que certains de ses chefs s'y ouvriront 12 ans plus tard, ce fut un thème de Barthe et d'Engerand, avancé dès la guerre et soutenu par l'autorité de Barrès (12), que le Comité des Forges avait suscité et probablement payé gros les articles d'Hoschiller - celui-ci apparaissant comme particulièrement douteux parce que de nationalité autrichienne. "J'affirme", dit Barthe à son propos, dès le début de son long exposé, le 24 janvier 1919, "que les manœuvres et les mensonges d'un Autrichien résidant en France pendant la guerre ont eu pour but de détourner l'autorité militaire du projet de dégager Verdun et de porter la lutte dans la direction de Briey". (13).

Hoschiller s'est longuement expliqué, à sa demande, devant la Commission d'enquête sur la genèse de ses articles et sur ses motivations (14). Elles furent simplement intellectuelles, pour une bonne part, si on l'en croit. Devant tant d'erreurs d'abord statistiques, chez Téry particulièrement, sur la production minière du bassin de Briey - "des fautes portant sur 10, 12 et 14 millions de tonnes" - il a souhaité les rectifier et jugé de lui-même, spontanément, que ce serait là bon thème pour un article - le premier n'ayant été suivi d'autres qu'à cause du rebondissement des polémiques qu'il avait ~~provoqué~~ées (15).

Viollette, pendant l'interrogatoire, avec des accents de procureur, met beaucoup de persévérance à vouloir faire reconnaître à Hoschiller que, s'il avait raison en termes stricts, pour Briey - nul moyen de le nier - il n'aurait pas dû songer, en pleine guerre, à "faire de la science pour la science" et se croire "à l'Ecole des Sciences politiques", et qu'il n'avait pas souligné suffisamment - ambiguïté, comme on sait, qui plane sur tout le débat - que le bassin allemand de Lorraine échappait tout à fait à la "légende" et était d'immense profit pour l'ennemi. Mais Hoschiller, avec une persévérance égale, lui rappelle que ceux qui avaient lancé la controverse ne parlaient à cette époque que du bassin français de Briey (16), et qu'il avait pris garde lui-même de délimiter nettement le champ géographique de ses observations (17).

Le journaliste expose ensuite qu'il avait eu une deuxième intention : "J'ai été aussi très frappé", dit-il, "de voir les Allemands publier des mémoires soi-disant confidentiels, connus de tous et émanant de l'état-major (18), dans lesquels /ils/ proclamaient que, sans le bassin de Briey, ils ne pourraient pas tenir. Les Allemands avaient toujours l'obstination de justifier leurs appétits annexionnistes et politiques par la prétendue nécessité économique. Alors je me suis dit : "il y a là un piège". J'étais bien persuadé que les Allemands menaient cette campagne exclusivement pour convaincre les neutres et la population elle-même qu'ils ne pouvaient pas vivre sans le bassin de Briey. Je me suis dit : il faut voir si c'est exact" (19). Il y avait là, comme on a vu, une analyse fort sensée de l'attitude des théoriciens et des praticiens de l'expansionnisme allemand. Il faut dire pourtant que Max Hoschiller n'aurait probablement pas publié ses articles s'il n'avait reçu à l'origine un encouragement venu d'un

horizon bien différent de celui du Comité des Forges. L'opinion put l'apprendre dès janvier 1919, et Hoschiller le confirmer devant la commission en septembre : il s'agit d'Alphonse Merrheim, le chef syndicaliste, secrétaire général de la Fédération de la Métallurgie, et l'un des leaders de la minorité pacifiste du parti socialiste pendant la guerre (20).

Au lendemain de la première offensive de Barthe à la tribune, Merrheim lui écrivit en effet une longue lettre ouverte (21) où il prenait vigoureusement la défense de Hoschiller, "de sa probité et de son désintéressement", le peignant comme un militant syndicaliste dévoué (22), et où il révélait que c'était lui, Merrheim, qui avait donné à Hoschiller l'idée de ces articles et une partie de sa documentation. Son but ? Préserver le sang des soldats, prévenir un massacre en empêchant une folle tentative de percée sur un front hérissé de défenses ennemies. "J'insistais", écrit Merrheim, "sur le nombre énorme de milliers d'hommes qu'on devrait sacrifier pour enlever ce bassin et s'y maintenir en raison des canons de la place forte de Metz qui pourraient le balayer en tous sens. Avec les chiffres de production des mines de Briey, je lui démontrerais que c'est à peine si on pourrait réduire la production allemande de fonte et que cela ne pouvait avoir aucune influence sur la durée de la guerre " (23).

Est-ce à dire que le cas soit ainsi réglé et totalement exclue, ici, toute intervention du Comité des Forges ? Merrheim prend soin de rappeler dans sa lettre qu'il a naturellement toujours été son adversaire irréductible. Certes, il n'est pas pour autant protégé contre des attaques venues de sa gauche : en avril 1919 un violent article du Libertaire, l'organe anarchiste de Sébastien Faure, l'accusera de s'être vendu à la rue de Madrid et d'en être tout simplement l'agent (24).

Mais dans l'évocation qu'elle donne de Merrheim, tel qu'il chemine cette année-là, Annie Kriegel a bien montré l'invraisemblance d'une pareille complicité (25).

Quant à Hoschiller - payé trois sous la ligne (26) - son désintéressement n'est pas moins probable (27), mais tout cela n'exclut pas qu'à un échelon plus élevé du journal on ait pu accueillir volontiers, à propos de ces articles qu'on n'avait pas provoqués, l'expression monnayée d'une satisfaction, et par exemple celle de la rue de Madrid. Hoschiller lui-même s'est au moins posé la question (28). Et ce qu'on sait de la vénalité du Temps vers cette époque (29) ne permet pas de traiter par le mépris une hypothèse au demeurant invérifiable dans l'état de la documentation.

Devant la Chambre, les 24 et 31 janvier 1919, Wendel affirme hautement et répète que le Comité des Forges n'avait pas de Caisse de publicité (30). Stricto sensu, c'est sûrement vrai : comme en témoigne le budget du Comité inséré chaque année au procès-verbal de sa Commission de direction (31). Mais c'est aussi jouer sur les mots. Wendel lui-même ne reconnaît-il pas que "certaines usines" et "certaines forges" ont assurément une telle caisse ? Comment douter que Robert Pinot ait été chargé à diverses occasions de centraliser des fonds destinés à des interventions communes ? On en a trop d'exemples, on le verra, durant l'après-guerre et en période électorale notamment, pour croire que rien de tel n'existât. Qu'une partie seulement des membres du Comité, souvent, ait contribué à soutenir une contre-campagne que tous ne pouvaient approuver, c'est chose bien probable - Wendel soupçonnant naturellement le Creusot d'être dans le camp adverse (32). Qu'il s'agît d'une comptabilité parallèle, d'une action échappant théoriquement tout à fait au Comité des Forges, c'est exact, mais néanmoins soutenue par des adhérents majeurs du Comité et organisée

par son principal responsable. Que Wendel ne se soit pas occupé directement de cette tâche, c'est à peu près certain, mais ne peut guère changer le tableau.

Et n'existe-t-il pas au surplus, au nom d'un troc implicite, d'autres moyens de pression sur la presse que des "enveloppes" ? Quand commence la première campagne menée dans L'Oeuvre par Téry contre le Comité des Forges, Wendel ne prie-t-il pas James Hennessy, son collègue au Parlement, de dire à son frère Jean, commanditaire du journal, de "faire cesser ce chantage" ? (33).

Pour toute cette période, l'interpellateur Barthe (34), la petite presse (35) et la police (36) ont même donné le nom de l'homme chargé de répartir l'argent qui lui aurait été remis par Pinot : il s'agit de Maurice Mignon, associé de l'agence Kuenzi, 14 rue Drouot, distributeur de publicité financière (37). Ce même Mignon au savoir-faire de qui Emile Moreau, gouverneur de la Banque de France, fera appel quelques années plus tard (38). Sa mission n'est pas prouvée, mais elle n'est pas improbable.

Ces observations n'excluent nullement d'ailleurs que le Temps ait été, dans le cas précis, mû par le seul souci légitime d'ajouter une information importante au dossier de Briey - comme il y versa, et en sens inverse, un peu plus tard, l'important article du général Nalleterre, daté du 17 janvier 1917 (39). Elles n'excluent pas non plus que le journal ait pu toucher de toutes mains...

Et d'autre part ce qu'on sait du fond du débat empêche tout à fait d'affirmer qu'au cas où le Comité des Forges aurait pesé, à l'insu de leur auteur, sur la publication des articles d'Hoschiller, il ait fait pour autant oeuvre de trahison.

La lettre du
7 mai 1916.

Dans une lettre adressée au Matin, à l'occasion de l'interpellation Barthe, Wendel résumait en ces termes les propos tenus par lui à la Chambre, le 31 janvier : "Je ne suis pas intervenu dans la question des bombardements des mines du bassin de Briey. Je me suis borné, tout en fournissant quelques indications utiles, à dire qu'il n'y avait pas lieu d'épargner nos usines d'Hayange et de Moyeuivre, situées en Alsace-Lorraine, que je savais être exploitées par les Allemands, et mon collègue, M. Maurice Barrès, qui a eu l'occasion de m'écrire à ce sujet, pourra confirmer cette assertion" (40).

Or, on peut avancer sans risque que Barthé se serait assuré un beau succès de séance s'il avait connu, à cette époque, et s'il avait pu produire la lettre suivante, qui aurait été adressée le 7 mai 1916 par François de Wendel au Grand Quartier Général^{9^t} qui ne fut versée que dans les années trente au dossier de la polémique (41). Elle est ainsi rédigée :

"Monsieur le Général,

Je vous serai reconnaissant de bien vouloir me faire indiquer quel jour je pourrai être reçu au Grand Quartier Général et obtenir des services auxquels vous voudrez bien m'adresser des renseignements sur le bombardement par avion de nos usines annexées d'Hayange (Neurthe-et-Moselle (sic)), signalé dans la communication du 29 avril (23 heures).

Je n'ai, bien entendu, pas l'intention de protester contre une mesure résultant, je n'en doute pas, d'informations particulières sur la façon dont les Allemands utilisent nos établissements; mais comme au cours de la même semaine nos aviateurs avaient déjà bombardé notre aciérie française de Joeuf, que je sais pertinemment être arrêtée, vous

comprendrez, mon Général, que je suis un peu surpris et désire connaître les raisons qui font viser spécialement les établissements de la seule société métallurgique française d'Alsace-Lorraine, alors qu'ils sont entourés de tant d'usines allemandes sur lesquelles pourrait s'exercer utilement l'activité de nos escadrilles".

"Veuillez agréer..."

Il se peut bien, par conséquent, qu'en 1919 Wendel ait péché au moins par omission (42).

Encore faut-il, pour apprécier la portée du document, s'il est authentique, le replacer soigneusement à sa place chronologique, c'est-à-dire au printemps de 1916. Une lettre du général Nivelle, datée du 20 février 1917 qui fait le bilan de la politique des bombardements stratégiques pour l'année précédente et que Guy Pedroncini a mise en valeur (43), rappelle que "le plan primitif de bombardement établi aux Armées ne comportait aucune restriction" et que "tout objectif intéressant dans le rayon de 300 kms était inscrit". Les bombardements en Alsace et en Lorraine furent d'abord interdits pendant un temps, pour les raisons qu'on a dites plus haut, puis peu à peu entrepris et d'abord à titre de représailles seulement (44). Pendant quelques mois, ils furent alors régis par le programme de bombardement des centres industriels qui spécifiait : "La proximité, dans la région lorraine et luxembourgeoise, des établissements métallurgiques français et allemands doit retenir l'attention. Il y a, même en territoire annexé, de gros intérêts français qu'il serait utile de ménager dans la mesure où la conduite des opérations de guerre le permet " (45). Et Nivelle a ce commentaire, qui est important : "Il était d'autant plus facile d'obéir à cette recommandation que le nombre d'usines à attaquer dépassait de beaucoup nos moyens. Aussi pendant quelque temps certaines usines de cette catégorie furent-elles d'abord effectivement réservées" - Il

s'agit bien des Petits-Fils de François de Wendel - "mais dès que la campagne de bombardement s'intensifia, ces exceptions disparurent et le 20 décembre 1916 ordre fut donné de bombarder les usines d'Hayange et de Moyeuvre primitivement réservées comme appartenant à des sociétés françaises". C'est alors, pendant l'hiver 1916-1917, que de nombreuses expéditions eurent lieu sur ces établissements (46).

Bien que, d'après Nivelles, les restrictions temporaires aient résulté d'une volonté gouvernementale, et aient été levées peu à peu "à l'initiative du général en chef", il se peut fort bien que l'intervention de Wendel en date du 7 mai ait contribué à les faire sinon imposer du moins respecter par le G.Q.G. D'après les documents produits au moment de la résurgence de la querelle en 1934, les deux notes suivantes auraient, en effet, au dossier "Bombardements de Lorraine", été collées sur la lettre : "G.Q.G. Commandant Binet. Savoir pourquoi les usines d'Hayange n'ont pas été indiquées dans la liste de celles qui ne devaient pas être bombardées", et la réponse du G.A./E/ : "Le G.A./E/ a introduit dans le plan de bombardement la catégorie des usines à ménager (capitales françaises). A ce moment, il n'avait pas de renseignements sur Hayange" (47).

On est loin ici assurément du "Mais tirez donc !" du zouave héroïque cher à Engerand. Libre à chacun de penser qu'il y avait quelque imprudence politique de la part de Wendel à une intervention de ce type - et peut-être même un manque d'élégance et de panache : mais davantage ?

N'était-il pas logique, sinon romain - et ce pouvait être l'intérêt national bien compris pour après la victoire attendue - de souhaiter que les bombes en nombre alors si limité allassent tomber de préférence

sur des usines allemandes ? On ne voit pas, dans les conditions du moment telles que décrites par Nivelles, que le fait d'avoir "réservé" les établissements dans les plans de bombardement ait rien pu coûter à la France.

Une fois les polémiques sérieusement engagées, et aussi quand il apparaît qu'il n'y a plus de raisons techniques à ménager ces usines, la distinction redevient indispensable entre le bassin de Briey-Longwy en Lorraine occupée et celui de Thionville en Lorraine annexée.

Le 10 février 1917, Camille Cavallier, "patron" de Pont-à-Mousson fait adopter par la Chambre de Commerce de Nancy, dont il est vice-président, un rapport important qui rappelle la faible place de Briey-Longwy dans l'industrie de guerre allemande, et conclut : "Le patriotisme des industriels lorrains ne saurait être soupçonné. Le jour où il paraîtrait démontré au ministère de la Guerre que la destruction d'installations sidérurgiques du Bassin de Briey est une condition sine qua non de la victoire, ou même qu'elle est susceptible de hâter cette victoire, il va sans dire que personne n'élèverait ici la voix pour protester. Mais jusqu'à ce que la démonstration soit faite, si elle peut l'être, on est en droit de dire, en raisonnant sur les faits et sur les chiffres connus de nous, que cette destruction servirait plutôt les intérêts de l'ennemi que les nôtres".

La dernière affirmation peut paraître aventurée - bien que Cavallier l'appuie sur l'hypothèse suivante, qui est nouvelle, et au moins ingénieuse : l'Allemagne choisirait volontairement de continuer à exploiter la minette de Briey - tout en ralentissant d'autant, comme on sait, les extractions de l'autre côté de la frontière de 71 - dans le dessein machiavélique "d'attirer les bombes françaises, voire les obus français sur des installations françaises en créant en quelque

sorte un paratonnerre qui protège ses propres installations". (48).

Au demeurant, le G.Q.G., à qui Clémentel, ministre du Commerce, a fait parvenir le rapport par l'intermédiaire de Lyautey, ministre de la Guerre, fait répondre par la même voix qu'il n'y a rien appris qu'il ne sût déjà (49).

Dans le même temps, Cavallier et Théodore Laurent, de la Marine-Homécourt, s'efforcent de démontrer que l'effort doit porter plutôt sur le bassin de Thionville. C'est ce qu'ils expliquent au général Galléterre, avec qui Pinot organise une rencontre au Comité des Forges (50).

Dans leur cas, le mérite est mince, car c'est détourner l'orage chez le voisin, en Lorraine annexée, mais ce voisin est Wendel. Lui n'a pas assisté à la séance de la Chambre de Commerce du 10 février (51), mais il fournit de son côté à l'état-major, de concert avec la rue de Madrid, comme il le rappellera en 1919, à la tribune (52) et dans sa lettre au Matin, et au rebours de son ^{hypothétique} attitude antérieure, des cartes et des plans spécifiant les emplacements qu'à Hayange et à Moyeuvre il serait le plus expédient de détruire. Il semble bien qu'à ce moment-là, Wendel, rencontrant ainsi le sentiment du G.Q.G. qui tendait à supprimer les zones "réservées", soit allé jusqu'à demander à l'état-major que ses usines soient mises au plan de bombardement (53), et les instructions données en mars 1917 par le ministre au G.Q.G., après examen par le Comité de guerre, vont bien dans ce sens (54).

Le "plan de Blocus" du
sous-lieutenant Lejeune
et les aviateurs punis.

Au dossier des adversaires de Wendel, il reste une pièce majeure : c'est l'affaire du "plan de blocus" du sous-lieutenant Lejeune - dans le civil ingénieur chez les Wendel.

Selon les accusateurs, cet officier aurait réussi à s'introduire à l'état-major du Groupe des Armées de l'Est, commandé par Castelnau, et à y faire modifier les plans des bombardements sur le bassin de Lorraine. On ne chercherait plus désormais à atteindre les mines ou les usines, mais seulement les noeuds ferroviaires par où passent les convois vers l'intérieur de l'Allemagne : un choix que certains aviateurs concernées, en particulier le Commandant Villomé (55), jugèrent à la fois fort malheureux - la production industrielle ennemie en étant facilitée et le trafic ne pouvant pas être efficacement interrompu - et d'inspiration louche puisqu'aboutissant à épargner les usines des Wendel, employeurs de Lejeune. Telle est la thèse - dont les déclarations de Loucheur et de Painlevé à la tribune de la Chambre, en février 1919, puis les dépositions à la commission à la fois de Lejeune lui-même (56) et du Commandant Picard (57), chargé des problèmes de l'aviation à l'état-major du G.A.E. et qui a fait avaliser le plan par Castelnau, tout comme les documents militaires publiés depuis lors, permettent d'éclairer la fragilité.

Wendel affirme, en février 1919, qu'il n'a jamais eu à s'occuper "ni directement ni indirectement" de l'affectation de Lejeune au service de l'aéronautique des Armées de l'Est (58), ce que l'intéressé a confirmé lui-même sous serment (59).

Lejeune était bien, avant la guerre, chef de l'aciérie des Forges de Joeuf-Homecourt. Mais ce fut après qu'il eut envoyé au G.Q.G. une note sur le bombardement des usines, et accompli, en décembre 1916, la mission reçue de la bouche du général Claudel "d'examiner ce que /~faisaient/ les groupes de bombardement", et de montrer aux aviateurs une usine de l'intérieur pour leur apprendre les points sensibles, qu'il fut affecté définitivement dans l'Est, à partir du 15 février 1917. Trois mois plus tard, la direction des groupes de bombardement du Colonel Barès étant dissoute, Lejeune est nommé auprès du Commandant Picard à l'état-major de Castelnau : affectation qui fait honneur en somme à la capacité des militaires d'utiliser les compétences. Que ces compétences, en matière industrielle, aient été formées au service d'intérêts privés, en régime capitaliste c'est une donnée de base qui pose forcément des problèmes à l'Etat - on le vit bien, pour le Comité des Forges tout entier pendant la guerre - mais dont la Défense nationale est bien contrainte, pour l'efficacité, et quitte à veiller aux contrôles nécessaires, de s'accommoder dans la pratique.

C'est ainsi que Lejeune propose à Picard, vers le mois de mai, un plan de bombardement des gares qui permettrait d'en finir avec "le saupoudrage et l'éparpillement", et "de couper les communications entre les bassins houillers et ferrifères" - entre Lorraine d'un côté, Sarre et Westphalie de l'autre (60). On s'en prendra donc à 7 gares : Luxembourg, Thionville, Woippy, Athus, Pettange, Conflans, Longuyon (61). Le plan séduit Picard, puis Castelnau (62), puis finalement Pétain lui-même qui, le 3 juillet, donne son aval en prescrivant que "tous les moyens en escadrilles de bombardement /~soient/ employés massivement sur ces objectifs" (63).

A plusieurs reprises, dans le courant du débat sur Briey, on rapporta que des aviateurs avaient été sévèrement punis pour avoir

préféré bombarder des usines plutôt que des gares, parce qu'ils désapprouvaient le plan nouveau : on tendait ainsi à dépeindre assez dramatiquement un G.Q.G. manipulé en secret par Lejeune, âme damnée de Wendel et des siens et se faisant leur laquais pour brimer les héros ailés qui ne songeaient, eux, qu'à la France (64).

Mais si l'on y regarde de plus près, le tableau est moins sinistre. Il était tout simple que le G.Q.G., après tout, ayant fait choix d'un plan, bon ou mauvais, imposât à ses pilotes de le respecter. D'autre part les instructions données, telles que les rappelait Picard à la Commission (65), spécifiaient que les usines demeuraient, dans le plan, des objectifs de deuxième urgence - surtout, mais pas exclusivement, celles de Metz, Thionville et Bettembourg, - et qu'il était prescrit aux aviateurs empêchés pour un motif quelconque de larguer leurs bombes sur les gares, de viser à défaut les usines : il leur était par conséquent facile, s'ils voulaient s'en tenir à leur propre préférence, à condition de ne pas publier leur désobéissance, de dire qu'ils n'avaient pas trouvé leur objectif (66). Aussi bien un tiers environ des projectiles lâchés en Lorraine annexée furent-ils envoyés, entre juillet 17 et novembre 18, sur des objectifs industriels (67).

Quant à la valeur stratégique du "blocus" ferroviaire, que Picard et Lejeune ont naturellement défendu chaleureusement, c'est une autre affaire; et qu'on ne peut sérieusement trancher, parce que l'évolution de la guerre a contraint le commandement à rappeler d'urgence, au moment des revers de mars 1918, la plupart de ses escadrilles vers la Somme où tout était en jeu, sur-le-champ. Le plan n'a donc été en fait appliqué que trois mois, août, septembre et octobre 1917, puis ralenti ou arrêté par l'hiver. On peut se hasarder à penser, à voir les premiers résultats et la difficulté démontrée de paralyser le trafic d'une gare - ses points sensibles étant à peu près aussi difficiles

à atteindre que ceux d'une usine métallurgique (68), que le plan Lejeune n'aurait pas pu faire de merveilles — mais aussi qu'il n'aurait guère pu faire moins mal que les conceptions des pilotes qui s'en prenaient à ses thèses, étant donné l'impuissance relative, à la fin de la guerre encore, du "bombardement stratégique". Quand bien même on arriverait à prouver que Lejeune ait été en contact avec le Comité des Forges, ce qui n'est pas invraisemblable (69), et que surtout — ce que toute la documentation paraît contredire — spontanément ou non, il se soit fait l'écho d'intérêts égoïstes des Wendel, et à prouver aussi, chose différemment ardue, que sa doctrine, militairement, était moins bonne que celle dont elle triomphait, encore tout cela serait-il de très faible conséquence sur le déroulement et sur l'issue du grand conflit.

Les faits et la rumeur.

"Mais, bon Dieu, si c'était là le champ de bataille, il n'y avait qu'à y mettre tous les avions de tous les fronts; il fallait au moins le tenter jusqu'au désespoir (...) Tous les morts de l'Artois, de Verdun, du Chemin des Dames demandent raison, et les mères et les veuves..." (70)

Ce cri d'un combattant, 17 ans après la victoire, dit bien l'élan que la légende peut tirer de l'immensité de l'enjeu conjuguée avec la simplicité de l'explication. Puisqu'il était donc possible et puisque aisé d'arrêter deux ans plus tôt l'holocauste, il serait incompréhensible qu'on ne l'eût pas fait sans qu'ait agi la main cachée de l'égoïsme apatride. Et l'action supposée du Comité des Forges et de Wendel rejoint ainsi celle qui fut attribuée ailleurs, pour éclairer

d'autres grands événements, à la franc-maçonnerie, aux juifs ou aux jésuites. Dans le terreau très propice de la guerre (71), la rumeur peut fleurir, servie de bonne ou de mauvaise foi par tous les militants engagés de la gauche ou de l'extrême-droite (72).

Le faisceau des évidences rassemblées en désordre dans l'immédiat après-guerre peut bien la faire un moment s'étioler - mais non mourir. Et le délai une fois écoulé qui permettra que s'effacent tout-à-fait dans les mémoires les démonstrations de 1919, elle pourra librement reprendre, dans les années 30, ses couleurs vives et une vigueur renouvelée.

IIe PARTIE

MATER L'ALLEMAGNE (1919-1924)

INTRODUCTION

UN CHAUD DEBAT

=====

INTRODUCTION

Un chaud Débat

L'étude de l'influence qu'eut François de Wendel au cours des quatre ou cinq années qui suivirent la victoire est dominée par un problème majeur très débattu et encore en suspens : quel fut son rôle et celui des siens, à la tête du Comité des Forges, dans la conduite d'une politique française en face de l'Allemagne, et surtout de quel poids pesèrent-ils dans la politique dite "d'exécution" qui vint culminer avec l'occupation de la Ruhr, en janvier 1923 ?

Poids décisif aux yeux de la presse allemande contemporaine, nationaliste ou libérale, qui en fait, à partir du retour de Poincaré aux affaires, en janvier 1922, l'un de ses thèmes favoris. Wendel jouerait du président du Conseil comme d'un pantin et il serait, selon l'expression de la Kölnische Zeitung, en août 1922, son "mauvais génie" (1). Après l'entrée des troupes franco-belges dans la Ruhr, ces attaques augmentent en nombre et en violence, montrant plus que jamais Poincaré prisonnier du Comité des Forges et nommé Wendel (2). Etat d'esprit que traduit parfaitement telle caricature de Simplicissimus, au début de mars 1923, peignant le froid dédain que Mme de Wendel aurait manifesté à Mme Poincaré, un jour que son mari se serait avisé d'être moins docile (3).

Cette thèse simple et forte se retrouve fidèlement, avec plus ou moins de nuances, dans la littérature ultérieure allemande. Carl Bergmann, le négociateur allemand des réparations, la présente sous la forme suivante : Poincaré étant fort hésitant, à la fin de 1922,

quant à l'entrée dans la Ruhr, alla demander son avis à Millerand. Or celui-ci aurait poussé fort dans le sens de l'action parce qu'il "était, comme toujours, sous l'influence des sidérurgistes groupés autour de Wendel", sidérurgistes qui, eux-mêmes, "voyaient dans l'occupation de la Ruhr un excellent moyen de s'assurer un ravitaillement sûr et durable de charbon et de coke pour leurs usines..." Wendel aurait ainsi décidé Poincaré par le truchement de Millerand, avec l'appui complémentaire de Le Trocquer, ministre des Travaux publics, de longue date favorable à l'opération et démontrant qu'elle rapporterait des bénéfices économiques assurés et considérables (4).

En 1930-1932, l'historien allemand Paul Wentzcke, dans son très nationaliste Ruhrkampf, reprend avec plus de systématisme encore la même interprétation en expliquant que le Comité des Forges a élaboré ouvertement la politique de Poincaré - ses deux puissants "piliers", Schneider et Wendel, associant ici leurs ambitions (5).

Un autre courant rejoint celui-ci. Il s'agit de l'historiographie communiste (6). La doctrine est élaborée sur-le-champ, comme en témoignent les articles de Cachin et de Jacques Sadoul, dans l'Humanité (7): "c'est dans la politique extérieure", proclame une brochure datée de juin 1923, "que la servitude du gouvernement vis-à-vis de l'oligarchie métallurgiste s'est manifestée de la façon la plus incroyable. Non content de cette magnifique proie qu'était la grande métallurgie lorraine et sarroise, le Comité des Forges (...) a conçu, préparé, déclenché l'expédition de la Ruhr..." (8). Durant l'été de 1923, l'Humanité explique que l'événement ne peut se comprendre que si l'on sait l'existence d'un accord secret passé entre Wendel, Krupp et Loucheur (9).

Et quarante ou cinquante ans plus tard, la doctrine n'a pas changé.

Si Poincaré tenait à faire "payer le boche", c'était "pour satisfaire les revendications des industriels lorrains avides du charbon de la Ruhr" (10). Car il avait, pour le Comité des Forges, "d'infinies complaisances" (11). On constate enfin que toute l'historiographie de la D.D.R. reste dans la même ligne (12).

A l'opposé de ces interprétations - auxquelles on peut rattacher encore les interprétations de Francis Delaisi dans le Manchester Guardian et dans l'Oeuvre, durant l'été 1923 (13) - une autre école au contraire estime, avec Pierre Renouvin par exemple, que l'occupation de la Ruhr n'a pas été "déterminée (...) par la pression des milieux d'affaires", mais "qu'elle a été le fruit d'une délibération politique qui a négligé l'avis des économistes" (14).

Or c'est la thèse que soutiennent publiquement et dès le moment même, en réponse aux attaques venues d'Allemagne et de l'extrême-gauche, Poincaré lui-même, à la Chambre, le 11 janvier (15), puis un peu plus tard, Robert Pinot. Le bruit avait couru, en effet, rapporté dans une partie de la presse, que le Comité des Forges avait posé la candidature de ce dernier aux fonctions de Haut Commissaire de la République dans la Ruhr. Démentant catégoriquement cette rumeur, dans une interview donnée à divers journaux le 30 janvier, Pinot nie toute intervention de la métallurgie française, expliquant : "Il est évident que les maîtres du Reich se sentent très menacés par les preuves qui chaque jour s'accroissent et qui établissent que la lutte contre la France et la ruine des finances de leur pays sont menées au profit de quelques magnats allemands et au détriment du peuple. Aussi bien essayent-ils d'insinuer que toute cette question de la Ruhr est mise en oeuvre pour le plus grand avantage et pour le seul profit de quelques métallurgistes français que l'on compterait sur les doigts de la main. Personne ne se laissera prendre, en France ou à l'étranger,

à l'erreur volontaire que les Allemands s'efforcent de répandre" (16).

Dans la même ligne, Humbert de Wendel inspire, dans les Débats, en avril, une série d'articles de Fernand de Brinon, destinés à désolidariser la métallurgie de l'opération (17). On y trouve développé le thème que les métallurgistes, "avant d'être des industriels, sont de bons Français", que l'occupation de la Ruhr résulte d'une politique qui leur nuit - parce qu'en liant les approvisionnements de combustible aux réparations, elle en a compromis la régularité - qu'ils ne sont pour rien dans la décision, qu'ils l'ont néanmoins approuvée par patriotisme.

C'est cette position que, dans sa biographie de Pinot, André François-Poncet, qui fut en 1923 directeur du Bureau d'informations français à Düsseldorf, présente en ces termes abrupts : "L'occupation du bassin de la Ruhr, en 1923, porte à la métallurgie française un nouveau coup. On l'a accusée d'en avoir été l'instigatrice. Rien n'est plus faux. La métallurgie française n'a eu ni à conseiller ni à déconseiller l'opération. Le gouvernement a assumé seul des responsabilités qui, du reste, n'appartenaient qu'à lui seul..." (18).

Pour Pierre Renouvin, toutefois, cette non-influence s'expliquerait notamment pour une raison moins abstraite : les violentes oppositions de doctrine et d'intérêt qui déchirent la métallurgie française, et mettent une fois de plus, face à face, les Schneider et les Wendel. S'il est vrai que les Lorrains aient été réticents "parce qu'ils craignaient d'être privés de leur ravitaillement en coke", le Creusot et ses alliés auraient été partisans de l'occupation pour briser la concurrence de la métallurgie rivale (19). On trouve, au reste, parfois mention d'un tel désaccord, en termes voisins, dans la presse allemande contemporaine (20).

Tel est le grand débat où vient s'insérer une étude des attitudes

et des actes qui furent alors ceux de François de Wendel. Elle doit se faire dans la durée, remonter jusqu'aux origines, c'est-à-dire pour le moins jusqu'à novembre 1918.

CHAPITRE I

POUR LA RIGUEUR : ESPOIRS DECUS
(1919-1922)

CHAPITRE I

POUR LA RIGUEUR : ESPOIRS DECUS (1919-1922)

SECTION 1 - Une Absence à Versailles

Eclatante prospérité de
la "Maison".

Un premier fait, de portée générale, s'impose à l'attention, en contraste avec certaines plaintes publiques de 1923 : la rentrée en possession des établissements de Lorraine inaugure, pour les Wendel, des années de brillante prospérité.

En dépit de tensions momentanées qui surviennent avec les nouvelles administrations locales, des lenteurs mises dans la liquidation des dommages de guerre pour Joeuf (1), les indemnités et les avantages reçus au nom des établissements établis des deux côtés de l'ancienne frontière permettent de tirer grand profit en capital du partage des dépouilles allemandes en Lorraine désannexée. En liaison financière avec Schneider et l'Arbed, les Wendel prennent pied dans la société métallurgique de Knutange et les deux sociétés soeurs, minière et métallurgique, des Terres rouges : ils ont ainsi leur bonne part dans le "royal cadeau" que le gouvernement, écartant toute idée de nationalisation ou de régie, a fait à la métallurgie française en lui consentant des prix très bas et le droit de payer en créances de dommages de

guerre : système que Wendel avait préconisé publiquement dès avant la victoire (2).

Les mines et les usines se relèvent d'autre part assez vite pour profiter, en 1919 et surtout en 1920, des facilités d'un marché du fer stimulé par les besoins de la reconstruction, au-dedans et au-dehors (3).

Certes, les vagues de grèves qui touchent la Lorraine sidérurgique de mars à mai 1919, en septembre de la même année, puis à nouveau de mars à mai 1920, poussent les Wendel à engager avec les chefs syndicalistes des négociations qu'ils n'avaient jamais acceptées avant la guerre, à accorder de nombreux avantages salariaux, et à introduire très tôt, chez eux, la journée de huit heures - le 5 mai. 1919 à Hayange. Mais ces grèves ne durent jamais assez longtemps et elles n'ont pas des résultats assez considérables pour compromettre aucunement la prospérité générale de la Maison (4). Comme en témoigne François de Wendel lui-même, au sommet des dernières grèves, le 31 mars 1920 : "Les bénéfices ne sont pas moindres, et on peut même dire qu'ils ne sont pas en rapport avec la production relativement faible des usines..." (5). A la fin de l'exercice 1919-1920, il salue "le bénéfice le plus formidable que la Maison /ait/ jamais réalisé" (6).

La crise qui commence brusquement en octobre 1920 et fait tomber le prix de l'acier en barre de 1500 F à 1200 puis à 700 en janvier 1921 et 350 en avril, n'affecte pas non plus trop gravement la situation de la Maison. Les chiffres de sa production d'acier le montrent en effet pour cette année-là en forte avance par rapport à l'ensemble de la sidérurgie française, atteignant 19,2 % du total (7). Les houillères sont d'autre part beaucoup moins touchées, et les Wendel ont eu une politique d'immobilisations plus prudentes que nombre de leurs concurrents, pendant cette période de l'immédiat après-guerre, où, selon

des termes de Pinot, à cause des nécessités de la reconstruction "il ne s'agissait plus de produire à prix normal, mais à tout prix", et où "l'Etat, seul acheteur, payait ce qu'on lui demandait", ces deux ans où se développa "une industrie soufflée, artificielle, créée sans souci de prix de revient qui doit pourtant être sa loi..." (8). Pour les Wendel, la conjoncture se redresse dès l'été 1921, et pour cette année-là, la production d'acier égale celle de 1920 (9).

En décembre 1922, François peut encore se réjouir de la "belle situation financière" de la Maison, qui la porte à "son apogée" rendu plus brillant encore par contraste avec le Creusot qui éprouve de sérieuses difficultés dont le bruit se répand à partir de la fin de 1921 dans les cercles initiés (10), et qui essuie de graves revers dans ses activités de l'ouest. Touchée de plein fouet par la crise de sous-consommation, la Société Normande de Métallurgie doit demander la liquidation judiciaire en juin 1922 (11). Double satisfaction pour Wendel, qui voit rétrospectivement justifiées ses attaques de 1916-1917, et qui peut se réjouir des mésaventures du grand concurrent (12).

Dans le même temps et grâce notamment à cette exceptionnelle prospérité, les Wendel ont élargi encore leur influence dans les milieux sidérurgiques où toutes les charges honorifiques sont allées à eux. Si François est bien installé à la présidence du Comité des Forges, Humbert devient président du Comptoir sidérurgique fondé en janvier 1919 (13).

Il faut ajouter enfin que, depuis 1919, un deuxième Wendel siège au Parlement : le nouveau scrutin de liste autant que la conjoncture politique a été favorable à la famille. Tandis que François est réélu sans peine en Meurthe-et-Moselle sur une liste d'union de la droite et du centre (14), son cousin Guy, aidé par son aïeule de beau combattant, est envoyé à la Chambre par la Moselle recouvrée (15).

Une doctrine
face à l'Allemagne.

Telle étant la place acquise, quelle sera la doctrine ? Dans quelle ligne jouera l'influence ?

C'est ici que s'impose d'emblée un fait qui paraît d'abord de grande portée dans l'histoire de cette politique allemande de la France qui conduit à janvier 1923 : on constate que, dès le lendemain même de l'armistice, François de Wendel s'affirme comme un partisan résolu, sans nuances, d'une occupation prolongée de la Ruhr. Qui l'a suivi durant la guerre ne peut au reste s'en étonner beaucoup : car il reste ainsi dans le droit fil des déclarations de 1916-1917, exprimées alors publiquement par Pinot, avec son accord plein, et pour bonne part sous son inspiration. Il existe, estime Wendel, des exigences économiques imposées par la géographie et par l'histoire : la Sarre ne pourra suffire, en amont de l'industrie sidérurgique, à lui fournir le coke nécessaire à des dimensions élargies par la victoire : son charbon est d'ailleurs, dans l'état des techniques, difficilement cokéifiable. Il faut donc continuer de s'approvisionner en Allemagne.

Certes, dans l'avenir peut-être, le rattachement de la Lorraine au réseau navigable du Nord et à la mer, et notamment la canalisation de la Moselle dont Humbert se préoccupe particulièrement, permettra de diminuer efficacement le prix de revient des coques anglais ou américains, et de réduire la dépendance envers l'Allemagne. "Le jour", dit Humbert, en mai 1919, à la Chambre de Commerce de Metz, qu'il préside, "où une flottille franco-anglaise de 1000 à 1200 tonnes apparaîtra dans la plaine de Thionville, chargée de charbons à coke anglais qui n'aura subi aucun transbordement, nous respirerons plus librement."(16)

Mais ce ne sont là que des perspectives lointaines.

En aval de la production, d'autre part, la France ne peut fournir à la production lorraine de fonte et d'acier des débouchés qui soient à la mesure de son extension. Et s'il se trouvait au surplus que chaque partie, séparée de l'autre, en vînt à rebâtir les activités complémentaires qui lui feraient défaut, l'excès global de la production risquerait de disloquer le marché international de l'acier et de faire s'effondrer les prix (17).

Or, pour atteindre au but que Wendel assigne ainsi à une politique charbonnière, il ne croit pas que la douceur puisse être d'aucun profit. La complémentarité étant imposée, la victoire et le nouveau rapport des forces doivent permettre de l'organiser à notre profit. Fini le temps de la patience obligée, pourquoi songer à quelque aimable coopération ? Une domination est possible, c'est-à-dire une politique que la Germanie par nature est prête à comprendre et par force à subir. Les maîtres de forges lorrains l'emporteront sur les maîtres de forges de la Ruhr si le gouvernement français sait imposer sa loi au gouvernement allemand et seulement dans ce cas. C'est exactement la philosophie simple que Wendel exprime au premier banquet mensuel du Comité des Forges organisé depuis la guerre, en mai 1922, quand il déclare à ses confrères et aux ministres présents : "Notre pays n'aura, dans l'avenir, que la métallurgie de sa politique, et tributaire de l'étranger par son coke, obligée pour bien faire d'exporter plus de 50 % de sa production, notre métallurgie ne sera que ce que la politique pratiquée vis-à-vis de nos ennemis d'hier lui permettra d'être..." (18).

L'Armistice : premiers
vains efforts.

Wendel n'a pas perdu un instant : sa première offensive pour une occupation de la Ruhr suit immédiatement Rethondes : il trouve détestable en effet que le texte de l'armistice ne comporte pas de livraisons de combustible (19), et cela malgré la visite qu'il a faite, dès le 3 novembre, à Georges Mandel et à Clemenceau lui-même, pour leur recommander de songer à une telle clause (20). Puis il craint que l'ennemi, trop ménagé, n'exécute pas même le protocole du Luxembourg du 25 décembre qui concerne le charbon. Le 27 décembre 1918, Wendel est à nouveau chez Clemenceau pour le supplier d'être "plus ferme avec les Allemands," et spécifiquement d'avancer en Westphalie (21). Sans succès : est-ce à Wendel que songe le Comte Sforza quand il évoque l'accueil très frais réservé par le président du Conseil "à un industriel lorrain", fin 1918, qui se serait entendu dire, avant d'être congédié : "Ne croyez pas que, pour vous procurer du charbon, je vais risquer la vie d'un seul soldat français..." ? (22).

Wendel assiège au même moment l'Etat-Major de Foch, en réclamant l'occupation de la Ruhr (23), et sentant, chez les militaires, de la résistance, retourne en vain chez Clemenceau, Loucheur et Jeanneney (24) - pour constater enfin, désolé, le 19 janvier : " Foch a renouvelé son armistice pour un mois, sans tenir compte de mes représentations... Au lieu d'occuper la Westphalie, il veut s'emparer de Kehl, ce qui ne sert à rien étant donné qu'il n'y a aucun danger militaire du côté de l'Allemagne..." (25). "C'est le cas de le dire : sommes-nous vainqueurs ? " (26).

A rapprocher simplement des événements de janvier 1923 cet éclat

retrouvé des Wendel et cette volonté politique ferme et précise - qu'il rappellera avec fierté, beaucoup plus tard, lors de la montée de l'hitlérisme (27) - on est tenté de conclure sans attendre en faveur de la thèse d'une influence décisive. Mais ce serait rester à une hauteur trop abstraite. Pour mieux savoir, en effet, comment Wendel a pu être finalement exaucé et s'il y a vraiment contribué, il faut rechercher d'abord comment et pourquoi ses efforts répétés ont été si longtemps tout à fait infructueux.

Le Traité sans Wendel.

Le départ est de mauvais augure, à tous égards, et c'est un fait trop peu relevé qu'au cours de la première étape et de la première année, celle de l'élaboration du Traité de Versailles, les Wendel ne jouent strictement aucun rôle, en tout cas directement. S'il y a vraiment, comme le pense Jacques Bariéty, un "projet sidérurgique français" à Versailles (28), ils n'y sont pour rien : ils sont neutralisés en effet par la violente campagne qui est relancée, comme on sait, en janvier et février 1919, à la Chambre, contre le Comité des Forges et contre eux-mêmes, avec l'interpellation d'Edouard Barthe(29). La reprise sur un ton plus violent que pendant la guerre des accusations antérieures sur Briey a rendu les Wendel tout à fait indésirables, aux yeux des politiques, dans les coulisses de la conférence. François dit son amer regret d'avoir été ainsi "systématiquement écarté" (30) et que ni lui ni son frère n'aient pu toucher en rien aux "grosses questions d'intérêt général, traité de paix, organisation de l'Alsace-Lorraine, de la Sarre, de la rive gauche du Rhin, etc... etc... (...) où /leur/ intervention eut été utile". Et il précise bien : "la faute

en a été à ces stupides incidents parlementaires du début de l'année." Car "ils ont intimidé le gouvernement et l'ont empêché de faire appel à nous, alors que nous étions plus désignés que tous autres..." (31). Et dans son amertume, il refuse du coup de se faire élire, à la Chambre, comme le voudrait Marin, membre de la Commission du Traité de paix, "commission d'enregistrement" : il n'aurait que faire dans une instance "qui ne pourrait que se solidariser avec les bêtises faites" (32).

C'est à peine si Loucheur, qui a la haute main sur l'approvisionnement en combustibles, songe in extremis à consulter Humbert - en même temps que Fournier de chez Schneider - pour les négociations franco-allemandes, destinées à assurer les livraisons de charbon pendant les mois à courir, avant l'entrée en vigueur du Traité de Versailles(33). C'est fort peu de chose (34). Aussi bien Wendel marque-t-il beaucoup de méfiance envers Loucheur, qu'il soupçonne d'après Nalèche, d'avoir inspiré Barthe (35).

Ainsi, quand Wendel se décide, après hésitation, et contrairement à Louis Marin, à voter la ratification du traité, c'est moins par approbation pour ce qu'il contient que pour ne pas contribuer, les jeux étant fait, à affaiblir la position internationale de la France. Les garanties offertes par le texte ne lui paraissent pas moins très médiocres pour l'avenir. C'est au fond, pour le Parlement, la carte forcée (36).

SECTION 2 - Briand gâche ses Cartes

1920 : "petite croisade"
pour la Ruhr.

Vers la fin de 1919 et les premières semaines de 1920, Wendel constate, avec tous ses confrères, que l'Allemagne ne tient pas ses engagements quant aux livraisons de charbon. Les industriels de la Ruhr ont en effet réorganisé leur production de fonte sans tenir compte des livraisons de coke à faire au titre des réparations et, peu soucieux d'aider la Lorraine redevenue entièrement française, freinent de toutes leurs forces les envois vers la France (1).

Ainsi, dès le mois de mars 1920, Wendel, qui piaffe de ne pouvoir faire tourner la Maison à toute sa capacité - 6 fourneaux sont en marche au début du printemps sur 20 qui sont en état de fonctionner (2) - revient-il tout naturellement à son idée primitive : les événements lui confirment qu'il avait raison, que "seule l'Allemagne peut résoudre pour /la Lorraine/ la crise du charbon", donc "qu'il faut occuper la Ruhr". Bref il se persuade qu'il va falloir "entreprendre une petite croisade si on ne veut pas laisser saboter complètement /la/ victoire par l'arrêt successif, faute de combustible, de toute notre industrie"(3). Et on remarque, avec intérêt, qu'il choisit notamment d'aller en parler à Poincaré dans sa retraite : il est écouté froidement (4). Un peu plus tard, il demande audience à Le Trocquer, ministre des Travaux publics, en compagnie de son frère Humbert et de Pinot (5).

Mais il ne voit pas, à ce moment-là, Millerand, et on ne peut guère lui attribuer une parcelle de responsabilité dans la décision d'énergie prise par le président du Conseil, lorsqu'il fait occuper Francfort et Darmstadt, début avril, et y reste six semaines en réponse au geste du général Von Seeckt, entré avec la Reichswehr dans la zone démilitarisée de la Ruhr, pour y réprimer une grève générale. Wendel applaudit Millerand - mais sans se trouver du tout comblé : puisqu'on se résoud à mécontenter les alliés, ne valait-il pas mieux faire davantage que cette simple réplique symbolique ?

Il est significatif que Wendel laisse à Léon-Lévy, vice-président du Comité des Forges, le soin de représenter la métallurgie aux négociations commerciales qui s'esquissent à la mi-mai, sous les auspices du Quai d'Orsay et du ministre du Commerce. Simple prise de contact, aussi bien, sans lendemain. Stinnes a refusé de venir (6). L'échec ne peut que persuader Wendel qu'il a raison : comment ne voit-on pas que l'Allemagne ne fournira pas son coke tant qu'on s'en tiendra à de telles demi-mesures, tant qu'on n'entrera pas dans la Ruhr ? Wendel croit pouvoir écrire à la fin de juin et s'en réjouir que cette idée-là "commence à faire son chemin" (7) : c'est le moment où la commission des réparations constate officiellement, à l'unanimité, que l'Allemagne a manqué à ses obligations pour les livraisons de charbon (8).

Mais voici que la Conférence de Spa, et le protocole signé le 16 juillet, sous l'influence de Lloyd George, et malgré Millerand, rejettent aux calendes cette éventualité - tout en annonçant l'occupation d'une nouvelle partie du territoire allemand en cas de nouveau manquement (9).

Wendel, à Spa non plus, n'a pas eu son mot à dire, et il n'évoque

même pas, dans ses notes, le programme de participation proposé par Pinot aux pouvoirs publics (10). Il l'a probablement connu pourtant (11), mais sans s'en mêler, ni juger qu'il ait eu chance d'aboutir. Apprenant les clauses charbonnières de Spa, il les juge "peu défendables" (12). Quant à la Ruhr, un tiensaurait mieux valu que deux tu l'auras. Au cours du débat du 20 juillet à la Chambre, Millerand affirme bien que la sanction sera automatique (13). "J'ai demandé", écrit Wendel, "au moment du vote, au président du Conseil, ce qu'il entendait par "automatique". Il m'a répondu : "Cela veut dire qu'il résulte du Traité que, si les Allemands ne s'exécutent pas, les alliés sont d'accord pour entrer dans la Ruhr, et si je suis là à cette époque, j'y rentrerai". Je ne suis pas autrement convaincu que cela se fera aussi automatiquement que cela..." (14). Et c'est l'écho de ce scepticisme qu'on retrouve dans un discours prononcé par Humbert à la Chambre de Commerce de Metz, le 22 juillet (15).

Il arrive pourtant qu'au cours des mois qui suivent les arrangements de Spa, c'est-à-dire le troisième trimestre 1920, le problème charbonnier quitte le devant de l'actualité, parce que les quantités de charbon livrées s'accroissent, grâce notamment aux sacrifices financiers consentis par les Alliés, très sensiblement. Le coefficient d'exécution des programmes, qui avait été en moyenne, pour la France, de mai à juillet 1920, de 52 %, est porté à 98 % pour la période d'août à octobre 1920, et atteint encore 81 % de novembre 1920 à janvier 1921 (16).

L'espoir déçu du printemps
et de l'automne 1921

Mais la fin de l'année marque un nouveau tournant. La grave crise de débouchés qui frappe alors la métallurgie change en effet le tableau, et jusqu'à la nature des enjeux. Tant que durait la prospérité qui a marqué les deux premières années de l'après-guerre, les superbénéfices apportés par le prix élevé de l'acier compensaient le manque à gagner dû à la pénurie de coke et en même temps l'euphorie générale adoucissait les rivalités coutumières entre les divers secteurs et entre les diverses "Maisons", quant au prix des charbons et à la répartition des cokes allemands. Les indignations de Wendel lui-même en étaient comme tempérées. Les choses vont changer.

L'année nouvelle amène d'autre part une mutation importante à la tête du gouvernement : après l'accession de Millerand à l'Elysée, et le bref intermède Georges Leygues, le retour de Briand donne une coloration différente à la politique étrangère. Malgré l'approbation initiale que Wendel apporte au cabinet, du point de vue de la politique intérieure, comme on verra, à cause de sa composition plus marquée à droite, il est tout de suite très méfiant quant au dehors, en dépit des "qualités de négociateur" dont il crédite encore Briand (17).

Or très vite, l'attention est ramenée vers la Ruhr : les livraisons allemandes de charbon recommencent, à partir de février, à tomber largement en dessous des quantités convenues à Spa (18). Wendel se réjouit que la Conférence de Londres ait marqué, au début de mars 1921, le rétablissement de la solidarité franco-anglaise, et placée en face de la mauvaise volonté allemande ait décidé des sanctions. Il applaudit à l'occupation de Duisbourg, Ruhrort et Düsseldorf sur la rive droite du Rhin. Il est beaucoup plus réservé en revanche sur l'institution

d'une taxe de 50 % à appliquer aux exportations allemandes. Il s'agit d'un système proposé par Lloyd George : tout ressortissant d'un Etat allié qui achèterait des marchandises allemandes verserait au Trésor de son pays, en monnaie nationale, la moitié du prix d'achat; le reçu serait remis au vendeur allemand, à charge par son gouvernement de le rembourser (19). Le système est évidemment très favorable aux charbons anglais, étant donné le handicap subi de / fait ^{ce} / par ^{le} rival allemand.

Wendel, de son point de vue de consommateur, juge la situation absurde (20). Il ne se satisfait pas d'entendre Loucheur lui affirmer, tout en partageant ses critiques, que c'était le seul moyen d'amener les Anglais à accepter les autres sanctions (21), il se résoud même, un peu plus tard, à sortir de sa réserve ordinaire pour intervenir dans le débat le 13 avril, et, selon ses propres termes à la tribune, à "dire tout haut ce qu'il entend dire tout bas dans les milieux industriels et financiers". Il ne demande pas que l'on repousse le projet, prix d'un rapprochement avec l'Angleterre, mais il souligne les conséquences néfastes qu'il aura, et le gros sacrifice qui sera fait par l'économie française si l'Allemagne ne cède pas sans délai (22).

Son mécontentement au reste s'estompe entre/temps devant la perspective renouvelée pour la troisième fois, d'une entrée dans la Ruhr : la mauvaise volonté patente des Allemands, refusant toute contre-proposition financière, leur conviction non dissimulée que les Alliés n'iraient pas au-delà des sanctions de mars, leurs vains appels aux Etats-Unis, accompagnés de cette affirmation propre à hérissier notre opinion publique que les Français ne portent en fait "qu'un intérêt très restreint à la reconstitution des régions dévastées" (23), tout cela conduit au fameux discours de Briand, le 5 avril au Sénat : "Demain, si l'échéance arrivée, l'Allemagne essaie par de nouvelles tergiversations de se soustraire à

ses obligations (...), c'est une main ferme qui s'abattra sur son collet" (24). Pour tous les commentateurs, nul doute, la main au collet, ce sera l'occupation de la Ruhr - Nalèche en témoigne après contact pris avec les "milieux bien informés" (25), et tous les vœux de Wendel vont donc être exaucés.

C'est ainsi que le 22 avril, au ministère des Régions libérées, il participe, comme principal porte-parole, à une réunion des représentants de la métallurgie et de la mécanique que Loucheur a convoqués pour leur demander le personnel technique nécessaire à un contrôle des usines de la Ruhr (26). Le détail de la séance est connu par un compte-rendu de Camille Cavallier qui est aux archives de Pont-à-Mousson : le ministre expose que l'occupation est décidée. Il ne s'agit donc que de débattre de détails pratiques, ce que l'on fait longuement. Les Forges promettent 80 personnes - "administrateurs plus que techniciens" demande Wendel, sans compter les gens que prêteront les industries électriques et mécaniques. En collaboration avec Pinot, Wendel promet le concours plein de la rue de Madrid (27). Et il sort de là satisfait pour sa part de l'état d'esprit gouvernemental. Cette fois, on va agir ! (28).

Si les résultats de l'entrevue franco-anglaise de Lymgne, les 23 et 24 avril, qui témoignent de graves divergences et des réticences de Lloyd George peuvent paraître inquiétants, Briand parvient à les présenter à la Chambre de telle sorte qu'il s'en fait applaudir puis approuver par une grande majorité : Wendel lui-même a voté pour le gouvernement "sous bénéfice d'inventaire". Aussi bien se rassure-t-il tout-à-fait le 29 avril, quand il entend Edmond Lefebvre du Préy, son collègue de l'Entente, ministre de l'Agriculture, lui confirmer que le gouvernement est résolu, au point où en sont les choses "à entrer dans la Ruhr en tout cas". Le même jour, au ministère des Régions libérées,

Ernest Mercier, que Loucheur a chargé d'organiser les aspects industriels de l'opération (29), lui donne de même le sentiment que l'on est décidé à passer aux actes (30). - Tandis qu'au même moment Nalèche se persuade que "Briand ne peut plus reculer" (31).

Cette fin d'avril, en pareille atmosphère, et les rencontres chez Loucheur offrent à Wendel l'occasion de préciser le style de l'opération qu'il préconise. Style brutal comme bien l'on pense. Surtout qu'on ne prétende pas "assurer à coup s d'ingénieurs" la marche des usines de la Ruhr : "on irait à un fiasco". Il faut, juge-t-il, poser en principe, dès l'entrée dans le pays, qu'il est en état de siège et que la loi martiale fonctionne : "Les directeurs et ingénieurs des usines, pas plus que les ouvriers, ne sauraient, sous peine de sanctions graves, abandonner leur poste", et "les cadres français ne sauraient remplir que des fonctions de contrôle" (32). Tout ceci étant fondé sur l'idée simple et toujours présente que les Allemands ne respectent que la force et méprisent qui ne la leur imposerait pas. Loucheur, le 22 avril, paraît avoir marqué son approbation à de si énergiques propos (33).

Wendel ne pardonnera jamais à Briand d'avoir renoncé, entre le 30 avril et le début de mai, devant les oppositions anglaises rencontrées, à sauter le pas, d'avoir posé aux Allemands un nouvel ultimatum et par là repoussé l'action, sans saisir cette fois enfin, en une occasion si favorable, le gage territorial qui donnerait seul à la France - et à sa métallurgie - la certitude d'être payées et approvisionnées (34). L'exemple de 1871 ne peut-il donc éclairer les ministres ? En mobilisant la classe 1919, Briand a aggravé sa faute. Wendel va crier à Lefebvre du Préy, le 10 mai, sa colère et sa tristesse. Il est évident que les Allemands "cèderont et promettent ce que nous voudrions, quitte à ne rien tenir... Sans la mobilisation, ils auraient résisté

et on pouvait regagner le terrain perdu..." La situation est trop claire : après son vote si net du 25 avril, la Chambre peut se considérer comme "roulée" (35).

Et, en effet, le nouveau gouvernement allemand, qui est présidé par Wirth, se plie à l'ultimatum, le 11 mai, comme l'avait prévu Wendel. Celui-ci, en conséquence, abandonne sans esprit de retour la majorité de Briand. Le long débat de politique extérieure qui se déroule à la Chambre du 21 au 26 mai en est l'occasion (36).

A son regret de l'occasion manquée, il lui reste à ajouter une irritation : celle d'apprendre que le bruit ait couru à Paris, et jusqu'à l'Elysée, que les Wendel ont poussé, à la tête du Comité des Forges, en faveur de la conciliation (37).

Conciliation ?

C'est contre l'avis de Wendel que l'on a ménagé l'Allemagne dans le cours de 1920 et encore en mai 1921. A plus forte raison est-ce contre son gré qu'est lancée par Loucheur, ministre des Régions libérées, en collaboration avec Rathenau, au deuxième semestre de cette année (38), la politique de conciliation qui conduit aux accords de Wiesbaden, signés les 6 et 7 octobre 1921 (39). C'est assez dire à quelle distance il se trouve en réalité de l'état d'esprit qu'on a dit quelquefois le sien, en écrivant que, sous l'effet de la crise qui frappe la métallurgie depuis octobre 1920, les Wendel se seraient ralliés, dès le début de 1921, à l'idée d'une entente avec le Reich, d'une transaction à l'amiable et passée sur un pied d'égalité (40). Certains propos gracieux des Débats envers Loucheur, en octobre 1921, que relève tel confrère méfiant pour juger que "les Wendel font officiellement leur cour à Loucheur", ne peuvent ici rien prouver. Car le

journal est loin d'être encore aussi docile aux injonction de Wendel, comme on verra, qu'il le sera plus tard (41).

Tout permet de croire au contraire à la véracité des affirmations de Wendel lui-même qui s'est toujours défendu d'avoir en rien approuvé et encore moins influencé les accords Loucheur-Rathenau (42) : en dépit des avantages qu'ils apportaient à l'industrie lorraine sur un point resté litigieux, lorsqu'ils décidaient que les fournitures de charbon allemand seraient comptées désormais au prix intérieur allemand et non au prix d'exportation allemand par ^{mer} "free on board" (fob) beaucoup plus élevé (43). Entre Wendel et Loucheur, aussi bien, les contacts ont été rares à cette époque. Après le premier voyage du ministre en Allemagne, Wendel va le voir pour tâcher de comprendre ses desseins : il n'en apprend pas grand'chose sinon "qu'il n'a pas l'air d'avoir de directives..." (44). Et il est vrai, (au témoignage des archives de Loucheur), qu'on n'a fait qu'effleurer, dans ce premier échange de vues, "la question d'un accord possible pour l'échange du minerai contre du charbon" (45). Si Wendel voit encore deux fois Loucheur à la fin de juillet, il n'a pas de contact avec lui à la veille même des accords.

Humbert, en revanche, rencontre le ministre le 2 octobre, quelques jours avant la signature. Mais le compte-rendu de l'entrevue fait penser que Loucheur a souhaité davantage informer son interlocuteur plutôt que le consulter. Le système des paiements en nature est chose établie, auquel les Wendel sont très hostiles. "Il est bien évident," fait observer Humbert, "que les acheteurs, se trouvant en présence de producteurs français qui réclament le paiement en argent et de fournisseurs allemands qui pourront être payés en bons de cession /de dommages de guerre/, s'adresseront constamment à ces derniers " (46).

Ce n'est donc pas sans fondement qu'Etienne Weill-Raynal attribue

une grave responsabilité aux milieux industriels français dans l'échec final de la politique Loucheur (47). Il explique que cette politique qui avait permis qu'en moins de quatre mois "deux ministres à l'esprit large et à l'imagination libre" concluent "une convention d'ensemble sur la reconstruction des régions dévastées françaises" (48) fut ruinée par ses dirigeants économiques qu'agitait une crainte malthusienne de la concurrence allemande. On trouve aisément des textes exprimant le souci essentiellement égoïste des milieux d'affaires français que les fournitures allemandes destinées à la^{re} construction des régions libérées soient limitées aux matériaux que l'industrie française n'est pas en mesure de produire en quantité suffisante..." (49). Weill-Raynal cite d'ailleurs, à l'appui de sa thèse, une déclaration de la Chambre de Commerce de Nancy, qui manifeste un état d'esprit similaire (50).

Les Wendel ont eu ici assurément une influence négative - mais conjointe avec celle de beaucoup d'autres dont les intérêts pouvaient apparaître, en l'occurrence, comme bien plus directement menacés que ceux de la "Maison". Il est vrai que la philosophie politique générale de François de Wendel suffisait à nourrir son refus : la France s'étant laissé mettre en état de faiblesse, les concessions mêmes qu'elle arracherait, à supposer qu'elles fussent vraiment avantageuses, ne pourraient être qu'inquiétantes parce qu'elles dissimuleraient à coup sûr des inconvénients plus redoutables.

Loucheur aurait souhaité que Wendel, à titre personnel, au nom du Comité des Forges, engageât des pourparlers directs avec les industriels allemands : suggestion reçue très fraîchement, comme le sont aussi, après Wiesbaden, les avances faites directement par Hugo Stinnes, le plus célèbre magnat de la métallurgie allemande (51). Il connaît personnellement Wendel qui l'a reçu à Hayange, dix ans plus tôt, en décembre 1911 - mais qui n'a guère appris ce jour-là qu'à s'en méfier (52). Stinnes propose à Wendel, au retour de son voyage à Londres, une entrevue

qui pourrait être, au choix, privée ou officielle. C'est l'époque où il cherche à réviser les accords signés par Rathenau, afin d'éliminer notamment le contrôle des syndicats sur les prix (53). Wendel laisse tomber la balle à terre (54).

Il a révélé à Loucheur le fond de sa pensée en juillet, et elle n'a pas varié, quand il lui a expliqué sa réticence pour l'heure devant tout pourparler. "Des ententes sont évidemment nécessaires, mais elles auraient besoin de s'étayer sur une politique de vainqueurs vis-à-vis de l'Allemagne - et ce n'est pas, Dieu sait ! celle de notre gouvernement..." (55). Cette même conviction inspire les propos qu'il tient un peu plus tard en tant que président du Comité des Forges, à ses confrères britanniques de l'Iron and Steel Institute, venus en voyage d'étude et qu'il reçoit rue de Madrid. Dans son discours d'accueil, il critique - en anglais -, avec une rudesse inhabituelle en pareille cérémonie, la politique étrangère de l'Angleterre: il supplie ses interlocuteurs, "séparés de l'Allemagne par le splendide ruban d'argent qui entoure les îles britanniques...", de ne pas pour autant s'endormir "dans une trompeuse sécurité" (56). Ces propos ont du retentissement dans le monde de la métallurgie (57).

Déjeunant peu après, à Paris, avec Pinot et André François-Poncet, le comte Kessler, observateur allemand libéral et attentif, résume dans ses cahiers leurs déclarations en ces termes : "1°) Un accord avec l'Allemagne est nécessaire. 2°) Pas de restriction d'ordre sentimental à un tel accord. 3°) Ils pensent ne pouvoir imposer cet accord en France que lorsque: a. l'Allemagne aura pendant quelque temps réglé ponctuellement les indemnités de réparation, b. quand l'Allemagne aura fait disparaître de son côté la méfiance qu'a fait naître ici sa politique intérieure(...) et financière". Le ton des deux hommes est d'un bémol plus souple que chez Wendel, ce qui ne surprend pas,

mais le fond témoigne d'une conviction semblable pour l'immédiat : les temps ne sont pas mûrs pour des négociations industrielles (58).

Sévir !

Aussi bien l'année ne s'achève-t-elle pas sans que la situation se détériore : c'est le temps où la chute du mark, détruisant toutes les prévisions budgétaires de l'Allemagne, motive la demande officielle de moratoire sur les paiements en argent exprimée le 14 décembre. Mais l'attention de Wendel se porte d'abord, comme il est naturel, sur la raréfaction du coke allemand. Le déficit des livraisons, qui n'ont jamais atteint le montant promis, s'aggrave en décembre : la délégation française demande alors à la Commission de réparations de constater le manquement de l'Allemagne (59).

Le 7 décembre, la pénurie de coke oblige à arrêter deux hauts fourneaux à Hayange, et le troisième est éteint le surlendemain (60). Puis une grève des chemins de fer allemands à la fin du mois, "sévissant comme par hasard", écrit Wendel, "de préférence sur les lignes qui vont vers la France", fait encore empirer la situation et oblige à tout arrêter (61). Nalèche témoigne à quel point sont alors "furieux" les Wendel qui s'écrient : "Si l'Allemagne ne peut pas donner d'argent, elle ne manque ni de coke, ni de charbon..." (62).

Au demeurant, la Maison met un peu d'ostentation dans cet arrêt total. Car le jour même où il s'empresse de prévenir les Débats, François note pour lui-même : "A côté de beaucoup d'inconvénients, le chômage aura peut-être l'avantage d'attirer l'attention du gouvernement sur les agissements allemands..." (63).

Il proteste avec vigueur, naturellement, auprès de Le Trocquer, ministre des Travaux publics, sans se trouver assez écouté à son gré (64). Il proteste auprès de Louis Dubois, président de la Commission des Réparations (65). Et comme si la coupe n'était pas pleine encore, voici que le Comité des Forges reçoit des informations inquiétantes sur les intentions de Loucheur en matière charbonnière. Le ministre des Régions libérées a été chargé d'étudier avec les Anglais à Londres, à partir du 8 décembre, et en vue de la prochaine conférence interalliée qui se tiendra à Cannes, une politique commune devant la demande allemande de moratoire. Briand a rejoint Loucheur le 18. Le débat s'est élargi. Les relations se sont resserrées. La France a accepté que l'Allemagne surseoie partiellement à ses règlements...

CHAPITRE II

SITUATION DE FRANCOIS DE WENDEL
(1920 - 1922)

CHAPITRE II

SITUATION DE FRANÇOIS DE WENDEL (1920-1922)

SECTION 1 - Parlementaires et Ministres

Tels sont les échecs de Wendel, et ce contraste si violent avec le brillant de la situation générale de la Maison, son triomphe économique, ne peut s'expliquer sans une analyse des moyens durables de son influence en ces années-là.

A la Chambre :
l'isolement.

On observe d'abord que la situation de Wendel au Parlement ne lui est pas encore, en pareille matière, d'un appui très considérable. Car il n'a pas acquis à la Chambre la situation importante qui sera plus tard la sienne.

Il faut faire la part, avant toute chose, d'un fait matériel simple : après les semi-loisirs forcés des années 1915-1918, la direction des affaires Wendel redevient soudain une tâche écrasante. Aux problèmes immédiats de la gestion industrielle quotidienne, à ceux qui naissent du recrutement et de la formation de cadres nouveaux, à ceux qui se lient au partage des dépouilles allemandes en Lorraine, aux difficultés sociales répétées, s'ajoutent toutes les difficultés que soulève le grand imbroglio juridique et comptable de la levée des séquestres

et des diverses indemnités à calculer (1). Dans chacun de ces brefs bilans annuels que François de Wendel dresse devant lui-même, le 31 décembre, revient toujours la même triste antienne : il ne parvient pas à tenir ce pari qu'il a fait 15 ans auparavant, de répartir également son temps et son énergie entre sa carrière industrielle et sa carrière politique (2).

Il est vrai qu'il est à présent souvent consulté, à droite, au moment des crises, et lorsqu'on travaille à rassembler les forces. Mais son action dans le groupe de l'Entente démocratique et alentour s'exerce encore par à-coups, de façon trop épisodique pour être efficace, sans la continuité des temps calmes, qui fonde une autorité parlementaire. On le voit bien en janvier 1920, par exemple, au moment de l'échec de Clemenceau à la présidence de la République : la "campagne ardente" que Wendel a menée pour lui, chez les modérés, y trouve un très faible écho. Il n'a pas plus de succès, quelques jours plus tard, lors de la formation du ministère Millerand qu'il estime être, de par sa composition "radicale-socialiste" un "véritable défi à la majorité" : il peut bien contribuer à faire décider l'abstention par les 190 députés de l'entente : ce n'est qu'un coup d'épée dans l'eau (3).

Huit mois plus tard, quand la démission de Deschanel ouvre une crise présidentielle, Wendel tente en vain de pousser Jonnart à l'Elysée, puis finit par se déclarer en faveur de Millerand, malgré les rancunes de janvier. Il pose bien une condition : le groupe préviendra son candidat qu'il "n'accepterait pas, au lendemain de l'élection, le cabinet Millerand sans Millerand, étant donné la politique combiste préparée par le ministre de l'Intérieur..." - c'est-à-dire le radical Théodore Steeg (4). Nouvel échec, et complet : une fois Millerand à l'Elysée, le gouvernement de Georges Leygues correspond exactement au schéma refusé (5).

Wendel espère ensuite trouver en Briand, - c'est alors à peu près le seul moment de sa carrière où il ne le combat pas - un "président de gauche à la tête d'un cabinet de droite" (6), et se réjouit, en effet, quand il succède à George Leygues, de le voir "faire au centre-droit", dans son ministère, "une place qu'il n'avait pas eue depuis le Maréchal" (7). Mais quand l'évolution qu'il déplore de la politique étrangère lui fait oublier, après quelques mois, sa satisfaction première, il ne réussit pas à entraîner dans l'abstention ou l'opposition une part notable de ses amis politiques, ni en mai (8), ni moins encore en octobre - et il a cette exclamation d'amertume, placée sous un patronage surprenant : "Comme l'a dit jadis Jaurès, il n'y a rien à faire avec les modérés..." (9). Sa seule satisfaction est alors d'avoir obtenu que la plupart des députés d'Alsace^{et}/Lorraine votassent contre : encore certains, et notamment, amertume, son cousin Guy, y ont-ils mis beaucoup de répugnance (10).

Certes on ne peut pas dire que Wendel ne soit pas écouté attentivement par les siens, étant donné son poids au-dehors, mais il est rarement suivi et ne fait guère école au-delà du petit cercle des députés lorrains. Son échec, en janvier 1921, à la vice-présidence du groupe parlementaire de l'Entente témoigne de ce relatif isolement (11). Il n'est pas suivi non plus par ses amis, en juin 1921, sur la politique à adopter en face d'un intergroupe de droite qui est en train de se créer, dont il blâme le flou et escompte l'échec, mais où il souhaite que l'on entre pour y "noyer les éléments hostiles" (12). C'est encore en vain qu'un peu plus tard, après le vote d'octobre 1921, il préconise l'institution d'un comité directeur représentatif qui puisse décider vite et ferme : "l'individualisme excessif" des députés modérés, l'absentéisme, les préoccupations électorales trop étroites aboutissent à faire du groupe une masse "complètement amorphe" et un instrument très inefficace d'action (13).

Les Ministres :

Briand, Loucheur, Millerand...

Isolé parmi ses collègues de la Chambre, Wendel ne pallie pas encore ce handicap par des rapports personnels faciles avec les gouvernants. S'il a tant souhaité que les cabinets fassent meilleure place à la droite, c'est aussi dans l'idée - ou dans l'illusion - qu'il aurait, auprès d'eux, meilleur accès, pas seulement politique mais aussi psychologique qu'auprès des hommes du centre gauche.

On sait que, devant Briand, il n'est jamais à l'aise. Mais ses rapports avec Louis Loucheur, grand maître d'oeuvre de la politique de Wiesbaden ?

Wendel porte sur lui depuis les origines, c'est-à-dire depuis son apparition au devant de la scène, pendant la guerre (14), des jugements très balancés. Après une journée passée à ses côtés en Meurthe-et-Moselle, il en trace ce portrait : "Il a de gros défauts, mais on ne saurait lui refuser une très remarquable intelligence, une facilité extrême, et un réel talent de parole. Il étonne les gens par son assurance, sa rapidité, son accent d'autorité. Il y a beaucoup de bluff dans tout cela; il n'en est pas moins vrai qu'il s'impose et qu'il est le seul membre du ministère qui fasse figure à côté de Briand. S'il possédait, je ne crois pas que cela soit le cas, le gros bon sens de ce dernier, s'il savait aussi bien que ce dernier discerner ce qu'il y a à retenir dans les idées des autres, autrement dit s'il était psychologue, il lui serait incontestablement supérieur, car il est certainement plus intelligent..." (15).

On sent bien que Wendel, aussi enclin qu'il puisse être d'instinct à créditer Loucheur de son expérience d'industriel, précieuse parce que

très rare dans le monde des politiques, reste toujours en alerte devant sa facilité, en irritation de ne pas s'en faire davantage écouter, en défiance de s'en trouver abusé. Celui que Nalèche appelait un jour "ce revolver d'idées" (16) le laisse souvent désorienté... A preuve les propos qu'il tenait sur lui au même Nalèche, un an plus tôt, au lendemain du débat à la Chambre sur la Conférence de Spa, tels que les a consignés pour Lebaudy le directeur des Débats : "Loucheur se fie trop à son intelligence", disait Wendel, "et il trouve les combinaisons les plus ingénieuses beaucoup trop vite. Il ne s'est jamais habitué à réfléchir. Arrivé tout de suite aux sommets de la politique, il n'a pas pris cette habitude de réflexion qui seule peut vous faire éviter les écueils. Il a de plus un certain nombre d'idées très dangereuses dont il ne veut pas démordre et ceci fait redouter le moment où il serait à la tête des affaires..." (17).

C'est assez dire qu'il n'y eut jamais, entre les deux hommes, de possible intimité ni d'abandon confiant.

Millerand est un autre cas. De lui beaucoup de souvenirs rapprochent Wendel. Votant pour son gouvernement, après les déceptions de Spa, il se justifiait en ces termes : "Dans un cas comme celui-ci, où la majorité était plus qu'acquise, les votes prennent un caractère presque agressif et si je combats la politique intérieure du ministère (...) je n'ai pas de raison pour viser directement son chef, qui, après tout, est un ami que j'estime" (18). Est-ce à dire que son état d'ancien avocat du Comité des Forges livre Millerand en otage, comme la presse d'opposition l'a toujours écrit, à la volonté du maître de forges ? Aucun signe n'en apparaît, au cours de ces années, et peut-être Millerand est-il conduit, par ces attaques mêmes, à une prudence particulière, à prendre un souci plus ombrageux de son indépendance. Dans l'accueil courtois qu'il fait à Wendel, quand celui-ci demande

audience, le Président de la République se montre plus taciturne encore que nature, ne répond d'ordinaire aux suggestions que par des grognements ambigus, et prend toujours bien garde de ne pas livrer ses intentions (19).

Or on constate que quand Wendel n'a pas le moyen parlementaire ni psychologique de faire pression sur ces hommes, les autres voies n'y suppléent pas. Il n'entretient pas, comme d'autres font peut-être - du moins le croit-il - de député directement à sa solde : à quoi bon, puisqu'il est présent et que l'équilibre de la Chambre bleu horizon ne donne pas aux groupes charnières l'importance d'autres périodes. Non que son argent ne soit pas souvent sollicité, mais il passe en général, du moins à cette époque, par l'intermédiaire d'organisations où se dilue son influence particulière. C'est ainsi qu'à la fin de décembre 1921, Briand fait demander au Comité des Forges une "épingle" de 50.000 francs à l'occasion de l'emprunt de la métallurgie qui vient d'être clos avec succès : il s'agit d'alimenter la caisse politique du président du Conseil (20). Ces libéralités devraient améliorer l'influence des métallurgistes. Mais le fond des choses c'est qu'elles ne sont vraiment efficaces que lorsqu'elles servent à défendre des intérêts corporatifs, qu'elles le font au nom de l'unanimité des mandants. Des moindres divergences, en effet, le gouvernement sait jouer pour recouvrer sa latitude d'action.

Et c'est bien à une analyse de la répartition du pouvoir parmi les membres et la direction du Comité des Forges et de ses relations avec les puissances voisines qu'il faut demander de plus efficaces clefs de compréhension.

SECTION 2 - Au Comité des Forges :
le Pouvoir au-dedans et l'Influence au-dehors

Robert Pinot s'est efforcé, après la guerre, de crever le "mythe" du Comité des Forges, chargé de tant de passions par les luttes politiques. "Certains le représentent", écrit-il dans son livre de défense et d'illustration publié après la guerre, "comme un organisme s'occupant de tout, faisant des opérations commerciales roulant sur des centaines de millions, pouvant tout, ayant une politique à lui, des moyens d'action illimités, ayant partout des créatures à lui - étant, en un mot, un Etat dans l'Etat".

Que cette peinture soit injuste ou excessive, nul doute, mais on ne peut nier pourtant que le Comité des Forges soit généralement considéré, non seulement par les adversaires, par les polémistes, par les petits journaux, mais par les observateurs avertis et de l'avis même des autres professions comme l'organisme syndical le plus puissant de toute la France (1).

Il doit d'abord cette puissance, ce rayonnement - et aussi son mythe - à la "surface" économique de ses adhérents, parmi lesquels figurent les plus gros industriels du pays (2) et qui se sont toujours imposé des cotisations élevées. Il déborde, au surplus, indirectement, de son domaine propre, parce que, comme l'écrit un observateur contemporain, "plusieurs de ses membres ne sont pas seulement de gros métallurgistes, mais encore des administrateurs d'un très grand nombre de sociétés, de banques, de compagnies de chemin de fer, etc..." C'est dire que si le Comité des Forges n'a pas "partout des créatures à lui", il paraît difficile de contester qu'il ait dans tous les milieux dirigeants de puissantes relations (3).

Il se trouve d'autre part que le Comité constitue la partie

principale et le noyau dur, avec un rôle prééminent, de l'Union des Industries métallurgiques et minières, de la Construction mécanique, électrique et métallique, qui regroupe, dans le même immeuble de la rue de Madrid, plus de 50 syndicats.

Telle étant la maison, qu'y peut faire son président ? Les statuts de 1884 sont assez imprécis : le président préside bien la Commission de Direction, mais à côté de celle-ci qui ne se réunit qu'à intervalles irréguliers, le Secrétaire général est doté de la permanence. Ainsi est laissé aux circonstances, et notamment aux rapports personnels qui existent entre le secrétaire général et le président, le soin de décider quelle place occupera ce dernier : simple "potiche" de représentation décorative pour les rares manifestations extérieures du Comité, ou maître d'oeuvre des grandes options d'une politique générale ?

La place de Robert Pinot

On imagine, dans ces conditions, l'importance exceptionnelle que vient prendre ici la personnalité de Robert Pinot, Secrétaire général du Comité des Forges, et délégué général à l'Union des Industries métallurgiques et minières. Pinot, il est vrai, n'est qu'un "agent" : "On appelle "agent" dans l'aristocratie industrielle et financière", expliquait un jour Lucien Romier, "toute personne qui doit sa place à des vertus autres que celles d'un paquet de titres négociables en Bourse" (4). Pinot n'est qu'un agent qui, par ses origines familiales, par ses goûts et par sa formation littéraire, sociologique, juridique plutôt que technique (5), tranche sur son milieu et qui parfois l'inquiète. "Je vois votre lettre à M. Pinot", écrit un jour sans

rire Marcel Paul, dans une note intérieure à Camille Cavallier, dont il est le gendre et le dauphin à Pont-à-Mousson, "...vous êtes dur avec lui quand vous lui dites qu'il a conservé une âme de professeur..."(6).

Pinot, pourtant, a su prendre peu à peu dans la profession et au-dehors un ascendant exceptionnel sur quoi les témoignages abondent (7), et dont François-Poncet s'est fait dans sa biographie le chantre enthousiaste (8). On rapprochera donc avec curiosité de ce livre les jugements beaucoup plus nuancés que porte sur Pinot, au fil des jours et au hasard des concordances ou des frictions, son président, François de Wendel.

Il loue assurément avec chaleur sa droiture et son courage, sa probité, son efficacité aussi : "très intelligent, remuant, actif et même batailleur, il s/ait/ faire aboutir certaines questions" (9). Mais au passif, il inscrit toujours, depuis les journées dramatiques de Bordeaux, "ce goût immodéré de paraître" (10), cette "manie de vouloir se mettre partout en avant et se donner toujours l'air d'avoir tout fait..." (11). C'est cette activité débordante que Wendel, au fond, reproche à Pinot, cette habitude de courir toujours sur la brèche, qu'il juge en grande partie responsable des violentes attaques lancées contre le Comité des Forges et qui ont valu à lui-même tant de coups (12) : "C'est à sa façon d'être", écrit-il encore en 1926, "que la Métallurgie (...) doit l'hostilité dont /elle/ est l'objet et dont /elle/ eut souvent à souffrir" (13).

Dès 1918, Cavallier observait de son côté et dans le même sens, ayant entendu le secrétaire général déplorer que "l'opinion publique dev/înt/ mauvaise" : "la vérité c'est qu'il y a une levée de boucliers contre M. Pinot plutôt que contre le Comité des Forges. Il est vrai que M. Pinot serait un peu tenté de dire comme Louis XIV..." (14).

Et Nalèche, qui n'a pas de sympathie pour Pinot, étant très monté contre lui par son collaborateur André Liesse (15), confirme dans sa correspondance, avec un cas concret, que Wendel s'attire des hostilités d'abord suscitées par Pinot. Nalèche rapporte une conversation avec Bernard-Précy, le directeur de la Journée industrielle, avec qui il songe à quelque arrangement de presse. Bernard-Précy est proche de l'Action Française (16), son journal appartient surtout à l'industrie textile et mécanique. Nalèche note : "Il y a /quelqu'un/ qu'il n'aime guère, c'est l'ineffable Robert Pinot - et partant il ne me paraît pas non plus rempli de tendresse pour les Wend/el/ qu'il juge hautains et traitant les gens qui les soutiennent un peu comme des domestiques..." Puis il remarque : "Je crois que Précy se trompe : si les W/endel/ apparaissent ainsi c'est qu'on ne les voit qu'au travers de Pinot..." (17)

Le rôle que Wendel s'assigne, en face de Pinot, au cours des années de l'après-guerre, c'est donc d'abord de "faire rentrer dans son lit le fleuve qui avait débordé". Il cherche à resserrer peu à peu son autorité sur "l'agent" Robert Pinot et à tempérer, au long des jours, ses éclats. Mais, dans cet effort, il subit de lourds handicaps. Les habitudes prises d'abord, la jurisprudence qu'a fait naître la pratique de ses prédécesseurs : ni le baron de Nervo, ni Antoine Guillaïn n'ont cherché à prendre sur Pinot une autorité réelle, et la pente est difficile à remonter.

Pinot a la force immense, au surplus, d'être toujours présent "sur le tas", rue de Madrid, où Wendel ne peut intervenir que par à-coups, au hasard des loisirs arrachés par ailleurs ou des crises les plus pressantes. Pinot connaît admirablement l'administration des ministères qui le touchent. Il sait bousculer les huissiers et forcer les portes (18). "Ce gaillard-là intrigue toujours partout", s'écrie Nalèche un soir qu'il s'est trouvé en même temps que lui chez Dior, au ministère du Commerce (19).

Enfin Pinot s'est toujours refusé, pour garder pleine son indépendance, à se faire intéresser personnellement dans aucune affaire métallurgique, et il compense largement les faiblesses de sa situation "d'agent" par le jeu possible entre les puissances rivales. Emile Henry, secrétaire général de Pont-à-Mousson soulignait dès 1918 les dangers de la politique de Pinot cherchant toujours à "diviser pour régner", et tirant une grande force d'une situation qui le place au carrefour de tous les Syndicats de la rue de Madrid, et lui met en main à lui seul tous les fils, et la connaissance de tous les détails (20).

Quand Pinot, jusqu'alors secrétaire général, souhaite devenir vice-président délégué, en juin 1921, Wendel a un recul significatif - et s'il cède finalement "sans enthousiasme", c'est en spécifiant nettement que "bien entendu", Pinot ne serait que 5ème vice-président et qu'en aucun cas il ne pourrait devenir président : "ce serait la confusion des pouvoirs..." (21).

Or, on constate que pendant l'année 1922, les relations entre les deux hommes traversent une très mauvaise passe - ce qui n'échappe pas à un observateur aussi attentif que Camille Cavallier (22). En mai, Wendel rappelle assez sèchement à Pinot, dans une lettre et dans une conversation, "qu'il n'est pas un président de table d'hôte" et que "il y a des choses pour lesquels son assentiment paraît indispensable" (23). Et trois mois plus tard, à propos d'une nomination dans un Conseil d'administration effectuée par Pinot contre son propre désir, il le tance à nouveau d'importance (24), avec cette exclamation pour lui-même : "Cet excellent "vice-président" est insupportable !..." (25).

Tensions intestines
permanentes...

Ce ne sont là pourtant que des irritations de surface : la vraie faiblesse de Wendel comme président prend ses racines plus profond, dans la nature même du Comité des Forges. Celui-ci, à la différence des autres syndicats industriels beaucoup plus homogènes, a toujours cherché à grouper sous son autorité directe ou indirecte un ensemble d'intérêts les plus vastes possible, et donc à la fois très divers par la taille - 260 adhérents en 1925 dont 41 seulement ont plus de 2.000 ouvriers (26) - et souvent fort divergents ou même opposés : lorsqu'il rassemble par exemple les producteurs de métal et les transformateurs, les premiers cherchant à vendre le plus cher possible, les seconds à acheter au meilleur prix (27).

On voit l'ambiguïté de ce choix initial. Quand l'accord peut se faire sur telle ou telle revendication, le groupe de pression tire de sa dimension une grande force. Mais dès que se dispersent les intérêts, l'intervention auprès des pouvoirs publics s'en trouve à peu près paralysée.

Les conséquences de querelles qui s'ajoutent aux conflits ordinaires où se déchirent les concurrents d'une même branche sont donc graves. Ceux-ci s'arrêtent assez aisément au moment où ils risqueraient de gêner les intérêts communs aux combattants, celles-là s'apaisent moins aisément. "Il y a des pays où l'individualisme tend à disparaître, ce n'est certainement pas le nôtre, et l'histoire de la métallurgie au cours de ces dernières années en est la meilleure preuve..." écrit Wendel à Pinot en 1923 (28).

Les archives de Pont-à-Mousson montrent l'irritation qu'un homme

comme Cavallier ressent devant la prépondérance qu'il estime reconnue, rue de Madrid, aux "nobles aciéries" comme il dit ironiquement, aux dépens des autres et notamment des "pauvres marchands de tuyaux" tel lui-même(29). En juillet 1921, il écrit à Pinot : "L'intérêt corporatif étant, si l'on veut, la totalisation des intérêts particuliers, et tous les raisonnements étant surtout faits au Comité des Forges au point de vue des aciéries, ce qui est assez naturel, il me paraît nécessaire que les petites industries qui gravitent autour des grandes aciéries élèvent un peu la voix pour avoir quelques chances d'être entendues. Ce n'est pas démontré, d'ailleurs, mais vous êtes là, heureusement, pour qu'aucune brebis du troupeau ne soit sacrifiée..." (30).

Les rancœurs naissent éventuellement à propos de la simple question des cotisations : sur le point de recevoir Pinot chez lui, Cavallier se réjouit quelques mois plus tard de cette occasion de lui "bourrer le crâne pendant quelques heures", montrant bien dans une note intérieure qu'il a beaucoup moins confiance qu'il ne l'affirmait dans son impartialité : "Je voudrais savoir quelles sont les cotisations payées au Comité. Je suis convaincu que nous ne sommes pas parmi ceux qui paient le moins..." Et il agite l'éventualité d'une scission - dans la ligne du précédent Niclausse - arme forte mais à double tranchant, menace permanente et multiforme rue de Madrid : "Si le Comité des Forges nous considère comme des parents pauvres et nous envoie manger à la cuisine, nous donnerons notre démission et bientôt nous formerons notre petit comptoir (...) dans lequel nous ferons entrer les gens qui ont des hauts fourneaux et des fonderies sans être aciéristes - mais c'est idiot et j'espère bien qu'il suffira de protester énergiquement pour avoir gain de cause..." (31).

Pinot lui-même peut accroître par moments, comme on l'a dit, sa puissance personnelle en jouant de ces antagonismes. Chose beaucoup moins aisée pour Wendel, tous les autres soupçonnant chacun de ses

actes de recouvrir quelque passe-droit bénéfique à sa maison. Même il arrive que Wendel en vienne à penser, étant trop observé, au-dedans et au-dehors, qu'il servirait mieux ses intérêts industriels directement ou ses causes politiques indirectement s'il n'était pas sur le pavois : ambiguïté d'une fonction qui désigne plus aux coups souvent qu'elle ne confère de moyens supplémentaires d'influence. Ne le voit-on pas, dans un moment de fatigue, en octobre 1921, aller jusqu'à envisager sa démission : "Cette situation très honorifique m'ennuie", écrit-il ce jour-là, "elle me paralyse un peu à la Chambre sans profit pour ailleurs, en ce qui me concerne au moins" (32).

...aggravée par la crise.

Or il se trouve que ces tensions intérieures au milieu de la métallurgie se sont grandement aggravées soudain, avec la crise, à partir d'octobre 1920 (33) et ont diminué d'autant l'influence de Wendel et la continuité de sa politique.

Les conflits des temps heureux restaient feutrés, les moins favorisés même ayant bonne part de la prospérité. Il s'agit à présent, pour chacun, de moins souffrir que ses concurrents, et l'on rivalise à nouveau âprement. "La métallurgie crie au secours", résume Wendel, "mais /ses/ membres se disputent" (34). A quoi Cavalier fait écho, au même moment, sans le savoir, dans une lettre à Pinot : "J'en arrive à désespérer de l'avenir, quand je vois (...) les conceptions en retard d'un siècle de nos métallurgistes, qui ne songent qu'à se battre devant un ratelier vide..." (35).

C'est ainsi que les débuts de la crise, coïncidant avec un remaniement du système de fixation des prix du coke par le gouvernement,

les rivaux prennent soudain conscience du grand avantage dont a bénéficié jusqu'ici la Lorraine désannexée, en ce qui concerne la houille non cokéfiabie, parce qu'on n'y a pas appliqué la péréquation pratiquée ailleurs entre le charbon allemand de la Ruhr et les autres charbons. Le charbon allemand étant nettement moins cher, les maîtres de forges lorrains avaient été très avantagés. En octobre 1920, les autres s'en aperçoivent et protestent (36). "La seule chose qui m'étonne", remarque alors Wendel, "c'est qu'ils ne s'en soient pas avisés plus tôt..." (37). Il accepte qu'on mette fin au privilège - à condition que les usines de la Sarre soient également touchées. Mais quand il apprend que son collègue Léon-Lévy, tout à coup, "depuis que les fers baissent", très ému du désavantage qu'il a subi, commence des démarches pour que l'on fasse la péréquation avec effet rétroactif, il reçoit la nouvelle très fraîchement, et va semoncer "ce sympathique confrère qui malheureusement perd, comme beaucoup de métallurgistes, tout sens de retenue quand son intérêt est en jeu !"

La querelle est assez vive pour que Marcel Paul, comptant les coups, puisse écrire à ce moment, dans une note "très confidentielle" à destination de Cavallier : "Il paraît que M. Léon-Lévy et M. de Wendel sont actuellement à couteaux tirés. On prétend même qu'il a fallu s'interposer entre eux, sans quoi ils se seraient flanqués des coups de poings (...) M. Léon-Lévy prétend que M. de Wendel a pris en réalité dans la poche de Châtillon-Commentry 9 millions de francs sous forme d'un prix spécial de charbon dont les usines de Wendel ont profité, alors que Neuves-Maisons payait le prix fort..." (38).

Marcel Paul ne dramatise qu'à peine, et l'entretien est en effet fort aigre. A Léon-Lévy, Wendel déclare : "Je suis sans jalousie, Dieu sait ! vis-à-vis de ceux qui ont fait pendant 5 ans des bénéfices de guerre, mais je n'admettrais pas que l'on conteste à Hayange ceux que la situation faite à l'Alsace-Lorraine en matière de charbon lui

a permis de réaliser depuis un an". Et il déclare que "si l'on fait campagne dans ce sens", il quittera la présidence du Comité des Forges. "J'ai encaissé assez de coups qui étaient destinés aux bénéficiaires de la guerre pour que ceux-ci ne jaloussent pas si féroce-ment le retour de fortune qui s'est produit en notre faveur depuis l'Armistice..." (39). Doctrine que l'association des maîtres de forges lorrains explicitera un peu plus tard de cette façon plus officielle et plus pudique : " / Notre / régime particulier, quelquefois considéré comme un privilège, était en réalité la conséquence de l'instabilité de la situation commerciale de nos industries. Pour laisser à celles-ci la possibilité de changer progressivement leur orientation, il leur avait été réservé d'après l'article 68 du Traité de Paix, l'entrée en franchise douanière en Allemagne pendant cinq ans, et le charbon moins cher devait les mettre à même d'atteindre un prix de revient assez faible qui leur permet de concurrencer l'industrie allemande plus favorisée..." (40). On se garde d'évoquer les ventes faites sur le marché intérieur...

Le succès de Wendel est ici complet. François, présidant les débats de la Commission de direction, et Humbert dans les couloirs, réussissent, en liant le sort des usines de Lorraine désannexée à celles de la Sarre (41), à faire repousser la péréquation et donc à proroger leur avantage jusqu'au moment, qui viendra en avril suivant, où sera restituée la liberté des prix (42).

Mais ces premières escarmouches ne font qu'annoncer de plus forts affrontements. La controverse rebondit très violemment, au début de l'été 1921, sur le prix fixé pour les coques allemands. Le Creusot, qui en consomme peu, le souhaite élevé. L'Est veut le voir abaissé. Humbert et François de Wendel s'efforcent de démontrer aux autorités que la Lorraine "doit être mise par tous les moyens en mesure de

soutenir la concurrence étrangère" et "se refusent" - y perdant 200 francs par tonne - "à assurer au Centre des moyens d'existence" : "le temps des libéralités", expliquent-ils, "est passé". Ils semblent être alors écoutés (43) : le coke allemand sera livré à la métallurgie française - et d'abord lorraine - au prix de revient (44).

Le télégramme de Cannes :
analyse d'une pression réussie.

L'affaire du prix des coques allemands rebondit une troisième fois, quelques mois plus tard, et l'épisode est ici plus important parce qu'il est en liaison directe avec la politique extérieure de la France. A la fin de décembre 1921, Wendel ajoute en effet un motif d'intérêt personnel à son hostilité ancienne envers la politique de Loucheur de coopération avec l'Angleterre et d'entente avec l'Allemagne. Des rumeurs parviennent à Paris, quelques jours après les conversations franco-anglaises de Londres, sur des modifications importantes aux accords de Wiesbaden, quant au prix des charbons allemands, que Loucheur aurait acceptées pour satisfaire les Anglais et obtenir leur aval, à l'intérieur de cette politique de concessions qui est très mal reçue par une bonne partie de l'opinion modérée (45). Le texte du 7 octobre prévoyait, on s'en souvient, que la France ne serait débitée pour les charbons de réparation sortis d'Allemagne par voie fluviale que du prix intérieur allemand, majoré des frais de transport - les fameux prix fob : disposition propre à rendre très avantageux, dans la liberté de prix recouvrée, les tarifs appliqués à la métallurgie lorraine. Or ne dit-on pas que les charbons allemands seraient désormais payés à l'exportation sur la base du prix de revient du charbon français ou anglais disponible à Saint-Quentin ? A un moment

où le prix intérieur français est de 79 francs environ la tonne et le prix allemand de 40 à 50 francs, on mesure l'enjeu financier.

Weill-Raynal, qui n'évoque la question qu'en incidence dans une note (46) mais confirme l'existence de cette clause dans le projet franco-britannique du 22 décembre (47), paraît s'étonner qu'elle ait soulevé en France "une certaine opposition" : les intentions des négociateurs, explique-t-il, ont été mal comprises. Ils n'auraient eu pour but que de mettre fin pour l'avenir à toutes les controverses relatives au prix fob.

Mais il s'agit en réalité de bien davantage pour les intérêts métallurgiques que d'une légère mise au point technique. Weill-Raynal explique lui-même que la clause nouvelle protégeait efficacement les exportations de charbon anglais contre la concurrence des charbons allemands de réparation, tout en "accordant à l'Allemagne un prix supérieur à celui qui résultait de la dépréciation du mark". Or c'est précisément cet heureux avantage de change que les métallurgistes français utilisateurs - et d'abord les Wendel - n'étaient pas prêts du tout à voir disparaître sans combattre : un bel affrontement s'annonce entre le Comité des Forges et le Comité des Houillères, qui se réjouit de voir adoucir la concurrence.

Etienne de Nalèche, toujours à l'affût des dernières rumeurs, s'en fait l'écho fidèle lorsqu'il écrit à ce sujet à Lebaudy, le 6 janvier 1922 : "Je ne te cacherai pas une minute que l'industrie est furieuse si les Charbonnages y trouvent leur profit", et il explique que Loucheur, député du Nord et par là fort lié aux Houillères, n'est pas mû par des raisons d'intérêt général (48).

Wendel lui-même n'a reçu la nouvelle que la veille, 5 janvier :

à peine informé, il bondit chez Mauclère, délégué adjoint de la France à la Commission des Réparations. C'est pour s'entendre confirmer "que la question avait été envisagée..." - litote. Mauclère admet cependant aimablement "que cela ne /tient/ pas debout". Wendel voit aussi sans délai le colonel Ader, directeur du Service des charbons au ministère des Travaux publics, pour le charger d'aviser Loucheur, déjà parti pour Cannes, de sa protestation, et il se rend enfin aux Débats afin d'y laisser le schéma d'une note à faire paraître le lendemain : il s'agit d'alerter toute la profession et l'opinion nationaliste. "La livraison des charbons allemands aux conditions où elle se fait actuellement" n'est-elle pas "une des rares clauses du Traité de Versailles, que les événements aient fait jouer d'une façon favorable pour notre pays ?" (49). Le 10 janvier, enfin, le Comité des Forges qui semble avoir reçu le soutien explicite de Le Trocquer, renouvelle officiellement sa protestation dans un télégramme adressé à Briand, où il insiste sur l'avantage soudain que retireraient les industries allemandes concurrentes payant le combustible au prix intérieur : c'est la meilleure corde à faire vibrer, et ici tous les métallurgistes français se retrouvent (50).

C'est alors qu'on reçoit de Loucheur, rue de Madrid, un démenti formel, daté du 11 janvier, affirmant au Comité que ses inquiétudes sont sans objet et qu'il a été tout à fait mal renseigné (51) : Pinot et Wendel n'ont pas tort de n'être pas convaincus (52). En vérité la campagne immédiate a été très efficace et, à sa suite, les représentants français, revenant sur le texte du 22 décembre, ont demandé et obtenu à Cannes la suppression de la clause litigieuse (53).

Voilà un cas où Wendel n'a couru aucun risque de voir se heurter ses intérêts d'industriel et ses convictions politiques : le système élaboré à Londres l'aurait indirectement obligé à faire les frais parmi d'autres des concessions accordées à l'Allemagne.

Mais le succès ne s'explique que parce que le Creusot et l'ensemble de la métallurgie non lorraine, inquiets probablement de la concurrence de la Ruhr, et, bien que moins directement concernés par le prix du charbon allemand, ont fait, chose rare, passer cette inquiétude avant leur jalousie et accepté un front commun avec les Wendel, leur laissant toute latitude de déployer leur action. Devant ce front uni, si rare en dehors des problèmes fiscaux ou douaniers, les Houillères étaient mal placées pour réagir.

Est-ce à dire que cette très victorieuse pression ait compté beaucoup dans l'échec final de la politique Briand-Loucheur ? Si l'inquiétude du Comité des Forges et sa prompte réaction ont contribué à créer une atmosphère défavorable, ce serait trop faire que de lui attribuer, quelles qu'aient pu être les rancœurs de Briand et de Loucheur par la suite, un rôle exclusif ou même principal dans le naufrage de la Conférence de Cannes, antérieurement prévisible et antérieurement annoncé. La simple chronologie s'y oppose, qui montre que la Conférence était déjà bien malade au moment de l'envoi du télégramme, le 10 janvier. Celui-ci y a trouvé un terrain qui était d'autre part préparé (54).

Une telle efficacité paraît rare en tout cas en matière étrangère. Car on constate d'ordinaire que lorsque les questions viennent à dépasser largement les intérêts strictement corporatifs et à toucher de très près à la politique générale, les industriels concernés ajoutent à leurs divergences habituelles d'intérêts des options politiques propres qui ne se relient pas toujours aux premiers par une causalité simple ni évidente. Latitude d'autant plus grande est laissée au pouvoir politique de jouer des divergences accrues, pour prendre librement ses initiatives et pour imposer ses solutions.

Un exemple à cet égard remarquable et qui mérite lui aussi d'être observé de près est fourni par l'affaire des investissements de la métallurgie française en Haute Silésie, décidés en décembre 1920.

En Haute-Silésie :
les Forges à la remorque.

A cette date en effet - qui correspond à la renaissance des querelles intestines de l'industrie lourde - Millerand convoque à l'Elysée le bureau du Comité des Forges et quelques métallurgistes importants pour leur parler d'une éventuelle participation française dans les charbonnages allemands de Haute Silésie. On est dans la ligne de la "grande politique polonaise" inaugurée par Millerand au début de l'année et qui va aboutir en janvier 1921 au traité d'alliance franco-polonais. A la veille du referendum qui doit décider du sort de la Haute Silésie, il s'agit de renforcer le parti français en Pologne. On s'assurerait la bonne grâce des Polonais en leur cédant, dans un deuxième temps, si le plébiscite leur est favorable, un pourcentage de la participation française.

Wendel croit savoir que Peyerimhoff travaillerait depuis quelques mois à une combinaison de ce genre. L'information est exacte et les Houillères ont envisagé une intervention, dès le mois de juin 1920, en liaison avec le général Le Rond, président de la Commission interalliée de gouvernement et de plébiscite de Haute Silésie, mais les choses sont restées très vagues. Le véritable initiateur, le maître d'oeuvre de l'entreprise est Charles Laurent, ambassadeur à Berlin et ancien président de l'U.I.M.M. (56). Informé de l'idée en octobre, il la reprend à son compte et il engage des conversations avec le Dr. Kleefeld, mandataire de la famille Hohenlohe, principal propriétaire minier en Silésie (57). Le Quai d'Orsay, et notamment Jacques Seydoux, influent

sous-directeur des Relations commerciales, accueillent l'idée avec beaucoup de chaleur (58). Laurent entraîne alors dans son jeu Robert Pinot (59) : Wendel le suppose seulement sans apprécier à coup sûr le rôle de ce dernier et on mesure à son doute irrité la distance où il est souvent de son secrétaire général. Il estime au demeurant, sans bienveillance, que, si Pinot est actif, ce doit être moins pour des préoccupations de politique générale que dans le désir "de déranger le jeu de Peyerimhoff"...

Ce dernier n'en a pas pour autant perdu, en l'occurrence son rôle majeur si l'on en juge par la note de défense de l'opération qui est remise le 14 décembre par Darcy, président des Houillères, au président de la République, à la suite d'une visite à l'Elysée (60) - note qui est conservée dans les papiers Millerand de la Bibliothèque nationale (61).

Mais le 20 décembre, chez Millerand, la parole est aux seuls métallurgistes (62). Et malgré la présence de Fournier, du Creusot, représentant d'une maison qui cherche "à étendre sa puissance à l'est de l'Europe et qui s'y heurte à Stinnes" (63), Wendel est le principal porte-parole - et ne montre aucun enthousiasme. "J'ai marqué au président", écrit-il, "que si l'on désirait voir la métallurgie s'intéresser à une combinaison en Silésie, il fallait lui demander de le faire pour des motifs d'intérêt national, que si l'affaire lui était présentée simplement comme une affaire industrielle avantageuse, elle s'en désintéressait". Pourquoi ? parce que "la combinaison proposée ne peut améliorer en quoi que ce soit la situation française en matière de combustibles". Et il explique : "Nous sommes des métallurgistes et non des financiers et, pour l'instant, nos stocks absorbent le plus clair de nos disponibilités". Et disant cela, il affirme exprimer exactement l'état d'esprit de tous ses confrères présents.

A vrai dire Wendel rejoint aussi ici les précautions prises par les Houillères : Millerand a reçu quelques jours auparavant, avec la note de Darcy, une lettre d'accompagnement qui décrit l'état d'esprit de ses confrères devant l'opération projetée dans les termes suivants : "Envisageant (...) la nature et les aléas de l'entreprise, ils souhaitent, pour le cas où leur intervention viendrait à donner lieu à des interprétations inexactes, être en mesure de justifier qu'elle n'a été inspirée que par l'unique souci de l'intérêt national et une patriotique déférence pour les avis du gouvernement..." (64). Ce qui vaudra à Darcy une réponse de Georges Leygues, président du Conseil, qui lui donne satisfaction et la garantie désirée (65).

Faut-il juger ces prudences et ces réticences seulement comme la préparation ordinaire à un marchandage ? C'est un fait que, pour décider les métallurgistes, l'Etat va consentir des avances considérables et fort avantageuses (66). Mais dans le cas de Wendel au moins, ce n'est pas seulement habileté tactique. Millerand le fait venir au fond de sa pensée lorsque "paraissant vexé de son exposé", il réplique, sur un ton jugé par Wendel "assez déplaisant" que "la métallurgie /doit/ avoir des idées plus larges qu'avant la guerre, comprendre l'intérêt national de l'opération, etc..."

Alors Wendel : "Pas trop content de l'algarade, je l'avoue, j'ai répondu que je ne comprenais pas bien pourquoi on nous poussait si fort vers la Silésie alors que (...) on nous empêchait de pratiquer une politique d'échange minéral-coke qui serait bien plus profitable que l'exploitation des charbonnages lointains, et cela à cause d'Engerand et de Barthe. Si on veut faire une politique charbonnière en Allemagne, qu'elle soit au moins la même partout..."

Wendel ne croit pas, en son for intérieur, et bien qu'il ne la

critique pas de front, que l'opération polonaise soit d'aucune utilité. Car son interprétation est celle-ci : "Les Allemands, par peur d'un plébiscite favorable aux Polonais en Haute Silésie qui entraînerait leur expropriation, ou d'un plébiscite favorable /à eux-mêmes/ qui les menacerait de la socialisation, cherchent une assurance dans une participation française. Millerand veut en profiter en s'imaginant que la présence de capitaux français en Silésie y développerait notre influence. Le reste, la nécessité de pratiquer une véritable politique charbonnière, le touche peu pour l'instant..." (67).

L'analyse des motivations allemandes est fort lucide, et rejoint exactement celle que Charles Laurent développait pour le Quai d'Orsay, et qu'il tenait directement du Dr. Kleefeld (68). Mais l'un et l'autre en tire, comme bien l'on voit, des conséquences fort différentes quant à l'intérêt français.

Il est possible que cette réserve de Wendel soit accentuée par sa rivalité avec le Creusot, mais elle révèle surtout la permanence inaltérée de ses conceptions. La complémentarité du coke westphalien et du minerai lorrain restant la donnée fondamentale, le seul but capital d'une "politique charbonnière allemande" est de la reconnaître en sauvegardant ces échanges; la seule stratégie qui paiera sera de plein fouet, tout mouvement tournant, tout détour subtil, tout accommodement marginal étant voué à l'échec. La seule méthode qui vaille, enfin, en face d'un tel adversaire, c'est la force brutale. Une politique industrielle si détournée ne vaut pas mieux qu'une politique militaire passant par la Pologne - énergie dévoyée. N'avons-nous pas "sous la main l'enjeu véritable ?" Il faut "se décider à avoir une politique véritablement française, au lieu de faire une politique polonaise ou autre" (69).

Tels sont les enseignements de l'importante entrevue du 20 décembre. L'issue en apporte un dernier, et non des moindres : en dépit de toutes ces réticences, les métallurgistes s'inclinent devant Millerand, et la Maison Wendel accepte finalement de souscrire avec les autres (70). S'il est vrai que l'évolution politique et les résultats du plébiscite qui conduisent à couper en deux la Haute Silésie retardent la réalisation pratique du projet jusqu'à l'été 1922 et réduisent son application au seul Hohenloherwerke, soit 1/5ème environ du total prévu (71), le fait demeure de l'agrément de principe donné en décembre. Le cas est patent d'une volonté politique qui s'est imposée aux puissances économiques fort peu unies - à Wendel en tout cas - quitte pour celles-ci à tâcher d'en tirer naturellement tous les profits possibles (72 et 73).

CHAPTER III

L A R U H R

CHAPITRE III

L A R U H R

SECTION 1 - Le Choix de Poincaré (1922)

Appuyé sur de telles analyses, on mettra beaucoup plus de réticence à tirer des conclusions trop rapides de la coïncidence entre les convictions profondes de Wendel sur l'Allemagne et la politique finalement pratiquée, après beaucoup de circonvolutions, par Raymond Poincaré.

Metallurgie : les querelles
demeurent.

Wendel ne peut pas plus qu'auparavant prétendre en 1922 parler au nom d'une métallurgie unie. La situation améliorée n'a pas, contrairement à 1919-1920, émoussé les antagonismes. Et si le Comité des Forges parvient tant bien que mal, et malgré de nombreuses difficultés de dernière heure avec le Comité des Houillères, à créer, entre janvier et mars 1922, un organisme, la SCOF^(*), chargé d'effectuer, pour le compte des métallurgistes, "la péréquation des cokes de diverses provenances" et "d'établir le programme de repartition des cokes et fines à coke allemands" (1), s'il est vrai que François de Wendel est porté à sa présidence (2), tandis que Pinot le dirige, les dissensions n'en demeurent pas moins, qui empêchent l'élaboration d'une ferme politique de l'acier.

(*) - Société des cokes de hauts-fourneaux.

Plus que jamais en cette année 1922 est donc vérifié ce résumé frappant de Brelet : "La question douanière et la question des primes d'exportation opposent la mécanique et la métallurgie, la question des livraisons de charbon et de coke oppose les houillères à la métallurgie, la question des tarifs de chemins de fer oppose les réseaux à la métallurgie, les questions d'exportation montrent l'isolement de la Banque à l'égard de la production et enfin la question des comptoirs rend évident le manque d'entente des métallurgistes entre eux..." (3).

Les affrontements se succèdent à un rythme plus précipité. Secondaire et sans suite immédiate celui des coefficients de droits de douane qui fait se heurter la métallurgie et la construction mécanique et que les efforts du ministre du Commerce Lucien Dior ne parviennent pas à apaiser (4). Plus nouvelle la "guerre ouverte" - le mot est de Wendel - qui oppose les Forges de Lorraine à Peyerimhoff et son Comité des Houillères, à propos d'un tarif différentiel accordé aux Charbons du Nord et lésant les Houillères de Moselle (5). Plus grave enfin les querelles intestines qui conduisent à la mort le Comptoir sidérurgique, créé au début de 1919 : déjà affaibli par les dissensions internes et par les conséquences de la crise, il avait cessé la vente à l'exportation dès le mois de mars 1921 et la vente des demi-produits en juin de la même année. La dissidence de la société belge des Hauts Fourneaux de la Chiers en décembre lui porte le coup de grâce et il est dissous peu après.

Ces tensions se reflètent, comme on a vu, dans les rapports de Wendel et de Pinot, qui sont cette année-là particulièrement difficiles. C'est ainsi que dans l'affaire de la Chiers, l'intervention du premier auprès de Le Trocquer jette à terre la combinaison que le second avait entamée pour sauver le Comptoir. Jamais probablement ils n'avaient

été jusqu'à se combattre de la sorte en sous-main, au-dehors, jusque dans le cabinet d'un ministre (6). Moins que jamais François de Wendel ne va pouvoir parler, sur la politique allemande, au nom de tous ses confrères et de leur puissance...

Poincaré.

Wendel a accueilli personnellement avec beaucoup de satisfaction, malgré le désagrément de la Conférence de Cannes laissée en plan, la décision de Briand, aux prises avec l'opposition voilée de Millerand et l'inquiétude houleuse du Parlement, de démissionner soudain (7). Son hostilité contre le ministre s'était ouvertement durci dans les derniers temps (8), au point de faire fondre les réticences qu'il manifestait, début décembre encore, à l'encontre de Poincaré (9). Au cours du dernier grand débat conduit par Briand à la Chambre, on avait vu Wendel jouer un rôle remarqué du côté des assaillants et entraîner l'Entente contre le cabinet, en dépit des tentations briandistes d'Arago, président du groupe. "Il paraît", écrit Nalèche à ce propos, "que pendant la séance Arago fut encadré par François de Wendel et Castelnau qui ne le lâchèrent pas à droite et à gauche. On vit cependant Arago applaudir Briand un instant, tandis que ses deux acolytes restaient impassibles. Mais il ne put se livrer à aucune autre manifestation..." (10)

C'est donc en définitive avec soulagement que Wendel voit Poincaré arriver au gouvernement, tout critique qu'il puisse être pour la formation étriquée du ministère, où l'Entente reçoit seulement des "portefeuilles non politiques", et dont est exclue tout-à-fait la "fraction libérale du groupe" (11). Irritation qui dure peu, car les attitudes diplomatiques comptent par-dessus tout. Depuis deux ans,

Poincaré s'est fait, dans ses articles de la Revue des Deux Mondes (12), le héraut d'une stricte politique d'exécution. S'il est fidèle à lui-même - et Wendel, contrairement à d'autres (13), s'y attend - l'essentiel à ses yeux sera sauf (14).

Il est vrai que Wendel donne par intermittence de vagues encouragements, quand Poincaré l'inquiète ou le déçoit, à l'équipe de candidats à la succession formée pour l'heure par Georges Mandel et André Tardieu - qui resteront d'éternels candidats jusqu'à la fin de la législature (15). Un rapprochement dont Nalèche qui le critique exagère dans sa correspondance la solidité et l'intimité (16). Il ne va jamais assez loin pour justifier les soupçons que l'aigreur de Poincaré est toujours prête à nourrir, doutant de leur fidélité, envers les "quatre mousquetaires" de Meurthe-et-Moselle : autrement dit Marin, Wendel, Warren et Désiré Ferry (17).

Mais enfin on sait bien, étant donné l'orientation de la Chambre, où Poincaré trouve de toute façon une large majorité, et étant donné l'autorité personnelle encore faible de Wendel au Palais-Bourbon, que son soutien affirmé au cabinet ne change pas grand'chose à la situation de celui-ci et ne permet aucun marché politique.

Métallurgie :
pour un diktat.

L'influence de Wendel trouve a priori bien meilleures chances de compter dans le milieu métallurgique.

Elle ira naturellement de plein fouet à l'encontre de ceux qui poussent à un règlement à l'amiable, à une politique de concessions

envers le gouvernement allemand, à l'encontre de ceux qui préconisent des ententes avec les industriels avant que soit affirmée une politique de force et d'autorité : celle-ci ne paraît-elle pas au reste, avec le nouveau maître d'oeuvre, beaucoup moins invraisemblable pour le futur proche ?

Sur quoi d'ailleurs négocierait-on avec fruit ? Wendel ne croit plus du tout, étant donné la dégringolade du mark, au paiement d'une indemnité financière et pas davantage à l'emprunt international des banquiers dont on parle beaucoup au printemps 1922. La preuve est faite d'autre part que les paiements en nature - contre le principe desquels, étant donné la situation particulière de ses usines, il n'a jamais eu d'appréhensions aussi vives que d'autres industriels - peuvent être aisément suspendus par les mille inventions de la rouerie germanique rendant très difficile tout programme de travaux : dans le courant de 1922, les livraisons allemandes de charbon ne restent-elles pas constamment en-dessous des quantités dues ? (18) Il l'explique nettement à ses amis des Débats, en juillet 1922 : "Les Allemands ne paieront pas plus en nature qu'en argent ! (...) Je suis quotidiennement en rapport avec eux et, dans le privé, ils ne tiennent pas du tout les mêmes théories qu'en public. Urbi et orbi, ils disent qu'ils ne désirent que payer, seulement qu'il faut leur en donner les moyens; au contraire quand on cause avec eux, on n'en trouve pas un qui n'ait (...) la volonté très nette d'échapper à tout paiement..." (19). Wendel songe même à expliquer cela publiquement à la Chambre, si Loucheur, comme il l'annonce, prend la parole pour défendre sa politique d'entente (20). Mais Poincaré finit par empêcher tout débat, au grand dam de Wendel, en déclarant que les accords de Wiesbaden peuvent être déclarés applicables par décret (21).

Et si Wendel accepte de se rendre en juillet devant la Commission

de Réparations, avec Pinot et Théodore Laurent, pour alimenter la protestation française, en démontrant, chiffres en main, à la fois le manquement de l'Allemagne et que celle-ci, malgré ses plaintes, ne manque pas de coke (22), il est sans aucune illusion sur l'effet pratique de son geste : il reste, en effet, persuadé que de toute façon "les Allemands ne paieront pas". S'il souhaite que la France ne laisse pas réduire sa créance, c'est parce qu'elle s'en trouverait politiquement affaiblie par la suite (23).

On comprend donc qu'il considère sans aucune faveur les accords passés, en août-septembre 1922, entre Hugo Stinnes et le sénateur Guy de Lubersac, président de la Confédération générale des Coopératives de Reconstruction des régions dévastées. Cet accord prévoit notamment (24) la rétrocession à l'Allemagne par la France d'un certain pourcentage du charbon livré à elle chaque mois, pourcentage équivalent aux quantités nécessaires à la fabrication d'un supplément de divers matériaux de construction - ciment, briques et tuiles - qui serait livré à la France. Wendel visiblement ne pense pas un instant que l'apparent ralliement de Stinnes à la politique de réparations, qu'il avait jusqu'ici, et notamment à Spa, violemment combattue, vaille qu'on souscrive à la moindre réduction des contingents de charbon allemand (25). Les journaux ont parlé à cette occasion de contacts qui seraient prévus entre le Comité des Forges et les industriels allemands, en visite dans les régions libérées. Ce serait une "grave erreur" et il faut s'en garder soigneusement, dit Wendel au Comité des Forges : certes "des contacts seront nécessaires tant pour régler la fourniture des coques allemands que pour la vente des minerais et des produits métallurgiques français, lorsque les dispositions prévues par le Traité de paix seront venues à échéance, mais ces questions sont essentiellement distinctes de l'exécution des réparations, et elles seront traitées lorsque le moment sera venu, en tout cas avec l'accord du gouvernement" (26).

On doit souligner enfin, de la même façon, l'hostilité de Wendel aux projets que Paul Reynaud a défendus à partir du printemps de 1922 (27) et que Peyerimhoff, au nom du Comité des Houillères, soutient aussi sous une forme voisine mais plus vague (28) : ceux d'une prise de participation dans des affaires allemandes au titre des réparations - l'idée paraît tenter Pinot un moment. Le 20 mars, ce dernier et Humbert de Wendel rencontrent l'Allemand Georg Goetz à ce sujet (29).

Goetz se dit envoyé, au su de son gouvernement, par les métallurgistes allemands qui désirent conclure un accord avec la métallurgie française pour recréer une entente internationale, analogue à celle des rails, dite IRMA, qui existait avant la guerre (30). Le Quai d'Orsay est informé. L'initiative appartiendrait à Thyssen et à Krupp, qui devraient bientôt obtenir le ralliement du groupe Otto Wolff - à défaut de celui de Stinnes toujours réticent. Pinot et Humbert ont été prudents et vagues, évoquant la nécessité de consulter leurs confrères, et ils ont souligné notamment qu' "un pareil accord ne pourrait être envisagé par /la profession/, approuvé par le gouvernement et compris par l'opinion publique. si des satisfactions substantielles n'étaient pas données à la France en ce qui concerne les réparations". Quand ils évoquent la possibilité d'un système de participation, Goetz s'empare avec vivacité de cette idée, donnant à ses interlocuteurs l'impression que ce système "serait désiré par les industriels allemands s'ils peuvent y trouver une garantie contre les mesures de socialisation" dont ils sont menacés...

Malgré la hâte manifestée par le docteur Goetz, Pinot et Humbert restent très évasifs sur les délais : Pinot fera prévenir, dit-il, son interlocuteur par Saint-Quentin, l'ambassadeur de France à Berlin, quand les Français seront en mesure de reprendre les conversations (31).

Lorsque le bureau du Comité des Forges se réunit le 30 mars pour discuter de l'affaire, son président dit son hostilité : "On n'aboutira pas", explique Wendel, "et nous ne retirerons rien de bon de l'opération. Mon avis est que si les Allemands offrent des participations, l'affaire est à traiter entre industriels, après s'être mis d'accord avec le gouvernement, mais sans en faire une question politique. C'est une opération analogue à celle que le gouvernement, et en particulier M. Millerand, nous a demandé de faire en Silésie, avec cette différence qu'elle est intéressante..." (32). Mais comme il sait pertinemment que les Allemands veulent en faire précisément une question politique, Wendel contribue sciemment à dégonfler la négociation...

La campagne du Petit Bleu qui se développe contre la Maison Wendel en septembre 1922, l'accusant de conclure des accords secrets avec l'Allemagne (33) n'est donc guère fondée, et on a toutes raisons de croire la brève protestation de Wendel lui-même justifiée, le 11 janvier 1923, à la Chambre, à propos d'initiatives plus récentes de Stinnes et de Silverberg (34).

Nul doute par conséquent que son état d'esprit reste proche, au cours de cette année, de celui qui continue d'inspirer Poincaré - celui-ci s'étant persuadé, selon les termes de François-Poncet au Comte Kessler, "qu'il ne faut pas causer avec les industriels allemands avant de leur avoir donné une leçon..." (35).

Au demeurant, les opinions de Wendel quant à l'indispensable fermeté politique sont répétées par lui sinon publiquement, au moins dans des cercles assez nombreux pour qu'elles ne puissent être ignorées des observateurs attentifs. De l'ambassadeur allemand à Paris, en particulier, le docteur Mayer. En septembre 1922, il écrit en ces termes à Berlin : "Il m'est revenu ces derniers jours d'une source

directe et sûre, que le grand industriel et député François de Wendel a déclaré, il y a peu, au cours d'une conversation politique avec mon informateur que l'on avait pu prévoir dès l'armistice la non-capacité de paiement de l'Allemagne : il ne reste plus, à présent, à la France, a-t-il dit, qu'à entrer dans l'ère des annexions. Et pour cette tâche Poincaré est le seul homme d'état possible"... (36)

Mais ces positions affirmées, cette convergence apparente avec Poincaré suffisent-elles pour faire conclure que Wendel ait pesé assurément d'un grand poids sur la décision du président du Conseil ?

Wendel change ses priorités :
la rive gauche plutôt que la Ruhr.

Il faut verser ici au dossier un événement de taille, qui est une surprise : tout fidèle qu'il demeure à la politique de force, Wendel a changé d'idée sur ses modalités. Au moment même où le retour de Poincaré rend à nouveau vraisemblable une occupation prochaine de la Ruhr, au moment où sa politique va commencer d'y conduire, Wendel qui l'a tant souhaitée renonce ouvertement à la désirer !

Il explique ce changement à Marin, au mois d'août : "Si je suis certain", lui dit-il, "que l'occupation pourra se faire sans résistance et que je ne redoute pas l'abandon des mines par leurs occupants, patrons et ouvriers, je crains que nous mettions un désordre tel dans les expéditions de charbon qu'au bout d'un temps relativement court une protestation s'élève non seulement en Allemagne, mais dans tous les pays neutres alimentés actuellement par la Ruhr" (37).

Il préfère donc à présent un autre plan qui doit être, à long terme, plus fructueux : celui d'une annexion de la Rhénanie. Il ne s'était pas

mêlé, apparemment, des agitations autonomistes de l'après-guerre. Mais il juge que le terrain est à présent favorable, s'il existe une volonté politique.

On ne date pas avec certitude ce tournant psychologique - qui remonte aux derniers mois de 1921 - et on n'aperçoit pas avec netteté tous ses motifs. Wendel ne paraît pas avoir eu de relations particulières avec le Comité de la Rive gauche du Rhin de Gabriel Bonvalot et Albert Mallez, où milite Maurice Barrès (38). Mais on observe que, dans le courant de 1922, les partisans de la force posent bien, dans les milieux où Wendel évolue, et au moins à partir de l'été, l'alternative en ces termes simples : Ruhr ou Rhénanie. Nalèche, ce très fidèle sismographe, observe que les militaires responsables sont chaudement partisans de l'entrée dans la Ruhr, et il attribue une grande importance dans leur conviction à l'influence de François-Marsal, qui fut "ministre des Finances" du G.Q.G. pendant la guerre, et qui est bien en cour à l'Elysée (39). Mais il relève aussi, et d'ailleurs avec faveur, qu'on rencontre souvent la thèse adverse, telle qu'il la recueille un peu plus tard, sous une forme élaborée, d'une personne "très au courant" qui rejoint tout-à fait Wendel (40).

Celui-ci est sensible aux informations qui lui viennent sur l'agitation renouvelée des autonomistes rhénans. Les renseignements qu'il a reçus personnellement de Rhénanie, notamment de son collaborateur Robert Pastor, qui gère les intérêts de la Maison en Allemagne, "sa voie ordinaire", comme il dit (41), lui font penser que le terrain est psychologiquement favorable. Que la France frappe un grand coup, qu'elle prenne directement, par exemple, en main les douanes, les téléphones, les chemins de fer en Rhénanie, qu'elle "y accentue sa prise de possession par des actes de souveraineté" au premier rang desquels la perception de l'impôt (42). Si elle sait ménager les sentiments

catholiques et jouer d'eux contre le protestantisme prussien, si elle sait ménager aussi "l'argent des contribuables" et donner l'impression que l'affaire est réglée et sa volonté immuable, alors l'annexion sans douleur est au bout du chemin. Quel bénéfice en face de la Ruhr, dont l'occupation n'aurait forcément "qu'un caractère temporaire" ! (43).

Il faut ajouter qu'à partir de 1922, une donnée technique importante à changé. Wendel estime désormais que les réserves charbonnières de la rive gauche peuvent suffire à satisfaire tous les besoins de la Lorraine : en particulier le bassin d'Aix-la-Chapelle, auquel appartient Frédéric-Henri, lié depuis longtemps aux Wendel par contrat, et qu'ils songent aujourd'hui à acheter, et celui de Krefeld, ce dernier à peine exploité encore (44). Les Allemands eux-mêmes pousseraient à cette localisation des achats (45). Ainsi s'est imposé le nouveau plan.

On pourrait objecter que si Wendel préfère désormais la Rhénanie à la Ruhr, l'essentiel demeure pour lui que l'une ou l'autre soit saisie et que soit agitée la force, autrement dit qu'il a pu contribuer à inspirer la ligne générale, sinon les péripéties de la tactique, en se rabattant sur la Ruhr comme un succès final de son influence : c'est donc ici le lieu de recenser quels furent, entre lui et les responsables, les rencontres et les échanges.

A bonne distance
des gouvernants. .

On observe bien que Wendel saisit, au cours de l'année, toutes les occasions qui se rencontrent d'exposer sa doctrine en haut lieu - mais aussi que ces occasions n'abondent pas. Le Maréchal Foch, de passage en Lorraine, au mois d'août, pour une commémoration, l'écoute

attentivement défendre sa thèse - mais sans beaucoup découvrir ses intentions (46). Aussi bien n'est-il pas du tout le maître du jeu. Du côté des membres du gouvernement, Wendel n'évoque aucune conversation avec Maginot, ministre de la guerre, dont un document allemand veut pourtant faire au même moment, sur la foi de renseignements fort incertains, le principal défenseur de l'entrée dans la Ruhr, parce que "probablement payé par l'industrie lourde" (47). Wendel trouve, en revanche, une oreille attentive chez Maunoury, ministre de l'Intérieur, au cours d'une unique rencontre, et moins occasionnellement chez Le Trocquer qui a défendu jusqu'ici la plupart des revendications des Forges. Mais tous ceux-là pèsent assez peu sur les grands choix : seul compte vraiment l'accès à Millerand - et plus encore à Poincaré.

Wendel auprès d'eux ne ménage pas sa peine. Il a vu Millerand dès le 22 décembre 1921, pour lui parler de la Rhénanie. Il s'agissait de contrer Briand. L'accueil tout-à-fait taciturne du président de la République l'a laissé très incertain, comme si souvent, sur l'effet de son plaidoyer (48). Il en reçoit nouvelle audience seulement un an plus tard, jour pour jour. "On le dit", écrit-il alors, "très féru de l'idée d'envahir la Ruhr et j'avais cru bon d'aller une deuxième fois lui développer ma thèse", - c'est-à-dire que mieux vaut diriger ailleurs la fermeté française. Il n'en obtient pas plus de précisions (49). Il semble bien pourtant que Millerand, selon d'autres témoignages, ait été durant l'été précédent tenté plutôt par la solution rhénane (50), mais il en est probablement revenu, en contre-temps donc par rapport aux visites de Wendel.

Ces deux rencontres, si même elles ne furent pas d'effet négligeable sur l'état d'esprit du Président de la République, ne suffisent donc sûrement pas pour qu'on écrive, comme font certains, que Millerand, parce que "ancien juriste du Comité des Forges" était "l'avocat des

maîtres de forges français au sein du gouvernement" (51). Préparé par son expérience à comprendre leur état d'esprit, la nature et les procédés de leurs revendications, assurément. Mais au-delà ?

Du côté de Poincaré, quoi qu'il en soit, la méfiance et la prudence sont beaucoup plus grandes encore. Dans une lettre à Loucheur, datée d'août 1922, Joseph Noulens, le ministre des Finances de 1914, déplore la légèreté de Poincaré, qui se refuse avant de prendre une décision grave comportant une incidence économique, à "consulter les hommes compétents". Et il précise : "Ni en Allemagne, ni en Angleterre, les gouvernements ne rougissent de consulter les grands hommes d'affaires de la Banque, du Commerce et de l'Industrie. On les croit, avec raison, capables de s'élever au niveau de l'intérêt général tout aussi bien que des avocats, des médecins ou des journalistes. M. Poincaré a tort de penser différemment" (52).

Peu importe ici comment on juge le blâme : le fait est indubitable (53).

Non que Wendel n'ait apporté son soutien à Poincaré. Quand il est reçu par lui, au Quai d'Orsay, plus de six mois après les débuts du gouvernement, c'est pour le féliciter de sa fermeté en face de l'Allemagne, "de n'avoir pas cru à l'emprunt des banquiers, pas plus qu'au paiement d'une indemnité par les Allemands, et de poursuivre la seule politique raisonnable, celle du Rhin". "Je lui ai dit", précise Wendel, "qu'il était bon qu'il sache qu'il y avait des gens qui le suivaient, le poussaient et que j'étais venu pour lui en donner l'assurance..."

Poincaré reçoit avec bonne grâce ce témoignage d'allégeance, mais il contredit les arguments de son visiteur quant aux avantages d'une politique de la Rive gauche : Poincaré, visiblement, est déjà persuadé, comme il l'expliquera encore en privé à la veille de l'entrée dans la

Ruhr, que "toute occupation de la Rive gauche du Rhin provoquera l'opposition des Anglais qui y verront / à vrai dire, dans l'optique Wendel, non sans raison / la préparation d'une entreprise territoriale..." (54). Poincaré choisit donc l'autre chemin, celui de la Ruhr.

Wendel découvre que le président du Conseil "y songe plus" qu'il n'aurait cru et il l'entend lui assurer que déjà "tout serait prêt à cet effet..." (55).

Wendel revoit Poincaré une seconde fois le 12^e juillet, en délégation de Lorraine, avec Marin, Warren et Désiré Ferry, pour une entrevue qui n'apporte guère de nouveau (56). Et il ne le rencontre plus en particulier jusqu'à l'entrée dans la Ruhr et n'a plus avec lui, semble-t-il, aucun contact, si ce n'est indirectement par le truchement de Marin : il envoie celui-ci expliquer au président, au moment des difficultés britanniques en Grèce au mois de septembre, à la suite de la victoire de Kustapha Kemal, qu'il faut profiter de l'occasion pour dire aux Anglais : "Cologne égale Constantinople..." (57). Mais Marin trouve un Poincaré "très fermé" qui accepte de négocier sur les affaires turques, sans rechercher un règlement d'ensemble des questions pendantes : "C'est navrant..." (58).

Bilan d'une influence.

On sent bien que cette recherche n'épuise pas la question de l'influence de tel ou tel métallurgiste français sur la politique étrangère de Poincaré. Leur monde avait ici si peu de cohérence ! Les désirs du Creusot, à supposer qu'ils aient été bien définis, restent obscurs, faute que les archives d'Eugène Schneider soient encore accessibles. On relève d'autre part avec intérêt qu'il reste

trace dans les papiers de Millerand d'une initiative de Camille Cavallier, de Pont-à-Mousson : il fournit, le 9 décembre, au Président de la République, des renseignements sur l'état d'esprit allemand, destinés à lui prouver que l'entrée dans la Ruhr s'impose. Millerand lui écrit la concordance de ses vues et le remercie de renforcer sa conviction ancienne que "seule une politique d'action énergique et rapide peut rendre fructueuses les négociations qui doivent nous conduire à recouvrer une part au moins de ce qui nous est dû" (59).

D'autres initiatives semblables furent prises peut-être. Elles durent être toujours individuelles et probablement disparates. Et il serait dangereux, dans l'état actuel des recherches, d'affirmer que la métallurgie du Centre put réagir dans tel sens (60), ou celle de l'Est dans telle direction, ni non plus que les intérêts divergents des uns et des autres aboutissaient forcément, par une logique obligée, à telle ou telle position. Une chose est certaine en tous cas : on peut exclure la thèse selon laquelle le Comité des Forges, puissance vague et supposée unie, aurait pesé notablement - autrement que par le strict énoncé des déficits en coke (61) - sur la décision politique finale. Quant à son président, François de Wendel, sa philosophie et sa ligne politique concordaient assurément avec celles du Président du Conseil, mais ses desseins immédiats divergeaient et son influence personnelle fut, en somme, négligeable.

N'est-ce pas d'ailleurs le lieu d'observer, en dernière pièce de poids pour ce dossier, qu'à l'autre bout de l'horizon politique, Léon Blum en était bien d'accord? Dix ans plus tard, en effet, il confiait à un visiteur sa conviction que les Wendel n'avaient en rien poussé à l'opération... (62)

SECTION 2 - L'Occupation (1923)

Aller jusqu'au bout.

L'histoire de l'attitude de Wendel durant les mois chauds de l'occupation de la Ruhr se comprend mieux à la lumière de ce qui précède.

Dès les premiers jours, le regret d'une action sur la rive gauche s'efface presque, dans son esprit, devant la satisfaction de la politique de force enfin décidée : Wendel est ici, assurément, à l'unisson de ses électeurs lorrains (1). Il va dire personnellement son approbation à Poincaré, le 31 janvier, et le supplier, l'affaire engagée, "de ne pas reculer". Il lui avait signalé les dangers de la Ruhr en juillet précédent et les motifs de ses préférences. Mais le choix fait, l'essentiel est de "tenir le coup" (2). Certes il regrette que les livraisons de coke allemand, tout à fait arrêtées, obligent à fermer l'un après l'autre les hauts fourneaux de la Maison - 3 sur 7 dans la vallée de la Fensch, et 3 sur 6 à Moyeuvre dès le 26 janvier, plusieurs autres bientôt. Mais le prix ne sera pas trop lourd si le succès est au bout de la route, si l'Allemagne est mise à genoux. Enfin exaucé, Wendel se montre, chose assez rare, tout à fait optimiste (3).

Ce qu'il déplore seulement, ce sont les insuffisances de l'exécution : il en reste ici strictement aux conceptions qu'il exposait dès le mois d'avril 1921, lors de ses espérances antérieures. Il faut savoir montrer sans pudeur sa force aux Allemands. A Langrogne, désigné pour se rendre à Essen et qui le consulte sur "la manière de procéder vis-à-vis des métallurgistes", Wendel recommande, dès le 5 janvier, de

"s'immiscer aussi peu que possible dans l'administration des affaires et de procéder le plus militairement possible, avec affiches claires et précises laissant entendre qu'aucune résistance ou grève ne sera tolérée". Et il explique : "Il n'y a qu'à procéder vis-à-vis des Allemands comme ils procédaient en région envahie, ils seront les premiers à trouver cela tout naturel" (4). Placé devant la résistance qui se manifeste dès les débuts, il juge qu'"elle vient de ce que, le premier jour, on a négocié avec les industriels au lieu de leur donner des ordres" (5). C'est "de Paris que vient le mal", car "personne ne sait ce qu'il veut et personne ne commande". D'où la "pagaille complète" que lui rapporte, le 29 janvier, son collègue Charnacé, du Comité des Forges : "L'opération militaire a été bien conduite par Degoutte, mais la mission Coste n'a fait qu'être bafouée". Tout cela faute à la fois d'une doctrine et d'une préparation technique sérieuse (6).

Et Wendel se plaint, comme si souvent auparavant, de n'avoir pas été davantage consulté ou utilisé. Le Comité des Forges a bien fourni quelques spécialistes à la mission dite MICUM - mais d'avis point. A ceux de ses collègues du Comité directeur de la SCOF, qui souhaiteraient une intervention officielle auprès des pouvoirs publics pour encourager à l'énergie, Wendel lui-même fait valoir d'imprudence d'une telle démarche ouverte dans le climat actuel. Poincaré ne vient-il pas de donner une interview à un journaliste américain, dans laquelle "il se déclare si peu ami du Comité des Forges qu'il a plaidé contre lui..." ? A la suite de quoi, d'après le compte-rendu de Cavalier, "tout le monde reconnaît que l'action du Comité des Forges serait plutôt fâcheuse et que l'on pourrait peut-être agir individuellement" (7).

Individuellement ? Wendel, pour sa part, n'est appelé qu'une seule fois à donner son avis. "Quand on pense", s'écrie-t-il, "que le seul rapport que j'ai eu avec l'Administration est une conférence au Comité

des Forges réunissant le Comité directeur de la SCOF et M. Guillaume, directeur des Mines, qui venait nous demander dans quelle mesure les usines pourraient stocker des suppléments de coke ! J'avais répondu que je ne pensais pas être embarrassé par eux, mais je ne pensais pas que mon ironie se révélerait aussi cruelle..." (8) : propos qui furent rapportés par la suite à Léon Blum(9). Le seul avantage que peuvent trouver les Wendel à n'avoir pas été consultés c'est celui d'avoir diminué d'autant, comme le dit Humbert publiquement quelques mois plus tard, la portée des accusations de connivence (10).

Février et mars n'apportent que des soucis supplémentaires. Non seulement il faut arrêter de nouveaux fourneaux, car il n'arrive à Hayange qu'un seul wagon de coke allemand (11), mais une grève éclate au début de février dans les houillères de Petite Rosselle, en même temps que dans le Nord et le Pas-de-Calais, et à la suite de celle qui a commencé dans les mines "fiscales" de la Sarre, sous direction administrative française : le désir des pouvoirs publics que les négociations avec les syndicats soient menées ici et là en concordance les rend plus difficiles (12). La grève est complète à Petite Rosselle le 7 février et elle dure jusqu'au 6 avril. Des avantages consentis à temps aux ouvriers de la métallurgie ont permis que le mouvement ne s'y étende pas. Wendel estime à 10 ou 15 millions de francs la perte subie par la Maison (13), qui s'ajoute à celle considérable causée par le manque de coke (14).

D'autre part Wendel accuse les Charbonnages français de profiter de la situation, à partir du début de février, pour ne pas livrer le combustible promis par contrat, et revendre avec prime aux fondeurs et à la petite métallurgie les quantités retenues : "Ces messieurs ont vraiment une mentalité invraisemblable !" (15). Le 5 mars, il fait arrêter deux fourneaux supplémentaires et il n'en reste plus à feu que 6 sur 18 (16).

Or c'est le moment que choisit Wendel pour faire dire à Millerand par l'intermédiaire d'un membre de son cabinet qu'il faut durcir la pression militaire dans la Ruhr et y proclamer l'état de siège: "C'est procéder de façon un peu simpliste que de dire que l'Allemand s'incline toujours devant la force. La vérité c'est qu'il s'incline devant la force lorsque celle-ci s'exerce en vertu d'une prescription qui a force de loi (...) Dès que nous aurons proclamé l'état de siège, c'est-à-dire un régime qui a pour conséquence de placer toute la vie du pays sous l'autorité militaire, en donnant à celle-ci les pouvoirs que comporte un pareil régime, nous verrons très rapidement se modifier la mentalité des gens qui nous bravent aujourd'hui..." (17).

Une démission d'Eugène Schneider
mal comprise.

On a pourtant écrit que devant les difficultés et les pertes imprévues subies, la métallurgie française s'était ralliée peu à peu vers cette époque à l'idée d'une politique de douceur. Et on a même avancé que la démission d'Eugène Schneider, quittant la présidence d'honneur du Comité des Forges, en avril, signifiait un succès des Wendel préconisant l'entente contre le Creusot plus dur. C'est l'interprétation de l'Humanité, dès le moment même, sous la plume de Jacques Sadoul : "De Wendel", écrit-il, " ne poursuit guère d'autre but que d'imposer par la pression de l'Etat, à ses clients et fournisseurs, une convention plus avantageuse que celle que lui a assurée un contrat librement décidé. Mais en fin de compte, il recherche une association avec eux. Il est donc intéressé à leur prospérité. Schneider, quant à lui, verrait sans déplaisir la diminution du prix du coke, mais pour lui l'essentiel est ailleurs : il veut d'abord affaiblir autant que possible les métallurgistes allemands afin d'avoir les mains libres

en Europe Centrale" (18). Cette analyse, à laquelle les journaux anglais font dès l'époque allusion (19) a été reprise depuis lors, notamment par Jean-Claude Favez (20), et de façon plus vague par Ludwig Zimmermann (21).

Que le geste soit important, fasse du bruit dans le monde des affaires, nul doute : Schneider ne décide-t-il pas de quitter même la Commission de direction, avec les deux autres représentants de sa Maison, son fils Jean et Aubrun, directeur général ? La psychologie d'Eugène Schneider est compliquée et l'âge accentue les bizarreries de son caractère difficile (22). Les supputations les plus diverses courent à Paris - et la décision aujourd'hui encore n'est pas claire.

Quand il reçoit la lettre de démission de son grand rival, associé et confrère, Wendel est aussi surpris qu'il est mécontent : "Je n'avais pas compris", écrit-il, "qu'à 50 ans, il se fît "empailler". Mais puisque c'était fait, il n'avait qu'à rester tel (...) Cet être atrabilaire est vraiment odieux..." (23). Wendel donne à Schneider une réponse sèche et étonnée (24).

Puis le rencontrant quelques jours plus tard, après le Conseil de Knutange, il tâche d'en comprendre les motifs mais n'en reçoit aucune précision qui l'éclaire, sinon que l'autre n'aurait rien contre lui, le désaccord étant "du côté de Pinot" (25). Wendel se contente alors de répliquer que "si l'hostilité du Creusot rend la situation intenable", il "ne conservera pas la Présidence" : "si le Comité des Forges saute, il sera bien entendu que cela aura été le fait du Creusot..." (26). Et, annonçant la nouvelle à ses collègues de la Commission de direction, le 19 avril, il rapporte seulement que Schneider lui a donné comme raison "son désaccord avec la politique générale" de la rue de Madrid (27).

Peu de temps après, en conséquence de l'incident, Wendel abandonne son siège d'administrateur de Knutange. La présence d'Humbert suffira largement. "Le Creusot a trop nettement marqué (...) qu'il entendait avoir la direction /de l'affaire/ pour que, par notre double présence, nous prenions vis-à-vis du public des responsabilités qui ne nous incombent pas" (28).

C'est au début de mai seulement, à la suite de conversations avec Pinot et Théodore Laurent, et au moment où la décision de Schneider est rendue publique (29), que Wendel croit lui trouver une explication - sans qu'il en paraisse lui-même au surplus tout à fait satisfait. Pinot lui explique - mais son antagonisme avec Schneider ne le pousse sûrement pas à la bienveillance - que "la véritable raison de la démission serait le désir d'avoir des commandes, et l'on aurait donné pour cela un coup de barre à gauche" (30), et Laurent surenchérit, "frappé de l'influence de l'équipe politique qui soutient les offres Schneider au Ministère de la Marine" (31).

Il faudrait donc voir là, si l'on en croit Laurent et Pinot, un épisode essentiellement lié à des rivalités d'intérêts particuliers à l'intérieur. Un article de l'Usine, peut-être inspiré par Pinot lui-même, soutient d'ailleurs cette thèse contre les interprétations de la presse de gauche (32). La démission n'aurait aucun lien proche avec l'affaire de la Ruhr (33).

Tout au plus peut-on trouver celui-ci indirect : Wendel soupçonne le Creusot de le faire attaquer dans la presse comme trop mou en face de l'Allemagne et il lui en fait le reproche : "J'ai /dit/ à Aubrun que si une certaine presse continuait à m'attaquer et à me présenter comme partisan d'une politique d'entente avec les Allemands, je ne me laisserais pas faire et serais amené à des déclarations publiques qui ne plairaient peut-être pas à tout le monde..." (34). On est

conduit ainsi, comme on voit, aux antipodes de l'interprétation de Favez (35).

Il demeure certain en revanche que la rue de Madrid a subi un ébranlement grave (36), que les rumeurs se sont vite chargées d'amplifier - ne dit-on pas, au début de juin, que Wendel désavoué par les siens abandonnerait sa charge à Théodore Laurent? (37) - et l'influence du Comité et de son Président n'a pu que s'en trouver pour un temps diminuée.

Contre une transaction

On a voulu voir aussi dans le grand discours prononcé par Humbert de Wendel, le 2 juin, devant Millerand et Poincaré, à la Chambre de Commerce de Metz, une autre preuve de revirement (38). Mais le texte, bien considéré, ne permet pas cette interprétation. S'il est vrai qu'Humbert souhaite "le rétablissement des relations directes entre les industries de l'Est de la France et celles de la Westphalie", et "l'échange des ressources naturelles des deux bassins", c'est dans le cadre strict du Traité de Versailles et "sans qu'il soit dérogé aux modalités de règlement actuellement en vigueur pour les livraisons de combustibles aux titre des réparation". Et le ton général du discours reste tout à fait belliciste : la France mène une guerre nouvelle que ses ennemis lui ont déclaré. Dans ces conditions "l'industrie de l'Est" a considéré que son devoir était de tenir jusqu'à la limite de ses forces et elle a conservé, malgré ses épreuves, une foi inébranlable dans le succès final". Ce que réclame l'orateur est donc assez clair : des accords comme suite à une victoire, naturellement, mais comme substitut à elle, sûrement pas...(39).

Au surplus, les autres prises de positions publiques, officieuses

ou privées des deux frères au même moment le confirment : le discours d'Humbert, un peu antérieur, devant les anciens élèves de Centrale, à la même Chambre de Commerce de Metz (40), l'allocution de François, le 10 juin, devant l'A.M.C. de Briey (41), et surtout son toast au Banquet du Comité des Forges, le 17 mai, d'autant moins enveloppé celui-ci qu'il est destiné aux seuls confrères et aux ministres présents, Dior et Le Trocquer, et que le texte n'en est pas donné à la presse (42).

Après avoir répété que le Comité des Forges n'est pour rien dans la lutte engagée, mais qu'il l'approuve unanimement, Wendel tire la "moralité" de l'événement dans les termes suivants : puisque, de plus en plus, "s'affirme la dépendance de notre métallurgie - de celle de l'Est en particulier - à l'égard du bassin rhénan westphalien en ce qui concerne nos approvisionnements en combustibles (...) il faut que la France sache de toutes façons qu'elle pourra compter indéfiniment non seulement sur les charbons de la Sarre qui, malgré les efforts faits, ne se révèlent guère plus cokéfiabiles que par le passé, mais aussi sur ceux de la rive gauche du Rhin, qu'elle pourra en user à volonté et en interdire, s'il le faut, l'exportation sur la rive droite, enfin que, dans une mesure à déterminer, les houillères de la rive droite seront appelées à compléter ce que la rive gauche ne pourrait leur donner". En d'autres termes, il ne faut pas que le gouvernement "laisse se régler la question posée par notre entrée dans la Ruhr, sans avoir comblé, en ce qui concerne nos approvisionnements en combustibles, les lacunes que les erreurs répandues en 1918 et 1919 ont fait se glisser dans la rédaction du Traité de Versailles".

Définissant deux voies possibles, Wendel ne cache pas sa préférence. Certains peuvent espérer encore "que la situation se règle par voie de négociations et que le miracle se produise d'une conférence donnant des résultats" (43). Mais il ajoute aussitôt que "beaucoup envisagent, de part et d'autre, comme la seule solution possible entre

deux adversaires dont l'un ne peut guère avancer et dont l'autre ne saurait reculer, que la France affirme purement et simplement sa volonté et non contente d'occuper les pays détenus en gage s'y installe, y perçoit les impôts, en un mot y gouverne jusqu'au jour où l'Allemagne aura payé..." (44).

Telle est la politique Wendel : elle ne changera pas. Et s'il faut une dernière confirmation, montrant qu'il défend bien les mêmes thèses en privé, on la trouve dans une conversation du 23 juin avec Nalèche que consigne celui-ci : comme il rapporte à Wendel des bruits selon lesquels l'Allemagne "serait tout à fait à quia", sur le point de céder, et paierait désormais sagement, il s'attire cette vive réplique : "Tout cela, c'est des blagues. L'Allemagne ne veut pas payer et ne paiera pas. Si l'on se laisse aller à des promesses, si on croit à des réparations, on sera perdu..." Et comme Nalèche lui parle de la gravité des rancœurs qui se développent en Angleterre contre la politique française et lui dit leurs dangers, il s'entend répondre, sans s'en trouver convaincu, que "l'Angleterre ne tir/e/ que des avantages de la Ruhr", qu'elle n'aurait pas un chômeur de moins si on l'évacuait et si les échanges reprenaient que "seule la Russie /peut/ paralyser ses affaires, mais l'Allemagne pas du tout" (45).

Vers le succès :
préparer la suite.

Aussi bien la situation s'améliore-t-elle lentement. Le coke allemand commence d'arriver peu à peu. Dès le 23 mars un haut fourneau est rallumé à Hayange (46), au début de mai, 13 fonctionnent (47), et 14 en juin (48). Un peu plus tard un grand événement parlementaire vient réjouir le cœur de Wendel et le persuader qu'il a choisi la

bonne voie. Poincaré, le 15 juin, met les radicaux en demeure de choisir entre leur maintien dans la majorité et leur stratégie électorale d'alliance sur leur gauche : il les rejette ainsi dans l'opposition (49). Wendel juge alors Poincaré "merveilleux de précision et de clarté" et il constate que "le Bloc national se voit pour la première fois appelé à se grouper autour d'un chef". Est-ce parce que Poincaré "a été très impressionné du succès"national" que lui ont fait les populations des départements qu'il vient de visiter avec Millerand ? Est-ce parce qu'il a cru comprendre "que les élections se feraient sur la question de la Ruhr et non sur quelque question de politique intérieure chère à la radicaillie"? Quoi qu'il en soit de ses motivations, alleluiah ! Les ambitions de Tardieu et de Mandel ne peuvent plus désormais attendre aucun soutien de Wendel. Il faut être derrière Poincaré ! (50)

Après cet événement, tous les espoirs redeviennent légitimes. Le gouvernement ne doit pas perdre son temps à vouloir faire marcher la Ruhr à la place des Allemands, comme on y travaille en juillet (51). Le 19 juillet, la Commission de direction du Comité des Forges, sous la présidence de Wendel et sous son impulsion, manifeste son hostilité à cette idée (52) : les Débats s'en prennent à elle depuis plusieurs mois (53). "Que l'on restaure d'abord dans la Ruhr le respect de l'autorité française, le reste ira tout seul ! " (54)

On observe d'ailleurs qu'une telle ligne aurait pour les Wendel l'avantage annexe, et plus personnel, de faire écarter définitivement les projets agités au même moment par le gouvernement et que l'effort de remise en marche peut paraître préfigurer : Sergent, président de la B.U.P., explique en effet à Humbert qu'on songe à créer trois grands consortiums interalliés pour exploiter les gages - consortium charbonnier, consortium des chemins de fer et consortium forestier.

L'Angleterre présiderait le premier, la France le second et la Belgique le troisième. Humbert s'écrie alors qu'avec de nombreux collègues, la Maison envisagerait "avec défaveur toute solution qui aboutirait à laisser entre les mains d'un organisme plus ou moins officiel l'approvisionnement exclusif des usines". Puissant motif supplémentaire de souhaiter autant que jamais qu'on "sépare la question des réparations de celle de l'approvisionnement " (55).

De la même façon on constate que François repousse catégoriquement un projet élaboré fin juillet par Pinot qui prévoit, outre l'installation durable dans la Ruhr, la création d'une société privée et monopolistique d'exportation du coke avec un système de péréquation et de prime à l'exportation. Ce système serait "politiquement maladroit", donnant "l'impression au monde que le charbon et le fer sont dans une même main" et destiné à "inquiéter particulièrement l'Angleterre; il serait économiquement discutable, contribuant à faire vivre artificiellement les usines du Centre et du littoral..." (56).

Quant aux prétendues révélations de l'Humanité sur un accord secret "Krupp, de Wendel, Loucheur", elles sont naturellement de pure invention (57): à moins qu'une initiative imprudente de Robert Pastor, le représentant allemand des Wendel, initiative remontant à janvier et d'ailleurs immédiatement avortée, ait pu fournir occasion à la rumeur fantaisiste de s'enfler (58).

Wendel en revient donc, avec les adaptations nécessaires, à sa doctrine antérieure, et la développe à la ronde auprès de Charles Reibel, ministre des régions libérées, de Le Trocquer, de Louis Loucheur. Il faut une nouvelle négociation d'ensemble, politique, où la Ruhr servira de monnaie d'échange contre une acceptation par l'Allemagne et par l'Angleterre d'une installation définitive de la France en Rhénanie - "y compris les têtes de ponts nécessaires" sur la rive droite, une

quatrième s'ajoutant, à Duisbourg, aux trois qui existent déjà, et couvrant quelques charbonnages supplémentaires. Aucun coke provenant de cette région ne pourrait au surplus être vendu en Allemagne non occupée...(59). Auprès de Bunau-Varilla, le puissant directeur du Matin qui l'a invité pour parler de l'Allemagne, Wendel développe les mêmes idées "en faisant ressortir combien elles sont plus politiques qu'économiques", et il les juge bien accueillies (60). Pastor ne confirme-t-il pas aux Wendel, fin juillet, que "les Allemands au bord du Rhin sont prêts à tout accepter pourvu qu'on en finisse..." (61) ?

Après la fin de la résistance
passive : nouvelles querelles de
doctrine rue de Madrid.

Le 24 septembre 1923, Stresemann, nouveau Chancelier allemand, annonce la fin de la résistance passive. Mais Wendel n'est pas d'avantage consulté que précédemment, sinon indirectement et dans le cadre d'une enquête générale par Fighiera, de la direction des affaires commerciales et industrielles du ministère du Commerce : procédure qu'il juge "ridicule et indigne de lui et du Comité" (62). Il lui faut donc plusieurs semaines, comme à l'opinion publique en général, pour découvrir ce qu'aperçoivent dès l'instant quelques rares initiés (63) : c'est-à-dire que Poincaré ne va pas tenter de tirer tous les fruits possibles de sa victoire éclatante, qu'il se refuse à toute négociation bilatérale franco-allemande et cherche à retrouver pour une part la confiance des Anglais en renvoyant le règlement à une commission d'experts internationaux, donc aux calendes et à l'incertitude des aléatoires compromis.

Les métallurgistes, cependant, ont précisé leurs désirs pour le cas d'un remodelage du Traité de Versailles : les débats intérieurs du Comité des Forges sont intéressants, car ils confirment à la fois la continuité de vues de Wendel et les divisions des maîtres de forges sur tous les choix essentiels. Comme le constate justement Humbert, on ne peut pas parler d'une "politique de la métallurgie nettement décidée et unanimement poursuivie" et ceci l'empêche d'avoir une grande influence (64).

François tient pour son plan qu'il a fait chiffrer dès le mois d'août par son collaborateur Le Dieu de Ville : interdiction serait faite, l'idée s'en précise, aux Charbonnages situés à l'intérieur d'une ligne comprenant la rive gauche du Rhin et une tête de pont de 30 kms autour de Duisbourg, d'exporter du charbon et du coke en Allemagne non occupée. Le territoire ainsi défini fournirait, une fois satisfaite la consommation locale, un excédent de 6,5 à 8 millions de tonnes de coke, sans compter un tonnage important de charbons à coke. "Cet excédent ne pouvant franchir la frontière charbonnière ainsi imposée à l'Allemagne à l'intérieur du Reich, devrait tout naturellement tomber dans le disponible à l'usage de la consommation française et belge". On devrait d'autre part tirer la leçon des manquements antérieurs en décidant de ne plus faire un "bloc" du charbon des réparations, mais demander à chaque usine sa part proportionnelle, celle-ci recevant une fois cette part livrée, et seulement alors, les licences nécessaires pour exporter librement en France (65).

Or on constate que Pinot - avec qui Wendel a eu un nouvel accrochage significatif à ce propos en juillet (66) - continue de défendre le système des participations avec une Compagnie fermière unique franco-allemande des mines rhénanes. A une condition seulement, sur laquelle Pinot insiste dans une lettre à Seydoux : que ces participations soient

majoritaires, faute de quoi l'industrie française resterait dangereusement dépendante de l'adversaire (67).

La thèse de Pinot peut s'appuyer sur la constatation d'une bonne volonté nouvelle des interlocuteurs, qui a un motif très intéressé et très précis : le gouvernement allemand a pris des mesures pour réquisitionner l'or et les devises étrangères, et paraît vouloir les appliquer avec rigueur. Les industriels allemands craignent de se voir forcés à rentrer peu à peu leurs fonds flottants qui sont à l'étranger et souhaitent donc les investir au plus vite hors d'Allemagne et notamment en France : ils sont disposés à accorder la réciprocité... (68)

Au Comité des Forges, une majorité se dégage ainsi nettement en faveur des participations et, le 20 octobre, dans une rencontre officielle qui réunit, outre les deux Wendel et Pinot, Dreux, Théodore Laurent, Léon-Lévy, et plus officiellement le 29 octobre à la Commission de direction : Wendel n'est soutenu ce jour-là que par Achille-Fould. C'est ainsi qu'on prend le parti, après réflexion, de remettre au Président du Conseil une note qui présente les deux thèses côte à côte (69) : solution qui laisse à Poincaré plus de liberté encore que de coutume du côté du Comité des Forges (70).

Liberté favorisée au demeurant, d'autre part, par une autre dissension : celle qui oppose les Forges aux Houillères, Pinot à Peyerimhoff, "tous les deux fort ardents", selon un mot de Seydoux, "à défendre leur thèse respective" (71).

Dès juin 1923, Peyerimhoff soutenait auprès des pouvoirs publics (72) la doctrine que les participations devraient être minoritaires, en mettant en avant le danger de concurrence, "les conséquences que pourrait avoir pour l'industrie des cokeries et pour la défense nationale une prépondérance donnée aux cokes allemands par rapport aux cokes

français" (73). En décembre, il fait tâter les banquiers et industriels allemands par un émissaire (74). Mais il rencontre en même temps des visages peu souriants au Quai d'Orsay, en particulier chez Seydoux, convaincu que "cette combinaison, qui serait très favorable aux intérêts des participants, serait mauvaise au point de vue national et placerait petit à petit nos houillères sous la dépendance des houillères allemandes - nos participants dans ces houillères étant obligés de suivre la politique de la majorité et cette politique influant naturellement sur celle qu'ils suivront dans les mines françaises dont ils seront possesseurs" (75).

Lorsqu'on commence à sentir, au Comité des Houillères, que Peyerimhoff a mis trop de fougue à défendre sa thèse, qu'une lettre trop impérieuse adressée par lui à Poincaré, le 31 décembre, s'est trouvée fort mal reçue, Darcy, président du Comité, se hâte de venir chez Seydoux découvrir son secrétaire général, sans rien céder sur le fond du système, celui des participations minoritaires (76), mais en exprimant confidentiellement son espoir que les conversations avec les Allemands soient menées par "des gens plus rassis que M. de Peyerimhoff et M. Pinot" (77) Petit lâchage sans nul profit pour son auteur - mais bénéfique seulement pour la liberté de manoeuvre du Président du Conseil. Du côté des Houillères aussi le front industriel est décidément fort désuni.

Poincaré a les mains libres : recevant les bureaux des deux Comités des Forges et des Houillères le 29 décembre, comme pour les neutraliser l'un par l'autre, il accepte le principe de la cession à la France de charbonnages allemands représentant une production de 3,5 millions de tonnes avec participation française de 70 % au moins, mais rejette la décision ferme à plus tard, et affirme, en réponse à des allusions publiques de Paul Reynaud (78), que le "gouvernement n'autorisera avec les Allemands aucune tractation particulière qui n'entrerait pas dans la politique générale des réparations" (79).

Et le débat s'achève ainsi, du point de vue du Président du Comité des Forges, sur cette paradoxale situation : Poincaré aboutit finalement, sous l'impulsion directe de Jacques Seydoux (80), beaucoup plus près de Wendel que de Pinot - mais sans que ni Seydoux, ni même Wendel n'aient aperçu cette convergence.

Car une fois de plus on a assimilé Wendel à Pinot. Maroni, le chroniqueur financier des Débats, un homme faisant métier d'être bien informé de ces choses, n'expliquait-il pas déjà, plusieurs mois plus tôt, à son patron Nalèche, intrigué par des propos peu clairs de Wendel, que celui-ci aurait endossé "le fameux projet Pinot", souhaitant avec lui "abandonner la politique des réparations", pour "faire un cartel avec l'Allemagne" ? (81)

Seydoux lui-même, observant que la lettre du Comité des Forges qui présente la note bifrons est "signée par M. de Wendel", ne mentionne dans son analyse que la solution Pinot, l'attribuant ainsi indûment au premier (82). La visite qu'il en a reçue en octobre n'a donc servi de rien pour l'éclairer : il est vrai que sa méfiance se nourrit d'une rivalité personnelle aigüe avec Daniel Serruys, directeur des Accords commerciaux au ministère du Commerce. Seydoux ne fait-il pas savoir à Millerand, en novembre, qu'il craint beaucoup les intrigues de Serruys, et n'a aucune confiance en lui pour le règlement des questions industrielles, "le sachant l'homme des Wendel" ? (83).

Ainsi s'est épaissie l'ignorance mutuelle entre le diplomate et le maître de forges. S'il est vrai que la ligne adoptée pourrait apporter quelque satisfaction - toute provisoire - à Wendel, à condition que lui-même la discerne bien, elle ne prouve en rien que ses diverses interventions aient ici changé quelque chose : les politiques ayant rejoint tout à fait séparément et sans le savoir l'attitude que pour l'heure il préconisait.

Avances allemandes :
 méfiance toujours.

Et pourtant quand Wendel réfléchit sur les différends qui l'opposent à la majorité de ses confrères, à l'intérieur du Comité des Forges, il conclut volontiers qu'ils proviennent de sa situation d'homme politique parmi des industriels, appelé à raisonner à une autre hauteur, investi en somme, comme peuvent l'être ses répondants gouvernementaux, du sens de l'Etat (84).

C'est ainsi qu'il ne croit pas un instant, contrairement aux gens de la rue de Madrid, à la sincérité de la soumission de Stinnes, qui avait été le dernier grand magnat westphalien à refuser de s'incliner en octobre et qui accepte pourtant de se faire finalement, moyennant d'importants avantages financiers consentis par Berlin, le principal négociateur des accords de Dusseldorf, signés le 23 novembre avec la MICUM et promettant des livraisons importantes de charbon et de coke (85). "L'Allemagne gagne du temps : on verra dans quelque temps si Stinnes exécute les clauses du contrat qu'il a signé. Je ne le crois pas " (86).

Cette méfiance ne surprend pas - mais elle conduit Wendel plus loin encore, jusqu'à accueillir avec toute la suspicion possible l'action autonomiste rhénane qui se développe à partir de novembre autour de Conrad Adenauer, le bourgmestre de Cologne (87), et du banquier Louis Hagen, président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de la même ville. Pour Wendel, visiblement, Adenauer ne souhaite qu'énervier le séparatisme, se substituer à lui et gagner ainsi du temps en attendant des jours meilleurs. Sa bonne volonté même est suspecte aux yeux d'un observateur comme Wendel, persuadé - il l'a dit à Millerand fin octobre - qu'il est "relativement facile d'imposer la séparation du Reich aux Rhénans", mais qu'il n'y aura pas "une

séparation spontanée". Car "les raisons qui font désirer le séparatisme aux Rhénans sont trop égoïstes pour que la partie qui se respecte ose les avouer publiquement" (88).

Scepticisme qui trouve une occasion de se manifester quand la Banque de France est saisie pour avis du projet de Banque rhénane d'émission, le 20 novembre 1923 (89). Le gouverneur Robineau est favorable au projet : Wendel l'attaque (90). Il considère, explique-t-il, "contrairement à ce qui est peut-être l'intérêt de la Banque de France" que la bonne solution sera l'introduction directe du franc en Rhénanie. Signe d'une volonté politique, et d'une ~~une~~ méfiance à l'égard des initiateurs du projet : celui-ci sent le soufre. Il est assez de constater "la présence de Hagen, l'homme d'Adenauer, à la base de la combinaison" (91). Au cours d'une brève visite en Westphalie du 16 au 18 décembre 1923, Wendel ne constate-t-il pas que déjà "on utilise directement le franc pour beaucoup d'objets" (92) ? Il n'est que de continuer dans la même voie (93).

Les négociations avortées
de février 1924.

Dernier signe : Wendel considère avec beaucoup de réticence les contacts pris à Paris par Pinot, le Comité des Forges et le Quai d'Orsay avec les représentants de Stinnes pour d'éventuels accords commerciaux à long terme.

Il s'agit de l'entrevue organisée par Piérard, délégué du Comptoir sidérurgique de France dans la Ruhr, le 11 février 1924, entre Pinot et Oberheid, l'homme de confiance de Stinnes (94), celle du lendemain

qui amène les mêmes chez Seydoux (95) et enfin une troisième rencontre rue de Madrid, le 5 mars, réunissant Oberheid, Pinot et Léon-Lévy. Il est vrai que les propos tenus restent vagues et que, dans le procès-verbal établi rue de Madrid, les Français ne paraissent pas aussi bien disposés que dans le compte-rendu allemand qui seul les montre assez désireux d'arriver à un accord industriel pour envisager de payer un prix politique important, et de consentir des concessions jusques en Rhénanie (96). Mais même placé en face du seul récit de source française, Wendel ne cache pas son mécontentement que Pinot ait pu envisager, dans les circonstances actuelles, aussi prudemment que ce soit et en gardant soigneusement le contact avec le Quai d'Orsay, des accords commerciaux à long terme, une entente sur les rails reprenant l'IRMA d'avant guerre, et des participations (97). Ici encore Wendel est beaucoup plus proche que Pinot de la politique du ministère des Affaires Etrangères, autrement dit de Seydoux aux Relations commerciales : "Aucun contrat ne / peut / être passé dans la forme indiquée avant que les gouvernements français et allemands ne / puissent / arriver à un accord..." (98).

Il faut bien dire pourtant que Wendel ne paraît pas attacher à ces contacts, hormis cette irritation de surface d'être une fois de plus désobéi, une importance considérable - puisqu'il ne les mentionne même pas dans ses Cahiers.

N'est-ce pas qu'il apparaît bien dès les mois de février et de mars que l'autonomisme rhénan, comme objectif politique possible, est déjà moribond, que l'avenir de la politique allemande va se jouer sur d'autres théâtres que l'industriel : les élections françaises de mai et le champ de bataille financier ?

Le 29 décembre, les Wendel ont pris pour la Maison une grande décision qui est "un grand acte de foi dans l'avenir" : ils ont

investi près de 100 millions de francs dans la mine de Frédéric-Henri, qui, située sur le bassin charbonnier de Mörs prolongeant à l'Ouest le bassin de la Ruhr, est un des plus importants sièges de la rive gauche du Rhin (99) et dont ils ont pu, depuis des années, apprécier la qualité (100). François commente ce choix (qui est aussi une très bonne affaire, si l'on en croit Cavalier (101), et qui permettra désormais à la Maison de couvrir 80 % de ses besoins en coke), dans les termes suivants : "Il est évident que nous ne risquerions pas /pareille somme/ dans cette affaire si nous n'espérions pas voir le drapeau français flotter longtemps encore sur la rive gauche du Rhin. Nous aurons fait, en tout cas, ce que nous pouvions pour l'y faire flotter..." (102).

IIIe PARTIE

LE MUR D'ARGENT (1924-1925)

CHAPITRE I

LE TOURNANT DE 1924
ET LA BATAILLE DE MARS

CHAPITRE I

LE TOURNANT DE 1924 ET LA BATAILLE DE MARS

SECTION 1 - Wendel et les Régents

La surprise de 1924

Il existe, dans la trajectoire de François de Wendel, une surprise de l'année 1924.

Cette année-là voit passer au second plan, dans la politique étrangère de la France, une fois close sans éclat l'opération de la Ruhr, les questions métallurgiques. Quand elles étaient au premier rang de l'actualité, elles ne lui ont pas permis, malgré les mythes, un rôle très considérable : que sera-ce désormais !

Cette année-là voit la fin de la Chambre Bleu horizon, remplacée, après les élections du 11 mai, par celle où domine le Cartel des gauches. Quand ses amis étaient en force, Wendel n'avait pas pris, au Palais-Bourbon, l'autorité qu'il aurait pu espérer : que sera-ce désormais !

Or voici qu'à l'encontre d'une logique trop simple, 1924 lui apporte un essor soudain, inattendu, de son influence - qui, à partir d'alors seulement va compter dans l'histoire du pays. C'est une surprenante aventure : à élucider.

Signe minime d'apparence, mais qui rétrospectivement semble avant-coureur, Wendel est désigné par son groupe membre d'une grande commission, celle qu'il souhaitait depuis longtemps, celle des Affaires étrangères. Il y avait été en vain candidat en janvier 1923 (1) : quand la mort de Maurice Barrès, le 5 décembre suivant, y laisse un siège vide, il demande à l'y remplacer au nom des droites et aussi de la Lorraine : il est choisi cette fois sans concurrent (2).

La simple ancienneté - dix ans de mandat déjà - peut-elle expliquer seule ce succès ?

Le financement de la campagne électorale.

On observe au même moment qu'à l'approche des élections, très redoutées des modérés, Wendel est appelé à participer de près aux préparatifs. L'Entente manque de leader pour affronter la bataille, puisque son président, François Arago, est déconsidéré par un scandale fiscal (3). Wendel profite de cette vacuité, - et c'est d'abord naturellement aux aspects financiers de la campagne qu'on le prie de s'intéresser.

Il connaît mal encore la personnalité d'Ernest Billiet, qui, à la tête de l'Union des Intérêts économiques, est le grand collecteur et dispensateur des fonds électoraux, qui a su le premier en 1919 proposer - et largement réussir - l'unité des efforts matériels qu'industriels et commerçants, petits et grands, acceptaient de consentir pour la défense du libéralisme économique (4). Robert Pinot contribue, en organisant plusieurs rencontres (5), à persuader Wendel que l'homme et son organisation sont fiables, que les milieux d'affaires, que le Comité

des Forges en particulier, peuvent agir à coup sûr et discrètement à travers eux. Moyennant qu'il soit bien entendu que "l'axe de la majorité ne sera point modifié", et que "la coalition doit se refaire sur les bases, très larges d'ailleurs, du 16 novembre 1919" (6), Wendel donne alors sans ambages à Billiet son appui de député et d'industriel, il assiste ostensiblement, en très bonne place, au grand banquet de 1200 couverts organisé à Luna-Park, par l'U.I.E.. Billiet réussit à y faire venir Poincaré, et il obtient de lui un discours assez chaleureux : le Président y fait applaudir l'affirmation que "de tout temps, la guerre des classes est génératrice de désordre et de décomposition, et qu'en ce moment surtout elle serait un crime de lèse-patrie" (7). Wendel s'en trouve fort satisfait (8).

Désormais, il travaille pour Billiet et veille à ce que les fonds ne s'éparpillent pas ailleurs. C'est ainsi qu'en février 1924, il va faire la leçon à Peyerimhoff sur l'utilisation idoine de la Caisse des Houillères. La "Maison" en est, pour ses mines de Petite-Rosselle et de Crespin, un gros cotisant, ce qui, juge Wendel, lui donne droit de dire son mot. A Peyerimhoff il explique que "l'argent versé est destiné à l'U.I.E. et, par l'intermédiaire de celle-ci, aux listes : il ne s'agit pas d'un fonds de presse", puisque "à Paris surtout les versements à la presse n'offrent aucun intérêt politique..." (9). A en croire Peyerimhoff lui-même, dans sa déposition à la Commission d'enquête de 1924 sur les fonds électoraux, c'est une prescription qui n'a pas été strictement observée (10).

Mais à vrai dire, tout cela, pour Wendel, n'est que hors-d'oeuvre : c'est par le détour de la Banque de France que les circonstances lui fournissent soudain le moyen d'un rôle nouveau.

L'équilibre des pouvoirs à la Banque de France

On se souvient qu'au cours de la Grande Guerre, si attentif qu'il ait été aux activités de la Banque, il avait dû constater que le Conseil de Régence, et surtout ses membres non banquiers, étaient traités comme la cinquième roue du carrosse, que la fonction lui était un honneur appréciable, non pas un vrai moyen d'action.

Le changement survenu au gouvernement de la Banque, avec le départ de Pallain, à la fin d'août 1920, a réalisé la première condition indispensable d'une évolution. Son ascendant et sa compétence, appuyés sur vingt-trois ans consécutifs de fonction, lui assuraient toute l'autorité. Wendel a donc salué avec satisfaction ce départ et le choix du successeur, Georges Robineau, inspecteur général et directeur de l'Escompte à la Banque où il a fait toute sa carrière, premier gouverneur qui soit choisi parmi le personnel de la maison. Il a su acquérir une très bonne presse dans le monde de la finance et en particulier se faire une réputation auprès des régents (11). Wendel estime que Robineau est "l'homme qui connaît le mieux le papier français" et qu'"il a des vues très larges en économie politique". Peut-être lui sait-il gré d'être Lorrain et l'ancien camarade de Poincaré, au Lycée de Bar-le-duc, descendant même, dit-on, d'un frère de Jeanne d'Arc ! (12).

Wendel s'inquiète seulement de savoir si "son passé d'employé à la Banque - 33 ans consacrés à la même besogne - lui aura laissé la force de résistance que le Gouverneur de la Banque doit savoir opposer au Gouvernement dans certaines circonstances " (12bis). Au cours des séances suivantes, l'attitude de Robineau a renforcé cette inquiétude, notamment à l'occasion de l'affaire de la Banque Industrielle de Chine. "Il était", écrit un auteur qui l'avait bien connu, "hésitant et autoritaire.

On a dit qu'il manquait de caractère. En fait, comme beaucoup de personnes, il sut en avoir à certains moments et il en manqua à d'autres"(13). Nul doute aussi que sa compétence exceptionnelle sur les problèmes du crédit qu'il avait eu à traiter toute sa vie s'alliait chez lui avec un faible intérêt pour l'administration interne de la Banque et de grandes ignorances sur la gestion économique et financière générale (14). L'entregent de son secrétaire général, Albert aupetit, dépassant largement l'influence ordinaire de sa fonction, n'y pouvait tout-à fait remédier.

Mais ces circonstances étaient propres précisément à redonner au Conseil de Régence une latitude d'action qu'il n'avait de longue date plus connue. Les statuts de la Banque la lui offraient large, et en particulier la loi du 22 avril 1806 qui créait une dualité de pouvoirs, exigeait sur toutes choses importantes l'accord du gouverneur et du Conseil - mais ne prévoyait rien pour les départager en cas de conflit. L'histoire avait peu à peu fait pencher la balance en faveur du gouverneur. Mais les textes permettaient aux régents de reprendre à tout moment l'intégralité de leur pouvoir (15). Encore fallait-il qu'ils le voulussent.

Les trois censeurs assistant au Conseil, Camille Poulenc, Georges Pascalis et Charles Petit, y ont seulement, d'après les statuts, un droit d'observation (16). Des quinze sièges de régents, trois vont traditionnellement à des trésoriers-payeurs-généraux - en 1924 ce sont Henri Blondel, Charles Bourgis et Maurice Montigny - que ni leur formation ni leur état d'esprit de fonctionnaires zélés ne conduisent à beaucoup d'initiative. Emile Pluchet, qui représente les agriculteurs, semble assez pâle. Les onze autres sièges se répartissent, selon les vœux des fondateurs, entre les représentants de la Haute Banque et ceux de l'industrie.

Dans ce dernier groupe, Wendel n'a pas d'amitié intime sur quoi s'appuyer, mais il ne rencontre pas non plus de personnalité assez forte pour lui disputer la prééminence ou pour le freiner. Ni Jean Balsan, nouvel élu de 1923, ni Gabriel Cordier, électricien et électro-métallurgiste, successeur de Charles Laurent à la présidence de l'Union des Industries métallurgiques et minières, entré en 1921 (17), n'apportent un esprit très combatif ni une compétence financière écrasante. René Laederich, qui a été intronisé en même temps que Wendel, et qui représente les industries textiles, semble un plus fort caractère : il est prêt à soutenir Wendel dans ses efforts pour rendre son poids au Conseil.

Au demeurant, parmi ceux-là, Wendel est le seul qui dispose d'une tribune extérieure, qui ait un poids en dehors de son milieu et de la Banque, à un moment où l'âge venant - dans un petit monde où l'autorité l'exige spécialement - la disparition des plus anciens lui permet d'en tirer tout le bénéfice.

Dans le même temps paraît s'atténuer la distance qui séparait sous Pallain, - il en jouait pour mieux régner - les régents industriels de leurs collègues banquiers. En mai 1920 a disparu le baron Rodolphe Hottinguer, doyen du Conseil, qui avait acquis au cours de 50 ans de régence - il avait occupé son fauteuil à la fin du Second Empire - une autorité sans partage, "chef indiscuté de la Banque protestante et même de toute la Haute Banque" (18). Pallain le ménageait beaucoup et son prestige contribuait à rejeter les industriels au second plan. Son successeur, Félix Vernes, fait figure de jeune collègue, ouvert d'ailleurs aux courants nouveaux et désireux de ne pas se borner à un rôle de figuration : ses rapports sont faciles avec Wendel.

Ni Ernest Mallet, ni le baron Davillier, chefs des établissements qui portent leur nom, ni même le nouveau doyen, le baron de Neuflize,

n'ont une personnalité qui soit à la mesure du disparu. Georges Heine et Stéphane Dervillé, seuls représentants des banques d'affaires - la Banque de l'Union Parisienne pour le premier, la banque de Paris et des Pays-Bas pour le second - sont, comme tels, placés un peu à part par les autres et parfois regardés avec méfiance.

Edouard de Rothschild, du même coup, bien qu'il ne possède pas l'autorité du patriarche disparu, devient figure de proue. Or il se trouve qu'entre Wendel et lui s'est tissée peu à peu, surtout pendant la guerre et les semaines de Bordeaux, une amitié confiante. Devant Rothschild seulement et sa compétence, devant l'équipe aussi de spécialistes qui l'entoure, Wendel paraît éprouver encore quelque timidité intellectuelle et la crainte d'un désaccord, - sentiment qui mettra plusieurs années à s'estomper. En 1920 encore, il recherche volontiers auprès de Rothschild des interprétations et presque des leçons sur la matière financière (19). A partir de 1925 seulement, il trouvera, comme on verra, sa pleine autonomie de pensée.

Cette amitié est importante, parce qu'elle aboutit à créer dans le Conseil d'autres clivages que celui traditionnel des deux groupes, le bancaire et l'industriel, à compliquer le jeu des forces, partant à rendre plus difficile les manoeuvres du gouvernement de la Banque, affaibli lui-même depuis le départ de Pallain. C'est ainsi que les deux volontés associées de Wendel et de Rothschild peuvent compter désormais, en cas de conflit grave qui dépasse les difficultés quotidiennes, et touche à la politique générale.

Le consensus financier

(1919- 1923)

Or ce n'est pas, ici encore, avant 1924 que les circonstances viennent offrir son essor à ce pouvoir neuf peu à peu préparé.

Durant les cinq premières années de l'après-guerre, en effet, le consensus est à peu près général dans les milieux politiques et financiers sur la politique monétaire nécessaire. Les désaccords de hasard sur telle ou telle pratique de détail, au fil des mois, n'entament pas cette donnée de base. Tous et Wendel sont d'accord, dans la ligne de la convention passée entre la Banque et l'Etat, le 14 avril 1920, et approuvée par la loi du 22 avril suivant. Le Trésor devra rembourser progressivement à l'Institut d'émission, par tranches minimales de 2 milliards annuels, et grâce à une série d'emprunts à formules diverses, les 27 milliards d'avances consentis pendant et depuis la guerre pour faire face aux nécessités patriotiques exceptionnelles (20). Ce remboursement est une panacée. Il doit arrêter la dépréciation du franc et le ramener peu à peu à sa valeur-or de 1914.

Vain espoir, assurément, mais dont la vanité ne pouvait commencer de se révéler, étant donné la force des idées reçues et des vieilles habitudes de pensée, qu'à l'occasion d'une grande crise des changes. Tous les observateurs ont les yeux fixés sur le niveau du franc par rapport à la livre, tel que défini sur le marché des devises. Loin de se redresser, certes, le franc s'érode - mais assez lentement pour ne pas déraciner encore la doctrine partout admise, assez irrégulièrement aussi: après la forte hausse de la livre en 1919 et au premier trimestre de 1920, elle reste à peu près stable d'août 1920 à la fin de 1922 (21). En 1923, la hausse reprend par paliers, très nette, après que le gouvernement a fait voter une loi réduisant "à titre exceptionnel"

de 2 milliards à un seul le remboursement annuel du Trésor à la Banque (22). L'occupation de la Ruhr provoque, en effet, à partir des derniers jours de décembre 1922, une brusque hausse des devises étrangères.

A ce moment, Wendel a une réaction intéressante, qui montre que les problèmes financiers et son action même de régent restatencore, pour lui, au second plan. Le 18 janvier 1923, Robineau lit au Conseil son projet de rapport à l'Assemblée générale où il insiste sur "le danger de l'inflation et les principes de la saine monnaie". Rothschild l'en approuve hautement, mais point Wendel : "J'ai été, je crois," écrit-il, "l'interprète de /la/ pensée de /beaucoup/ lorsque (...) j'ai dit que, si convaincu que je fusse des dangers de l'inflation et de ses conséquences pour le change, le moment paraissait mal choisi pour les faire ressortir. C'eût été bien il y a un mois, mais aujourd'hui nous sommes dans la Ruhr et virtuellement en état de guerre. Il y a gros à parier que d'ici à huit jours, au moment où paraîtra le rapport, le gouvernement nous demandera deux à trois milliards pour financer l'opération de la Ruhr, les charbons réquisitionnés, etc... Inutile de faire la panique en criant à ce moment que l'inflation c'est la catastrophe. Je suis prêt à donner ma démission de régent si le gouvernement demande des billets pour boucler son budget, je suis tout disposé en revanche à lui assurer la trésorerie immédiate nécessaire pour une opération militaire" (23). On modifiera donc le rapport dans ce sens (24).

Tel est encore, à ce moment, pour Wendel, l'ordre des priorités. Un an plus tard, tout est changé.

SECTION 2 - Mars 24

La crise de mars 1924
et l'or de la Banque de France

Au début de mars 1924, une grave bourrasque secoue le marché des changes. Le franc, qui donnait depuis plusieurs mois des signes de faiblesse, fléchit brusquement, et vient jeter le problème monétaire au premier plan des préoccupations politiques.

La lente dépréciation du franc par rapport à la livre et au dollar, en 1923, s'est accentuée à la mi-novembre, quand la spéculation a lancé une première offensive à la baisse. Début janvier, le bilan hebdomadaire de la Banque de France fait ressortir un accroissement considérable de la circulation. Les avances à l'Etat, dont le maximum légal vient d'être abaissé par la convention du 14 décembre 1923 jusqu'à 23.200 milliards, ne laissent plus disponible qu'une marge de 100 millions de francs. Les Chambres restant très réticentes devant tout impôt nouveau, les détenteurs de capitaux flottants trouvent de solides motifs d'escompter que la situation budgétaire entraînera une inflation monétaire rapide (a), ou bien la consolidation forcée des emprunts à court terme, ou encore conduira, dans une autre conjoncture politique, à un impôt sur le capital. Une grave crise de confiance paraît s'annoncer de toute façon, propre à prolonger en spirale infernale la dégradation de la monnaie (1). La spéculation, du même coup, joue la baisse de plus belle (2).

(a) - Pour les contemporains, le mot conserve encore son sens d'origine, celui d'augmentation de la circulation fiduciaire, sans désigner encore la hausse des prix qui est la conséquence ordinaire de cette augmentation. On conservera ici à ce terme la signification qui est la sienne dans les batailles financières des années 20.

Le 15 janvier 1924, la livre qui, le 30 décembre précédent, cotait encore 81.13, atteint, après des bonds successifs, un maximum de 94.81. La fin du mois amène bien un léger relâchement de la tension, mais février porte la livre pour la première fois au-delà de 100 francs. Le 27, elle est à 102.75, le 28 à 104.15, et le 4 mars à 106.53 (3).

En si pressante circonstance, le gouvernement Poincaré fait alors siennes les suggestions qui viennent d'un groupe de techniciens groupés autour de la Banque Lazard, notamment Raymond Philippe, associé, Maurice Bokanowski, rapporteur général du budget, Robert Wolff, banquier, son beau-frère, Maroni, rédacteur financier au Journal des Débats, proche des Lazard, et Octave Homberg, de la Société Générale.

"Napoléon faisait donner sa garde au moment décisif, pour gagner la bataille", écrit Homberg à Poincaré. "En matière de finances, il y a aussi des réserves qu'il serait absurde de considérer comme des fétiches et qu'il faut savoir engager au moment voulu. Nous sommes à ce moment psychologique. Il ne suffit pas de tenir, il faut contre-attaquer. Le moyen est là; en usera-t-on ? C'est une question d'heures"(4).

Dans une note adressée à la fois à Poincaré et à Millerand, le 1er et le 2 mars, Bokanowski est plus précis encore et dessine avec clarté le schéma de la contre-offensive qui va triompher : "Il faut," écrit-il, "si on décide une contre-offensive, pouvoir la mener de bout en bout, sans être contraint, en cours d'opération, ni à des reports de devises, ni à des rachats (...) Pour agir sur la spéculation, pour la contraindre à la déroute, c'est-à-dire au rachat précipité des francs français dont elle est vendeur, il est donc de nécessité absolue de se constituer une masse de manoeuvre en devises étrangères qui ne doivent rien à personne, masse que l'on pourra déclencher sans avoir la préoccupation de la retraite (...) Cette masse de manoeuvre, indispensable et sûrement efficace, il existe un seul moyen, d'ailleurs

absolument/classique, de la constituer : c'est l'envoi d'or à New York - ou la remise en gage contre dollars d'une quantité d'or..." (5).

L'or ? C'est ici que la balle revient à la Banque : brutalement grand pouvoir et lourde responsabilité.

Robineau voit le ministre des Finances Lasteyrie par deux fois, les 6 et 7 mars, et il rapporte à son Conseil général la requête du gouvernement : il s'agirait que la Banque accordât la garantie de son encaisse-or - voilà la garde d'Austerlitz - à un emprunt de 4 millions de livres sur la place de Londres et surtout à celui de 100 millions de dollars qui serait consenti par un ensemble de banques new-yorkaises sous le patronage de la Banque Morgan et par l'intermédiaire de Lazard frères. Les deux emprunts seraient contractés pour trois mois et renouvelables une fois. Si à l'échéance la Banque de France ne disposait pas des devises nécessaires au remboursement, elle devrait l'effectuer en métal précieux (6).

Georges Robineau et son influent secrétaire général Albert Aupetit semblent avoir douté d'abord de l'efficacité de l'intervention. A en croire Raymond Philippe, Aupetit aurait déclaré catégoriquement, le 9 mars encore : "Les 100 millions de dollars vont y passer, et la situation sera aussi inextricable" (7). En réalité, dès l'issue de son second entretien rue de Rivoli, c'est-à-dire dans le courant du 7 mars, le gouverneur paraît prêt à répondre favorablement - et il propose à son Conseil général une lettre pour Lasteyrie qui va dans ce sens (8).

Devant l'événement, l'analyse de Wendel est précise. Sur l'origine de la menace, point de doute : son regard court vers l'Allemagne. La spéculation intérieure à la France n'a pu jouer qu'un rôle tout secondaire, dans les fourgons de l'ennemi : toutes les métaphores guerrières dont la presse se remplit alors sont entièrement justifiées(9). Il ne sera pas surpris d'en entendre, quelques jours plus tard, confirmation de la bouche même de Poincaré, en recevant de lui confiance

d'un document secret, traduction du communiqué lu par Stresemann aux banquiers de Berlin, à l'Hôtel Adlon. "Le plan d'offensive contre le franc, les moyens à employer, les buts à atteindre, tout y est clairement exprimé" (10). On sait de source sûre que l'attaque a été lancée d'abord en Hollande (11). Les démentis indignés de la presse allemande (12) ne pourront tromper personne ! Aussi bien fait-on, dans le camp de Bokanowski, exactement la même analyse - et les mêmes comparaisons militaires (13).

Mais si les coups de l'ennemi ont pu porter de pareille façon - et ceux qui peut-être, venus de Londres, se sont ajoutés aux premiers (14) - c'est à cause des faiblesses financières intérieures. Wendel n'en doute pas : la santé économique générale du pays compte peu ici. Les insuffisances gouvernementales sont seules en cause, avec la situation du crédit public. Le déficit chronique creusé par les dommages de guerre doit être comblé. D'autre part la menace permanente que fait peser la dette flottante doit être à tout prix conjurée.

Or comment croire que très vite puissent être prises par un gouvernement qui a montré "tant de faiblesses" pour les gauches, les mesures nécessaires à un redressement ? Et si elles ne le sont pas, comment accepter de risquer d'aliéner l'or de la Banque, "seule base solide pour un redressement ultérieur de la monnaie s'il y avait une catastrophe ?" (15). La garantie à accorder ne concerne-t-elle pas les deux tiers des réserves ? (16).

De concert avec Edouard de Rothschild, et en pleine communion d'esprit avec lui, Wendel marque donc très vivement, dans un premier temps, sa répugnance devant la requête présentée par Poincaré et par Lasteyrie. Cette garantie donnée par la Banque de France constituera un très dangereux précédent (17). Et il n'est pas sain, de toute façon,

de laisser substituer, dans des arrangements d'Etat à Etat, la garantie d'un établissement comme la Banque de France à celle du gouvernement. L'exemple de l'Angleterre vis-à-vis de l'Amérique montre qu'à un Etat défaillant on reporte sa dette tandis que l'on aurait mis l'établissement en faillite (18). "La Reichsbank s'est ruinée sans sauver l'Etat allemand, pour avoir obéi au gouvernement du Reich" (19).

Dans un second temps cependant, considérant l'urgence nationale, et étant donné l'autorité de Poincaré, Wendel finit par passer outre à ses objections et par accepter une opération dont l'idée lui est, à l'origine, tout-à-fait étrangère. Mais il lui apparaît qu'en tout cas il faut saisir l'occasion de marchandage pour faire utilement amorcer cette nouvelle politique de trésorerie qui seule peut assurer l'avenir, et très précisément pour faire adopter un projet qui lui est cher, qu'il a exposé dès la mi-février au Président de la République (20), et qu'il a précisé depuis lors : il s'agit d'un important emprunt de consolidation à 4 % grâce à quoi, croit-il, le Trésor échapperait à l'alternative d'une augmentation prochaine et détestable de la circulation monétaire, ou d'un moratoire de ses paiements publics, grâce à quoi on assainirait la Dette publique par diminution du "flottant".

Découverte d'une
puissance...

Moment capital : voici que, pour la première fois, l'occasion est donnée à Wendel, son autorisation de Régent étant requise pour une opération gouvernementale importante, de la monnayer contre un inflexissement de la politique qui est du ressort du seul exécutif : découverte encore balbutiante d'une puissante arme nouvelle.

Il explique son plan à Poincaré, en tête à tête, le 8 mars. Pour assurer le succès, l'emprunt serait exonéré de l'impôt global sur le revenu et de l'impôt sur les successions (21). L'inconvénient serait que les particuliers seuls seraient incités à souscrire, alors qu'une grande partie des Bons du Trésor appartient à des Etablissements de crédit qui ne bénéficieraient pas des exemptions : eux n'auront aucun intérêt à changer des titres de 6 % contre d'autres à 4 %. Mais le succès, cependant, grâce aux avantages consentis, devrait être grand.

Le 7 mars, à la Banque, Wendel plaide son dossier devant ses collègues du Conseil de Régence (22). Il emporte leur approbation (23), et c'est fort de leur soutien que le lendemain, dimanche 9 mars, il participe à une importante réunion organisée à l'Elysée sous la présidence de Millerand : deux heures d'entretien entre le Conseil général de la Banque et son gouverneur d'un côté, et de l'autre Poincaré et Lasteyrie (24).

Après l'exposé du ministre, Robineau résume l'état d'esprit de son Conseil sur les causes et les remèdes de l'événement, et ses réticences devant une hypothèque mise sur l'encaisse. Puis Rothschild - qui fait figure ici de tête de file incontesté et de porte-parole du Conseil - parle longuement pour développer la même thèse. La Banque ne pourra se prêter à la combinaison si le gouvernement ne prouve pas d'abord, pour faire renaître la confiance, que sa politique va changer, ne marque pas qu'au besoin il préfère un moratoire de ses dépenses plutôt qu'une inflation des signes monétaires (25), et est prêt même à ralentir les dépenses excessives engagées dans les régions libérées (26). En somme c'est dire à peu près : "Faites-nous de bonnes finances et nous vous ferons de la bonne monnaie..."

Wendel, relayant Rothschild et comme pour illustrer ses propos,

avec une requête plus précise, réclame alors l'annonce immédiate de l'emprunt de consolidation qu'il préconise : il obtient, après un long débat où Poincaré marque de la réticence, de l'y faire enfin consentir. Du moins le croit-il ainsi.

Dès lors il se résout, comme ses collègues, à accepter les autres mesures prises pour la bataille immédiate, les modalités de l'emprunt Morgan, une intervention de la Banque sur le marché des changes avec sortie sans délai de 100.000 dollars à cet effet, et un texte déclarant les Bons du Trésor libres d'impôt global. Le 9 au soir, le Gouverneur cable à Morgan de New York, pour l'assurer que des mesures complètes vont être prises pour améliorer la situation financière - et d'abord budgétaire, et que l'Institut d'émission s'associera pour ce qui le concerne aux efforts qui vont être accomplis (27).

Et le 10 au matin, un communiqué officiel annonce : "La Banque de France et, à sa suite, les banques françaises, interviendront dans la lutte qui est engagée par certains syndicats étrangers contre notre monnaie". Il s'agit d'afficher sa résolution. Ce même jour le public apprend l'appui reçu de la finance américaine - que l'ambassadeur des Etats-Unis, Myron T. Herrick, symbolise avec éclat en jetant publiquement 200.000 dollars dans la fournaise (28).

Dès ce moment, on peut entreprendre d'agir sur le marché et avec une rapide efficacité. Après deux jours d'hésitation, la livre retombe à 104 francs le mercredi 12, puis à 98 le jeudi 13. Une semaine plus tard, elle revient à 84, et à 70 enfin au début d'avril.

Non seulement le succès est considérable, mais la Banque peut racheter avec bon profit les devises qu'elle avait engagées dans la bataille; même, la déroute des spéculateurs, pris "comme des fourmis dans du miel" (29), se révélant complète, il faut que la Banque, toujours sous l'impulsion de Lazard frères (30), intervienne dans l'autre sens en faisant la contrepartie des liquidations étrangères pour

éviter une baisse excessive de la livre qui aurait risqué de déséquilibrer notre commerce extérieur par la brusque poussée des importations (31).

Ainsi l'issue de l'épisode donne-t-elle tout à fait raison, contre les réticences de la Banque, à la hardiesse des Lazard et du clan Bokanowski, les premiers refusant à juste titre de voir ce que serait l'avantage de la garantie monétaire de l'encaisse-or, s'il devait être entendu que l'on ne l'engagerait jamais... (32).

Pour sa part, Wendel note seulement, le 2 avril, sans faire amende honorable, "qu'ici comme à la guerre, la méthode des petits paquets ne paie pas et que Morgan a vu très juste en conseillant de mettre en jeu immédiatement la forte somme de 100 millions" (33).

Et bientôt il se préoccupe surtout de l'exécution de son projet d'emprunt à immunités promis à l'Elysée. Car il s'aperçoit que le gouvernement paraît de moins en moins disposé à exécuter les promesses du 9 mars. Dès le 10, Wendel s'inquiète de constater que les journaux sont muets sur ce point (34). Le 13, il doit faire rectifier le procès-verbal de l'entrevue chez Millerand, où avait été omise l'assurance de l'emprunt : encore la nouvelle version reste-t-elle assez floue à cet égard (35). Wendel ignore que devant la Commission des Finances du Sénat, le 12 mars déjà, Lasteyrie, interrogé sur l'opportunité d'une telle opération, l'a déclarée impossible pour l'heure et l'a renvoyée aux calendes (36).

Et c'est seulement le 24 mars que Wendel, rendant visite au ministre en compagnie du gouverneur, des sous-gouverneurs, de Rothschild, Dervillé et Neufville, découvre la vérité, et apprend la position prise par Lasteyrie. Il constate aussi que Rothschild, dont il escomptait

le soutien, "flanque lourdement", et qu'il concède au ministre que l'opération est trop considérable pour être réalisée sur le champ.

Le projet est donc enterré - et l'échec, pour Wendel, comporte ses leçons.

... et leçons
d'une déception.

Il faut dire qu'en quinze jours la situation s'est du tout au tout modifiée. Wendel n'a plus les mêmes cartes en main. D'une part la menace sur le change s'est éloignée, d'autre part le gouvernement peut espérer échapper à l'alternative rigoureuse de l'inflation ou du moratoire. Le 22 mars, le Parlement a adopté définitivement, non sans que la crise ait contribué à entraîner l'adhésion du Sénat, le projet d'assainissement budgétaire déposé par Lasteyrie à la fin de janvier, et comportant notamment le "double-décime", c'est-à-dire l'augmentation générale et uniforme des impôts de 20 %, dont on escompte un rapide soulagement pour le Trésor public.

Dans ces conditions toutes les forces hostiles à l'emprunt ont pu l'emporter sans beaucoup de peine. Les grands établissements de crédit ont probablement joué contre une mesure dont ils ne tireraient pas, comme on a vu, profit notable. Ils se font entendre haut chez les ministres. Au point que Wendel se demande, devant la "défaillance" de Rothschild, si celui-ci n'a pas craint, malgré une vieille et mutuelle hostilité, de se mettre trop nettement en opposition avec eux (37).

Mais les vrais motifs du choix de Poincaré sont évidemment politiques, et non techniques - comme l'étaient, aussi bien, ceux de

Wendel lui-même. Lasteyrie ne le cache pas aux régents, le 24 mars. On est à six semaines des élections. Les sénateurs radicaux sont très hostiles à tout projet comportant des immunités fiscales (38). Bokanowski lui-même menace de démissionner de sa charge de rapporteur général. On ne veut pas donner à l'extrême-gauche le bel argument électoral d'une exemption d'impôts pour les riches (39).

Ainsi, au milieu même du succès national de cette contre-offensive pour le franc, dont Wendel se réjouit sans pouvoir le croire durable, il a subi un net échec personnel.

A un moment donné, au sommet de l'événement, lui et les autres régents avaient été très puissants, en face du gouvernement, parce que leur accord était jugé d'urgence indispensable, parce qu'ils auraient pu, pour le refuser, s'appuyer devant l'opinion publique sur quelques principes à tort ou à raison très populaires, notamment l'intangibilité absolue de l'encaisse-or, parce qu'enfin le gouvernement ne l'ignorait pas. Ils auraient pu, alors, monnayer cher leur signature. Au lieu de quoi les régents - et d'abord Wendel - échangèrent une concession précieuse, la garantie-or de la Banque, contre des promesses restées vagues et bientôt trahies. Adieu l'orage, adieu le saint. En pareille affaire, les acteurs n'ont souvent qu'un instant très bref de déséquilibre pour modifier le cours des choses. Wendel semble bien, dans ses notes, considérer qu'il s'est laissé jouer et il note amèrement que "Parole de ministre vaut évidemment peu de chose".

Il faut ajouter que d'autres considérations venaient en fait limiter, et dès l'origine, la latitude d'action de Wendel et de ceux qui, aux alentours du 9 mars, voulurent agir dans le même sens. Son désir sincère était que l'opération réussît, quelles que fussent ses réserves initiales sur les modalités, qu'on repoussât l'attaque allemande contre le franc, et ce désir étant clair pour ses interlocuteurs, la crédibilité d'un refus total de coopération en était d'autant diminuée.

La ligne imposée par le patriotisme ne sera pas, à l'avenir, en toute occurrence aussi nette.

Il se trouve aussi, et toujours pour des raisons de politique extérieure, que Wendel juge Poincaré indispensable (40), et le soutient résolument au Parlement. Sa pression a donc dû s'arrêter au point où il aurait risqué de provoquer son départ, c'est-à-dire très vite.

Or d'ici peu, après les élections du 11 mai, les motifs d'une telle prudence disparaîtront tout à fait.

Car la réussite brillante de Wendel et des siens en Lorraine, qui lui prouve qu'il a bien fait de défendre contre vents et marées le principe d'une liste d'union allant jusqu'au centre gauche (41), et la constitution dans la Chambre nouvelle d'un groupe plus cohérent qui rassemble plus de 100 députés autour de Marin n'empêchent pas que le succès du Cartel des Gauches soit un jour de deuil. Ce "désastre" (42) amène au pouvoir une équipe qui n'appelle plus, de sa part, aucun ménagement.

CHAPITRE II

LES FAUX BILANS

CHAPITRE II

LES FAUX BILANS

=====

SECTION 1 - Herriot honni

Il n'est rien dans le gouvernement du Cartel qui puisse satisfaire Wendel, ni quant au style, ni quant au fond. Il blâme hautement "l'exécution" de Millerand et la "politique des dépouilles" dont le Quotidien sonne le départ avec son cri fameux : "Toutes les places et tout de suite !". Il s'irrite des mesures anticléricales, se préoccupe du comportement nouveau adopté à l'égard des provinces recouvrées. Mais tout cela était attendu et demeure presque secondaire au regard de la politique extérieure.

Une diplomatie d'abandon.

Dès les premières semaines, en effet, les initiatives diplomatiques de Herriot viennent aggraver les préventions de Wendel. Le débat d'investiture, où Herriot n'a produit, aux yeux de Wendel, qu'un "mauvais macaroni radical" (1), lui fait craindre que la France ne paie très cher, au cours des prochaines rencontres franco-anglaises, le choix d'un "aussi piètre porte-parole". Au retour des Chequers, Herriot rend compte, devant les Commissions des Affaires étrangères et des Finances réunies, de son entrevue avec le Premier Ministre anglais MacDonald (2). Wendel, à la sortie, note son inquiétude : "Herriot parle abondamment - très émotif, moitié sincère, moitié roublard, il donne l'impression

de quelqu'un qui n'a aucun plan et vogue à l'aventure, toujours prêt à mettre le cap sur les utopies qu'on lui présente..." (3).

Sur quoi, les résultats de la conférence de Londres quant à l'application du plan Dawes et à l'évacuation de la Ruhr, tels qu'ils se dessinent dans la première quinzaine d'août, confirment les craintes de Wendel. Il ne paraît pas du tout prendre en considération ces deux évidences : que les décisions de Poincaré, à partir d'octobre 1923, avaient déjà largement hypothéqué, en permettant l'internationalisation du différend franco-allemand, les chances de tenir dans la Ruhr, et que l'emprunt Morgan, décisif dans la victoire financière de mars, s'était accompagné de pressions fermes sinon comminatoires en faveur de l'acceptation du plan Dawes. De tous les renoncements, Herriot est responsable. Il a eu à Londres des "faiblesses impardonnables" (4). "C'est vraiment désespérant," écrit Wendel, "de voir la victoire nous échapper ainsi (...) Tout le monde a déjà oublié les causes de la guerre de 1914. Nous sommes (...) plus près de la guerre qu'on ne l'était en 1905" (5).

Dans cet état d'esprit, il vote naturellement contre la ratification des accords de Londres, le 23 août, et il se fait mettre en congé le 26 août, pour ne pas approuver le traité de Lausanne. "Poincaré avait, à Lausanne, sacrifié l'Orient au Rhin - sans d'ailleurs obtenir ce qu'il aurait dû obtenir. Herriot a lâché l'un et l'autre" (6).

Et quelques jours plus tard, le 9 septembre, il tient au métallurgiste belge Trasnster, rue de Madrid, des propos significatifs. Trasnster vient tâter le Comité des Forges pour savoir ce qu'on y penserait d'une union douanière englobant Belgique, France, Allemagne et Tchécoslovaquie. Il tente de démontrer qu'après le "lâchage de Londres", l'Allemagne va se reconstituer très rapidement, et que par conséquent la seule façon d'éviter la guerre est de lui accorder ce

qu'elle désire au point de vue économique. On calmera ainsi ses appétits. A quoi Wendel réplique avec vivacité : "Je comprends bien l'intérêt de la Belgique, à laquelle cette combinaison ouvrirait tout le Mitteuropa, mais je ne vois pas en quoi elle nous éviterait la guerre. Il existe en Allemagne, comme ailleurs, des gens poursuivant des satisfactions politiques pour leur pays et qui ne sauraient se laisser acheter par quelques avantages économiques..." Et il conclut obstinément : "La seule protection contre la guerre, c'est Cologne et le Rhin" (7).

Les Cahiers des dernières semaines de 1924 sont imprégnés de cette affliction et de cette sévérité. On y voit Wendel recueillir fidèlement tous les échos qui lui reviennent de "l'extrême perfidie de Herriot" (8), et de son ignorance des affaires allemandes (9). Le 31 décembre, dans le bilan qu'il esquisse comme chaque année à cette date, il écrit tristement : "Jamais, (au lendemain même des élections du 11 mai) je ne me serais imaginé qu'un parti, aussi avancé qu'il fût, pourrait en moins de 7 mois sinon ruiner, du moins compromettre presque irrémédiablement la situation du pays, faire perdre (Alsace-Lorraine mises à part) tout le bénéfice de la victoire, diminuer le prestige qu'elle nous avait valu, comme l'a fait le Cartel de M. Herriot. Au train où vont les choses, c'est la guerre à bref délai" (10).

Le seul élément de satisfaction qu'il discerne sur la scène internationale, c'est la chute de Ramsay MacDonald en octobre - "Je ne sais s'il aura eu le temps de faire grand mal à son pays... pour ce qui est du nôtre, c'est certain" (11). L'arrivée au pouvoir à Londres d'un gouvernement conservateur lui fait espérer quelque temps que les Anglais, devenus mieux conscients du redressement allemand, hésiteront finalement à évacuer leur zone d'occupation de Cologne - surtout si "trop pressés, trop confiants dans leur supériorité, les

Allemands commettent/aient/ quelque'une de ces gaffes auxquelles nous avons déjà dû parfois le salut" (12).

Et les 11 et 12 mars, devant ses collègues de la Commission des Affaires étrangères qui viennent d'entendre Herriot, il marque que l'évolution des dernières semaines n'a rien eu pour adoucir ses reproches. Herriot a la faiblesse de vouloir être populaire en Allemagne. Certes Wendel admet que la France doit tout faire "pour s'assurer l'opinion du monde". Mais "il est convaincu que, vis-à-vis des Allemands, cela n'a pas d'importance : l'Allemagne ne connaît que le droit du plus fort" (13). Ce sera donc la lourde responsabilité historique du Cartel de ne l'avoir pas compris...

Un grief personnel :

l'affaire de la Kohlensteuer.

De tels griefs suffiraient largement à installer Wendel dans une opposition irréductible à l'expérience en cours. Mais une petite guerre qui se déroule au même moment entre le ministère et la Maison, sans pouvoir la durcir davantage, ajoute encore à son irritation.

En 1923, au moment de la résistance passive, la Mission inter-alliée de contrôle des usines et des mines, dite MICUM, s'est plainte que Frédéric-Henri, bien que propriété à majorité française, n'ait pas montré plus d'empressement que les autres à satisfaire ses requêtes, et que sa direction locale, malgré les injonctions et sous prétexte de grèves éventuelles, se soit refusée à toute livraison de coke à destination de la France. En dépit de ce comportement, la mine

avait prétendu, après la fin de la résistance passive, se dérober, parce que française, au versement de l'arriéré de l'impôt sur le charbon, la Kohlensteuer, fixé par la Commission des Réparations. Une note de la Micum observe à ce propos : "La mine exposait, cette fois, avec beaucoup d'énergie, qu'elle était française et qu'elle n'avait pas à supporter les charges des mines allemandes. On aurait ardemment désiré voir la mine faire la même déclaration catégorique, en ce qui concerne sa nationalité, au moment de la résistance passive !" (14).

Entrant en possession de Frédéric-Henri au début de 1924 seulement, les Wendel trouvent la querelle dans l'héritage : en février et mars 1924, le général Degoutte, commandant les troupes françaises d'occupation, menace la mine de saisie si elle refuse de payer.

Wendel est mal renseigné sur l'attitude adoptée par la mine en 1923, avant son règne (15), mais, carré, il juge de toute façon "qu'il est abusif de célébrer tous les matins dans les journaux les bénéfices de la Ruhr, si ce sont des Français qui payent !" Et rendant visite par deux fois au Quai d'Orsay à Jacques Seydoux, le 27 février et le 13 mars, il dit préférer arrêter l'exploitation plutôt que de payer et il n'hésite pas à menacer de porter l'affaire devant le Conseil d'Etat, et même devant la Commission des Affaires étrangères. Non sans succès. On est en pleine crise financière. Poincaré ne se soucie pas de raidir Wendel : il donne l'ordre de surseoir à tout paiement (16). Wendel s'indignera plus tard de lire, dans le rapport de Lamoureux sur le budget de 1925, qu'en l'occurrence "le nouveau propriétaire aurait exercé (...) sur le gouvernement un véritable chantage" (17). Mais le député de Briey n'avait-il pas noté lui-même, après sa première visite à Seydoux, que "l'argument parlementaire /n'avait/ pas trouvé /son/ interlocuteur insensible" ? (18).

On est donc un peu étonné qu'il s'étonne, ayant mêlé le premier la politique et les affaires, de voir la question revenir sur le tapis, quand l'équilibre des forces parlementaires s'est profondément modifié.

Clémentel, en effet, dans une lettre du 9 septembre 1924 à Herriot, fait observer que la décision unilatérale de Poincaré était irrégulière et "ne suffisait pas à arrêter le recouvrement d'une recette interalliée". Au reste, une remise lui paraît juridiquement injustifiable et politiquement indésirable. Et il ajoute, avec pudeur, que les motifs de surseoir "ont probablement disparu à l'heure actuelle" (19). Herriot le juge aussi, qui s'empresse de donner à Degoutte les instructions nécessaires pour que la situation soit régularisée "à la veille de la liquidation du service des gages" (20). Et c'est en vain, cette fois-ci, que, le 8 octobre, Wendel va protester derechef auprès de Seydoux... (21). Il devra donc s'exécuter. Et par surcroît de désagrément, l'hostilité des gauches ajoutera un nouveau volet à la légende de Wendel, et cette fois sans nul fondement, grâce à un glissement chronologique, en répétant volontiers - ainsi fait Emmanuel Berl en 1932 - qu'il "s'est associé, comme propriétaire d'usines, dans la Ruhr, à la résistance passive contre l'occupation française, quoiqu'il ait, par ailleurs voté cette occupation" (22).

Quoi qu'il en soit, vrai et faux mêlés, l'épisode n'est pas fait pour diminuer l'âpreté de l'hostilité que Wendel va manifester à l'égard du cabinet.

Armes politiques

Avec quelles armes ? Du côté de la presse, Wendel ne trouve pas, sur les questions extérieures, les soutiens qu'il pourrait espérer. Le Temps, aussi peu "cartelliste" qu'il soit de coeur, demeure traditionnellement proche du Quai d'Orsay. Wendel juge que les Débats se comportent de façon "lamentable" pendant la conférence de Londres : Nalèche est "complètement envoûté" par Pierre Bernus, il a liquidé Pierre de Lacretelle qui défendait les "bons principes" (23). Seul l'Echo de Paris de Henry Simond stigmatise comme Wendel le souhaite la politique étrangère du Cartel, grâce aux articles de Pertinax (24).

Dès le début de juillet, Wendel est entré en contact avec Henry Simond, sous les auspices de Castelnau, pour voir si l'Echo de Paris pourrait s'associer à une "politique de défense nationale". On songe à la constitution d'un "Comité consultatif" qui mettrait en place toute une organisation de propagande (25). Le projet paraît prendre forme dans le courant du mois de septembre : le Comité comprendrait, outre Wendel, François-Marsal, Castelnau et Louis Marin. Mais il tourne court finalement. Probablement fut-ce l'effet de l'apparition de la Ligue nationale républicaine fondée solennellement le 7 novembre sous la direction d'Alexandre Millerand.

Wendel lui-même crut un moment au succès de la Ligue, l'aïda de ses deniers (26). Mais la déception vint assez vite ici encore, à constater que, si le public paraissait bien disposé, l'organisation pratique était tout à fait défailante (27). Or c'était bien là l'essentiel, aux yeux de Wendel : s'il ne s'agissait que de créer un nouveau parti, il jugeait que doubler ainsi la Fédération républicaine serait à la fois inutile et dangereux. La Ligue Millerand n'avait de prix que si elle pouvait "s'assurer des forces pour tenir la rue" (28).

Des milices armées ? Wendel est très sensible à cette atmosphère particulière des débuts du Cartel qui fait parler de guerre civile larvée, et évoque déjà, avec moins de force, 1936. A plusieurs reprises - en juin puis à l'automne (29), il annonce de grands soubresauts prochains.

Le transfert des cendres de Jaurès au Panthéon le 23 novembre, les échauffourées, le caractère impressionnant de la manifestation communiste, provoquent brusquement une vive inquiétude dans les milieux modérés. Etienne de Nalèche qui a assisté au défilé - "un fleuve de population, Eglantine et écharpe maçonnique" - et qui pourtant garde d'ordinaire la tête assez froide, en tire cette conclusion précise : "C'est la Révolution en marche, il n'y a pas l'ombre d'un doute" (30). Et il reçoit, dans les jours suivants, "tant de visites apeurées" qu'il peut en conclure : "Il règne dans le pays une véritable campagne de panique..." tout en ajoutant, non sans quelque naïveté : "Je dois dire que ceux qui sont les plus effrayés appartiennent à la meilleure société et qu'ils craignent surtout pour leurs biens et leurs personnes : Avons-nous le temps de nous mettre à l'abri, c'est là le plus clair de leurs préoccupations, et celle du pays semble s'effacer..." (31).

Wendel lui-même ne prend pas les choses à la légère (32). Si la machine politique ne donne pas un coup de barre vers le centre, juge-t-il début décembre, un coup de force socialiste ou communiste est à escompter. Dans le premier cas, il faudra agir à la Chambre pour accentuer le mouvement autant que faire se pourra. Mais dans le second, si le pays est "entraîné vers l'abîme" (33), d'autres actions ne seront-elles pas nécessaires, hors du Parlement ?

À l'origine, Wendel manifeste une certitude : si ces grands bouleversements surviennent, ce sera à la suite d'une tornade financière.

Il partage avec Rothschild la conviction que "si la situation de mars 1924 se renouvelait (...) on n'enrayerait pas la débâcle comme à ce moment-là" (54). L'évolution de la situation, ensuite, serait bien difficile à contrôler.

SECTION 2 - Le Front financier

Fétiches financiers :
la magie des plafonds.

Or c'est précisément dans le secteur financier que Wendel a prise directe sur l'événement. Il a découvert, quelques semaines avant les élections, quelle force soudaine de pression politique les événements pouvaient proposer aux régents de la Banque de France; il a aperçu aussi la brièveté de l'instant où s'était offert le moyen d'agir. Il se rappellera la leçon, tout en sachant qu'il faudra l'adapter à une situation différente.

Naguère, son souci premier était de soutenir Poincaré pour sa politique étrangère, et à cet objectif prioritaire le régent avait pu faire quelques sacrifices en assouplissant la rigueur de sa doctrine financière. Désormais, l'objectif est inversé, et la chute d'Herriot lui paraît une oeuvre de salut public. Si sa position à la Banque de France peut lui permettre d'y contribuer, il n'aura pas de scrupule à en tirer parti. A une condition toutefois, qui demeure, elle, intacte : que le risque ne soit pas couru d'entraîner la chute du franc avec celle du Cartel. Tel est le champ riche mais limité où il peut inscrire son influence et son action (1).

On a quelque peine à mesurer la force du fétichisme attaché, dans les années 20, à deux données financières : le cours de la livre, et le plafond de la circulation. Les contemporains ne voient pas qu'en leur attachant - à elles seules - une valeur quasi mystique, ils se condamnent à très mal comprendre l'évolution de l'économie, modelée par bien d'autres facteurs.

Et cette remarque vaut surtout pour le niveau de la circulation monétaire, principal fétiche. La prospérité économique du pays (la sidérurgie, et d'abord la Maison, n'étant pas en reste) et l'augmentation conséquente du taux des échanges auraient suffi à justifier une augmentation modérée de la circulation. Tout au contraire, on vit sur le dogme inspirant la convention du 14 avril 1920, qui a prévu, sanctionnée par la loi, le remboursement progressif à la Banque par l'Etat de la dette contractée pendant les hostilités, autrement dit la baisse du "plafond" par degrés.

Espoir irraisonné d'un "retour à la normale", au franc-or d'avant 1914, qui refermerait solidement la parenthèse de la guerre... Politique de sévère déflation, donc de baisse des prix. Strictement réalisée, elle aurait entraîné des difficultés économiques, sociales et budgétaires insolubles. La force des choses en a bientôt arrêté l'application et les remboursements ont été d'année en année réduits ou remis à des jours meilleurs. L'opinion ou les responsables n'en ont pas été pour autant éclairés sur sa vanité et sur ses périls. A défaut de réussir la déflation, au moins freine-t-on désespérément l'inflation de la circulation fiduciaire (2). La monnaie cesse alors tout à fait d'être un instrument pour devenir valeur suprême et symbole de grandeur passée.

Et comme toujours en pareil domaine, l'erreur généralisée devient à son tour une donnée économique et politique majeure. Certaines voix de spécialistes s'élèvent bien, à gauche, pour s'en prendre à la déflation. Mais ceux-là renvoient, dos-à-dos, avec la déflation, dans l'enfer des politiques, toute idée d'élévation modérée du niveau de la circulation : ils ne distinguent pas clairement l'inflation des signes monétaires qui suit et sert l'essor économique et celle qui, la débordant sans fondement réel, vient provoquer ou accélérer la hausse des prix, partant l'amenuisement progressif de la valeur du franc(3). Quant aux

hommes politiques, une quasi-unanimité se fait chez eux pour rejeter tout dépassement du fameux plafond. Y songeraient-ils même que le désaveu du public viendrait vite. "Crever le plafond" : si le mot fait si bien image, c'est qu'il remue des croyances très grossières mais très profondément enracinées dans l'inquiétude générale. Dès lors, tous les débats sur ces thèmes qui se déroulent durant l'hiver 1924-1925, et plusieurs années encore par la suite, chargeant les polémiques de leurs mythes, débordent largement, de par leur portée affective, la simple histoire des techniques financières, pour prendre leur bon poids politique.

Or ces données techniques se compliquent quand l'on considère qu'il n'existe pas, dans la pratique et dans la mystique, un seul mais deux plafonds. Le montant de la circulation des billets, qui ne doit pas franchir le seuil légal de 41 milliards fixé en septembre 1920 - "plafond" supérieur - correspond à deux masses de nature différente. D'un côté figurent les avances de la Banque au Trésor à qui la loi fixe - "plafond" secondaire - le maximum de 22 milliards pour l'année 1925, de l'autre l'escompte du papier commercial et les "avances sur titres" faites aux particuliers et aux banques. Or cette seconde masse n'était pratiquement pas limitée, et pour les besoins de l'industrie et du commerce la Banque de France ne refusait quasiment jamais d'accepter de clients honorables et solvables tous les effets apportés pour réescompte. Ces escomptes suivaient donc à peu près, par un mouvement naturel, l'essor économique général du pays. Et dès lors que serait atteint le plafond supérieur, celui de la circulation monétaire globale, le Trésor public devrait compenser par ses remboursements à la Banque, à seul effet que les 41 milliards fatidiques ne fussent pas dépassés, l'augmentation de la masse monétaire provoquée par l'escompte et les avances sur titres. L'Etat ne pourrait donc diminuer le montant de la circulation totale que si ses remboursements parvenaient à dépasser cette hausse du papier escompté.

Tant que le plafond supérieur, celui des 41 milliards, n'était pas atteint, le Trésor pouvait avoir recours à un expédient commode, au moment où le seul plafond inférieur, celui des avances à l'Etat, risquait d'être "crevé", expédient qui tournait la volonté du législateur sans violer proprement la loi. Il consistait, pour les échéances de fin de mois, à demander des prêts à très court terme aux établissements de crédit, qui se tournaient ensuite vers la Banque de France et sollicitaient le réescompte : ainsi était préservé le plafond des avances au Trésor, aux dépens d'une diminution de la marge d'accroissement permis de la circulation totale. Mais cette marge une fois réduite à zéro, ce dernier recours du même coup se dérobait.

Il faut ajouter enfin que la Banque peut bien songer à se défendre contre l'augmentation du volume des avances et de l'escompte en en élevant le taux, comme on fit plusieurs fois pendant l'hiver 24-25, mais le remède, une fois le plafond de la circulation totale atteint, est illusoire : car on peut s'attendre que les entreprises avides de liquidités se les procurent auprès du Trésor en se faisant rembourser leurs titres de dette flottante. Le Trésor doit augmenter alors d'autant les avances indirectes par l'intermédiaire des Banques.

Portée politique du mythe :
oppositions et consensus.

C'est à ce point de l'analyse que l'on rejoint la question budgétaire, c'est-à-dire proprement politique. Car si l'on voulait à tout prix rester à l'intérieur du système ainsi constitué, il fallait bien que l'Etat trouvât quelque part l'argent nécessaire aux remboursements et au budget toujours excédentaire que le système exigeait. Faire

appel à de lourds impôts destinés à être immédiatement stérilisés présentait des difficultés insurmontables pour une coalition qui venait de faire une campagne indignée et victorieuse contre le "double décime" du gouvernement Poincaré. Quant aux emprunts qu'on lancerait dans le public, à supposer qu'ils réussissent, ils comportaient deux inconvénients : ils repoussaient dans le temps le problème sans le résoudre, et surtout ils étaient fort difficiles pour un gouvernement de gauche résolu à pratiquer une politique sociale réellement hardie, et par là destiné à affronter - on le vit bien en novembre - cette fameuse "crise de la confiance" que l'opposition de droite dénonçait avec indignation tout en contribuant à l'accentuer. Ainsi, loin de pouvoir compter sur l'emprunt, le Trésor allait être perpétuellement menacé, étant donné l'importance démesurée de la dette flottante, par les demandes de remboursement des Bons de la Défense nationale et Bons du Trésor à 3 mois, et par l'arrivée à échéance en 1925, héritage très lourd de la législature précédente, d'une grande partie des obligations du Trésor et du Crédit National émis pour 3 ou 5 ans au temps du Bloc National (4).

Tel était l'étroit réseau de contraintes financières, intellectuelles, psychologiques et politiques où le gouvernement du Cartel se trouva peu à peu étouffé à mesure qu'avancait l'hiver 1924-1925. Il le fut, faute d'avoir su, d'avoir pu, d'avoir voulu d'entrée de jeu changer les règles, dénoncer les fétiches et expliquer au pays le danger des dogmes financiers qui étaient à la source de tout le système : faute à vrai dire de l'avoir compris lui-même (5). Son impéritie s'enveloppait de la vague espérance qu'un miracle financier par l'impôt ou par l'emprunt viendrait bientôt soulager le Trésor. C'est bien ainsi qu'il faut comprendre l'exorcisme des imprécations contre le "mur d'argent".

Et pour qui, au-delà des techniques financières, considère alors face à face comme individus et comme symboles François de Wendel et

Edouard Herriot, le paradoxe est de constater que le choc politique ne peut être si violent que parce que tous deux étaient fondamentalement d'accord - eux-mêmes, leurs cercles, leurs électeurs - sur cette idée fixe, sur cette idée fausse du plafond que, pour la France, il ne fallait à aucun prix "crever". C'est à cette conviction première que l'utilisation politique des forces et des mythes reste subordonnée.

Les adversaires
s'installent.

Dès la suite immédiate des élections, Wendel laisse entendre au Conseil qu'étant donné la nouvelle situation politique, il importe de donner l'interprétation la plus étroite possible aux accords passés en mars entre la Banque et le ministère. Il va dire au gouverneur, le 13 mai, et répète à ses collègues, le 15, que s'il lui paraît légitime que la Banque intervienne sur le marché des changes avec les bénéfices réalisés au cours des fructueuses opérations de mars et d'avril, le Conseil général se compromettrait dangereusement en acceptant qu'on utilise à nouveau les Crédits Morgan pour cela (6). A cette attitude, double motif. Non seulement les engagements qui avaient été pris n'ont pas été tenus - il s'agit du fameux emprunt de consolidation - mais encore les hommes qui les avaient pris vont quitter le pouvoir, laissant toute la responsabilité sur les épaules des régents. Qu'on s'assure donc d'abord de la sagesse des nouveaux maîtres ! Or s'il est soutenu par quelques-uns - Vernes, Heine, Cordier - Wendel constate que Rothschild "pourrait très chatouilleux lorsqu'il s'agit de compromettre l'encaisse-or", manque de fermeté : "Peur", pense Wendel, "d'irriter les radicaux", peur partagée par Robineau qui craint "de paraître refuser aux radicaux ce qu'il accordait aux modérés" (7).

A vrai dire, tout en souhaitant déjà que la Banque marque plus de méfiance envers les hommes du Cartel, Wendel paraît un moment encore, durant cet interrègne où Poincaré expédie les affaires courantes, où le sort de Millerand reste en balance, espérer que la future politique financière se rallie à ce qui lui paraît raisonnable (8), "rassure" l'épargne et s'attache enfin à préparer l'emprunt qui avait été promis. Le 19 mai, il va en parler au Président de la République, et lui dit qu'en dehors du procès-verbal dont il avait réclamé l'établissement à la Banque, "il ne reste rien des promesses faites à l'Elysée", le 9 mars. - "Pardon", réplique alors vivement Millerand, "il y a moi". - "J'ai répondu", écrit Wendel, "que le témoin était d'importance, mais qu'il n'était pas, dans la circonstance, le gouvernement".

Lorsque Millerand, quatre jours plus tard, convoque Herriot et Painlevé à l'Elysée pour parler de la défense du franc, Wendel paraît croire qu'il est pour quelque chose dans cette initiative (9) - mais le seul "témoin d'importance" ne va plus peser lourd bien longtemps : il n'a plus un mois à rester en fonctions, et les gauches vont le forcer à la démission, le 10 juin (10).

Le fossé, ici comme ailleurs, s'est donc élargi très vite entre la droite et le Cartel. C'est le temps, du coup, où Wendel commence de prévoir l'aggravation très proche de la situation financière, et s'étonne que le monde parlementaire ne mesure pas l'importance qu'elle va prendre forcément dans la politique générale.

Clémental, nouveau ministre des Finances, craignant l'opposition de la Banque, a souhaité tôt entrer en contact avec elle, et il s'y fait inviter à déjeuner, au début de juillet, avec les régents. Wendel le juge sans attendre, et durement : "Une bonne nullité, qui malgré son expérience des conseils de gouvernement, ne vaut pas les novices Lasteyrie et François-Marsal". Wendel relève avec quelque inquiétude

que Clémentel a pourtant plu à Rothschild qui attache trop de prix au "bon garçonisme de ce brave auvergnat" (11).

Répit.

Au demeurant le climat financier, partant les relations entre Banque et gouvernement demeurent convenables plus longtemps que ne l'a prévu Wendel. La catastrophe qu'il attend tarde à venir : répit inattendu qui ne va pas sans l'étonner. Comme avant lui Lasteyrie et François-Marsal, Clémentel fait appel à l'expédient qu'on a analysé plus haut en demandant une grosse avance aux établissements de crédit, avance immédiatement réescomptée auprès de la Banque de France. Dans sa séance du 17 juillet, le Conseil des régents constate que le plafond des avances fixé à 23,2 milliards est en réalité dépassé, puisqu'aux 22,9 milliards de l'avance officielle, il faut ajouter 975 millions d'avances indirectes (12).

Robineau souhaite alors dégager sa responsabilité en mettant le gouvernement en garde, et lit au Conseil une lettre où il proteste notamment contre les délais dans le paiement des impôts que le Cartel consentirait à de trop nombreux contribuables, pour se concilier des sympathies. Il avertit que de nouvelles avances indirectes ne pourront être consenties par la Banque, car elles se heurteraient au plafond supérieur, celui de la circulation fiduciaire (13). Il s'élève, en évoquant le dramatique précédent allemand, contre toute idée d'inflation (14).

Or Wendel prend à ce moment une position qui peut surprendre d'abord, parce qu'elle est lénifiante, mais qui éclaire bien l'ordre des priorités qui sont les siennes : il intervient en effet contre

l'idée de la lettre Robineau. L'explication est de politique étrangère : il ne faut pas fournir à Herriot, qui est en train de négocier à Londres, le moindre prétexte pour "caler devant les Anglais"; il ne faut pas qu'il puisse invoquer les avertissements financiers de la Banque à l'appui d'une attitude de faiblesse où il la compromettrait (15). Soutenant cette thèse, Wendel est appuyé par plusieurs - Neufelize, Davillier, Dervillé, Charles Petit (16). Retenue conjoncturelle et toute provisoire...

Robineau propose donc un moyen terme qui est adopté : il se contentera d'écrire personnellement une lettre plus brève à Clémentel pour réclamer la perception des impôts. Et dans ce document, dont l'original manuscrit est dans les Papiers Clémentel, on lit en effet : "Je m'en voudrais d'augmenter à cette heure vos préoccupations auxquelles je prends affectueusement grande part; mais je me demande tout de même s'il n'y aurait pas immédiatement une orientation à donner, des instructions fermes et précises à transmettre (...) pour mettre en recouvrement, dans le plus court délai, les contributions directes de 1924, ce qui apporterait au Trésor, dans les toutes prochaines semaines, des ressources fraîches (...) Le péril de l'inflation, sous quelque forme insidieuse qu'il puisse être présenté, est une menace de mort qu'il faut écarter à tout prix" (17): cette dernière phrase pour longtemps familière.

Les bilans de l'automne, s'ils sont mauvais, ne sont pas détestables. Au début de septembre, la Banque a pu proroger de six mois l'emprunt Morgan (18). Le franc ne connaît qu'une assez lente érosion; la livre passe de 82,5 en juin à 86,9 en décembre : Wendel se contente de noter l'aggravation des avances indirectes, de s'indigner de la participation prévisible de la France, après invitation pressante de Montagu Norman (19), gouverneur de la Banque d'Angleterre, à l'emprunt Dawes destiné à consolider la convalescence du mark.

Le gouvernement cherche de l'argent. Il en trouve aux Etats-Unis. Les régents apprennent, le 13 novembre, que le gouvernement va réussir à obtenir de la Banque Morgan un nouvel emprunt accordé pour 30 ans à l'Etat français et se substituant à celui consenti à la Banque de France (20). La Banque n'a donc pas eu cette fois à accorder de garantie fondée sur son or. Wendel craint seulement que de si bonnes conditions n'aient été obtenues que par des concessions sur la question des dettes interalliées : Robineau, un peu plus tard, lui affirme le contraire (21).

Le marché financier intérieur est plus réticent. Après avoir vu Clémentel, à plusieurs reprises, les 25 et 26 septembre, et le 1er octobre (22), et consulté le Conseil, Robineau écrit au ministre le 3 octobre que la Banque juge très désirable le lancement d'un emprunt nouveau pour alléger la trésorerie (23). Cet emprunt, que Clémentel prépare depuis son arrivée au pouvoir, est enfin mis au point en octobre et émis du 2 novembre au 10 décembre. Il consiste en Bons du Trésor à 10 ans portant intérêt de 5 % et ne rapporte que moins de 5 milliards de francs (24). Il est difficile d'apprécier la valeur des affirmations de Clémentel et d'Herriot, sur-le-champ ou plus tard, comme quoi l'opposition de droite fit en sous-main une campagne politique contre l'emprunt pour atteindre à travers lui le gouvernement (25). C'est chose bien probable (26). Accusations à gauche, tentation à droite permanentes. Mais la manœuvre ne put qu'accentuer une réticence qui aurait été en tout état de cause grande dans le public des acheteurs potentiels, petits ou gros. L'attitude de Wendel lui-même est significative et d'autant plus remarquable qu'il avait si fortement souhaité et préconisé un emprunt au mois de mars précédent. A son sens, celui-ci ne jouit pas des immunités nécessaires, et surtout il est lancé par un gouvernement incapable d'en faire bon usage. Donc : "il ruinera nos rentes sans rétablir la situation d'une façon sérieuse" (27). In odium auctoris...

Sans pousser personnellement à l'échec (28), Wendel ne s'en étonne pas. Malgré le succès de la négociation Morgan, il s'inquiète de l'état de la Trésorerie et à nouveau, début novembre, comme on a vu, annonce la catastrophe : il attend une grave crise des changes, une nouvelle attaque sur le franc. Mais voici que l'événement survient sur un autre front, celui des avances de la Banque à l'Etat. A la fin de décembre, au Conseil de régence, il apprend avec stupéfaction que, depuis quelque temps, le gouverneur avait présenté à ses régents des bilans truqués.

Le coup de théâtre.

Wendel n'était passans avoir éprouvé quelque inquiétude, depuis un certain temps, en lisant les bilans "assez peu compréhensibles" fournis chaque jeudi au Conseil par le gouverneur. Même, le 6 novembre, étonné qu'ils n'aient pas été plus mauvais et que la Trésorerie parût tenir, ayant eu l'impression qu'on avait dû faire jouer "toutes les ficelles usuelles", - et "peut-être d'autres aussi", il avait interrogé à ce propos le sous-gouverneur Ernest-Picard. N'avait-on pas secrètement touché à l'emprunt Morgan ou utilisé les dépôts de chèques postaux (29) ? Picard avait pu, à bon droit, lui affirmer qu'il n'en était rien (30).

Il restait depuis lors un malaise dans l'esprit de Wendel, entretenu par le comportement changé du gouverneur Robineau, jusqu'ici par lui estimé et souvent approuvé (31).

Robineau désormais semble avoir peur des hommes au pouvoir et "navigue", craignant de se voir placé devant l'alternative d'accepter l'inflation dont il estime, comme font les régents, qu'elle ruinerait le franc, ou de refuser de l'argent à l'Etat et d'être accusé du même

coup d'avoir obligé celui-ci à fermer ses guichets. Robineau au surplus ne subit-il pas trop l'influence de son secrétaire général, Albert Aupetit, "commensal de Charles Humbert" (32), et qui a des amitiés à gauche ?

Le jeudi 18 décembre 1924, les soupçons vagues de Wendel sont soudain confirmés par un coup de théâtre. Ce jour-là, Robineau vient déclarer au Conseil que le total des billets en circulation est présenté avec exactitude dans le bilan de la semaine - ce qui revient à dire avec pudeur qu'auparavant il ne l'était pas. Depuis plusieurs mois, en effet, le plafond a été crevé, mais les bilans ont été falsifiés pour le dissimuler. Si Robineau ne l'avoue qu'aujourd'hui, c'est que le produit de l'emprunt de novembre, tout décevant qu'il soit, a permis pour la première fois de ramener le total de l'émission en dessous du plafond de 41 milliards, à un peu plus de 40 milliards et demi. C'est aussi parce que d'expérience, la fin de l'exercice annuel amène une augmentation de 1,500 millions au moins, destinée à absorber largement la faible marge pour un instant retrouvée. Le gouverneur ne se sent plus de taille à en supporter seul la responsabilité.

Wendel ne connut que bien des années plus tard l'origine exacte des faux bilans. C'est en vain que plusieurs parlementaires cherchèrent, au moment de la chute d'Herriot, à en comprendre la technique (33). L'histoire du procédé n'a jamais été faite avec précision, obscurcie à la fois par la complexité technique des mécanismes et par la passion qui confondait souvent sous le nom d'opérations "occultes" les avances indirectes consenties par les banques et le truquage des bilans. Il faut pourtant ici décrire l'événement jusque dans le détail des procédés financiers, pour comprendre le déroulement ultérieur de l'affaire, sa portée psychologique, les violentes polémiques qu'elle provoqua, ses

conséquences politiques dans l'histoire du Cartel des gauches et de ses échecs (34).

Les faux bilans remontent aux derniers temps du Bloc National, précisément au mois de mars 1924. Alors qu'on s'en était tenu jusque-là à l'expédient des avances occultes par l'intermédiaire des établissements de crédit, expédient comme on a vu discutable dans son esprit mais légal dans sa forme, le gouvernement de la Banque de France franchit à ce moment une nouvelle étape. Le secrétaire général Aupetit imagine en effet de profiter d'une donnée comptable commode pour diminuer dans les comptes le chiffre de la circulation (35).

Il importe ici de ne pas confondre émission et circulation. Le chiffre de l'émission s'obtient en déduisant du montant des billets fabriqués le montant des billets détruits par la Banque elle-même. Le montant de la circulation s'obtient en déduisant du montant de l'émission à la fois les billets qui se trouvent chaque soir dans les caisses parisiennes et provinciales de la Banque de France et les billets " en route " d'un établissement de la Banque à un autre.

Or les bilans des succursales de la Banque de France en province et celui du siège central ne sont pas établis le même jour, les premiers le vendredi soir, le second le mercredi suivant.

Indépendamment de toute fraude, cette particularité chronologique peut avoir pour effet de réduire le montant des billets en circulation tel qu'il apparaît au bilan hebdomadaire de la Banque de France, notamment lors des fins de mois qui donnent toujours lieu, du fait des besoins de règlement, à un gonflement de la demande de billets. En effet, si le mercredi est très proche de la fin du mois, les sorties de billets opérées au siège central les samedi, lundi, mardi et mercredi sont bien enregistrées au bilan, mais les sorties de billets opérées ces mêmes jours dans les succursales de province ne le sont qu'au

bilan de la semaine suivante. Modalité comptable qui a pour effet d'écarter les variations en hausse et en baisse de la circulation. Il peut donc arriver qu'un vendredi soir les billets effectivement en circulation dépassent le plafond sans que cela apparaisse. Il en a toujours été ainsi : les montants en cause ne peuvent pas être très importants et cela ne constitue en rien une fraude (36).

En revanche constituent bel et bien une fraude deux types différents d'opérations comptables dont voici la description.

Il y a fraude lorsque, pour l'établissement du bilan d'ensemble de la Banque de France, on déduit du chiffre de l'émission (dans le calcul de la circulation) les billets des succursales de province mis "en route" entre le vendredi et le mercredi, alors qu'ils figuraient encore aux bilans des succursales établis le vendredi et à ce titre sont d'autre part déduits une première fois du chiffre de l'émission.

Une fraude similaire consiste, l'ordre de destruction qui a lieu à Clermont-Ferrand ayant été donné entre le vendredi et le mercredi, à déduire du chiffre de la fabrication le montant de cette destruction pour le calcul de l'émission, alors que ces billets figurent encore à l'encaisse à Clermont-Ferrand et à ce titre sont d'autre part déduits du chiffre de l'émission.

Il est clair qu'il n'est pas légitime de déduire les mêmes billets à la fois du chiffre de la fabrication pour obtenir le montant de l'émission et du montant de l'émission pour obtenir le chiffre de la circulation...

La minoration du chiffre de la circulation par l'un et l'autre de ces procédés ne peut naturellement pas être illimitée, mais elle peut être d'une réelle importance. Il suffit, en effet, que le gouvernement de la Banque de France donne à ses succursales des ordres de

mise "en route" élevés ou encore qu'il choisisse de faire détruire au bon moment des stocks considérables de vieux billets gardés en réserve dans ses coffres (37).

Il s'agissait, au début, dans l'esprit d'Aupetit (38), pendant la dure bataille financière du printemps, d'aider à la défense du franc contre la spéculation en dissimulant momentanément l'inflation monétaire aggravée par celle-ci, puisqu'il était impossible sous peine de créer une panique de suspendre purement et simplement la publication des bilans comme il avait été fait au début de la guerre, en 1914 (39). Le subterfuge put contribuer au succès (40). A en croire le sous-gouverneur Leclerc, seul Robineau fut mis au courant et, "comme il n'était pas très comptable", il ne vit pas tous les inconvénients d'une opération si avantageuse dans l'immédiat (41).

Milliès-Lacroix, président de la Commission des finances du Sénat affirma bien par la suite à Clémentel que la Banque continuait à envoyer au Mouvement général des fonds des notes quotidiennes faisant apparaître le montant exact de la circulation (42). Pourtant ni Poincaré, ni ses ministres des Finances successifs Lasteyrie et François-Marsal ne furent probablement informés. On s'expliquerait mal, comme l'écrit Wendel, que François-Marsal et Poincaré aient pu reprocher si vivement à Herriot le procédé des faux bilans en avril 1925, contribuant à sa chute devant le Sénat, "s'ils avaient su, à ce moment-là, qu'ils risquaient de se voir répondre par M. Herriot qu'ils avaient fait comme lui" (43). A Wendel, ils affirmèrent en tout cas tous deux, cinq ou six ans plus tard, n'avoir rien su des faux bilans en 1924 (44). Wendel lui-même crut d'ailleurs longtemps - c'est dans cette croyance qu'il détermina son attitude tout au long de 1925 - que les faux bilans dataient seulement d'octobre, la pudeur de Robineau étant restée très vague sur leur origine (45).

Ainsi inauguré, ce trop commode subterfuge continua d'être appliqué secrètement par la suite. La dissimulation, qui était de 200 millions environ le 19 mars 1924, atteignait 300 millions au début d'avril et 448 dans les premiers jours de mai, au moment des élections (46). Elle continua durant l'été, mais c'est seulement au début d'octobre qu'elle eut pour conséquence et pour but de cacher la "crevaision du plafond" avec un dépassement réel de plus d'un milliard, le 8 octobre (47).

Au même moment, début octobre, le sous-gouverneur Leclerc découvrit par hasard et avec stupéfaction le procédé inventé par Aupetit, qui ne pouvait être aperçu que par une enquête générale sur la comptabilité de la banque. S'écriant que ce que l'on avait fait constituait "une véritable dissimulation d'écritures", Leclerc refusa de s'y associer et exigea qu'on prévint le gouvernement, autrement dit Clémentel, ministre des Finances (48). Ce qui fut fait, sans qu'on sache à coup sûr si Clémentel avisa ou non Herriot sans délai. Ce dernier ne s'en est pas expliqué par la suite et les papiers de Clémentel n'apportent pas d'éclaircissements sur ce point (49).

Il semble certain, en tout cas, que Clémentel et peut-être Herriot si son ministre l'avait mis au courant souhaitèrent que le procédé des faux bilans fût prolongé dans l'attente de l'emprunt lancé en novembre avec l'espoir que celui-ci procurerait une rentrée de billets permettant de ramener la circulation en-dessous de la limite d'émission tout en rétablissant la régularité des écritures. On décida de ne rien dire, même aux régents. Robineau se défendit auprès de Wendel, un an plus tard, en lui exprimant qu'on ne pouvait vraiment pas, au moment d'un emprunt, "révéler les faux bilans à un Conseil de 21 personnes" (50).

Fin novembre, Aupetit imagina encore d'agir sur la circulation par l'intermédiaire des changes. La livre oscillait autour de 80 : en

la ramenant autour de 75, on provoquerait une baisse des prix et de l'activité, et le ralentissement de la demande de billets qui en résulterait dégagerait la Trésorerie. Etrange conséquence d'une vision étroitement financière ! Sur l'insistance "émouvante" d'Herriot, la Banque Lazard accepta, malgré son scepticisme, de tenter l'opération. C'était ignorer les effets à attendre de la situation économique prospère du pays. Les stocks étant inférieurs aux besoins, les industriels et commerçants profitèrent de la baisse artificielle des changes pour s'approvisionner en devises étrangères, "invités à cela", affirme Raymond Philippe qui vécut l'opération de l'intérieur, "par tous ceux qui, pour des raisons politiques et financières, croyaient à la dépréciation de la monnaie" (51).

Ainsi aux abois, le gouvernement de la Banque paraît un instant se résigner à fouler aux pieds sa doctrine, pour revenir à la vérité des bilans, autrement dit à accepter l'inflation tant honnie, et il vient le suggérer à Clémentel - sans que naturellement Wendel en ait rien su - au cours d'une conférence tenue rue de Rivoli entre le ministre, son directeur de cabinet Albert-Buisson, et le directeur du Mouvement général des Fonds, de Molly, d'une part, Robineau, Ernest-Picard et Aupetit d'autre part (52). Dans le compte-rendu personnel qu'il a laissé de l'entretien, Clémentel présente comme très sérieuse la requête faite à lui par la Banque "d'envisager d'urgence un projet de loi autorisant l'émission de 2 milliards de billets pour le commerce en sus des 41 milliards de la circulation légale". Peut-être Robineau et Aupetit voulaient-ils surtout jauger la fermeté du ministre. Celui-ci, en tout cas, se récria qu'il n'était pas question qu'il se résignât jamais à l'inflation. "J'ai indiqué", écrit-il, "qu'à la suite de mes déclarations répétées à la Chambre et au Sénat, il m'était totalement impossible de proposer une augmentation quelconque du nombre de billets en circulation même si le texte indiquait qu'il s'agissait uniquement de pourvoir aux besoins du commerce". C'était là au surplus doctrine

générale : "Une augmentation du chiffre légal de la circulation ne serait pas le remède car elle entraînerait des hausses parallèles du change et du prix de la vie, entraînant elles-mêmes de nouvelles augmentations de l'inflation fiduciaire..."

En pareille occurrence, Clémentel souhaite engager Herriot et il provoque le lendemain, mardi 16, une seconde réunion à son chevet - le président du Conseil est malade et alité - avec les seuls Robineau et Aupetit. Tous maintenant font chorus contre l'inflation. Robineau déclare que sa position est particulièrement difficile, "étant donné qu'il avait toujours affirmé, et notamment en Amérique, qu'il se couperait le poignet plutôt que de signer un nouveau billet". Après quoi Herriot déclare que "l'anti-inflationnisme est pour certains, dont il est, une religion..." Dans ces conditions, Herriot, Clémentel et Robineau concluent à l'unisson qu'ils démissionneront tous trois plutôt que de demander au Parlement un relèvement du plafond de la circulation .

L'étonnant, on l'oublierait presque, c'est qu'au moment où les trois hommes se font entre eux, main sur le coeur, ces grands serments, l'inflation illégale est déjà faite ! Comportement magique, impliquant que le phénomène n'existe pas en soi, tant qu'il n'est pas révélé et qu'il reste enfoui dans les dédales obscurs d'une comptabilité truquée...

Il ne reste plus qu'à se rabattre sur une série de mesures de fortune pour tenter désespérément de restreindre un moment la circulation ou son apparence comptable.

Robineau lui-même, cependant, n'y croit probablement plus. Il juge, en tout cas, qu'il ne peut plus continuer à supporter, avec le seul Aupetit, rue de la Vrillière, le poids de son secret. D'où la révélation

du 18 décembre, qui place brusquement le Conseil de régence devant des responsabilités fort lourdes et fort inédites.

CHAPITRE III

HERRIOT ÉTRANGÉ

CHAPITRE III

HERRIOT ÉTRANGLESECTION I - SursisLe lacet

Au moment où commence 1925, Herriot et Clémentel sont en cruelle posture : autour de leur cou, un lacet qu'ils se sont passé eux-mêmes - et dont les régents tiennent le bout. Car ils peuvent choisir de dire publiquement et sur-le-champ : "le gouvernement du Cartel qui s'est proclamé, tant de fois, comme nous le sommes nous-mêmes avec tous les esprits raisonnables de ce pays, convaincu que le plafond de la circulation est sacré et que l'inflation serait un crime, a pourtant pratiqué celle-ci et crevé celui-là - profitant de la complicité d'un gouverneur nommé et révocable ad nutum par l'exécutif. On nous a caché le forfait en même temps qu'au pays, en truquant les comptes. Nous l'apprenons soudain. Notre rôle, notre devoir sont de veiller strictement au respect du crédit public et à la régularité des bilans. Nous publions donc cette stupéfiante nouvelle et laissons juge l'opinion". De tels propos, la conséquence serait certaine et immédiate : l'indignation générale, venue du plus profond des mythes populaires, balaitrait d'un seul coup les gouvernants responsables.

Jamais dans l'histoire de la Banque une telle influence sur la politique générale n'a été confiée aux régents par les circonstances et la maladresse de l'exécutif. Et cette situation neuve est née au moment où le gouvernement qui s'est ainsi livré lui-même pieds et poings liés est l'un de ceux pour lesquels les milieux d'argent dans

leur ensemble peuvent avoir le plus de répugnance, dont ils peuvent souhaiter le plus ardemment se débarrasser au plus vite ! La logique ne veut-elle pas qu'ils saisissent sans délai l'occasion offerte ?

Le sursis surprenant

A considérer d'abord le seul Wendel, on constate que la surprise le laisse un moment désorienté. Il exhale bien, au dîner des Débats, le 23 décembre au soir, son mécontentement d'avoir été laissé à l'écart des décisions prises, qui sont "sottises sur sottises", et il le fait avec une "vivacité" qui surprend Nalèche et que celui-ci raconte fidèlement à Lebaudy (1). Mais s'il éprouve beaucoup de rancune quant au procédé, Wendel n'a pas encore quant au fond, le 23, fixé sa politique (2). Le 27 décembre, les choses commencent, en revanche, à prendre forme. Il assiste, chez son collègue le Baron Davillier, à une réunion qui regroupe Mallet, Laederich, et Félix Vernes. On y fixe une position que Wendel se charge ensuite d'expliquer au gouverneur au cours d'un conseil extraordinaire.

Les régents rappellent d'abord qu'ils viennent de faire preuve de bonne volonté en acceptant que le plafond des avances ne soit abaissé que de 1,2 milliards au lieu des 2 milliards prévus (3). Puis l'essentiel : ils admettent que la marge dans ces conditions provisoirement recouvrée laisse un bref répit, ils vont jusqu'à accepter d'"encaisser" la pointe inévitable du 31 décembre. La concession est considérable : on l'habille ingénieusement en disant que l'intolérable serait que la "moyenne" de la circulation soit supérieure à la limite d'émission. Et l'on rappelle que si "la pointe" ne se résorbe pas, la situation ne pourra se prolonger, "la raison d'être du Conseil /-étant/ avant tout la garantie de la sincérité du bilan qu'il présente"...

D'autre part, le gouverneur devra dès maintenant écrire au Ministre pour se couvrir "en attirant son attention sur une situation qui ne saurait durer et qui réclame des apaisements" (4). Mais le fait est là : on ne tire pas sur le lacet...

Clémentel, le même jour, vient à la Banque, y voit ensemble Robineau, Rothschild et Wendel (5), et s'efforce de rassurer en manifestant beaucoup de bonne volonté. Affirmant hautement, comme auparavant devant Robineau, qu'il démissionnerait plutôt que de proposer l'inflation (6) - un esprit malin traduirait "plutôt que de l'avouer" - il explique ses intentions dans la ligne des décisions arrêtées à la réunion du 16 décembre chez Herriot et exposées déjà en gros à la commission des Finances de la Chambre (7) : la compression des dépenses de l'Etat "sera continuée avec une persévérante ténacité" et on poursuivra "sans heurts mais avec la plus grande énergie" l'action sur le marché des changes pour améliorer la valeur du franc; on pourra même songer, "si cela devenait indispensable", à "certains impôts nouveaux". Il avance enfin une série de palliatifs immédiats qui seront abondamment agités par la suite mais que Wendel juge, non sans motifs, dérisoires et inopérants : réduction au plus strict minimum des encaisses de tous les comptables publics, projet de loi destiné à développer les paiements par chèques et virements aux dépens des effets de commerce, institution d'une monnaie spéciale pour Madagascar et d'une monnaie auxiliaire pour la Sarre (8). Jamais plus qu'à l'énoncé de cette politique, on ne constate que l'on est en plein tabou de psychologie collective : toutes ces mesures concernent des billets dont la réduction ne peut avoir aucun effet réel sur le niveau des prix parce qu'elle ne modifie en rien le montant total de la masse monétaire active sur le territoire français métropolitain, soit qu'ils se trouvent par définition en dehors de celui-ci, soit qu'ils soient remplacés par des chèques

dont l'effet économique est exactement similaire (9). Wendel n'a donc pas tort de juger assez dérisoires ces "palliatifs inopérants". Mais en somme les régents n'ont pas fait trop grise mine au ministre.

Le 29, Wendel revient à la Banque pour participer à la rédaction de la lettre qu'enverra Robineau à Clémentel. On commence par y poser comme intangible et sacré le plafond de la circulation. "Le Conseil général est profondément et unanimement convaincu qu'aucune mesure ne serait plus funeste qu'un relèvement du maximum légal de la circulation. Elle ruinerait au -dehors le crédit du pays et ouvrirait la porte à une inflation progressive que ni le gouvernement ni la Banque ne seraient plus maîtres de contenir". Soit; on sait que sur le principe tous les acteurs principaux de la bataille à venir sont d'accord.

Puis, après avoir fait longuement et respectueusement l'énoncé des palliatifs utilisés ou proposés par la Banque ou par le gouvernement, la lettre en vient aux "sources profondes du mal" que les moyens techniques sont incapables d'atteindre vraiment : "Nous avons à lutter (...) contre la thésaurisation des billets et contre le développement de la masse du crédit qui résulte elle-même dans une large mesure, de la hausse des prix. Cette hausse provient à son tour, et pour une part certainement très notable, du niveau élevé des changes qui contribue à maintenir un large courant d'exportation des capitaux". D'où, en conclusion, le maître-mot, qui est politique : le succès est subordonné "au rétablissement d'une atmosphère de pleine confiance financière qui relève exclusivement de l'action gouvernementale et du Parlement".

Aussi bien, c'est à renforcer cette dernière partie de la lettre, directement politique, que Rothschild et Wendel s'emploient, le dernier faisant ajouter encore ce paragraphe, qui évitât "que l'on compromît à plaisir le Conseil" (10) : "Nous voulons très fermement espérer que

tout sera fait pour rétablir rapidement cette confiance et que nous ne nous trouverons pas placés en face de responsabilités qu'il n'est pas en notre pouvoir d'assumer. S'il devait en être autrement, le Conseil général se verrait obligé de vous saisir à nouveau de ce grave problème qu'il ne dépendrait plus de nous d'éluder" (11). La nature du marché s'esquisse - mais on n'exige pas qu'il soit conclu sur-le-champ.

Or quinze jours plus tard, au 14 janvier 1925, le dépassement est de 700 millions environ après avoir été de 1.400 millions au plus haut, le 2 janvier. Il devient clair que toutes les chances de voir la circulation revenir en-dessous du plafond sans des mesures budgétaires très radicales sont désormais envolées, et vaines les arguties sur la "moyenne de la circulation". Le gouverneur agite bien encore un espoir : que la petite crise économique qui paraît s'annoncer réduise les affaires et la demande de billets qui en résulte - et l'on voit par la seule expression de cette étrange espérance, où peut conduire cette vision étroitemment comptable des choses - mais il sera vite détrompé.

Quoi qu'il en soit, personne ne croit vraiment à cette éventualité et le Conseil général est placé cette fois sans échappatoire devant la nécessité de confirmer son choix.

Le 14 janvier, c'est chose faite. Les "principaux régents" (12) se réunissent officieusement avant la séance extraordinaire du Conseil et ils décident d'accepter de prolonger quelque temps la situation irrégulière. On enverra une délégation solennelle chez Herriot, avec Neuflize, Laederich, Cordier et Rothschild comme porte-parole. On lui dira : "La confiance a disparu, il faut la rétablir. Nous pouvons, si le gouvernement est disposé à faire le nécessaire, prolonger de quelques semaines la situation irrégulière dans laquelle nous nous trouvons, mais cela ne peut être envisagé que si le gouvernement fait quelque chose..." (13).

Les régents peuvent bien, c'est de bonne guerre, faire sentir leur puissance. Il demeure qu'ils n'ont pas serré le licou. Pourquoi donc cette longanimité ? - ou pourquoi cette timidité ?

Explications d'une
provisoire longanimité.

Quelles qu'aient été les explications du comportement de Robineau et d'Aupetit entraînés dans cette spirale - myopie sur la suite, pusillanimité de fonctionnaires, illusion d'un redressement proche après la mauvaise passe - ils ont naturellement fait grand effort pour ne pas être isolés dans leur responsabilité, et, compromis eux-mêmes par le gouvernement, pour y entraîner les régents ou du moins certains d'entre eux. La logique de la situation veut que du moment où ceux-ci, à leur tour, ont consenti un délai, ils commencent d'être grignotés par le même mécanisme que le gouverneur et deviennent beaucoup moins forts pour proclamer publiquement une indignation mortelle pour le cabinet. Ne risquent-ils pas de se faire dire qu'eux-mêmes ont accepté de fermer les yeux, et quels que pussent être leurs motifs, se sont faits ainsi complices de la supercherie ? Il est loisible de se demander si les régents ont jamais été en fait placés, à un instant donné et collectivement, devant le choix très simple que l'on reconstruit aisément après coup.

On peut penser en effet que certains régents banquiers, et Rothschild au premier chef, peuvent avoir été prévenus par Robineau avant le 18 décembre, et de ce fait eux-mêmes engagés par le silence entre-temps conservé : Wendel en eut quelquefois le sentiment par la suite, malgré les dénégations molles de Rothschild (14).

La visite de Clémentel à la Banque, le 27 décembre, constitue une autre étape de ce "grignotage". Curieuse entrevue : Clémentel donne à tort l'impression d'ignorer le dépassement et les procédés employés pour le dissimuler. Il n'y est fait allusion par personne.

Wendel se persuada par la suite que Robineau avait fait croire à dessein à ses régents que le gouvernement n'était pas renseigné. De telle sorte qu'on ne parla ce jour-là que de la crevaision imminente du plafond, mais nullement des bilans truqués. Ainsi du temps fut perdu pour la protestation et latitude laissée à Clémentel pour un moment de feindre au-dehors s'être cru implicitement approuvé. En somme, les régents - ou certains d'entre eux - auraient été "roulés" par le ministre et le gouverneur (15).

Ne peut-on pas aller plus loin encore, et penser que plusieurs y ont mis quelque complaisance ? Car on s'égarerait à considérer le Conseil comme un bloc monolithique animé tout entier d'une hostilité irréconciliable envers le gouvernement. Certains de ses membres étaient au fond - soit réelle sympathie soit opportunisme - assez proches du pouvoir, y compris le très influent Rothschild, dont Wendel, comme on a vu, déplore souvent les "faiblesses radicales". Le cas de Dervillé, de la Banque de Paris et des Pays-Bas est également intéressant. On dit beaucoup qu'Horace Finaly, qui règne à la Banque de Paris, est proche des chefs du Cartel. Et Dervillé ne cessera pas, par la suite, de pousser à la modération et de prêcher la bonne volonté : inspirateur principal de la conciliation. Peut-être certains régents crurent-ils d'ailleurs vraiment que le Cartel pourrait redresser la situation en se pliant à plus de "sagesse" et pensèrent-ils que, dans ce cas, malgré leurs éventuelles réticences politiques, le devoir était de lui laisser une chance, de ne pas provoquer la chute du franc en même temps que

celle d'Herriot. Quant à ceux mêmes qui ne crurent pas à un "redressement" possible, il leur parut peut-être imprudent d'endosser une lourde responsabilité politique pour provoquer un événement qui surviendrait de toute façon sans que le rôle de la Banque soit souligné avec tant d'éclat : façon de rejeter comme cadeau empoisonné le pouvoir d'influence politique directe brusquement apporté par les circonstances et la faiblesse à courte vue du gouvernement. Motif en somme moins élevé, le franc ainsi défendu risquant d'être encore affaibli par l'attente.

Les documents qui subsistent ne permettent pas de pondérer ou d'attribuer nettement ces motivations. Wendel lui-même finit par accepter le choix fait. Il s'est montré pourtant particulièrement réticent, parce que lui ne doute pas de l'échec inévitable - "Tout cela revient à vrai dire à reculer pour mieux sauter", écrit-il, et à propos de la "confiance" à rétablir : "Cela ne nous regarde pas de savoir si le gouvernement actuel le peut... ce n'est évidemment pas le cas" (16).

On comprendrait mal, dans ces conditions, qu'il ait accepté le délai de grâce, si l'on s'en tenait à la seule logique de sa position. Ce "cela ne nous regarde pas" n'est guère dans sa ligne. Mais il n'oublie pas - n'étant pas prêt à la politique du pire - de considérer le péril que court le franc et il ne se soucie pas d'entraîner dans la chute tant souhaitée de Herriot celle aussi de la monnaie. Il faut l'une sans l'autre : ce qui exige de la cautèle et interdit la précipitation.

D'autre part, il ne se sent pas encore en force au Conseil. Ce rigide sait être politique, se plier au courant majoritaire, et attendre son heure. C'est ainsi qu'il s'abstient de participer à la visite chez Herriot. Le régent député se sent un peu encombrant à cause de sa vigoureuse opposition parlementaire (17). Il gardera ainsi les mains plus libres pour l'avenir. Il ne veut pas être soupçonné de "faire

de la politique" à la Banque (18) - même s'il en fait. Sa double qualité le gêne ainsi parfois autant qu'elle l'aide.

Et puis enfin, quand bien même le sursis accordé rendrait un peu moins brillante la situation des régents pour le jour où l'on abattra les cartes, le licou demeure, et Wendel compte bien se charger de ne pas laisser Herriot l'oublier...

Au reste les plus modérés sont un instant renforcés par l'attitude très conciliante adoptée au cours de l'entrevue par le Président du Conseil. Herriot découvre-t-il où il s'est laissé conduire ? Tout en attaquant le Temps, les Débats, le Comité des Forges - les deux derniers champs d'influence Wendel, - il a juré qu'il était patriote, qu'il ne ferait pas d'inflation, et il a promis de préparer un discours la condamnant solennellement pour renforcer la confiance (19). Le troc naturellement n'est pas nettement formulé, mais il est assez clair. Wendel le reconnaît implicitement et tout persuadé qu'il soit toujours qu'on court à "la catastrophe financière" (20), il se contente pour l'instant d'exiger que désormais le gouverneur fournisse au Conseil les renseignements détaillés et rigoureusement véridiques qui lui permettront de mesurer son exacte responsabilité (21). Attendre et voir.

Le rebondissement de
mi-février.

Jusqu'à la fin du mois, la situation reste en état, sans perspective proche d'amélioration. Puis, le 29 janvier, lorsqu'il apparaît que le bilan du 5 février risque bien d'être aussi mensonger que celui du 2 janvier, les choses recommencent à bouger. Robineau, à l'insu de Wendel sur le moment, déclare à Clémentel qu'il veut donner sa démission -

mais s'entend adjurer de rester à son poste (22) et il y consent pour un temps. Il se contente d'adresser au ministre, le jour même du nouveau bilan, 7 février, une lettre qui exprime les vives inquiétudes du Conseil général, et rappelle qu'à ses yeux - c'est toujours même antienne - "il n'y a à espérer d'arrêt dans l'augmentation de la circulation que si la hausse des prix et des salaires s'arrêtait d'elle-même, sous l'influence d'une politique de compression réellement rigoureuse de toutes les dépenses, de sécurité pour l'épargne, et de la détente des changes qui serait la conséquence de cette politique..." (23).

Le gouverneur appuie ce message par deux visites successives à Clémentel, les 6 et 7 février, en compagnie d'abord du seul Rothschild, puis avec Neuflize, Cordier et Laederich. Tandis que Rothschild développe longuement un programme politique de "confiance", Robineau parle une nouvelle fois de sa démission imminente. "Si vous ne voulez pas agir, lui dit-il, nous nous en irons..." Pour sa part, il ne souhaite plus "que mourir..."

Deux ou trois semaines auparavant, explique-t-il, la Banque avait pu "espérer un miracle", une fois passées "les pointes de fin d'année" et elle l'avait dit au président du Conseil. Mais le miracle n'a pas eu lieu. Le dépassement de la circulation dissimulé est maintenant de plus d'un milliard. Et il conclut : "Voyez notre anxiété, nous ne pouvons pas continuer ainsi..." (24).

Ainsi, les événements paraissent une seconde fois se précipiter. Herriot et Clémentel ne croient plus pouvoir supporter seuls le secret. Le 10 février au soir, ils réunissent rue de Rivoli plusieurs membres des commissions des Finances des deux assemblées, notamment leurs présidents et rapporteurs généraux, et leur révèlent, à leur stupéfaction, qu'on a "crevé le plafond" (25).

D'autre part les délégués des régents demandent à revoir le président du Conseil. Cette nouvelle visite à Herriot a lieu le 12 février, et dure de midi trente à quinze heures. Elle ne permet que de recevoir de nouvelles promesses, notamment celle d'un second grand discours de "confiance". C'est celui où Herriot dira gravement : "Il n'y a rien de plus sot, rien de plus vain, que de vouloir atteindre le capital actif, le capital qui travaille...", et aussi : "Coûte que coûte, il nous faut tendre vers la revalorisation du franc (...) à la manière de la Grande-Bretagne qui a osé rester fidèle à la doctrine de retour de la livre à la parité de l'or" (26). Mais Herriot ne s'est pas engagé sur la question de l'impôt sur le capital (27).

Concession plus tangible, Herriot décide, le 14 février, à la suite d'une réunion avec le bureau de la commission des Finances du Sénat (28), et une autre très orageuse avec les chefs de la majorité parlementaire - Blum, Auriol, Viollette, Bedouce, Klotz, Lamoureux, Georges Bonnet, Loucheur, et Malvy (29) - de supprimer l'institution du bordereau de coupons si désagréable à la droite.

Ce point est significatif et montre assez dans quel confusionnisme mortel le Cartel s'est laissé englué. Le bordereau avait été créé par le dernier gouvernement du Bloc National pour lutter contre la dissimulation fiscale des revenus de valeurs mobilières. La gauche le supprime dans l'espoir d'enrayer l'évasion des capitaux que cette mesure contribuait à provoquer. Herriot continue donc à ne pas choisir et achète ainsi - à quel prix ! - un nouveau délai de grâce. "Jamais je n'ai souffert comme ce soir-là," dira Auriol quelques mois plus tard, "parce que je me suis senti personnellement vaincu à la demande de la Banque de France" (30).

Mais dans cette atmosphère de bonne volonté, les relations se

radoucissent. Robineau accepte de retirer provisoirement sa démission - qu'il a beaucoup montrée à la ronde : à Henry Chéron, au Président de la République, et à plusieurs régents. Tous l'ont encouragé à ne pas la maintenir (31). Wendel qui n'apprend que le 12 les velléités de Robineau, écrit d'ailleurs sèchement à ce propos : "Nous ne saurions tolérer /~un tel retrait_/ de la part d'un homme qui a pris la lourde responsabilité de nous laisser ignorer pendant des mois la situation qui s'est révélée fin décembre..." (32).

Wendel est volontairement resté, cette fois encore, à l'écart des entretiens et s'en trouve du coup plus libre pour désapprouver le nouveau sursis accordé au ministère par Robineau et par ses collègues. Il s'installe dans son rôle d'aiguillon de la rigueur. Dès le 12 février, après le compte-rendu des délégués du Conseil sur l'entrevue avec Herriot, il revient à la charge, en manifestant qu'en dépit des promesses reçues, il faut exiger que le bilan du 26 février soit sincère. A l'appui, il avance deux faits nouveaux. D'abord des fuites commencent à se produire et les faux bilans commencent d'être connus dans Paris; à vrai dire, depuis l'avant-veille trop de personnes sont au courant pour qu'il puisse en aller autrement (33). Une fois le secret éventé, le Conseil se compromettra plus gravement et sans nul profit national (34). Wendel a été impressionné par le mot que lui a lancé le matin même Loucheur qu'il croisait dans les couloirs de la Chambre : "Pas de bilan faux, vous êtes déjà allés trop loin" (35). Certains n'attendent-ils pas avec gourmandise que le Conseil s'enferme pour pouvoir le lui faire payer ensuite ? Ne risque-t-il pas de perdre la maîtrise de la situation au profit d'autres qui montreront moins de longanimité à leur égard qu'eux-mêmes envers Herriot ? Il y a là une perspective propre à influencer. (36).

D'autre part, Wendel est en train de se confirmer une conviction

destinée à lever une part de ses scrupules quant à la défense du franc. Devant l'échec de plus en plus patent de toutes les mesures prises, il juge maintenant avec pertinence - et sans renier naturellement sa doctrine - qu'une inflation de trois milliards est devenue inévitable, quelle que soit l'évolution politique prochaine, ou plutôt qu'il est vain d'espérer réduire celle qu'on a faite, donc décidément absurde de continuer à la dissimuler (37).

Mais cette offensive de Wendel se heurte de front à Edouard de Rothschild : lui insiste pour qu'on laisse à Herriot "le temps d'arranger les choses" (38). Il apporte son appui très influent à Robineau qui s'agrippe à un double argument, le caractère toujours inadmissible de l'inflation par principe et les engagements pris par lui envers le Cabinet. Rothschild ajoute sa certitude - et il touche là Wendel à un point sensible - qu'en révélant et régularisant l'inflation, on provoquera un choc psychologique propre à créer bien pire : un drame financier, sinon national. Au grand soulagement du gouverneur et à l'irritation de Wendel, la majorité du Conseil, impressionnée par ces sombres perspectives, à la mi-février comme en janvier, prend le parti de la conciliation.

26 février :
troisième assaut.

Mais rien ici n'est jamais acquis. Chaque jour qui passe sans apporter l'espoir d'une amélioration renforce en face la thèse "dure" qui est celle de Wendel, qui sent bien que le temps travaille pour lui et que le fruit mûrit. Dès la fin de février, revenant à la charge, engageant un troisième assaut, il se voit maintenant soutenu par Laederich, Félix Vernes, Mallet, Heine et les censeurs. Dervillé et Rothschild

lui-même mettent moins d'ardeur à soutenir l'opinion de Robineau. Le discours de Herriot, prononcé comme prévu, n'a eu aucun effet notable. Quant à la catastrophe escomptée si l'on révèle la situation au public, Wendel obtient l'attention de ses collègues lorsqu'il déclare que, si cette catastrophe est vraiment inévitable, il n'y a nul profit à la retarder, partant à l'aggraver. Au Conseil du 26 février, il a cette formule propre à retourner à son profit la prudence de ses collègues : "Nous n'avons pas à faire de politique, mais si au lieu d'être député modéré, j'étais député radical, je craindrais fort que le premier ministre modéré qui reprendrait le pouvoir ne me reproche d'en avoir fait en patientant si longtemps" (39).

D'autre part, la loi de finances qu'Herriot est en train de faire voter à la Chambre, notamment la "folie" (40) de la déclaration des avoirs à l'étranger, marque un net infléchissement à gauche et par là sert Wendel. Il a voté contre, pour la première fois de sa carrière, et il espère que ce budget effrayera ses collègues même les plus "complaisants" envers le pouvoir...

Robineau lui-même, dans ses confidences ultérieures faites à Lachapelle pour justification, explique que cette fin de février lui est apparue comme un tournant. Jusque-là, il acceptait, dit-il, de prendre en considération les "éléments de compensation" constitués par les francs circulant en Sarre et à Madagascar, et par les billets perdus "représentant ensemble un contingent sans doute supérieur à un milliard". Et comme "la loi ne dit pas que la limite de circulation s'applique à un chiffre nominal, mais à un chiffre réel", il jugeait - non sans casuistique - qu'en deçà de ce chiffre on pouvait accorder un répit à un gouvernement promettant une véritable oeuvre de redressement. "Le gouvernement", dit Robineau, "est responsable du crédit public" et "nous avons jugé qu'il ne nous appartenait pas de saisir l'opinion

française et étrangère d'un conflit dont la révélation était de nature à avoir des conséquences dommageables pour notre pays".

Mais à partir de la fin de février, le Cabinet ne pouvant assurer ses échéances sans faire un nouvel appel aux banques privées, il apparut au gouverneur que "la situation allait empirer, que les éléments de compensation matérielle, jusque-là suffisants, seraient débordés, et que selon toute vraisemblance la politique du gouvernement ne parviendrait plus à résorber les dépassements antérieurs" (41).

Peut-être Robineau minimise-t-il à l'excès, dans cette réflexion ultérieure, le rôle des pressions qu'il subit de la part de son Conseil général et reconstruit-il trop logiquement l'histoire de son comportement - mais, quoi qu'il en soit, on constate que l'accord se réalise au Conseil du 26 février pour la rédaction d'une nouvelle lettre de Robineau à Clémentel.

Il s'agit cette fois d'une vraie mise en demeure et qui doit, aux yeux des régents, "permettre d'en finir". Le gouvernement, dans sa recherche désespérée d'un expédient, annonce bien un projet de loi prévoyant l'émission d'obligations qui pourraient servir avantageusement au paiement ultérieur de l'impôt : c'est le système du "chèque-contribution" (42). Les régents ne croient pas un instant à son efficacité. La moyenne de la circulation a encore augmenté de 500 millions en février. La situation très difficile de la Trésorerie fait attendre pour la fin du mois un nouvel emprunt par la voie indirecte ordinaire, qui augmentera l'émission. Dans ces conditions, le Conseil annonce à Herriot que le prochain bilan - celui du 5 mars - enregistrera le dépassement qui sera donc public. D'ici là, écrit-on, "il appartient au gouvernement (...) de régulariser législativement (...) un dépassement de la limite légale que tous nos efforts sont malheureusement impuissants à éviter" (43). En portant la lettre à Clémentel et à

Herriot, Robineau précisera qu'aux yeux de la Banque c'est une demande d'augmentation de la circulation de 3 milliards que le gouvernement devra déposer, en même temps que son projet de loi sur les chèques-contributions (44). Wendel - qui sait bien qu'Herriot n'y survivra pas, - peut croire toucher enfin au but.

Mais l'adversaire est coriace et ne s'avoue pas encore vaincu. S'appuyant sur Robineau et sur ceux des régents qui répugnent le plus à résister à ses sollicitations, Herriot tente une nouvelle fois de repousser l'échéance et de colmater la brèche. Recevant Robineau, le 26 février au soir, il s'écrie "qu'on le prend à la gorge" alors qu'il touche au port (45), et réclame un nouveau délai. Il lui faut faire contre-poids aux régents : le lendemain, 27 février, il convoque donc pour s'en assurer le soutien, en présence de Robineau et d'Aupetit, les présidents et rapporteurs généraux des commissions des Finances des deux Assemblées, Milliès-Lacroix et Henry Bérenger, pour le Sénat, Vincent Auriol et Maurice Viollette pour la Chambre.

L'entrevue est importante parce qu'elle éclaire bien les contradictions d'Herriot, et ses louvoiements. On ne lui voit plus qu'un seul dessein clair : en zigzaguant, gagner du temps à la petite semaine (46). C'est le même homme qui vient, à quelques jours d'intervalle, d'accepter la suppression du bordereau de coupons et de faire instituer la déclaration obligatoire des avoirs à l'étranger (47). Ce jour-là, il confirme avec solennité à ses visiteurs la situation extrêmement grave de la Trésorerie et revenant sur les faux bilans, il les fait remonter seulement au mois de janvier - ce qui le dispense d'explications difficiles.

Il commence par obtenir un accord unanime - bon reflet de l'opinion parlementaire moyenne - pour refuser aux régents "tout projet de régularisation qui se traduirait par de l'inflation". Puis à l'intérieur de ce cadre étroit et de plus en plus irréaliste où il s'enferme lui-même,

il mêle, d'un instant à l'autre, douceurs et menaces. En vérité, il est sans boussole.

Il expose d'abord les expédients auxquels il songe; ceux déjà connus auxquels s'ajoute maintenant, chose assez dérisoire, la vente d'un stock énorme de cuivre évalué à 500 millions qui existerait à l'arsenal de Bourges ! Puis, en fin d'entrevue, changeant de ton, il parle d'un emprunt foncier, d'un prélèvement sur le capital, que les deux sénateurs interprètent comme une "menace comminatoire" - le pléonasme dit leur émotion - à l'adresse de la haute Assemblée. Herriot en a déjà agité l'éventualité la veille, dans les couloirs de la Chambre(48). Béranger sort de l'entretien effrayé, persuadé que c'est là que Herriot veut en venir, le reste ne permettant que d'amuser le tapis en gagnant deux ou trois semaines...

Ainsi Herriot n'a-t-il obtenu le soutien des parlementaires que sur un point, tout négatif : le refus de la régularisation que réclame la Banque. Seul avantage à très court terme, il se sent plus fort pour tenter de se camper en face des régents qu'il doit recevoir le lendemain.

Ceux-ci, à la Banque, tiennent conseil sur conseil, dans une atmosphère orageuse. Ce même 27 février, le gouverneur qui sort de chez Herriot propose d'entrée de jeu que l'on accède à la demande du président du Conseil, mais la discussion générale qui s'ensuit paraît confirmer la détermination négative de la veille. C'est alors que Robineau jette à nouveau sa démission dans la balance, déclarant qu'il s'en ira si les régents ne cèdent pas. Il ne paraît pas possible à ce fonctionnaire de se dérober à la requête du gouvernement priant qu'on le soutienne dans son effort patriotique. Il s'est d'ailleurs, marque-t-il, engagé personnellement envers lui.

La menace de Robineau ainsi réitérée risque d'ébranler le Conseil,

et Wendel la relève vivement. "J'ai dû donner", écrit-il, "beaucoup plus que je ne le désirais, mais il n'y a pas eu moyen de faire autrement (...) J'ai déclaré que, dans un sentiment élevé de patriotisme (bien entendu) le gouverneur avait, sans nous le dire, publié des bilans inexacts d'août à décembre, que ce n'était qu'à ce moment qu'il avait mis le Conseil au courant de la situation et que, par suite, la responsabilité des régents ne jouait que depuis cette époque, que, malgré cela, nous nous étions solidarisés avec lui, qu'il n'avait pas le droit, aujourd'hui, de ne pas se solidariser avec nous. Cela a été dit avec des formes, mais cela a été dit clairement. Le gouverneur a encaissé le compliment, mais cherché à compromettre Rothschild dans son jeu et à démontrer qu'il était comme lui engagé vis-à-vis du gouvernement..."(49).

Wendel est d'abord appuyé nettement par Petit, Cordier, Laederich(50), mais son intervention n'empêche pas que le Conseil, entraîné par Robineau et par Dervillé, esquisse un fléchissement (51). Le lendemain, au cours d'une nouvelle réunion, Wendel répète, mais en vain, sa thèse sous cette forme : il faut absolument fixer une date ferme au gouvernement pour qu'il ne puisse pas reprocher à la Banque "de le prendre en traître". Et comme le premier bilan ne devrait pas être trop mauvais "pour ne pas choquer le gros public", il devra être publié "le 12, le 19, au plus tard le 26 mars" : il ne fait de concession que sur la date.

Mais comme il se sent visiblement à nouveau en minorité, il s'abstient encore une fois, malgré les invites du gouverneur, de participer à la délégation qui va dire à Herriot qu'on accepte le nouveau délai. On exigera seulement, pour se couvrir, que le président du Conseil formule sa requête par écrit. Au retour de la délégation, le même jour, Wendel enregistre sa nouvelle défaite provisoire. "Je n'ai pas caché que l'on continuait à nous rouler et me suis arrangé pour ne rien dire qui entrave ma liberté de manoeuvre" (52).

Le 5 mars, il prend connaissance avec ses collègues de la lettre d'Herriot qui sanctionne la fin de cette nouvelle reprise : après l'énumération des expédients annoncés, elle affirme contre toute vraisemblance : "Il nous paraît légitime de penser que la circulation pourra, dans un certain délai, par l'effet de toutes ces mesures, se trouver ramenée dans les limites du maximum de 41 milliards..." Et Herriot conclut : "J'insiste à nouveau, très instamment, auprès du Conseil général pour qu'il maintienne jusqu'à la fin du mois de mars, dans le sentiment élevé de l'intérêt général qui l'a toujours inspiré, et en plein accord avec le gouvernement, une situation d'expectative. Si les circonstances devaient ne pas répondre à notre effort, le gouvernement se réserve d'envisager les moyens d'y mettre fin" (53).

Wendel souligne combien la dernière formule est vague : un brouillon de la lettre corrigé de la main même d'Herriot, qui est conservé dans les papiers de Clémentel, montre d'ailleurs que le président du Conseil en a accentué volontairement le flou (54). Mais enfin la fixation pour la première fois d'une date limite, celle des derniers jours de mars, est un motif de satisfaction (55).

Le jeudi 5, Clémentel confirme par écrit au gouverneur que, pour donner à la Trésorerie un nouveau sursis, il a fait une fois de plus appel à des avances indirectes par l'intermédiaire de neuf établissements de crédit, pour un montant de 955 millions (56).

Enfin le gouvernement met à la disposition de la Banque, pour agir sur le marché des changes, 30 millions de dollars prélevés sur l'emprunt Morgan (57). On juge généralement, à la Banque, que c'est une fois de plus agir sur le thermomètre plutôt que sur la maladie. Il ne s'agissait pas, comme un an auparavant, d'une spéculation artificielle, mais d'une dépréciation spontanée traduisant des inquiétudes généralisées. Le Conseil écrit donc à Clémentel que, si on le charge de vendre ses dollars, il le fera, mais qu'il se refuse à apprécier l'opportunité de la décision (58).

Ainsi Herriot gagne-t-il un nouveau sursis. Mais très bref. Car le 14 mars, Wendel décide de jouer son va-tout et de lancer l'offensive finale.

SECTION 2 - ExecutionPour l'hallali

Dans les jours qui précèdent la décision de Wendel de brusquer les choses, il a pris contact, comme pour assurer ses arrières, avec deux candidats éventuels à la succession d'Herriot, Briand et Caillaux, pour le premier en lui rendant visite directement, pour le second, à la Chambre, par l'intermédiaire de Jean Montigny, jeune député de la Sarthe, fils de Maurice Montigny, régent de la Banque, qui est très proche de Caillaux (1). Il en a tiré l'impression qu'on s'étonnait un peu à gauche, à présent que courait le bruit des faux bilans, de la longanimité des régents et au premier chef de Wendel lui-même. Les adversaires de la Banque ne seront-ils pas heureux de la compromettre plus tard, en même temps qu'Herriot ? Car "si Herriot est solide,aire du Conseil, ses successeurs ne le seront point : quelques phrases échappées à Briand le montrent bien". "Ce que nous faisons", juge donc Wendel, "est la négation du principe de notre contrôle. Autant avoir une banque purement d'Etat, si la Banque ne doit plus être protégée contre certaines pratiques" (2).

Dans tout ceci, à vrai dire, rien de très neuf, l'accentuation seulement, avec le temps qui passe, des motivations antérieures. Mais il s'y ajoute comme une mutation psychologique. C'est le moment où l'on voit Wendel renoncer définitivement, devant lui-même, à la demi-fiction de la séparation entre ses fonctions financières et ses fonctions parlementaires. Chez lui, la crainte de paraître agir pour des raisons politiques cède à la volonté de le faire délibérément. Ainsi écrit-il le 14 mars : "Peut-on me demander, à moi, homme politique, qui voit la façon dont Herriot et ses acolytes mènent la France au

désastre, de continuer à lui rendre les services que nous lui rendons depuis des mois ? La responsabilité prise au point de vue financier se double, que je le veuille ou non, d'une responsabilité politique qui n'est pas moins lourde que l'autre. Je ne saurais l'accepter plus longtemps" (3).

Ce même jour, Wendel vient donc rendre visite à Robineau et lui annoncer solennellement que si la situation n'est pas régularisée à la fin du mois, comme le gouverneur l'a laissé espérer, et si la majorité du Conseil paraît consentir à de nouvelles concessions, il ne pourra l'accepter et donnera sa démission. Il dit à Robineau qu'il a tenu à le prévenir d'avance pour lui permettre de jouer de la menace, s'il le souhaite, auprès du gouvernement, et pour donner à ses collègues le temps de la réflexion.

Le 20 mars, Wendel réaffirme ses intentions au gouverneur : "Il n'y a pas à songer, lui dit-il, à me mettre devant le fait accompli. J'ai fait connaître mes intentions en temps utile et je ferai comme j'ai dit, si on ne m'apporte pas une solution satisfaisante" (4).

Décidément on approche du terme. Pour atteindre au but qu'à présent il s'est clairement fixé, malgré le risque d'une crise financière, c'est-à-dire la chute d'Herriot, Wendel doit gagner deux batailles. Obtenir d'abord la solidarité du Conseil et ensuite s'assurer, dans la mesure de ses moyens, que la nouvelle une fois rendue publique, l'indignation parlementaire jette le Cabinet à terre. Mais à vrai dire le premier objectif est plus difficile à atteindre que le second, car pour renverser le Cabinet une chiquenaude suffira si même il ne s'effondre pas de lui-même.

Forcer la main
des régents.

Comment les régents vont-ils réagir ? Wendel sait bien le poids de sa menace et le bruit que son départ, publiquement motivé, ferait dans l'opinion. Est-ce à dire que le Conseil, si lui-même tient bon, ne peut songer qu'à le suivre ? La chose n'est pas sûre. Le seul Félix Vernes lui a clairement promis son soutien, dès le début du mois, et qu'il partirait éventuellement avec lui. Mais étant donné l'autorité dont jouit Edouard de Rothschild, son attitude sera décisive. Le 19, il entreprend en vain de pousser Wendel à plus de modération. "Au fond", estime celui-ci, "il pense comme moi mais il craint d'être pris à parti par la presse de gauche" (5). Quand Wendel le revoit chez lui, rue Saint-Florentin, le 24, Rothschild paraît admettre que l'on ne devra pas laisser les Chambres se séparer, à Pâques, sans avoir régularisé la situation, mais il s'irrite visiblement de cette manifestation isolée de Wendel (6). Le même jour, chez Robineau, à une réunion officieuse de quelques régents, Rothschild, Dervillé, Neuflyze, Vernes, Laederich, puis le surlendemain, 26, Wendel constate avec satisfaction que l'accord paraît se faire sur le refus d'attendre Pâques pour agir.

Robineau écrit en effet à Clémentel pour lui rappeler la "régularisation indispensable" promise avant la fin du mois (7), et il conduit chez lui, le 28, pour appuyer ce message, une nouvelle délégation des régents : Rothschild, Neuflyze, Laederich, Petit et Dervillé, chargés d'affirmer que "la décision est irrévocable" (8), et de réclamer une lettre nouvelle du président du Conseil, affirmant dans la suite de celle du 5 mars que "les Chambres ne partiront pas en vacances sans (...) avoir augmenté la limite légale" de telle sorte que ne soient pas interrompus "les escomptes nécessaires à la vie économique du pays".

L'ultime concession des régents consiste à repousser au 9 avril la limite de publication d'un bilan probe (9).

Clémentel réserve sa réponse et lorsque Wendel part ce soir même ou le lendemain matin pour la Lorraine - appelé à Merlebach par une catastrophe qui vient de tuer quatorze mineurs - il ne peut juger encore la partie gagnée, ni être assuré que ses collègues seront cette fois inébranlables (10). C'est alors qu'il décide de brûler ses vaisseaux et qu'il adresse à Robineau, datée de Merlebach, le dimanche 29 mars 1925, la lettre suivante :

"...Je me crois (...) obligé de vous confirmer ce que je vous ai dit au cours de ma visite du commencement de mars. J'estime que le Conseil ne peut, sans se diminuer beaucoup et sans assumer les plus graves responsabilités, rester dans la situation où il se trouve actuellement, et je me verrais, sinon le 2 du moins le 9 avril, forcé de renoncer à en faire partie s'il revenait sur la décision prise jeudi dernier / 26 mars /.

Il ne peut être question à mon avis de laisser les Chambres se séparer sans nous avoir mis à même de rentrer dans la légalité, et comme elles se sépareront certainement à Pâques pour ne se réunir à nouveau qu'à la fin de mai, le 9 avril apparaît comme la date la plus éloignée à laquelle on puisse consentir pour prendre les mesures voulues..." (11).

Wendel à présent a joué toutes ses cartes. Il rentre à Paris très incertain du résultat.

C'est pour apprendre que le Conseil a décidé en son absence, après un débat prolongé, et longtemps douteux, de se solidariser avec lui et de s'en tenir, malgré toutes les possibles supplications du Cabinet, à la date du 9 avril (12). L'intervention du censeur Petit a fait

basculer la majorité. C'est Rothschild qui, prenant à son compte la conclusion, se charge d'aller prévenir Clémentel. Devant le ministre, il met fortement Wendel en cause, mais souligne l'unanimité du Conseil - "Puisque Wendel veut que ce soit le 9, ce sera le 9", aurait répondu le ministre, et il annonce qu'il va déposer un projet d'inflation de 5 milliards (13). Le Conseil réclame une nouvelle lettre d'engagement du président du Conseil (14).

Mise à mort.

Le sort du Cabinet est désormais scellé, et après s'être un instant vainement débattu, il s'écroule en deux étapes.

Au point où il s'est laissé conduire, deux attitudes sont pour lui concevables. Il peut assumer enfin l'inflation, en l'entourant d'un nuage de fumée grâce à diverses habiletés verbales telles que l'opinion publique, et d'abord parlementaire, en admettent la fatalité; tentative possible, espoir très mince. Il est bien tard à présent pour l'oeuvre de clarté nécessaire. Le gouvernement peut aussi, se sachant perdu, tenter de "tomber à gauche" en refusant hautement l'inflation et en annonçant le programme de gauche rigoureux que Léon Blum vient d'exprimer dans une lettre publique datée du 25 mars : impôt sur le capital et emprunt forcé (15). Petite habileté politique, dont Herriot peut espérer qu'elle balance un peu, au profit des siens, l'opprobre public qui s'attachera aux bilans truqués et au "plafond crevé", mais hypocrisie puisque rien n'est prêt, techniquement, pour ces mesures draconiennes, techniques difficiles à mettre en oeuvre, et que le gouvernement ayant usé depuis 9 mois tout le crédit qui lui aurait peut-être permis d'aboutir, il sait sa chute imminente et certaine.

D'un côté la course derrière la "confiance" enfuie, de l'autre un vigoureuse rigueur fiscale, proche des thèses socialistes : telle est l'alternative. Faute de choisir entre ces termes antinomiques, le gouvernement les applique successivement puis ensemble, Clémentel assurant la première étape, Herriot la seconde avec la figuration de Monzie.

Après avoir fait publier, le 2 avril au matin, un communiqué affirmant qu'aucune inflation n'aurait lieu "pour les besoins de l'Etat" (16) - voici la fumée - Clémentel fait préciser dans la journée, à l'issue d'un conseil de Cabinet spécial, que "le mot d'inflation ne s'applique qu'à la monnaie émise pour les besoins de l'Etat et gagée sur les réserves d'or. De tout temps, les banquiers américains ont considéré que le fait de procurer aux commerçants des moyens de paiement spéciaux pour leurs transactions ne pouvait être considéré comme une inflation à condition qu'ils fussent gagés sur des actifs directement affectés à cet usage. Or les effets de commerce qui sont acceptés à l'escompte et qui portent trois signatures valables constituent au premier chef une garantie de ce genre..." On s'apprête donc, "pour parer aux difficultés que le commerce rencontre depuis quelque temps à se procurer des moyens de paiement par l'escompte", à faire une "émission spéciale d'environ 4 milliards" (17). Le tour de passe-passe est un peu grossier. Une référence de Clémentel à l'autorité de J.P. Morgan, appelée à l'appui de la comparaison américaine, vaudra, dès le lendemain au ministre un brutal démenti du banquier (18). Mais surtout le raisonnement ignore délibérément le phénomène des avances indirectes qui s'élèvent déjà, le 1er avril, à 3,4 milliards, et sur le point d'augmenter encore, à partir du 3, de 649 millions (19), mettant en pièces le beau raisonnement.

Clémentel développe pourtant ce thème en personne, au Sénat, dans

l'après-midi du 2 avril. Sans avaliser publiquement la rumeur des faux bilans, il annonce l'inflation sous le nom pudique de "reconstitution d'une marge d'émission suffisante pour parer à toute éventualité" (20).

Sur quoi survient Herriot qui, après une vive conversation de couloir avec son ministre, monte à la tribune et le désavoue avec éclat : il déclare en effet que son gouvernement ne consentira jamais "au plus odieux des expédients" - c'est-à-dire l'inflation (21)-, et annonce que le gouvernement, pour régler le problème de la trésorerie, présentera des solutions conformes "à des idées générales et à des principes", et même, affirme-t-il, "un projet de loi longuement réfléchi" (22). Chacun voit là une allusion à l'impôt sur le capital, d'autant plus qu'à la Chambre, Herriot, dans les couloirs, s'est plus clairement expliqué (23). Clémentel, en tout cas, n'en doute pas, et se jugeant publiquement contredit par Herriot, persuadé que celui-ci a monté depuis vingt-quatre heures une "machination" contre lui (24), et radicalement hostile à l'idée de l'impôt sur le capital, il lui adresse le soir même sa lettre de démission (25).

Requis par Herriot, Anatole de Monzie accepte alors de remplacer sans délai Clémentel et, en grande hâte, il prépare un projet d'impôt sur le capital qui est adopté le 7 avril par le Conseil des ministres. La contribution de 10 % serait d'abord volontaire, mais deviendrait bientôt obligatoire si les assujettis ne s'exécutaient pas : travail bâclé qu'un spécialiste comme Gaston Jèze, ami des radicaux et partisan du système, reprochera vigoureusement à Herriot comme ayant compromis pour l'avenir le principe même d'un tel prélèvement (26). Cependant, puisque la rue de la Vrillière reste irréductible sur la date du 9 avril, le gouvernement est contraint d'avoir recours en même temps "au plus odieux des expédients" si hautement réprouvé par Herriot (27), c'est-à-dire le relèvement du plafond.

C'est que, le 6 avril, la Banque, à présent inébranlable, a écrit à Herriot pour lui confirmer qu'on "étalait" et que le prochain bilan serait exact, même si, comme probable, le projet relatif au maximum légal d'émission n'était pas adopté d'ici là (28).

Pour la première fois depuis longtemps, Wendel triomphant accepte de participer à la délégation qui se rend au ministère des Finances pour y porter la lettre. Il s'y rend avec Robineau, Rothschild, Dervillé, Neuflyze et Charles Petit. L'attitude de Monzie suffirait à montrer que le ministère est à bout de souffle. Wendel juge, à l'entendre, qu'il n'a accepté le portefeuille que "pour assurer sa place dans le cabinet de demain" (29). Il "se pose immédiatement en héritier qui ne prend la succession que sous bénéfice d'inventaire". Il a "marqué en somme le désir de faire semblant de défendre le ministère Herriot, tout en se gardant de se solidariser avec lui" (30). Et cette impression de Wendel rejoint tout à fait celle qu'on éprouve en lisant les propos tenus par Monzie, le même jour, en Conseil de cabinet (31), et le lendemain devant la Commission des Finances de la Chambre (32).

Aux régents, le ministre nouveau et provisoire marque qu'il attendait leur communication et que son contenu ne le surprend pas (33). Il ne remet pas en cause le principe de la régularisation des bilans, et il propose la nouvelle convention attendue, mais en ajoutant au projet d'augmentation de la limite de circulation un projet d'augmentation des avances à l'Etat, pour 4 milliards (34), auquel après 24 heures de réflexion et quelques modifications de détail se plie le Conseil (35). Après quoi celui-ci fait adresser par Robineau une lettre au ministre pour lui annoncer le contenu du bilan exact qui sera publié le lendemain (36).

L'inflation désormais est à peu près publique. La livre pourtant

ne bouge presque pas, au grand soulagement de Wendel (37); la Bourse non plus, qui avait déjà anticipé l'événement. Le pari est donc gagné sur ce point. Mais au Parlement l'agitation qui s'est développée depuis le début du mois devient de l'effervescence. Le 7 avril, Henry Bérenger, rapporteur général de la commission des Finances au Sénat, déclare publiquement au Luxembourg que la Banque de France a commis des irrégularités (38). A partir de là, "tous les canards les plus invraisemblables trouvent preneurs" (39). Pour Herriot, voici la fin.

En ce jour où tout vient se dénouer sur le terrain politique, Wendel choisit de sortir de la réserve qu'il a toujours observée jusqu'ici à la Chambre sur la question financière et de contribuer directement à la mise à mort (40). Le 3 avril déjà, il a pris la parole à la réunion des groupes d'opposition en affirmant à un auditoire bien facile à convaincre que l'impôt sur le capital "ne donnerait pas un sou", au Trésor et rendrait l'inflation plus nécessaire que jamais. Et le 8 avril, veille du jour où Herriot va se faire interpellé pour se justifier, Wendel intervient à une réunion du groupe Marin pour y "orienter les esprits" : à la suite de quoi le groupe tout entier vote contre l'ordre du jour très général et vague qui permet au président du Conseil de l'emporter par 291 voix contre 242. Monzie a hautement affirmé que la Banque de France n'a "jamais publié de bilan inexact" ! (41)

Jeux d'ombres : dès le lendemain l'attaque rebondit devant le Sénat, à qui il revient de donner le coup de grâce. Sur des interventions de François-Marsal et de Poincaré, Herriot y est renversé par 156 voix contre 132. Ramassant son portefeuille, il lance en direction de la droite : "Messieurs, c'est la bataille qui commence ! " Un peu bien tard ! (42).

Et Wendel le soir même : "Je suis enchanté. C'est en somme

l'aboutissement d'une série d'événements déclenchés par ma visite au gouverneur du 14 mars, et surtout de ma lettre du 29 menaçant de ma démission. J'avais pris à ce moment une grosse responsabilité. La publication du bilan entraînerait-elle, comme le répétait Robineau, une catastrophe financière ? Sautions-nous dans l'inconnu ? On pouvait se le demander, et tout en ayant les meilleures raisons pour passer outre, je n'étais pas sans préoccupation. En somme, le bilan a été publié, et, il faut bien le dire, dans les circonstances les plus défavorables... La livre est restée à 93 !... et Herriot est par terre..." (43).

Point de doute, à vrai dire, que le chef radical s'est fait le premier responsable de cette victoire de Wendel, en tissant à son profit, par ses ignorances et ses maladresses tout un réseau de circonstances dont on voit mal qu'elles puissent se retrouver de longtemps si favorables à son influence : elles ont dû être vraiment fort propices pour permettre au régent-député de l'emporter finalement sur la prudence et les réticences de ses collègues - tellement moins unis et tellement moins résolus que ne les fait la légende !

La conjoncture a été exceptionnelle - mais Wendel en a trop goûté la saveur pour ne pas mettre tous ses efforts à en utiliser les enseignements et à en prolonger le bonheur...

IVème PARTIE

MORT DU CARTEL (1925-26)

CHAPITRE I

CAILLAUX OU LA TENTATION DU COMPROMIS

CHAPITRE I

CAILLAUX OU LA TENTATION DU COMPROMIS

SECTION 1 - Accepter Caillaux

La chute "à gauche" de Herriot n'est que du mauvais théâtre. Le vote du programme Monzie montre vite ce que valait son refus grandiloquent de l'inflation : le 15 avril, la Chambre adopte un projet de loi haussant "provisoirement" de 22 à 26 milliards la limite des avances de la Banque au Trésor, et de 41 à 45 milliards le plafond de la circulation.

Acte à double portée : rétrospectivement il met fin aux artifices de l'année écoulée, sanctionne une évolution passée; mais d'autre part, intervenant dans de telles conditions psychologiques et politiques, il donne le coup d'envoi pour l'avenir à une hausse de la masse monétaire qui va connaître une ampleur sans précédent.

A la Banque, cependant, dans l'immédiat, on se montre très satisfait. Wendel note que le Conseil des régents - et surtout le gouverneur Robineau - ont accueilli la nouvelle "dans la joie" ! (1). Le soulagement d'avoir ainsi échappé à une responsabilité très pesante masque un instant les soucis de l'avenir et la défaite que constitue en réalité l'événement pour la doctrine du Conseil (2).

C'est qu'il est encore possible aux régents de penser que la situation est apurée, que le dernier sacrifice est accompli et qu'on va repartir sur des bases nouvelles.

Le nouveau jeu
de Wendel

Wendel lui-même paraît alors très conscient que la victoire sur Herriot ne prendra tout son prix que si l'on change de route. Après l'estocade réussie, le moment lui paraît venu d'une autre expérience : celle-ci positive. Probablement la politique du pire et sa solitude de naguère lui ont-elles encore plus pesé qu'il n'a voulu l'avouer à ses cahiers. Et surtout de quelle force, pour lui qui vient d'éprouver sa puissance, la tentation de l'employer pour construire et non plus pour démolir ! Après avoir renversé le bateau précédent, il se montre sans délai décidé à tâcher d'orienter la navigation du nouveau. Les six mois qui vont suivre déroulent l'histoire de cette tentative.

Au lendemain même de la crise ministérielle, le 11 avril, il prend position avec netteté, à la Chambre, devant le groupe Marin. Beaucoup se refusent à l'idée de soutenir jamais un gouvernement dirigé par un homme du Cartel : il n'est que d'attendre un peu davantage jusqu'à ce qu'un cabinet modéré - cela ne saurait tarder - s'impose à l'opinion publique. Ceux-là éprouvent probablement quelque surprise à voir Wendel prêcher la conciliation en expliquant qu'il serait imprudent de montrer une intransigeance excessive, qui ferait le jeu des socialistes. A la "minorité ultra-catholique" qu'il blâme de "vouloir pousser les choses à bout", il explique : "Il ne faudrait pas, dans l'état actuel du Parlement, prétendre imposer un gouvernement à nous (...) Les périodes d'apaisement nous sont toujours les plus favorables". C'est donc l'heure à ses yeux de ce que, dans le jargon parlementaire, on appelle "la concentration". Bref, si l'on constitue un ministère disposé à justifier "une politique acceptable, d'apaisement à l'intérieur, de sauvegarde à l'extérieur", et en même temps

"raisonnable au point de vue financier", il faudra envisager le soutien (3).

Pour juger de la force de sa conviction, il n'est que de voir le prix très élevé qu'il accepte de payer et l'ampleur des concessions successives auxquelles il se résigne.

Obstacles : le
nouveau cabinet.

A ses amis, le 11 avril, Wendel déclare toutefois que ce qu'il propose n'est concevable que si l'U.R.D. est représentée dans le cabinet : en effet "la politique de soutien à la Chambre est un leurre si l'on doit être traités comme des parias /par l'administration/ en province" (4).

Or qu'arrive-t-il ? La crise se résoud d'une façon qui ne répond nullement à ces conditions. Briand, que Wendel avait considéré comme le plus probable successeur, échoue. "Après avoir assez adroitement manœuvré au début de la crise, il s'est fait prendre dans ses propres filets" (5).

Au contraire, Painlevé, qui est plus marqué à gauche, réussit après lui - et réussit grâce au choc psychologique qu'il sait créer en allant chercher dans son désert de hamers le thaumaturge Joseph Caillaux. Surprise qui ne peut, aux yeux de Wendel, qu'aggraver les choses. Il déteste, depuis Agadir, tout ce que représente Caillaux en matière de politique étrangère. Durant les trois ans - de 1914 à 1917 - où il s'est trouvé à la Chambre avec lui, il a "fait en sorte de n'avoir pas à lui adresser la parole" (6) et il a applaudi naguère à l'acharnement de Clemenceau contre lui. Ajoutez que Briand est au Quai d'Orsay et que l'U.R.D. ne reçoit aucun portefeuille.

La réaction immédiate de Wendel est donc logiquement toute de colère et d'hostilité. Dans ce premier temps, il considère le cabinet comme "un défi à l'opinion, une satisfaction donnée aux gens que la guerre a cloués au pilori et à certains éléments financiers qui voient en Caillaux une garantie contre l'impôt sur le capital" (7).

La séance de présentation confirme à Wendel que Briand et Caillaux sont les deux hommes forts du nouveau cabinet. Il décrit Painlevé "très petit garçon à côté de Briand, s'ébrouant comme un pingouin dès qu'il a deux mots à dire". Caillaux fait les frais de la journée : Wendel se réjouit d'un "merveilleux discours" de Camille Blaisot "qui a déshabillé toute l'équipe de main de maître : une véritable exécution..." Blaisot a joué en effet à rappeler sans hargne les différends passés survenus entre les principales têtes du ministère (8). Le soir, au moment du scrutin, Wendel vote contre avec tout son groupe (9).

Sa conviction, à ce moment, paraît très solide. N'est-il pas tombé, avec Blaisot, dans le sectarisme même qu'il reprochait si fort à la "minorité ultra-catholique", ressoudant le Cartel que la déclaration très modérée de Painlevé menaçait de dissocier ? Non, répond-il : le Cartel était déjà ressoudé puisque les socialistes étaient décidés à voter de toute façon pour le cabinet. Et il ajoute : "Si nous avions "avalé" le défaitisme de Caillaux par crainte de l'impôt sur le capital, sous prétexte que Caillaux nous en protégerait, à quelles attaques ne nous serions-nous pas exposés ? On aurait eu de belles diatribes sur le patriotisme des banquiers !" (10).

L'insolence de Caillaux

Comme pour confirmer cette déception, les relations s'engagent très mal entre le nouveau ministre et la Banque, au moment où chacun sait que la dégradation de la Trésorerie, étranglée par les demandes de remboursement de la dette flottante et les faibles résultats des chèques-contribution, va les contraindre à s'entendre, à très court délai, sur de nouvelles mesures d'urgence.

Caillaux le dit volontiers : "On a beaucoup, beaucoup trop abandonné à la Banque de France pendant ces dernières années" : il faut réagir (11). Et il donne le la avec deux lettres très sèches adressées à Robineau. La première, datée du 26 avril, l'interroge sur les irrégularités d'écriture et annonce ainsi l'ouverture d'une enquête officielle (12). L'autre, du 1er mai, marque le refus de Caillaux de procéder à l'amortissement de la Dette de l'Etat à la Banque comme prévu par la Convention de Bordeaux du 21 septembre 1914(13). Il part de l'idée simple qu'il est vain d'amortir et d'emprunter en même temps des sommes infiniment supérieures. Et voici le ton de Caillaux :

"Peut-il être question d'amortissement ? C'est le moins que l'on puisse dire de qualifier de puériles de telles opérations (...) En tout cas, je vous informe que si des obstacles s'opposaient momentanément à l'application de cette formule de bon sens, à savoir que l'on n'amortit qu'avec des excédents budgétaires, des Bons du Trésor pourraient être seulement versés à la Banque en représentation des intérêts décomptés. L'amortissement fictif qui se développerait ainsi, les réserves qui se constitueraient par un tel procédé obligerait fatalement un jour à faire litière de ce fatras d'écritures et à renouveler la vieille opération pratiquée sous le règne de Louis-Philippe qui fut appelée "consolidation des réserves de l'amortissement" et que

mon regretté collègue M. Camille Pelletan a définie en disant qu'elle avait été ainsi dénommée parce qu'il n'y avait ni consolidation, ni réserve, ni amortissement..." (14).

Le style tranche, comme on voit, sur la littérature habituelle et ne prétend pas à la diplomatie. Wendel, quant à lui, le trouve tout à fait "déplaisant" et "caractéristique du déséquilibre mental /~du/ rédacteur" (15). Les régents en tout cas tiennent beaucoup au "fatras d'écritures" et refusent tout net de supprimer l'amortissement des avances de la Banque à l'Etat prévu par la Convention de Bordeaux. Ils chargent le gouverneur de l'annoncer au ministre (16). "Le Conseil général ne méconnaît pas qu'aussi longtemps que le budget ne laissera pas d'excédent de recettes, l'Etat ne peut pas effectuer un amortissement véritable et définitif. C'est la Trésorerie qui porte la charge des remboursements et ceux-ci n'aboutissent actuellement, pour l'Etat, qu'à un changement de créancier. Mais, pour la Banque, il s'agit bien d'un véritable remboursement, et pour l'Etat lui-même, il n'est pas indifférent que, dans une mesure croissante, les billets soient remplacés dans les mains des porteurs par des titres de placement, même à court terme". Les régents insistent beaucoup sur l'importance psychologique du compte d'amortissement et croient pouvoir rappeler que l'initiative de Lasteyrie, ministre des Finances, manifestant à la fin de 1923 son intention de prélever le montant revenant au compte d'amortissement, "a contribué au début de la campagne contre le franc qui marqua les débuts de 1924" (17).

Ainsi contredit (18), Caillaux continue, le 10 mai, sa petite guerre sur un nouveau terrain, en dénonçant sèchement le procédé en vigueur à la Banque qui consiste à remettre sous enveloppe aux agents de celle-ci des allocations dont le montant n'est connu que de celui

qui les donne et de ceux qui les reçoivent. Lasteyrie avait esquissé une offensive du même type au cours de sa campagne contre la fraude fiscale, en 1922, mais il avait dû reculer précipitamment (19). "Il va de soi", écrit Caillaux non sans insolence, "que je ne puis supposer que le gouverneur de la Banque de France ait pu songer par cette manière de faire à soustraire à l'impôt une partie des sommes distribuées à son personnel, ni qu'il l'ait fait. Mais vous comprendrez que tout procédé de paiement qui pourrait permettre de suspecter ses intentions, de laisser croire qu'il cherche non à frauder le fisc, mais à ne pas laisser trace des allocations qui sont accordées à certains de ses agents doit être rigoureusement évité..." (20).

On s'attendrait que l'atmosphère ainsi créée par Caillaux installe Wendel dans une hostilité raidie. Mais son désir de l'action positive le fait passer outre, et même à ce qu'il écrivait peu auparavant des diatribes ironiques à craindre sur le "patriotisme des banquiers". C'est un premier signe qu'il tende à rejeter sur Robineau la responsabilité indirecte de l'aigreur des relations. Il prête une oreille attentive à qui lui affirme que le ministre chercherait à dégouter Robineau pour le faire partir, n'ayant pu obtenir sa tête en Conseil des ministres, sur opposition de Doumergue (21). Probablement Robineau a "fait comprendre qu'il mangerait le morceau" et "les Loges ont fait le signe de détresse pour sauver Herriot" (22). Eh bien ! Wendel serait tout prêt à abandonner le gouverneur à la vindicte de Caillaux et il refuse tout net de se solidariser avec lui : Rothschild incline un moment à le soutenir, par crainte du successeur, mais Wendel fait admettre le principe de l'abstention - sans aller jusqu'à dire, comme il le pense, "que son départ et celui d'Aupetit pourraient seuls relever un peu le prestige de la Banque vis-à-vis des places étrangères" (23). Il ne pardonne pas les mensonges - le mot est de lui - du dernier trimestre de 1924. Le sacrifice propitiatoire lui serait donc fort léger.

Mais quel espoir de se faire entendre, puis écouter par Caillaux ?

Caillaux devant
le choix

"Jusqu'ici", écrit Fabre-Luce dans le livre qu'il lui a consacré quelques années plus tard, "son /-nom/ a tenu lieu de programme. Une question préalable eut pris l'air d'une insulte à son génie. D'ailleurs les difficultés de sa réhabilitation masquaient les difficultés de sa situation (...) Il ne reste plus qu'à sauver le franc... Alors, revenant peu à peu de leur victoire, les ministres s'interrogent l'un l'autre. "Qu'y a-t-il dans le cerveau de notre fétiche ?" Pour l'instant ce magicien n'a que des mots de moraliste. "Travail, méthode, économie, dit-il en souriant, ma pharmacopée est bien réduite !" (24).

Sa formation financière, son expérience économique remontent au-delà de la guerre mondiale. Le long calvaire des années passées, la solitude ne l'ont pas préparé à affronter la situation nouvelle issue des années d'inflation.

C'est exactement le point de vue qu'expose Louis Loucheur, au même moment et en privé - lui-même piaffant à l'idée de la succession nécessaire - devant Thomas Lamont, associé de la Banque Morgan, qui s'en montre impressionné : Caillaux, explique Loucheur, "serait un ministre des Finances convenable en période normale, comme avant 1914. Mais à présent, il ne peut rien donner de bon. Il ne sait pas quoi décider ni vers quel chemin se tourner. Il ne saura que "rester assis sur le couvercle de la chaudière", et en se contentant d'éviter tout programme trop radical cherchera seulement à rétablir assez de confiance dans le public pour que l'ensemble ou la grande majorité des bons

arrivant à échéance soient renouvelés par leurs porteurs..." (25).

Tout favorable qu'il soit à Caillaux, Fabre-Luce offre une analyse fort voisine : "Son tempérament ne tolère pas l'hésitation, mais son intelligence l'y replonge. Il réfléchit à haute voix et traduit les progrès de sa pensée en décisions successives" (26). "Je tâte en ce moment, je regarde", explique-t-il à la Commission des Finances (27). Circonstance excellente pour permettre à des forces très diverses de s'affronter autour de lui, puisqu'il leur fait tour à tour espérer le triomphe, qu'il laisse pleine latitude aux doctrines de s'affirmer, aux stratégies de se déployer à loisir - tandis que courent dans les cercles parisiens, y compris rue de La Vrillière, les bruits les plus contradictoires sur l'issue d'une telle incertitude.

Bientôt il apparaît aux observateurs avertis que Caillaux devra choisir entre trois solutions dont les lignes se précisent avec une croissante netteté (28), soutenues par trois camps dont les contours s'entrevoient. Elles partent d'une analyse différente du problème lancinant de l'heure : comment parvenir à alléger la menace permanente de la Dette flottante, et ôter à ses détenteurs les moyens ou le désir d'étrangler la Trésorerie et de contraindre à précipiter l'inflation monétaire entamée à la mi-avril ?

Première voie :

l'orthodoxie des régents.

Dans l'ignorance où ils demeurent, malgré un premier contact si rugueux, sur l'état d'esprit de Caillaux, les régents se concertent, le 5 et le 7 mai, pour donner forme à leur solution, celle de "l'orthodoxie". Naturellement ils se montrent - Rothschild chaudement appuyé par wendel - formellement opposés à de nouvelles avances (29). Mais ils ne

veulent pas se borner à un programme négatif. Ils formulent donc des propositions dont l'esprit reste immuable, résumé dans cette réflexion de Wendel : "L'argent ne viendra pas tout seul". Il faut rendre "confiance" à l'épargne et le reste ira de soi. On remet sur le tapis l'idée des immunités à accorder aux Bons et à la rente, avec fixation éventuelle, pour que la Dette flottante ne s'alourdisse pas encore, d'un chiffre maximum de bons à émettre. Le Conseil n'est pas las des barrières de papier et croit encore à leur portée psychologique. Rothschild voudrait aussi que l'on crée un amortissement automatique sur les Bons en circulation. "Il peut paraître anormal de poser le principe d'un amortissement alors que le Budget n'est pas encore équilibré et que l'Etat, par conséquent, doit emprunter, mais dans la situation présente la considération qui prime tout, c'est de ramener la confiance". Il faut donc "faire un geste dans ce sens" (30).

Dans le domaine économique, on parle, agitant des idées diverses, de la suppression des monopoles : entendez des monopoles de l'Etat. Wendel voudrait aussi des dérogations étendues à la loi de 8 heures, quitte à faire payer une dîme importante aux industries bénéficiaires des dérogations. "L'argent ne viendra pas tout seul..."

Si les Bons du Trésor continuent d'être apportés à remboursement, ce sera donc le fait du gouvernement. Les régents décident d'aller avertir le ministre de leurs dispositions. Ils sont là, sans en construire la théorie explicite, dans la logique des expériences précédentes. Au moment d'un extrême péril financier, ils ne peuvent guère se dérober à la sollicitation patriotique du gouvernement et finissent par consentir à tout, "pour la défense du franc". Il est trop tard alors pour influencer sur le choix mais aux temps brefs des répit, lorsque se définissent les grandes options financières et politiques, ils peuvent jouer efficacement de la menace. Comme à la guerre d'autres armes

plus modernes, les leurs en pareil domaine ne sont efficaces qu'à condition qu'ils n'aillent pas jusqu'à s'en servir. Ainsi Rothschild, très soutenu par Wendel, fait-il admettre le 5 mai à ses collègues hésitants que si la pression de la dette flottante s'accroît, il faudra préférer la suspension du remboursement des Bons, autrement dit le moratoire, à de nouvelles avances "qui entraîneraient la faillite de la Banque en même temps que celle de l'Etat". Mais dans l'extrême péril, on ne pourrait peut-être pas se cramponner à une mesure propre à créer panique. Le remède risquerait alors en effet d'être pire que le mal. Il reste que la menace du remède amer peut conduire à se prémunir contre le mal que redoutent tant les régents. A condition qu'ils "affichent" leurs intentions.

Rothschild va donc voir Caillaux, le 6 mai, pour les lui dire (31). Il revient sans idée précise sur les projets du ministre - probablement parce que celui-ci n'en a pas lui-même.

Deuxième voie :

la consolidation forcée.

D'autres, en effet, l'assiègent en faveur d'une seconde solution, qui est aux antipodes de celle des régents, et vers laquelle penche une partie de la gauche. Elle va à la racine du mal, mais par rupture de contrat : il s'agit de la consolidation forcée qui remplacerait les bons du Trésor par des titres d'emprunt perpétuel. Moratoire non sur l'intérêt mais sur le capital ainsi proprement spolié.

Caillaux, dans son discours du 21 avril à la Chambre, s'est nettement opposé à ce projet, dont il dit : "Je ne sais vraiment pas

dans quel cerveau il a pu germer : car il serait inconcevable" (32).

Mais il est bientôt soumis à une vive pression dans ce sens, sous l'influence occulte et puissante d'un personnage qui a sa légende : à savoir Horace Finaly, directeur général de la Banque de Paris et des Pays-Bas (33). Finaly est lié d'amitié avec Painlevé (34), et le bruit court qu'il aurait largement subventionné le Cartel, pour les élections du 11 mai, ayant acquis ainsi des titres à la reconnaissance(35). Or d'après des renseignements recueillis plus tard par Wendel de la bouche de son collègue, le député Tinguy du Pouët, et évoqués en termes voilés par ce dernier devant la Commission des Finances, la Banque de Paris se serait délestée sur le marché depuis 18 mois de la plus grande partie de ses bons (36). Elle échapperait ainsi aux inconvénients du moratoire. Selon les petits journaux, Finaly aurait en outre escompté que l'opération générerait beaucoup d'industriels dont la trésorerie était surchargée de Bons, et qu'il pourrait ainsi s'emparer de nombreuses affaires qui recoureraient à lui, en désespoir de cause, pour se procurer des crédits.

Mais à supposer que ce calcul fût exact, la plupart des autres banques, qui, au contraire de la Banque de Paris, possédaient en portefeuille de nombreux Bons du Trésor, ne pouvaient s'y prêter. Caillaux consultant Lazard Frères, la Société Générale, le Comptoir d'Escompte et le Crédit Lyonnais, les trouva donc très hostiles à cette mesure. Ils faisaient observer, non sans raison, que toute considération morale mise à part, la consolidation forcée provoquerait à l'avenir de nombreuses fuites de capitaux, ou la thésaurisation, et ruinerait pour longtemps la capacité d'emprunt de l'Etat (37).

Troisième voie :
le plafond unique.

D'autres conseillers viennent enfin proposer à Caillaux une troisième solution, celle qui prend forme sous le nom de "plafond unique". Il s'agirait de "fixer le montant des Bons de la Défense Nationale au chiffre émis à une date décidée, de fixer le montant des billets en circulation suivant le bilan à cette date de la Banque de France, et de faire voter une loi autorisant la Banque de France à augmenter automatiquement le montant des billets en circulation à chaque fois que celui des Bons de la Défense Nationale se trouverait abaissé"(38).

François Fiétri se fait, au début de mai, l'avocat ardent de cette thèse auprès de Caillaux(39). Inspecteur des finances, député "républicain de gauche" de la Corse, et secrétaire de la Commission des finances, Fiétri avait été son collaborateur, rue de Rivoli et place Beauvau, en 1911. Sa doctrine est exposée avec clarté dans un article remarqué de l'Opinion, publié le 23 mai (40). Il y dénonce "ce principe absurde d'une limite fixée à la circulation générale" et déplore qu'on accorde une importance égale au plafond des avances et à celui de la circulation : seule l'augmentation des avances constitue une inflation malsaine. Que si l'on créait solennellement un plafond des bons du Trésor et que l'on admettait un principe de communication entre la circulation des billets et le remboursement des bons, on mettrait fin à celui-ci car il suffirait que les porteurs de bons eussent la certitude d'être remboursés à leur gré pour qu'ils n'aient plus le désir de l'être. et combinant de la sorte le plafond de la circulation fiduciaire et celui, nouveau, des Bons, on créerait "une sorte de grand bornage d'ensemble de toute la masse du papier monétaire de la banque et du papier semi-monétaire de l'Etat". On en finirait du coup avec la "néfaste habitude

de répéter aux porteurs de Bons qu'il ne reste qu'une faible marge de billets pour les rembourser, précipitant ainsi les demandes de renouvellement". Wendel mentionne pour la première fois le 13 mai ce projet, consistant, écrit-il, "à considérer le Bon de la Défense comme un prolongement du billet de banque". On se réunit ce jour-là chez Rothschild, rue Laffitte, pour envisager la question. D'entrée de jeu, Rothschild s'élève contre pareille prétention et Wendel, après lui, parle dans le même sens (41). On ne peut, pas plus que par des impôts, faire face au remboursement de la dette flottante qui approche 120 milliards par une émission de billets. Tout à fait insensibles à l'argument selon lequel le remboursement des Bons devenu possible cesserait d'être demandé, ils réagissent presque comme s'il s'agissait de faire une inflation de 120 milliards (42). Ils ne rejoignent les tenants du plafond unique que sur un point : au facteur politique éternel de la confiance, on peut ajouter des encouragements proprement financiers au renouvellement des Bons en fixant un maximum d'émission des Bons de la Défense. "Si l'on dit que l'on élimine ainsi les détenteurs de capitaux qui veulent les confier au Trésor, il n'en est rien. Ils demanderont des Bons sur le marché et, par leurs demandes, amélioreront, au profit du Trésor, d'une manière incontestable, les conditions auxquelles l'Etat peut emprunter". On pourrait même "augmenter d'une façon impressionnante" la confiance du public "en créant un amortissement automatique sur les Bons en circulation" (43).

Pour le reste, il faut continuer désespérément de refuser toute inflation. Si l'on peut consentir à la rigueur à une élévation du plafond de la circulation qui permette d'excompter quelques Bons de plus, on devra en tout cas s'opposer farouchement à toute élévation des avances (44). "Il ne faut pas", dit Rothschild, "se prêter aux manœuvres de la clique qui, tant au ministère qu'ailleurs, a pris position à la baisse du franc depuis des mois".

Wendel remarque enfin en incidente "qu'il n'est pas démontré qu'un moratorium en capital des Bons aurait la conséquence d'un moratoire des intérêts". A choisir entre la théorie du "plafond unique" et la consolidation, il préférerait visiblement la seconde solution.

Une visite à Caillaux :
le marché en main.

Peu après cette conférence, Caillaux, qui continue à consulter parmi des rumeurs variées, et qui probablement compte diviser pour régner, convoque séparément plusieurs régents afin de solliciter leur avis (45). Le 16 mai, après Laederich et Cordier, il reçoit Wendel. C'est là leur première rencontre depuis le retour de Mamers. Wendel entre chez le ministre tout bardé de préventions, mais il constate vite que Caillaux a choisi de se mettre en frais. Non sans succès. A la sortie, Wendel remarque, visiblement étonné, "amusé" : "Il m'a reçu le plus aimablement du monde et comme s'il me voyait pour la première fois (...) L'homme est vif, nerveux, de manières élégantes (incontestablement fatigué par la vie), en somme assez séduisant".

Caillaux lui laisse entendre qu'après les visites de Laederich et de Cordier et une autre, récente, de Robert Pinot, il n'y a peut-être pas grand'chose à dire de plus mais qu'il a tenu au plaisir de le voir.

"J'ai dit", consigne Wendel, "que convoqué par l'intermédiaire de la Banque, je considérais que c'était au régent qu'il avait demandé de venir, et que, puisqu'il était là, il serait peut-être bon qu'il lui

fasse connaître sa manière de voir sur certains points et en particulier sur la question des Bons du Trésor..."

Le plafond unique est une idée détestable. "Si certains notaires acceptent aujourd'hui des Bons en guise de paiement, ils acceptaient jadis de la même façon des titres de rente et cela ne suffit pas pour faire des Bons une monnaie". Certes il ne serait pas malsain d'en limiter le nombre, mais l'essentiel est ailleurs : il faut surtout encourager les porteurs. "J'ai souligné que quelle que fût la confiance existant dans certains milieux élégants ou haut placés dans le ministère des Finances, cette confiance ne se traduisait pas encore en renouvellement des Bons..." Dans ces conditions, "de nouvelles avances seraient une catastrophe..."

- "Soit", lui dit alors Caillaux, "mais si je ne réussis pas, que ferez-vous ?"

A quoi Wendel répond que, quant à lui, sans préjuger à coup sûr de l'opinion de ses collègues, et bien que ce ne soit pas "son intérêt en tant qu'industriel", "il préférerait encore le moratoire à l'inflation". "Ceci ne lui convenait pas beaucoup, mais il ne s'est pas fâché et m'a simplement demandé de revoir la question, ce à quoi j'ai répondu - et cela a été la fin - que si, comme il me le demandait fort aimablement, nous devions reparler de ces questions, ma franchise m'obligeait à lui dire que si la discussion était relativement facile avec moi et que si je défendais assez mollement mes premières lignes de tranchées, j'étais irréductible sur la dernière. Il m'a fait un geste comme s'il ne voulait pas entendre..." (46).

Le résultat le plus remarquable de l'entrevue ne réside pas tant dans une meilleure information du ministre que dans une nouvelle attitude de Wendel : visiblement, après ce contact personnel, il ne

paraît plus impossible de passer accord avec Caillaux et, s'il est "sage", de le soutenir. Voici que Wendel à son tour, malgré ses réticences "historiques" et ses premières déceptions, songe à "l'avaler" !

Le terrain
parlementaire.

La traduction sur le théâtre parlementaire de cet état d'esprit nouveau ne se fait pas attendre. Il faut battre le fer pendant qu'il est chaud. Au sortir de la rue de Rivoli, Wendel rejoint, pour un déjeuner au restaurant l'Epatant, les autres membres influents de l'opposition qu'il a pris l'habitude, depuis la fin de 1924, de rencontrer régulièrement, autrement dit François-Marsal, le général de Castelnau, Louis Marin et Henry Simond.

Les convives évoquent d'abord un élément nouveau qui est intervenu récemment, qui pourrait faire mûrir plus tôt que prévu les idées de concentration. Au deuxième tour des élections municipales, le 10 mai, le Cartel paraît avoir maintenu ses positions, mais moyennant un glissement vers la gauche à l'intérieur de la coalition. "Déjà débordés par les socialistes, les radicaux sont définitivement submergés par leurs alliés de gauche" (47), avait noté Wendel dès le lendemain du scrutin. "Cela modifiera-t-il l'attitude de leur aile droite ? C'est de là que tout dépendra demain au point de vue intérieur".

A l'Epatant, on tombe d'accord pour observer qu'un Cartel Herriot-Blum se profilant derrière le Cartel Painlevé-Caillaux-Briand, ceux-ci, les deux derniers surtout, vont "lancer des regards désespérés sur la droite et le centre". Faudra-t-il y répondre, accepter Caillaux par

crainte d'un cabinet Herriot-Blum ? "Cruel dilemme". Wendel dit son évolution, mais aussi ses hésitations. "Je n'ai pas caché que, si habitué que je fusse comme parlementaire à ne pas exagérer la valeur de ma poignée de main, c'était sans plaisir que le matin même, je m'étais vu dans l'obligation de serrer les phalanges du ministre des Finances... et j'ai demandé comment nos troupes accepteraient la chose".

Castelnau reste réservé et ne prend pas position - "il est au fond plus hostile à Schrameck (ministre de l'Intérieur) qu'à Caillaux" - mais François-Marsal et Louis Marin paraissent bien d'accord sur une priorité : il faut avant tout barrer l'accès au pouvoir aux socialistes. Donc, "s'il n'y a pas à soutenir Caillaux...", il reste que "dans la mesure où il apportera des solutions acceptables, il faudra les voter sans se préoccuper de la marque de fabrique" - ce qui n'est pas au fond bien différent... Quelle que soit l'issue, les convives s'accordent pour juger que cette tactique est la meilleure. Si Painlevé refuse de vivre avec les voix modérées et démissionne, la démonstration sera faite qu'il existe une majorité de droite à la Chambre et au Sénat sur certaines questions et Doumergue pourra en tenir compte. Si Painlevé est battu malgré l'appui des modérés, on ne pourra pas accuser ces derniers d'avoir pratiqué la politique du pire...

Wendel résume et conclut l'entretien en observant que, puisque l'on adopte une pareille attitude, il convient que Caillaux en soit au plus vite informé. "Cet homme ne peut évidemment proposer des solutions modérées que s'il est assuré de l'appui des modérés" (48).

Ce déjeuner méconnu de l'Epatant marque un tournant de la législature. Devant un Cartel affaibli, la droite décide pour la première fois de tenter de le briser. Place donc, sur ces bases, à la négociation

avec Caillaux. La matière en sera, naturellement, les projets financiers et Wendel, pour la seconde fois, se trouve, dans l'ombre, à une position-clé entre finances et politique.

SECTION 2 - La nouvelle Majorité

Négociations :
une base de départ.

Du 25 au 28 mai, les principaux régents se réunissent tous les jours rue de La Vrillière ou rue Laffitte (1). Ils se passent à peu près de Robineau : "Du côté de Robineau", écrit Wendel, "passivité complète. Ce n'est plus qu'un missus dominicus du ministre des Finances. Picard ne vaut guère mieux. Seul Leclerc conserve quelque indépendance au gouvernement de la Banque".

Rothschild, après avoir paru à Wendel trop conciliant, la semaine précédente, est à nouveau "plus résistant" (2). L'accord se fait sans peine pour refuser décidément le plafond unique; les avis divergent sur la rigueur à opposer aux demandes d'avances que la situation aggravée de la Trésorerie rend chaque jour plus probables. A la lumière de son expérience, Wendel est à présent partisan strict du donnant-donnant : il est inutile, dit-il, de consentir des avances au gouvernement tant qu'on n'a pas fait le nécessaire pour enrayer le "run" sur les Bons. Une première note verbale, datée du 26 mai, et lue ce jour-là par Robineau à Caillaux, ayant paru rétrospectivement un peu molle (3), il en rédige une seconde, le 28, avec l'accord de Rothschild, Laederich, Félix Vernes, Davillier, Neuflize et Mallet. La note doit servir à un entretien avec Caillaux en délégation, dont l'initiative revient à Rothschild et Wendel (4). Aux réticences de certains, qui craignent des déclarations trop nettes et sont de peu d'audace, Wendel a opposé l'idée que "seul un refus brutal intimiderait Caillaux. Sinon ce sera, comme les autres fois, la carte forcée" (5).

D'où cet avertissement liminaire : "Très désireux de ne laisser s'élever aucun malentendu, soucieux de ne pas être placé à la dernière minute en présence d'une situation inextricable et de ne pouvoir encourir le reproche de n'avoir pas prévenu le gouvernement en temps utile de ses intentions, le Conseil général tient à préciser dès maintenant comment il entend ce concours".

Puis vient l'affirmation que ce concours ne saurait être que temporaire et surtout conditionnel. Jamais les régents ne sont allés, à cet égard, aussi loin, et la progression des enjeux vaut d'être soulignée : "Le Conseil insiste sur le mot conditionnel. Il estime qu'il n'a pas à faire de politique mais qu'il a le droit de se préoccuper des conditions dans lesquelles son concours lui sera demandé et des conséquences des mesures prises. Il considère qu'il a le droit le plus absolu d'apprécier en technicien les mesures que le gouvernement compte prendre pour atteindre le but poursuivi, le renouvellement des Bons, autrement dit le rétablissement de la confiance". La technique, soit ! - mais bien proche ici de la politique. Rappelant les conseils antérieurs, la note se termine "en faisant remarquer qu'il ne saurait être question de compenser par voie budgétaire le non-renouvellement des Bons et qu'aucun budget ne saurait être mis en équilibre si cette question n'a été préalablement réglée".

Le 2 juin, Caillaux reçoit la délégation du Conseil général avec Rothschild, Wendel, Laederich, Vernes et Neufliée : première audience collective (6). "Une passe d'armes à fleurets mouchetés" (7), qui sert à marquer le désaccord, et les positions respectives. Ce n'est qu'un "premier contact", une "conversation préliminaire" (8). Caillaux paraît à Wendel décidément gagné à l'idée de "résoudre par l'inflation le problème financier". Et de fait, il requiert, peu après, le 4 juin, une avance de sept à neuf milliards, en affirmant au gouverneur que si le Conseil lui refuse ces avances, il démissionnera.

Wendel voit là un bluff et rejette la menace. Il doit parler au nom du Conseil, au cours de la prochaine rencontre rue de Rivoli. Il fait donc approuver par ses collègues, le 5 juin, les termes de la réponse très ferme qu'il prépare. "Si certains voient dans un abaissement déterminé de la valeur du franc (abaissement que le Conseil général considère ne pouvoir être limité arbitrairement et devoir conduire à la ruine complète du franc) le remède à la situation actuelle, le Conseil général ne saurait s'y prêter". Le Conseil sera plus conciliant si le gouvernement fait ce qu'il faut pour "ramener la sympathie du public vers les valeurs de l'Etat" en accordant des avantages nouveaux aux Bons. Si ces mesures sont prises, le Conseil pourra accorder 2 ou 3 milliards d'avance "pour donner au phénomène /"de retour de confiance"/ le temps de se produire". Même dans ce cas, l'échec est possible. Alors le moratoire des Bons vaudra mieux que l'inflation.

Wendel a encore cette phrase, qui montre bien une nouvelle fois dans quel carcan les cabinets successifs se laissent enfermer devant une opinion abusée : "Si le gouvernement croit pouvoir assurer l'équilibre budgétaire en pratiquant la politique fiscale d'un parti" (entendez de la gauche) "il ne peut espérer en aucun cas assurer par ce moyen le renouvellement des Bons". Mieux : "Les projets annoncés en vue du rétablissement de cet équilibre budgétaire sont de nature à ralentir le renouvellement quand bien même le public n'aurait pas déjà d'autres raisons pour manifester sa défiance".

Et sur la fin, avant l'affrontement, le ton se fait plus sec encore. Si le gouvernement prétendait exiger de la Banque un "concours indéfini sans qu'elle ait à apprécier les conséquences de ce concours", alors "le Conseil ne pourrait qu'engager le gouvernement à transformer la Banque de France en Banque d'Etat. Il lui appartiendrait dès lors de prendre à lui seul des responsabilités que les régents de la Banque

de France ne se croient pas en situation d'assumer". Jamais encore Wendel n'avait utilisé pareille menace ni présenté pareille éventualité (9).

Chez Caillaux :
le régent et le député.

Mais voici que, devant Caillaux, il n'a pas à abattre toutes ses cartes. Porte-parole auprès de lui, le 8 juin, d'une nouvelle délégation composée toujours de Rothschild, Neuflize, Vernes, Laederich et Cordier, il est prévenu par Robineau, avant d'entrer dans le cabinet du ministre, que celui-ci est "dans de meilleures dispositions". "La livre au-dessus de 100 (on a coté 103 samedi) a produit, semble-t-il, un effet salubre" (10). Wendel adoucit donc son ton et il a le plaisir d'entendre Caillaux, dans un climat très cordial, reprendre comme siennes un certain nombre de formules pour les Bons, qui lui avaient été recommandées par les régents, et affirmer qu'il ne demanderait rien à la Banque tant que les Chambres ne l'auraient pas mis en mesure de la placer devant un programme définitif (11).

"J'ai enregistré ce qu'il y avait de bon dans ce qu'il disait, quelque peu blagué certaines de ses promesses, émis des doutes sur la possibilité d'une stabilité du franc tant que la stabilité ne serait pas affirmée d'elle-même, enfin montré que la question de la confiance dominait tout". Après quoi, "on s'est séparé en bons termes".

Mais sorti régent par une porte, Wendel rentre immédiatement comme député par une autre. Seul cette fois. Et cette conversation en tête-à-tête est plus importante que la précédente : démarche dans la droite

ligne du déjeuner de l'Epatant et que Wendel effectue avec l'accord exprès de Marin. Depuis peu la politique de fermeté menée par Painlevé au Maroc devant la rébellion d'Abd-el-Krim n'a-t-elle pas contribué à éloigner les socialistes du gouvernement, par là même à accroître les chances d'une majorité de rechange ?

Wendel commence par marquer qu'en matière monétaire, ses vues comme député se confondent avec celles du régent : Caillaux aurait probablement été surpris du contraire. L'opposition modérée n'acceptera pas la ruine du franc : "politiquement, les conséquences en seraient plus graves qu'en Allemagne où, du fait des emprunts forcés, tout le monde avait des valeurs d'Etat et où par suite tout le monde avait été atteint dans une proportion sensiblement égale par leur effondrement" (12).

Puis vient l'offre de soutien, exprimée à présent en bonne et due forme : "J'ai dit /~au ministre/ que je comprenais que, pris entre une droite qui ne l'aimait pas et une gauche qui lui reprochait certaines réticences, il fût embarrassé et peusoucieux d'être à la fois abandonné par ses amis et par ses adversaires (13); mais que je croyais pouvoir lui dire que, voyant les choses d'une façon purement objective, mes amis soutiendraient des idées qui seraient bonnes, même si elles étaient présentées par M. Caillaux. J'ai ajouté que je parlais au nom de Marin aussi bien qu'au mien".

Caillaux a écouté avec intérêt. A lui maintenant la parole : sans s'engager nettement et accepter le marché, il remercie vivement son interlocuteur. S'il ne croit guère à une baisse de la livre, il reconnaît qu'il faut "faire quelque chose" pour les porteurs des Bons et des rentes, peut-être en les exonérant des droits de succession. Il fera un discours de "confiance" le 16 à Beauvais. "Il m'a, en terminant", écrit Wendel, "prié de le rappeler au bon souvenir de Marin !

Celui-ci a cependant refusé deux fois, il y a quinze jours, de lui serrer la main !" (14). L'affaire est-elle faite ?

Le tourbillon final.

L'issue en tout cas est proche. Non sans zigzags qui à la veille du choix se précipitent, surprennent Wendel pourtant si prévenu. Caillaux est "une vraie girouette !" juge-t-il au creux de la vague, le 19 juin. Car, en quelques jours, le ministre paraît à nouveau parcourir toute la gamme des décisions possibles.

Comme l'écrit Fabre-Luce : "Chacune est aussitôt propagée dans le camp qu'elle menace et y suscite une opposition de principe. S'il s'en tenait à l'une de ces résolutions héroïques, Caillaux aurait, au moins, devant l'opinion, le bénéfice de l'audace. Mais pour conclure, la prudence reparait. Alors, après avoir effrayé, il déçoit..." (15).

Le 10 juin, - deux jours après la visite de Wendel - devant la Commission des finances de la Chambre, comme on presse Caillaux d'agir vite, celui-ci s'enveloppe encore de vague : "Je crains de commettre une imprudence qui pourrait être un désastre pour notre pays en parlant immédiatement sans avoir préparé l'opinion" - et il n'est péremptoire que pour critiquer l'emprunt à garantie de change que préconise André Fallières : ce serait "précipiter la baisse" en créant "une clientèle intéressée à la baisse" (16). Et à Beauvais, Caillaux se cantonne dans des considérations très floues sur l'esprit de sacrifice et ne dit rien encore de ses intentions pratiques (17). Mais dans les couloirs et jusque dans les commissions, il parle avec faveur du plafond unique, et de donner pouvoir libérateur aux Bons (18). Sur quoi, le 18 juin, le Journal publie en éditorial un grand article de mise en garde contre l'inflation et dénonce l'idée d'un "crédit

temporaire de 4 milliards", "pour faire face aux demandes de remboursement des Bons"; on dit bien que les billets ainsi émis seront promptement réemployés en Bons de la Défense, mais "personne ne peut en donner l'assurance". Or "le pays redoute une seule chose, c'est l'inflation..." (19). Le Figaro, sous la signature d'Aubert, fait entendre lui-même un son de cloche similaire.

Caillaux se persuade alors que la Banque de France est derrière la campagne de presse, convoque Aupetit et le couvre de violents reproches. "Une crise d'épilepsie", résume Wendel qui a su l'épisode par Robineau (20). Celui-ci, à présent informé, téléphone à Painlevé pour lui jurer que la campagne vient d'ailleurs, que la Banque ne bouge pas. "C'est bien son tort" conclut Wendel (21).

La campagne était le fait de Finaly, tout à la déception que son projet fût abandonné (22). Averti des réactions de Caillaux, il serait allé le voir sans délai pour l'en avertir et lui dire qu'il avait inspiré notamment Aubert et que la campagne continuerait, "la Banque de Paris et des Pays-Bas dût-elle ne pas distribuer de dividendes pendant 10 ans..." (23). Quelle qu'ait été la colère immédiate de Caillaux, il change alors son fusil d'épaule et paraît se rallier d'un coup au projet de consolidation forcée. Le 22 juin au matin, le gouverneur communique aux régents un plan financier qu'ils croient l'émanation de Finaly et qui provoque une vive émotion au sein du Conseil. Les Bons du Trésor arrivant à échéance en juillet, septembre et décembre, seraient consolidés d'office et aussi tous les Bons de la Défense Nationale ayant plus de 3 mois d'échéance. Seuls les Bons à 1 ou 3 mois seraient remboursables en billets de banque; ce serait donc une consolidation presque intégrale de la dette flottante. On nommerait une commission chargée d'autoriser le remboursement de certains bons à long terme pour répondre aux besoins du commerce et de l'industrie(24).

Wendel juge le projet "complètement fou". A 7 heures du soir, il est dans le cabinet de Caillaux avec Rothschild, Laederich, Vernes et Davillier, et "sans mâcher ses mots", il "ouvre le feu" en disant que le projet ne choisit pas entre la banqueroute et l'inflation, mais les cumule (25), déclare qu'on ne peut consolider avant d'avoir au préalable offert des avantages aux porteurs. Puis il met sur la table sa propre solution, qui n'est pas neuve : que l'on décide un emprunt à change garanti, indexé sur la valeur du franc sur le marché des changes. Cet emprunt montrerait solennellement que l'Etat joue le maintien de la monnaie et il pourrait tenter les porteurs de Bons.

Rothschild parle ensuite plus longuement (26) et la conversation se poursuit un peu en désordre. Il en ressort que Caillaux ne veut pas de l'emprunt, qu'il démissionnera plutôt que d'y consentir. Caillaux ne tient pas tellement à son propre plan mais à son défaut il reviendra au plafond unique - ce que Wendel nomme "la banqueroute inavouée au lieu de la banqueroute avouée". On se quitte donc sur un constat de désaccord mais pourtant avec la conviction commune que rien n'est définitivement tranché (27). Les représentants des grands établissements de crédit qui détiennent beaucoup de bons ont eux aussi, dans le même temps, protesté avec émotion contre le plan du ministre (28).

Le 24 juin, nouveau changement à vue. Painlevé reçoit une heure durant la délégation des régents rue Saint-Dominique, écoute leur thèse, et leur paraît animé de bonnes intentions. "L'enfer en est pavé", note Wendel, "mais c'est déjà ça". Mieux encore, ils trouvent peu après rue de Rivoli un Caillaux "plein d'onction". Il accepte, annonce-t-il, le projet d'emprunt à garantie de change - celui-là même qu'il refusait si fort en commission le 10 juin - mais à deux conditions. D'abord qu'on attende octobre pour le lancer, le temps de prendre certaines mesures préalables quant aux régions libérées et sur la question des dettes interalliées; ensuite que la Banque promette de rembourser au Trésor, soit directement, soit sous forme d'avances

illimitées, les Bons non consolidés ou non renouvelés.

Les régents qui sentent qu'ils touchent au port se refusent tout à fait à ces deux exigences. Contre elles, Wendel mène la discussion et réussit à faire plier Caillaux, qui visiblement est disposé aux concessions. Sur le premier point, Wendel affirme que le bruit de la nouvelle crevaison du plafond des avances déclenchera une émotion telle que le gouvernement sera "momentanément maître de l'heure". Tout délai serait donc dangereux. Quant au second point, il s'agit d'un moyen détourné de revenir au plafond unique des billets et des Bons. Caillaux, après plus de résistance, accepte d'y renoncer. L'accord plein paraît fait et Rothschild est chargé d'en mettre au point les termes pour le soir même (29) - tandis que le jour même le ministre annonce l'emprunt en commission des Finances : au grand dam des socialistes (30).

Le jeu des forces se précise à mesure que la décision prend forme. Les établissements de crédit renâclent devant l'emprunt, "comme toujours", note Wendel, comme ils avaient déjà fait en mars 1924 (31). Robineau qui, d'après Wendel, serait resté très en retrait dans ces derniers événements - peut-être à cause de l'hostilité personnelle que lui a marquée Caillaux - accepte de s'employer à les convaincre. En revanche, le chef de la Maison Morgan à Paris, Harjes, au concours de qui on a tant fait appel depuis quelque temps que son avis a du poids, soutient le projet d'emprunt.

Ultime émotion : le soir même, à nouveau, dans son cabinet, Caillaux redevient très "dur" et paraît en passe de faire une fois de plus volte-face. A Wendel qui fait rapport du projet Rothschild et de l'opinion de Harjes, il répond sèchement que les consultations qu'il a eues depuis le matin sont défavorables à l'emprunt, réclame qu'on lui laisse un blanc-seing et notamment le choix de l'heure pour

l'éventuelle émission. Mais pour Wendel qui se sent en force, c'est l'heure du tout ou rien. "Je lui ai répondu", écrit-il, "qu'alors il n'y avait rien à faire, ce qui l'a fait tiquer". Les régents se refusent en tout cas à laisser en blanc le chiffre des avances. A nouveau rien ne va plus et Wendel soupire "Nous marchons à la vitesse des pèlerins d'Externach" (32).

La victoire de Wendel et
la majorité du 27 juin.

C'est le lendemain, 25 juin, que tout se dénoue enfin et que les régents l'emportent. Le gouverneur annonce au Conseil le matin que Caillaux est revenu à de meilleures dispositions et le lui a fait dire. Il accepte le marché (33). Il va faire voter l'emprunt sans retard par les Chambres et se contentera d'une avance de 6 milliards. Le montant maximum de la dette flottante du Trésor sera fixé à la somme qu'elle atteindra au jour de la clôture de l'emprunt : c'est le troisième plafond qu'avait souhaité Wendel et que Lucien Romier salue dans le Rigaro comme le "seul germe sérieux d'assainissement" (34).

Ainsi se termine l'épisode, sur une victoire de la Banque (35). Satisfaits, les régents autorisent Robineau à conclure sur ces bases. Mais, dans la lettre qui spécifie leur accord, Wendel fait remplacer les mots "sans retard" par "immédiatement". La confiance ne règne pas... (36).

Il ne reste plus pour Wendel qu'à parachever son action sur le théâtre parlementaire. Les choses y sont moins faciles qu'il ne l'avait escompté. Il trouve la majorité de son groupe d'abord mal disposée à quitter son opposition de plus d'un an pour voter le projet (37).

La conversion est, en effet, bien rapide ! Wendel trouve devant lui "un état d'esprit anti-inflationniste qui défie le raisonnement". "On ne se préoccupait pas de savoir si le projet d'avances de 6 milliards était accompagné ou non d'une tentative de consolidation de la dette flottante non plus que de rechercher si la Trésorerie permettait de refuser cette avance. On disait : "Pas d'inflation, débrouillez-vous", ce qui était évidemment un peu sommaire comme raisonnement".

Raisonnement sommaire sûrement, mais nourri des propos tenus récemment encore par Wendel lui-même avec toute son autorité financière... Marin, d'ailleurs, entraîné par l'ambiance, a d'abord poussé son monde dans la voie de l'opposition.

Wendel doit donc intervenir vigoureusement auprès de son président pour lui signifier que la démarche politique faite le 8 mai auprès de Caillaux les a engagés tous deux également, et obtenir ainsi qu'il reprene sa position, et le soutienne dans ses interventions successives auprès de ses amis. Le groupe vote enfin et Wendel est suivi par les 4/5èmes des présents.

Il s'efforce ensuite, dans les couloirs, d'entraîner aussi les modérés des groupes voisins. Mais il ne convainc pas Reibel, ni Maginot. Est-ce bien, comme le suppose Wendel sans charité, parce qu'ils sont candidats à un portefeuille dans un ministère à dominante modérée et sont tentés par la politique du pire ? Ou bien plutôt parce qu'ils sont restés au "merveilleux discours" de Blaisot lors de l'investiture et qu'ils ne sont pas prêts à "avalier" le Caillaux de 1917 et à opérer un tournant si rapide après l'avoir tant conspué ? Au moment de la séance de présentation du cabinet, le bruit n'avait-il pas couru que Maginot, "mettant au service des mutilés ce que sa taille avait de gigantesque (...), dégringolerait les gradins et, de sa canne, bâtonnerait le traître Caillaux" ? (38) Millerand lui-même, du dehors, pousserait à voter non.

Autre péril : défait rue de Rivoli, Finally n'a pas désarmé et mènerait - chose fort vraisemblable - une campagne vigoureuse pour tenter de prendre sa revanche au Parlement.

Or voici que Caillaux, par une maladresse de tribune, vient renforcer soudain brutalement le camp hétéroclite des opposants. "Caillaux a bien défendu le projet", écrit Wendel, "ou pour mieux dire l'a assez élégamment présenté, et il était, malgré son ton de cabotin et son attitude insupportable, sur le point de le faire approuver par les deux tiers de la Chambre lorsque, sans raison, il a pour terminer dit qu'il fallait sortir des marécages où l'on s'était enlisé de 1919 à 1924" (39). Du coup, l'opposition se cabre. Tout paraît un instant compromis, et le cabinet par terre.

Une suspension de séance permet cependant aux groupes de se réunir à nouveau. Marin, Tinguay du Pouët et Wendel interviennent successivement en suppliant qu'on ne remette pas en cause, pour une phrase malheureuse, une combinaison mise sur pied à si grand'peine.

"Je ne vois pas, à vrai dire", explique Wendel, "pourquoi brusquement, alors qu'il entre dans une voie de défense du franc, alors qu'il dispense d'impôt global la rente française ou du moins le nouveau type de rente, ce que le Bloc National n'a jamais osé faire, nous aurions assassiné un ministère auquel depuis des semaines nous témoignons à tort ou à raison beaucoup de complaisance... Le projet est ce qu'il y a de meilleur à présenter dans les circonstances actuelles".

Son avis l'emporte enfin et il rédige lui-même, pour l'essentiel, la déclaration que Tinguay du Pouët va se charger de lire à la tribune "en son nom personnel et au nom du plus grand nombre de ses amis" et qui salue "l'amorce d'un programme d'assainissement qui ressortit des méthodes normales et ne recourt pas à la contrainte..." (40).

C'est ainsi que le gouvernement Painlevé-Caillaux l'emporte enfin, à six heures du matin, le 27 juin, sur l'article 2, centre du débat, qui prévoit la hausse des plafonds. Et le soir même, il fait voter le texte au Sénat sans trop de difficultés (41), tandis que le Temps salue joyeusement : "Le règne du Cartel est à peu près fini (...) Le ministère de concentration est fait. Il est fait avec M. Painlevé" (42).

Revenant sur l'épisode, Wendel conclut que le sort du cabinet a été entre ses mains - bien que les chiffres du scrutin, à vrai dire, ne le prouvent pas avec éclat, même si l'on admet avec lui que, sans son intervention, 50 voix au moins de son groupe se seraient refusées au cabinet, pour ne rien dire de celles qu'il aurait entraînées dans les groupes voisins, notamment les républicains de gauche. L'article 2 a, en effet, été adopté par 328 voix contre 119 et 110 abstentions. Les deux tiers des U.R.D. ont voté pour le gouvernement (64 contre 15 et 22 abstentions).

Quoi qu'il en soit, le lendemain du débat et les jours suivants, lisant la presse et prêtant l'oreille, à la Banque, où l'on entérine l'accord, aux félicitations de ses collègues régents, Wendel constate que son influence a été bien mieux perçue des cercles politiques et financiers que celle qu'il avait pu avoir dans les derniers mois du gouvernement Herriot. "On dit assez couramment dans les milieux bien informés que j'ai sauvé le cabinet" (43)... "Il est certain que si nous avons culbuté, ou plutôt si j'ai culbuté, Herriot discrètement, le sauvetage du cabinet Painlevé-Caillaux n'est pas passé inaperçu" (44).

Du côté de la Banque, c'est le soulagement du cap passé. Robineau, les affaires réglées, offre sa démission à Caillaux qui la refuse. Wendel note le soupir heureux du gouverneur qui, du coup, a l'impression d'avoir repris son indépendance en face du ministère des Finances.

"Vis-à-vis /du ministère/, il était, depuis la chute d'Herriot, son complice, dans la situation d'un fonctionnaire passible de révocation" (45).

A court terme, la Banque n'a plus qu'à ratifier la convention des 6 milliards. Caillaux essaie bien, au dernier moment, et dans la chaleur du succès, d'inclure dans son projet la suppression du fond d'amortissement - sa chère idée du mois de mai. Mais Robineau, fort de son autorité renouvelée, prend sur lui de refuser de recevoir le projet : il fait valoir au ministre qu'après la façon dont Wendel l'a soutenu à la Chambre, il y aurait déloyauté à introduire une telle clause à l'improviste.

A en croire Robineau, le ministre aurait alors reconnu que Wendel avait été "très chic". En tout cas, il n'insiste pas et on se borne de part et d'autre à un échange de lettres où les positions de principe respectives sont affirmées pour l'avenir (46).

La confirmation
de juillet.

En juillet, l'évolution parlementaire accentue le mouvement déclenché le 27 juin. Comme pour sceller le soutien nouveau, Wendel va voir Painlevé, au nom du groupe Marin, en compagnie de Madelin et du pasteur Soulier, et lui demander des apaisements au point de vue militaire pour le Maroc. "Painlevé", note Wendel, "est le même homme qu'en 1917, patriote bien intentionné, mais confus, verbeux et surtout prisonnier de son parti et des alliés, avoués ou inavoués, de celui-ci : les communistes. Il reste l'homme qui nommait Pétain généralissime, mais n'osait arrêter les défaitistes ou traîtres

pendant la guerre... Dire qu'il est cependant le moins mauvais président du Conseil que nous puissions probablement avoir à cette heure !"

Le 12 juillet, le gouvernement obtient le vote de ses projets budgétaires. Le débat politique tourne autour du projet d'exemption de la taxe sur le chiffre d'affaires au profit des petits commerçants ou artisans, projet avancé par la commission des Finances de la Chambre en conformité avec une promesse électorale du Cartel. Le Sénat s'y est opposé, à l'approbation de Caillaux qui pose la question de confiance sur le texte modifié au Luxembourg. Bokanowski est venu lui dire que les modérés le soutiendraient (47). Grâce à eux, Caillaux l'emporte en effet et fait voter son budget dans la nuit du 12 au 13 juillet. Le cabinet réunit 295 voix contre 228. La plupart des anciens partisans du Cartel se retrouvent dans l'opposition (103 socialistes, 77 radicaux-socialistes, 16 républicains-socialistes y rejoignent 29 communistes). La majorité ne comprend plus que 96 membres du Cartel, joints à 199 membres de l'ancienne opposition. Wendel, retenu à Hayange, demande naturellement qu'on le fasse voter pour.

Le lendemain, le Quotidien, organe du Cartel, marque en ces termes l'importance de l'événement : "Maintenant c'est fini; une ère est close. La Chambre du 11 mai n'est plus que la Chambre du 12 juillet. Le ministère de concentration que certains réclamaient, on l'a. Le groupe socialiste n'est plus dans la majorité. La majeure partie des radicaux-socialistes non plus. Le centre et la droite, par conséquent, s'y trouvent au grand complet" (48). Sur la rive opposée, le pasteur Soulier met plus de prudence à prévoir, dans l'Echo de Paris, "toute une demi-saison à passer entre le soutien par les socialistes et le soutien par l'actuelle minorité..." (49). Mais François-Poncet rejoint

sans nuances le diagnostic de l'adversaire quand il écrit : "Nous savons enfin qu'une majorité à la Chambre est décidée à se dégager du boulet du 11 mai" (50).

Quant à Wendel, il éprouve visiblement de l'orgueil et une certaine vanité du résultat, mais aussi quelque souci. La responsabilité qu'il a prise est accrue par l'hommage de la rumeur publique. Ses collègues de l'U.R.D. qui ont mené le combat contre le ralliement à Painlevé, notamment ceux qui entourent Millerand, lui en veulent et le lui rappellent au besoin. Ils inspirent par exemple contre lui, dans les Écoutes du 5 juillet, un article où on le blâme pour avoir sauvé le ministère. Le journal rapporte, en les déformant, des propos tenus par Wendel à Maginot : si celui-ci nie avoir rédigé l'article, Wendel juge qu'il l'a sûrement approuvé (51), et il lui en fait vif reproche, soutenu d'ailleurs par Marin devant le groupe U.R.D. : "Je n'admets pas que les chefs de la Ligue Millerand, qui sont mes obligés, m'attaquent ou me fassent attaquer" (52).

La mauvaise humeur de Wendel s'accroît de son inquiétude. Car il sait bien que le succès de l'emprunt - qui seul en fait lui donnera raison - est loin d'être assuré, qu'il dépendra de l'atmosphère dans laquelle on le lancera, de la politique gouvernementale : et rien n'assure qu'elles seront favorables. Les modalités de la négociation avec Caillaux, les pressions diverses qu'il subit l'inquiètent. "Si on échoue, il ne manquera pas de gens pour dire que c'était le projet qui ne valait rien et c'est sur ses auteurs et sur ceux qui l'ont soutenu qu'on cherchera à faire retomber la faute de l'échec... C'est bien là, pour la Banque, pour Rothschild et pour moi, le danger de ce qui vient d'être fait" (53).

SECTION 3 - La Déception de l'Automne

L'échec de l'emprunt et
la désillusion de l'été.

Il advient que l'été, bien commencé, finit mal.

Jusqu'en septembre, Wendel passe, selon sa coutume, la plus grande partie de son temps en Lorraine. Sur place, comme à Paris, il joue honnêtement le jeu de l'emprunt. A ses électeurs et à ses amis politiques, il explique qu'on ne se trouve pas en présence d'un vrai déséquilibre budgétaire, les rentrées fiscales étant satisfaisantes, mais de la simple crise de confiance "résultant de la politique suivie depuis le 11 mai". Le gouvernement a témoigné en présentant l'emprunt à change garanti de "son intention de prendre en mains la défense du franc et par là même, s'il est logique avec lui-même, de poursuivre la politique de détente et d'économie seule capable de permettre une amélioration de la monnaie". Dès lors, voter le projet d'assainissement sans voter les mesures destinées à lui donner le temps d'être mis en oeuvre "aurait été inconséquent"(1).

"Je sais bien", écrit-il à un de ses grands électeurs de Lorraine, "que certains adversaires du projet (...) font valoir que le nouveau type de rente fera le plus grand tort aux anciennes rentes françaises". A quoi Wendel réplique - et il est ici au coeur de son pari : "Cela n'est pas le cas, ou du moins cela ne pourra l'être que si le gouvernement qui, en déposant son projet, a manifesté l'intention de prendre la défense du franc, n'est pas logique avec lui-même et pratique par ailleurs une politique inquiétant l'épargne et précipitant la chute de notre monnaie..." (2).

Wendel parle dans les mêmes termes au Comice agricole de Longuyon

le 12 juillet (3) et pendant sa campagne électorale pour sa réélection au Conseil général (4).

Le surlendemain du scrutin, 21 juillet, il participe chez un Caillaux "plein d'amabilité" à une visite en déléation de présidents d'un certain nombre de groupements industriels et commerciaux - pour "chauffer l'emprunt" (5). Le 13 août, il prend la parole à Nancy avec Lebrun, dans une conférence officielle de propagande et y atteste à nouveau que l'emprunt est "raisonnable" (6).

Cependant dès le 20 août, il reçoit de la Banque, à l'occasion d'un conseil de routine, des renseignements inquiétants (7). Septembre confirme ces mauvaises impressions. L'émission, qui devait s'achever le 6 septembre, est prolongée jusqu'au 30 octobre dans l'espoir que la fin des vacances provoquera des souscriptions nouvelles. Mais le total des souscriptions n'atteindra que 5.970 millions dont 4.956 versés en Bons de la Défense Nationale (sur plus de 51 milliards de Bons en circulation). La Trésorerie ayant dû faire face dans le même temps à d'importants remboursements de titres à plus long terme - notamment 3.900 millions de Bons 6 % 1922, le 25 septembre - sa situation ne se trouvera pas améliorée au moment de la rentrée parlementaire(8).

Raymond Philippe affirme que Caillaux se heurté alors à un "faisceau d'hostilités (...) conduites principalement par les dirigeants de la Banque de France" (9). C'est injuste pour cette période. Discutant l'affaire avec Robineau, Wendel constate d'ailleurs que les médiocres résultats ne viennent pas d'une bouderie des "grosses fortunes". A en croire le gouverneur, Robert de Rothschild lui aurait dit que les calculs auxquels les siens s'étaient livrés faisaient ressortir pour eux l'emprunt à 9 % et qu'ils allaient donc y souscrire très largement (10). Mais les petits rentiers sont, eux, réticents. "Les cultivateurs, qui ne comprennent pas grand chose au change garanti, ne voient pas pourquoi ils troqueraient du 5 % contre du 4 %" (11).

La clientèle modérée.

Obnubilé par le jeu des forces qui se déroulait à Paris, Wendel n'a-t-il pas méconnu la capacité de résistance de sa clientèle modérée ? Une fois encore, mais à la base, le financier rejoint le politique. Culbutant Herriot, au début du printemps, Wendel pouvait être sûr d'être compris et sûr d'être approuvé.

A présent, c'est autre chose. Et comment s'étonnerait-il, au fond de lui-même, après coup, que les électeurs de son parti - et au premier chef en Lorraine - en soient restés à l'état d'esprit premier d'hostilité sans mélange qui avait été le sien propre devant cette association inattendue du Cartel et de Joseph Caillaux ?

Aussi bien la petite crise qui a secoué la Fédération dans les semaines qui ont suivi la reconversion du groupe Marin témoigne-t-elle bien que, dans leur hostilité élémentaire à l'inflation et à la personne de Caillaux, les députés modérés reflétaient fidèlement les réactions provinciales.

Jean Guiter, secrétaire général de la Fédération, reçoit et transmet à Louis Marin, à partir de juillet, tout un courrier de désapprobation. Des partisans chevronnés se désabonnent de la Nation, suspendent leurs cotisations ou leurs subventions. Typique ce commerçant en beurre, oeufs et fromages, qui envoie sa démission au siège de la Fédération, le 9 juillet, en blâmant la scission du groupe U.R.D. sur le "fameux plan Caillaux d'augmentation fiduciaire", et le vote favorable de sa majorité. "MM. de Wendel et Chassaing-Goyon", écrit-il, "ont, par leur attitude, déconsidéré le parti et offert un triste spectacle au pays. C'est comme ça qu'on "suicide" un parti. Décidément, il manque de discipline et de cohésion, le parti espoir des Français nationaux..." (12).

Le voyage à Washington et
la dégradation du climat.

Dès la fin de septembre, à Paris, le climat politique et financier connaît une rapide dégradation. Y contribue l'échec du voyage de Caillaux qui est parti à Washington pour négocier un accord sur les dettes (13).

Il espérait obtenir un nouvel emprunt Morgan de 300 millions de dollars et trouve les banques de New York très désireuses de consentir le prêt. Mais on leur défend de prêter à l'Europe avant le règlement des dettes. Or les Français ne proposent de rembourser sur les dettes de guerre que 20 millions de dollars par an, alors que les annuités de l'emprunt nouveau qui seraient versées aux banquiers se monteraient à 40 millions de dollars. L'électeur américain ne l'admettrait pas et Coolidge est intraitable sur une réduction éventuelle des dettes de guerre. "Dans ce débat une transaction seule pourrait conduire à des encaissements définitifs. Coolidge le sait, mais n'en tient aucun compte. A ses yeux, le problème n'est pas financier, il est électoral. Or, dans la prospérité régnante, l'absence de versements n'est même pas remarquée. Par contre, une renonciation formelle provoquerait une révolte de l'opinion américaine". Et le Président américain, malgré la pression de ses banquiers, ne consent pas à un accord qui, "accrochant les paiements français aux paiements allemands, permettrait à l'Europe de fermer le livre des Dettes en adressant à l'Oncle Sam une révérence ironique" (14). Diagnostic de Benjamin Strong, gouverneur de la Federal Reserve Bank : "L'échec est venu d'une préparation discrète insuffisante suivie d'une négociation trop tapageuse, trop heurtée et trop écourtée" (15).

Quoi qu'il en soit, dès le début octobre, la nouvelle de l'insuccès

de Caillaux, qu'il a câblée à Painlevé, court dans les cercles politiques (16). Le 10 octobre, jour même où le ministre débarque au Havre, Marin fait mettre au courant Wendel des conditions de la négociation. Il lui fait expliquer la lutte d'influence qui a opposé, à Washington, les banquiers et les parlementaires et comment les seconds l'ont emporté (17).

Dès que le bruit s'en répand, la livre fait un bond sur le marché des changes. Elle est à 104 le 7 octobre et à 109,63, le 20 octobre. Il est vrai qu'en même temps on apprend que la Trésorerie est une fois de plus à sec et que la question financière revient au premier plan de l'actualité politique.

A nouveau et comme en juin, il règne beaucoup d'incertitudes sur les intentions de Caillaux qui, cette fois encore, ne paraît guère pouvoir se décider. Aussitôt qu'informé des résultats négatifs de Washington, le cabinet en a délibéré, le 8 octobre. D'après Marin, il se serait divisé en trois groupes, l'un revenant à l'idée du plafond unique, l'autre souhaitant l'impôt sur le capital pour lequel Blum est en train de relancer sa campagne, le troisième voulant le moratoire des Bons du Trésor en attendant une éventuelle consolidation forcée (18).

Wendel sur la défensive.

Les doctrines ne sont pas nouvelles, mais la place des protagonistes n'est plus la même sur l'échiquier. Finalement, fort de l'échec de l'emprunt, pèse à nouveau dans le sens de cette dernière solution et, sous son impulsion, le Matin - dont, à en croire Nalèche, il vient d'acheter un bon paquet d'actions (19) - reprend à grand fracas le panégyrique du système, en y ajoutant l'idée d'une conversion obligatoire et de nouvelles attaques contre toute augmentation de la circulation (20).

Quant à Wendel, Marin le prévient qu'il doit s'attendre à être attaqué doublement : comme président du Comité des Forges d'abord : Finaley aurait dit ou fait dire aux ministres qu'on ne pourrait imposer le moratoire des Bons "qu'à la condition de brider les industriels, en particulier le Comité des forges", qui s'y opposerait "sous prétexte que le moratoire détermine/rait/ une crise de fonds de roulement dans les grandes industries, comme cela s'est produit en Allemagne" (21). On s'en prendra aussi à Wendel en tant que régent de la Banque de France, car on dit que le Conseil de la Banque est responsable de l'échec de l'emprunt qu'elle a imposé et qui aurait été techniquement mal conçu : les socialistes sont ici particulièrement virulents et Wendel dès la fin de juin avait craints, en cas d'échec, ce retour de bâton.

La tension renaît, d'autre part, entre Caillaux et la Banque quand le ministre demande une avance de 10 millions de dollars pour agir sur le marché des changes où la livre monte maintenant dangereusement. La Banque n'y a consenti qu'en marquant qu'elle désapprouve dans les circonstances présentes cette politique d'intervention "par petits paquets" : "c'est Paris et non l'étranger qui fait la hausse". Caillaux aurait reçu la lettre avec beaucoup de mécontentement (22).

Quant à la politique financière générale, les régents s'en tiennent à leur position connue, qui est un peu bien courte : ni plafond unique ni consolidation forcée. Le 19 octobre, au cours d'une réunion extraordinaire du Conseil, Rothschild parle, sans beaucoup de précision et une fois de plus, d'avantages exorbitants à accorder aux Bons - change garanti et dispense d'impôt sur les successions : l'air est connu. Mais on se sépare sans conclure sauf sur le refus de toute convention d'inflation préalable au dépôt de loi qui sera soumis aux Chambres (23).

Caillaux a-t-il eu, dans l'été, l'intention, comme le croit Fabre-Luce, d'obtenir du Parlement une délégation de pouvoirs qui lui permette de remplacer par décret les régents de la Banque de France et d'y accroître la part de l'Etat - en arguant que la Banque serait devenue "le champ de bataille de l'intérêt public et des intérêts privés"? (24). Nalèche, toujours à l'affût de toutes les rumeurs, en a recueilli de semblables sur la rancune du "grand argentier", à nouveau "accusant la rue de La Vrillière de trahison", et préparant des mesures dictatoriales (25) : Caillaux a agité tant de projets durant ces mois de son nouveau pouvoir qu'on peut bien croire encore à celui-là, si contradictoire pourtant avec ses premiers choix. Mais on ne trouve pas trace d'un début d'exécution.

Querelles à
la Banque.

Le climat de défaite qui règne à Paris est décidément favorable à la renaissance des discordes entre les associés méfiants d'un été. A la Banque même, l'échec rouvre les blessures.

Une initiative malheureuse de Marin y contribue : pour atteindre Herriot, il n'hésite pas à désolidariser Robineau des régents et à faire retomber publiquement sur lui toute la responsabilité des faux bilans. En présence de Rothschild, Robineau en fait le vif reproche à Wendel qu'il juge à tort, mais de façon compréhensible, responsable de l'épisode et qui se trouve du coup fort embarrassé : "D'une part", écrit-il, je ne pouvais pas approuver Marin qui m'a l'air d'avoir été imprudent, et de l'autre (...) je suis et reste bien décidé à ne pas me solidariser avec ce qui a été fait à la Banque avant le 18 décembre dernier (...) J'ai très fermement maintenu ma position et revendiqué

le droit de savoir sous peine d'être un fantoche (sic)" (26). Or il se trouve qu'une lettre intime de Robineau, retrouvée dans les papiers d'Aupetit, permet d'avoir pour une fois son témoignage direct. Il y affirme avoir trouvé Rothschild, et ceci surprend un peu, tout à fait dans son camp. "Je vous ai dit", écrit-il à sa correspondante, "que j'avais revu de Wend/él_/; en ma présence, Ed/ouard/ de Roth/schild/ lui a reproché sa lâcheté. Il est très lié avec lui et lui parle librement. Il lui a dit : "Mais mon petit François, je me demande où vous avez la tête. Nous sommes solidaires avec le Gouverneur. Chercher à lui laisser les responsabilités et à se défilier est non seulement une mauvaise action, mais une ineptie. Il sera trop facile d'établir que vous mentez". Et se tournant vers moi, il a ajouté : "Mon cher gouverneur, j'ai pour vous plus que de l'amitié, j'ai de l'admiration et en toutes circonstances je serai près de vous et je vous suivrai". De Wend/él_/ ne savait trop où se mettre. La lâcheté est un vilain fardeau. Ce matin, il m'a dit qu'il avait vu Marin et qu'il avait remis les choses au point. Est-ce bien vrai ? Je suis bien attristé de ces laides choses..." (27).

A chacun sa vérité... L'épisode explique assez en tout cas que la Banque ait été peu prête à l'action - et d'autant plus portée à l'immobilisme que le malheureux Robineau dans son calvaire se voit en butte en même temps à l'animosité personnelle de Caillaux qui s'irrite de la résistance opposée à ses requêtes et tente une seconde fois, après son échec du printemps, d'obtenir l'agrément de ses collègues à la révocation du gouverneur (28).

Celui-ci ne doit son salut provisoire qu'à l'affaiblissement rapide de la position politique du ministre, que d'autres vont se charger d'achever.

Chute de Caillaux
et fin de l'expérience.

Le congrès radical de Nice, en effet, a vu Herriot partir en guerre contre le ministre au nom de l'impôt sur le capital. Caillaux, qui s'y est opposé fermement, n'a pas trouvé l'oreille du Congrès. Au retour, le gouvernement se réunit deux fois, les 23 et 26 octobre, pour entendre Caillaux. Ses projets, encore tout à fait flous (29), semblent s'orienter autour de la création d'une Caisse d'amortissement des Bons de la Défense Nationale alimentée par le produit d'une augmentation de l'impôt sur le revenu (30). Molle médecine devant de si rudes menaces. En cas de besoin urgent, la Caisse pourrait faire appel "momentanément" à la Banque de France qui échangerait des Bons contre des billets. Ce serait un retour camouflé, comme on voit, au "plafond unique" (31).

Mais il est trop tard pour que Caillaux puisse rien mener à bien : son crédit est épuisé, et au sein même du gouvernement une petite conspiration s'organise contre lui. Le cabinet démissionnera collectivement, puis on fera un replâtrage sans Caillaux. On aperçoit généralement dans cette défaite la main de Finaly (32): revanche du mois de juin.

C'est l'opinion de Wendel lui-même, qui voit dans la crise du 27 octobre "un épisode du duel entre Caillaux et Finaly" où ce dernier aurait eu finalement l'avantage grâce au concours de Monzie (33), de Painlevé et de Briand lui-même inspiré par Philippe Berthelot (34). Selon d'autres rumeurs, la Banque de Paris aurait réalisé une intervention spéculative sur le marché des changes entraînant la hausse de la livre pour discréditer le ministre. Caillaux fit, en effet, annoncer à l'issue du Conseil du 26 octobre qu'une enquête allait être ouverte, à l'initiative du ministre des Finances, sur les opérations de change des banques parisiennes : on comprit que la mesure visait la

Banque de Paris (35), mais il était trop tard pour que nul ne la prît au sérieux (36).

Leçon pour la suite.

Que la légende ait ou non exagéré la virulence du duel entre Finaly et Caillaux, il a détourné de Wendel, resté spectateur, les coups que d'aucuns lui annonçaient un mois plus tôt.

Heureuses circonstances - qui ne peuvent suffire à masquer l'échec. Le retour en force des radicaux bon teint dans le cabinet de Painlevé, replâtré avec Daladier à la Guerre et Chautemps à la Justice, en est la traduction politique (37).

Cette issue fait mieux voir par comparaison le caractère exceptionnel de la chute d'Herriot. Cette fois Wendel a pu découvrir que, pour une action positive, ses électeurs sont beaucoup moins souples, et que manipuler durablement un ministre est bien moins aisé, dans ce régime tel qu'il est, que, comme il a fait précédemment, profitant de ses fautes, de le culbuter.

Pour l'immédiat, il tire sa leçon, dans une lettre à son collègue régent Félix Vernes. Puisque l'expérience a échoué avec l'emprunt, la preuve est faite que "toutes les solutions financières, si bonnes qu'elles soient", élaborées par "les gouvernements démagogiques que (...) vaut la majorité actuelle" auront le même sort. Mieux vaut donc s'abstenir de toute proposition qui lie les mains, laisser venir et choisir librement entre démission et concessions (38). Un silence qui n'est plus très loin de conduire, en attendant que les événements se chargent de ramener une majorité de rechange à dominante modérée, jusqu'à la politique du pire...

Si Wendel ne pousse pas directement à la débâcle financière, il est porté désormais à la juger inévitable et à se préoccuper surtout que les modérés d'un côté, les régents de l'autre, se gardent d'assumer aucune responsabilité avant que la situation ait assez mûri pour leur donner le pouvoir. S'ils s'engageaient auparavant, ils obèreraient leur liberté future sans pouvoir espérer encore redresser la situation. Le 3 novembre 1925, à la suite de la comparution du nouveau ministère et de son propre vote hostile, il écrit : "La livre a fini à 118,60. Elle serait à 120 ce soir ! Elle semble d'ailleurs la seule personne capable de grouper une majorité dans la Chambre, mais c'est encore un peu tôt. Il en sera peut-être autrement lorsqu'elle sera à 130... ce qui ne tardera guère" (39).

CHAPITRE II

LE BALLET DES MINISTRES
ET LA QUERELLE DE L'OR

CHAPITRE II

LE BALLET DES MINISTRES ET LA QUERELLE DE L'OR

=====

SECTION 1 - La Politique du pire

Le cabinet Painlevé-Bonnet

La formation du nouveau cabinet Painlevé - sans Caillaux - marque un bref temps d'arrêt dans la désintégration du Cartel. A côté de Painlevé, qui a pris de Trésor, Georges Bonnet, ami personnel du président du Conseil et radical-socialiste, est, à 36 ans, ministre du Budget avec un rôle directeur à jouer dans la politique financière (1). Le 3 novembre, il obtient devant les Chambres une médiocre majorité de 221 voix contre 189. Les socialistes s'y abstiennent, en même temps que certains radicaux et républicains de gauche. Wendel a voté contre avec tout son groupe.

Le dépôt du projet financier Painlevé-Bonnet, le 6 novembre, confirme son impression immédiate que le gouvernement va tenter de reconstituer la majorité du 11 mai en s'assurant le soutien socialiste, mais que l'entreprise n'est pas viable faute que puissent à'y prêter les députés du centre dont l'appoint est indispensable. Le coup de barre vers la gauche est très marqué. Éliminant l'idée d'un nouvel emprunt de consolidation dont l'expérience a prouvé l'insuffisance, et celle du "plafond unique", mesure radicale "dont la répercussion risquerait de se faire sentir lourdement sur les prix et les

changes" (2), le projet prévoit une "contribution nationale exceptionnelle" chargée d'alimenter une caisse d'amortissement de la dette. La contribution consisterait en une "taxe personnelle" de 20 F. par an due par toutes les personnes passibles de la contribution mobilière et par les étrangers, accompagnée d'une taxe progressive sur les revenus du travail supérieurs à 50.000 francs, et surtout un impôt extraordinaire de 1 % sur tous les biens mobiliers et immobiliers, établi pour 13 ou 14 ans avec faculté de rachat dès la première année. Le système doit permettre d'éviter un inconvénient majeur qu'on oppose toujours au principe de l'impôt sur le capital : l'exigence de versements immédiats trop importants qui entraîneraient des "liquidations dangereuses et inévitablement une nouvelle inflation".

Tout en étant naturellement hostile au principe du nouvel impôt, Wendel reconnaît que ses modalités "sont assez bien étudiées dans leur ensemble", avec ce mérite de "viser les biens plus que les personnes et de n'être pas trop entachées de progressivité" (3).

Quelle que soit la fortune du projet, les difficultés financières à nouveau serrent l'Etat à la gorge. Le 8 décembre vent venir à échéance 3.460 millions de Bons du Trésor 1923. Avant même cette date rapprochée, le plafond des avances à l'Etat risque d'être atteint. Le gouvernement va donc devoir demander une hausse importante de ce plafond et donner ainsi une fois de plus la parole à la Banque.

Et une fois encore, il revient à Wendel de définir sa double attitude de régent et de député : changement à vue.

La nouvelle stratégie de Wendel

- ou le refus coûte que coûte.

A plusieurs reprises, il intervient devant son groupe, non sans succès, pour combattre la thèse de ceux qui veulent travailler d'ores et déjà à un nouveau ministère de concentration - comme le souhaiterait par exemple Bertrand de Mun (4). Wendel l'écrit aussi noir sur blanc à Louis Marin (5) : la droite devra se dérober tant que les événements ne rendront pas son intervention inévitable - mais alors elle aura la première place, avec les mains libres. "Rien à faire tant que les gens ricaneront lorsqu'on leur dira, comme Bokanowski, que la confiance est la base de tout. Il n'y a pas de solution technique sans elle, et tant qu'on voudra faire des combinaisons desquelles les socialistes ne seront pas exclus, la confiance ne renaitra pas. Le public ne veut plus être dupe du petit jeu cyniquement avoué par Antériou, ministre des deux cabinets Painlevé, qui consiste à flatter le capital pour l'attirer aux guichets de l'emprunt et mieux l'étrangler après" (6).

Pour se garantir contre toute chausse-trape de ce genre, la droite ne devra accepter d'entrer dans un ministère que s'il inscrit dans son programme quelques mesures hautement symboliques qui "marquent suffisamment que l'orientation générale de la politique financière est changée" : suppression des monopoles, retour aux impôts indirects, etc... (7). Et Wendel se réjouit peu après de voir Chaumeix et les Débats, partie sous son influence, partie à cause de la dureté des temps, ralliés à ces idées d'expectative (8).

Son attitude à la Banque se définit au nom de la même logique. Devant les échéances financières prochaines, il affirme avec beaucoup plus de force que naguère ses préférences pour le moratoire aux

dépens d'une hausse des plafonds : moratoire des Bons du Trésor d'abord, au 1er décembre, entraînant bientôt à coup sûr celui des Bons de la Défense. Il justifie cahin-caha cette attitude au point de vue moral en notant que beaucoup des Bons de 1923 ont été rachetés à bas prix en 1924 par des particuliers ou des établissements qui ont fait une opération à 25 % : "Ils ne sont pas intéressants". Quant aux conséquences éventuelles sur l'économie, on réduira le dommage "en faisant un peu d'escompte pour aider les gens que cela gênerait trop" (9). Il y voit enfin - et c'est très significatif de sa nouvelle stratégie - un avantage politique, qu'il garde à vrai dire in petto devant ses collègues du Parlement et de la Banque. Le moratoire, tout en étant "plus sage", ne sera pas plus populaire que l'inflation. Mieux : il mécontentera particulièrement les paysans "et cela ne sera pas un mal" (10).

S'il se trouve que le rapport des forces et le manque de résolution des autres régents empêchent qu'on se tienne à cette position, et qu'une inflation apparaisse une fois de plus inévitable (11), il faudra refuser qu'on hausse le plafond des avances sans élever d'autant le plafond de la circulation : Wendel rencontre tout à fait sur ce point le sentiment du Conseil, de Robineau et d'Aupetit. Le gouvernement veut s'en tenir à la première moitié de l'opération, qui heurte moins l'opinion que la seconde. Si la Banque se pliait à cette requête, les ministres cartellistes pourraient tenter ensuite la même opération psychologique que Clémentel en avril 1925, en expliquant dans un deuxième temps que la hausse du plafond de l'émission serait nécessaire aux besoins de l'industrie et du commerce, et donc saine et légitime au regard de la doctrine en vigueur - alors qu'en réalité la marge de l'émission, en elle-même largement suffisante pour les progrès de l'activité économique, aurait été antérieurement consommée par la hausse éminemment inflationniste des avances de la Banque à

l'Etat. C'est cette fuite du gouvernement devant sa responsabilité politique que Wendel souhaite rigoureusement lui interdire (12). Boucher les issues et attendre l'étouffement.

Dernier signe bien net du changement survenu depuis la période Caillaux : Wendel fait admettre par ses collègues qu'il faudra se garder d'intervenir en rien dans l'élaboration des projets financiers nouveaux - alors qu'on avait affirmé si haut le droit du Conseil à juger et à influencer ceux du précédent cabinet - et cela toujours dans le même souci de garder intacte la liberté d'action pour la suite. On évitera de demander une audience et on se contentera de répondre à une éventuelle convocation. On s'abstiendra de toute proposition positive, se refusant seulement en principe "à toute augmentation nouvelle de la circulation fiduciaire".

Les régents muets.

Ce comportement nouveau, défini en Conseil le jeudi 5 novembre (13) et strictement observé par tous, donne une assez étrange coloration à la visite solennelle faite par les régents rue de Rivoli, le lundi suivant 9 novembre. La Banque vient de connaître le projet et d'apprendre que le cabinet souhaite une dizaine de milliards de billets, 2,5 milliards pour son budget, et 8 milliards "pour attendre que la caisse d'amortissement se remplisse et... rembourse les Bons qui voudraient se faire rembourser avant qu'elle soit pleine" (14).

Georges Bonnet a donné, dans ses Mémoires, un récit pittoresque de l'entretien qui eut lieu dans son cabinet (15). Ce qui le frappa d'abord, ce fut "l'extrême vieillesse" des régents. "L'un d'eux ne pouvait marcher qu'appuyé sur deux cannes, un autre entra au bras de

son valet de chambre qui l'aïda à s'installer à sa place". Il note aussi l'autorité de François de Wendel, "qui dominait tous les autres par son intelligence et par son caractère".

De l'entrevue, chacun des deux camps sortit surpris : Painlevé et Bonnet que les régents aient pu rester presque muets sur les mesures financières qu'ils préconisaient aux lieu et place des nouveaux projets, et les régents que Painlevé ne les ait pas forcés à s'engager davantage. "Nous sommes restés sur nos positions", écrit Wendel, "sans avoir conseillé le moratoire qui seul peut cependant remplacer l'inflation, et sans avoir donné un avis précis sur la consolidation des rentes. Rothschild a assez adroitement louvoyé pendant une demi-heure puis finalement a levé la séance sans avoir dit si nous donnerions ou refuserions sinon les 10 milliards du projet, du moins les deux milliards et demi du budget" (16). Et Bonnet, de son côté, note le "long et pénible silence" qui suivit l'exposé de ses intentions. Puis, comme Painlevé réclamait timidement "quelques suggestions", qui "n'engageraient à rien" les régents, puisque tout devrait rester confidentiel, on entendit dans le fond de la salle une voix chevrotante : "Monsieur le Président, il faut rétablir la confiance !".

"Je ne sus jamais," ajoute Bonnet, "lequel des régents avait lancé cette vérité banale, mais je me rappelle qu'elle provoqua une protestation indignée du président du Conseil de Régence (17) qui foudroya du regard son collègue en s'écriant : "Vous en avez trop dit ! Nous ne pouvons affirmer qu'une chose, c'est que nous sommes les soldats du franc et que nous nous ferons tuer dans la tranchée pour le franc". A partir de ce moment-là, aucun des régents n'ouvrit plus la bouche. En vain Painlevé et moi-même nous efforçâmes de faire parler ces experts de marque. Puisqu'ils ne voulaient rien dire, nous les interrogeons : "Vous avez parlé de rétablir la confiance. Comment vous y

prendriez-vous ?" Mais chaque fois le président reprenait sa formule des "soldats du franc", formule qui visiblement l'enchantait. Impossible d'en tirer autre chose ! Et la séance fut ainsi levée sans nous avoir apporté aucun éclaircissement. Les régents ne pouvaient évidemment pas dire tout haut ce qu'ils pensaient au fond d'eux-mêmes : chassez les socialistes de votre majorité" (18).

Tout en évoquant heureusement l'atmosphère générale de cette rencontre, le récit de Bonnet, pour la beauté du tableau, force un peu sur les silences. Wendel lui-même consentit à intervenir à un moment donné en évoquant brièvement le fond des choses : il affirma que les nouveaux impôts prévus ne pourraient être payés qu'avec des billets provenant du remboursement des Bons - analyse d'ailleurs bien sommaire - et qu'ils ne résoudraient donc qu'en apparence le problème monétaire. Il reprit aussi la défense de sa chère politique de l'emprunt : l'échec de celui lancé par Caillaux sur sa suggestion s'expliquait parce que la dispense de l'impôt global qu'il comportait n'était intéressante, en raison de son taux trop bas, que pour les gens payant plus de 35 % d'impôt sur le revenu et par parenthèse "cela montrait bien la vanité des systèmes reposant sur la taxation des deux cent mille citoyens les plus fortunés". Wendel se félicita enfin d'avoir "assis" Bonnet, qui soutenait que les départements français étaient capables de payer les mêmes impôts que les trois départements recouverts d'Alsace-Lorraine. "J'ai dit : oui, à condition que non seulement on ne dégrève pas tout le monde à la base, mais encore que l'on perçoive les impôts dûs au risque de mécontenter les petites cotes ! C'est toute une politique..."

Tels furent les brefs propos de Wendel : il reste que ce n'étaient là qu'escarmouches de surface et que son impression générale ne fut pas très éloignée de celle de Bonnet : "En somme, une parlote sans grand intérêt" (19).

Exeunt Painlevé
et Bonnet.

Au moins, cette "parlotte" a-t-elle bien fixé la position très passive des régents. Il ne leur reste plus qu'à assister, de leur balcon, à la désagrégation interne du cabinet, sur fond de nouvelle détresse financière. Les socialistes en prennent la responsabilité par le dépôt d'un contre-projet Bedouce comportant la consolidation des Bons du Trésor et un prélèvement sur la valeur des billets de banque, idée techniquement et politiquement tout à fait irréaliste.

Le projet Painlevé-Bonnet est ainsi soumis, devant la Commission des Finances de la Chambre, puis en séance même, à quinze jours de discussions mouvementées et désordonnées, le gouvernement tentant désespérément d'obtenir à meilleur compte le soutien des socialistes (20). Le 20 novembre, un incident de mauvais augure oppose Léon Blum à Painlevé. Blum ayant parlé à la tribune de refuser toute hausse du plafond de l'émission et préconisé la consolidation des Bons - propos propres à provoquer une ruée sur les remboursements, en un domaine où il faut agir et non parler - a la surprise de voir Painlevé, avec qui il estimait avoir fait accord, se lever pour l'interrompre et réserver l'avenir quant à l'émission (21). "Il fallut trois heures d'entr'acte", note Wendel, "pour raccommorder le Cartel. A 10 heures du soir, Blum rentrait dans l'obédience, mais Painlevé affirmait que sa demande ne comportait pas d'augmentation de l'émission".

Wendel fut, à vrai dire, moins surpris de l'épisode que d'autres députés, car il venait de rendre visite à Painlevé à 2 h. 30, au moment où la séance commençait, en compagnie de Rothschild, Vernes et Laederich, pour lui dire que les régents accorderaient l'avance de 1500 millions demandés mais à condition que fût augmentée d'autant la

circulation (22). On s'était séparé sans conclure, mais Painlevé - qui avait répété : "La Chambre votera les avances et pas l'inflation" - dut être influencé par ces éléments nouveaux dans son effort pour modérer Léon Blum. Wendel crut en tout cas retrouver dans son accent une partie de ce que lui et ses collègues lui avaient dit (23).

Dans l'après-midi du dimanche 22 novembre, le gouvernement est renversé par 278 voix contre 275 sur un article 5 qui réintroduisait le principe de la consolidation des valeurs du Crédit National : les communistes et certains membres de la gauche radicale ont voté, après diverses hésitations, avec l'opposition modérée.

Le surlendemain, 24 novembre, la Banque, qui a pu regarder d'un oeil glacé choir le cabinet, accepte de signer la nouvelle convention votée par les Chambres qui élève de 1500 millions le plafond des avances sans hausse parallèle du montant de la circulation. Wendel jugeant qu'il est vain, en si pressante nécessité, de tenter un marché avec un gouvernement démissionnaire, se plie avec les autres à cette exigence, tout en contribuant à faire inscrire dans la lettre du ministre et au procès-verbal l'intention du Conseil de saisir le prochain gouvernement, dès qu'il sera en place, de la demande de hausse de la circulation. Robineau ira aviser officiellement Doumergue, Président de la République, de cette intention (24).

Ainsi le "modèle" nouveau paraît bien mis au point - et sans que Wendel lui-même en fasse exactement l'analyse - de ce que sera désormais son action.

Le "silence" de la Banque doit la garantir contre toute compromission avec le Cartel, et la protéger, à court terme, aux yeux d'observateurs superficiels, contre l'accusation tant redoutée de "faire de la politique". Ainsi caparaçonnée de prudence, elle acceptera de céder sur l'élévation des plafonds, nécessité faisant loi, puisqu'on sait bien, depuis avril précédent, que la pression des circonstances, quand le

Trésor crie famine, est plus forte que sa doctrine, et le restera tant que ne sera pas atteint enfin, avec la victoire, le port d'une majorité "raisonnable".

Mais la Banque veillera, ce faisant, à "afficher" avec toute la clarté possible la responsabilité des gouvernements en leur interdisant toute habileté de dissimulation, pour hâter la prise de conscience tant espérée du centre et du centre-gauche - dans le pays comme au Parlement.

Et s'il advient que le fétichisme des "plafonds" perde peu à peu de son efficacité politique à force qu'on les bouscule, un autre chiffre, doté dans le public d'un coefficient d'affectivité qui n'est pas moindre, viendra à point le relayer : il s'agit du cours de la livre, en hausse irrégulière mais constante et qui ira s'accroissant - le pari majeur demeurant qu'on pourra arrêter la machine au bord du gouffre.

Briand et le passage
de Loucheur.

C'est maintenant l'heure de Briand. Après une fausse entrée, et avoir laissé le président de la République "lever l'hypothèque" d'Herriot, le "raccommodeur de porcelaines" forme son huitième cabinet, le 28 novembre.

Briand arrive au pouvoir avec l'auréole nouvelle de Locarno, qui date d'octobre. Rien que d'inquiétant pour Wendel qui ne songe pas à tempérer son hostilité à toute politique de rapprochement avec l'Allemagne, lors même qu'elle correspond pour l'heure aux vœux majoritaires d'une opinion publique encore pacifiste, "ce qui en bon français veut dire défaitiste" (25).

Wendel craint en outre que Briand ne sacrifie tout, en matière intérieure, "pour se faire encenser dans les palabres internationales" (26). S'il l'avait voulu, juge Wendel, il aurait pu dès maintenant imposer le ministère de concentration que la situation porte en elle. Mais, pour aller plus vite et gagner Londres sans retard afin d'y faire contresigner "les abandons de Locarno" (27), il a bâclé une combinaison cartelliste en installant rue de Rivoli Louis Loucheur et en lui laissant les mains libres sur la question financière que lui-même ignore tout à fait.

Certains régents ne risquent-ils pas, étant donné le passé industriel de Loucheur, de lui marquer trop de bienveillance au goût de Wendel ? L'amitié de Gaston Cordier écrit alors au nouveau ministre : "Certains vous redoutent; je suis de ceux, nombreux, qui vous espéraient" (28). Voilà un enthousiasme que Wendel ne partage nullement.

Loucheur ? un "sauteur" ! (29) - mais on constate vite qu'il ne suffit pas à modifier de façon notable et inquiétante pour ses projets le climat du Conseil.

Pas question, par conséquent, de changer de cap, pas question de soutien. Loucheur improvise en hâte un projet fondé essentiellement sur une majoration des impôts directs sur le revenu ou sur les valeurs mobilières. Il renonce bien à la consolidation forcée, mais sans que cette intention proclamée ralentisse le mouvement d'exportation des capitaux et les demandes de remboursement des Bons, c'est-à-dire la fuite devant le franc, que les projets du cabinet précédent avaient accélérés. Le cours moyen de la livre, passé de 102,85 en septembre à 109,20 en octobre, atteint 122,64 en novembre et va grimper à 128,90 en décembre, et cela dans un climat tel que ni Robineau, ni Ernest-Picard, ni Aupetit, ni même Raymond Philippe ne croient souhaitable - ils le disent l'un après l'autre à Loucheur - d'engager la masse de manœuvre Morgan : elle serait en vain grignotée, "et même avalée", en quelques jours (30). Dans le même temps, le poste des

avances de la Banque à l'Etat se gonfle très rapidement, et le maximum de 33.500 millions fixé par la loi du 23 novembre 1925 est bien vite atteint. Une nouvelle hausse du plafond est inéluctable (31).

Aue de La Vrillière, Wendel livre une fois de plus un combat de retardement en tâchant de réduire la marge d'accroissement demandée, mais sans tenter de la refuser tout à fait.

Le 4 décembre, le Parlement vote donc une nouvelle loi portant le maximum des avances à 39.500, soit une hausse de 5 milliards au lieu des 8 d'abord réclamés par Loucheur; et cette fois le plafond de la circulation est simultanément relevé - jusqu'à 58.500 millions. Le 5, le Conseil des régents signe la nouvelle convention avec une lettre d'accompagnement pleine de réticences. "Une lettre de plus que le ministère pourra classer à côté d'un certain nombre d'autres..." Le Conseil a délibéré deux heures sur le texte en procédant à un tour de table dont le procès-verbal rend compte avec des détails inhabituels. La question se pose notamment de savoir si le Conseil fera publication de sa lettre pour une solennelle mise en garde devant l'opinion publique. L'avantage serait de répondre à ceux qui critiquent la mansuétude de la Banque, et de se couvrir pour l'avenir. C'est l'avis de Laederich, Hallet, Davillier, et Neufâize. Mais une majorité se dégage pour qu'on se contente encore d'une protestation secrète.

Wendel lui-même a parlé dans le sens de cette opinion qui est celle du gouvernement de la Banque, mais ce n'est pas, naturellement, par mansuétude : il estime qu'en cas d'événement grave "on prendrait prétexte de la publication de la lettre pour faire retomber sur la Banque la responsabilité des difficultés nouvelles" (32). Certes "il faut être prêt à sauter /le pas/ mais aujourd'hui cela ne produirait aucun effet utile" (33). Il faut continuer d'avertir sur les périls mais continuer aussi de se dissimuler.

Au groupe Marin, Wendel soutient d'ailleurs dans le même sens la thèse qu'il faut s'arranger pour que la loi passe avec les voix U.R.D. ou grâce à leur abstention, et il est suivi par ses amis unanimes (34).

En revanche, sur les projets fiscaux, pas de quartier. Wendel fait campagne pour un vote hostile, tout en s'employant dans les couloirs et auprès de Briand et de Loucheur à relever - toujours se démarquer - le bruit répandu, lui dit-on, par le ministre en personne : la Banque elle-même aurait réclamé de nouveaux impôts (35).

Briand obtient bien un succès d'un instant, "déployant tout ce qu'il /a/ de séduction", écrit Wendel, "pour faire voter un projet qu'il n'avait, j'ai pu m'en rendre compte, même pas lu..." Partagés entre la crainte de voir arriver les socialistes au pouvoir et l'ennui de voter l'inflation" (36), un certain nombre de députés du centre assurent, en s'abstenant, le succès du ministère qui obtient 245 voix contre 239.

Fausse victoire : après peu de jours la Commission des Finances manifeste une telle hostilité à Loucheur et à la deuxième vague de ses projets destinés à lutter contre la fraude et l'évasion des capitaux, qu'il finit par démissionner. On est le 15 décembre.

L'épisode Paul Doumer

Paul Doumer lui succède pour un nouvel épisode. Président de la Commission des Finances du Sénat, il a de l'autorité à la Haute Assemblée, est plus marqué à droite que ses prédécesseurs, rassure. Il dit son intention de pratiquer une politique de "retour

à la confiance" et d'orthodoxie financière et c'est ainsi qu'une de ses premières décisions est l'abaissement de 1 milliard au 1er janvier 1926 du plafond des avances : mesure symbolique et en réalité dérisoire, mais qui peut toucher l'opinion modérée. Tout cela rend plus difficile à Wendel le maintien de sa politique d'hostilité systématique. Il tient bon cependant sur ses positions.

En janvier 1926, la Trésorerie connaît un certain répit, grâce à des rentrées fiscales importantes. Les débats financiers peuvent donc ne commencer en séance plénière que dans les derniers jours du mois. Doumer présente un système axé sur les impôts indirects avec comme clé de voûte une taxe "exceptionnelle" de 1,20 % sur les paiements, qui n'est autre, en réalité, sous un habillage différent, que la taxe sur le chiffre d'affaires que tous les partis s'étaient engagés à supprimer et que Caillaux avait accrue (37). Retenu en Lorraine, Wendel n'assiste qu'à une partie de la discussion qui se déroule interminablement à la Chambre du 27 janvier au 16 février : le gouvernement enlève finalement un vote de confiance par 259 voix contre 147, mais c'est sur un texte disloqué où les ressources nouvelles prévues ont été réduites de 4.370 à 1.600 millions, et auquel le Cartel a fait ajouter la transformation obligatoire avant six mois de tous les titres au porteur en valeurs nominatives aisément taxables.

Continuant d'incliner vers le centre, Briand et Doumer tentent alors de rétablir dans ses grandes lignes leur texte initial en profitant de la faveur du Sénat, beaucoup plus proche en effet du ministre des Finances que de la majorité cartelliste. Le Sénat supprime l'endos des titres et rétablit à peu près le texte gouvernemental initial. Mais le cabinet échoue au port en revenant devant une Chambre très mécontente du procédé : il est renversé le 6 mars, par 274 voix contre 221 (38).

Est-ce enfin pour Wendel, fort satisfait de cette issue pour laquelle il s'est, dans son camp, beaucoup dépensé, le bout de ses peines, l'heure du ministère de "concentration" tant attendu ? "La parole est à M. Doumergue", écrit-il, "Nous avons clairement spécifié que nous ne voulions pas plus longtemps jouer le rôle de dupes. A lui de comprendre et de faire comprendre au centre-gauche que le moment est venu de choisir entre le Cartel avec son programme socialiste et les modérés..." (39).

Arrivée de Raoul Péret :

l'U.R.D. "lâche" Wendel.

Las ! Cette fois encore, il est déçu par l'habileté manoeuvrière de Briand qui replâtre un ministère presque identique, à peine infléchi à droite, allégé seulement de quelques radicaux voyants, où le "falot Raoul Péret" remplace Doumer aux Finances. Rien qui réponde aux espoirs de Wendel. Bien au contraire, c'est "la réédition de ce qui s'est passé au mois de novembre", au moment du choix de Loucheur, une "véritable provocation" ! (40).

Pour couronner le tout, Briand n'a-t-il pas choisi de remplacer, à l'Intérieur, Camille Chautemps par Malvy ? Le débat de présentation concentrant ses passions, dans une atmosphère dramatique, sur le cas du condamné de la Haute-Cour ainsi solennellement réhabilité, Briand est soutenu par les socialistes et obtient une belle majorité de Cartel, soit 341 voix contre 165, avec seulement 46 abstentions. "Briand a été infect pendant toute la séance", note Wendel. "Mais il ne faut pas oublier qu'en défendant Malvy (...), il défend devant l'Histoire le président du Conseil de 1915 et 1916, qui avait Malvy pour ministre de l'Intérieur... Si l'on y réfléchit, cela explique bien des choses".

Et comme pour se consoler de sa déception, il ajoute : "Cette grosse majorité de gauche ne veut pas dire grand'chose. Ce n'est pas avec une majorité du Cartel augmentée des communistes qu'on la résoudra..." (41).

Le 27 mars, rencontrant Péret en milieu mondain, Wendel lui marque que la menace d'un ministère Herriot axé plus à gauche ne suffira pas du tout à le faire changer de ligne et à soutenir Briand (42). Aussi bien ne croit-il pas la combinaison plus viable que les précédentes. Elle apparaît pourtant, malgré Malvy, du type le plus dangereux pour les desseins de Wendel.

Le 1er avril, en effet, dans la "foulée" du premier scrutin, et grâce à la lassitude du public et du Parlement, Raoul Péret réussit à faire voter au Palais-Bourbon des textes qui rappellent de très près ceux dont on avait refusé l'approbation à Doumer (43). Wendel doit constater amèrement que la droite s'est débandée au moment du vote majeur à propos de la taxe sur le chiffre d'affaires, et particulièrement son groupe qui, malgré ses efforts, a renoncé à son opposition d'abord déclarée.

Wendel a pu craindre souvent d'être trahi par "l'opportunisme" de certains régents - et voici que c'est au Parlement qu'il est "lâché" par les siens ! "Complètement dégoûté", il s'enfuit à Hayange, avec ce commentaire très désabusé : "Les modérés ne sont pas des hommes de gouvernement. C'est pourquoi, je pense, ils sont monarchistes ou bonapartistes : cela permet à un homme d'avoir pour eux la volonté qu'ils n'ont pas..." Marin lui-même ne s'était-il pas "défilé" ? "Après avoir copieusement flétri la pusillanimité de son groupe, /il s'est/absolument refusé à expliquer son attitude et /est/ allé se coucher, laissant à ce brave sourd de Bonnefous le soin de lire, dans un bruit infernal (qui ne le gênait pas) une déclaration dont

personne ne saisit un mot. Ce n'est pas comme cela que l'on mène des troupes à la bataille. M. Herriot n'a pas mon admiration !... Mais lorsqu'il combattait le Bloc National, il était à son banc et parlait toutes les fois qu'il fallait. Chef de bande peut-être, mais chef tout de même..." (44).

Ces considérations justifiées sur l'absence de discipline chez les groupes parlementaires de droite ne suffissent pourtant pas à éclairer leurs attitudes pendant ces quelques mois du début de 1926 où Briand réussit tant bien que mal, et avant qu'une nouvelle bourrasque financière ne l'emporte, à se maintenir au pouvoir. Tout au long de ces semaines scanées par les trois votes majeurs et contradictoires des 16 février, 6 mars et 1er avril, les élus U.R.D. zigzaguent entre deux directions possibles. D'un côté Wendel, toujours, et Marin, souvent, leur disent qu'un peu de patience dans la fermeté et dans le refus leur assurera bientôt le gouvernement de "concentration" qu'ils désirent. "C'est de la politique ? Mais (...) politique et finances ne font qu'un en ce moment..." (45). De l'autre côté, Briand tente de les attirer à soutenir un ministère dont sinon le comportement du moins la structure reste pourtant à peu près fidèle à la majorité du 11 mai.

Certes les électeurs de la Fédération, qui paraissent pencher très nettement pour l'hostilité, sont un bon appui pour le camp de Wendel. C'est ainsi que faisant pour son président la synthèse des lettres et des impressions reçues de la France entière au siège du parti, Jean Guiter, secrétaire général, dès le 3 mars, relevait une unanimité des correspondants contre les projets financiers de Doumer, et une approbation générale de l'article de Marin paru dans La Nation sous le titre "L'Opposition" (46).

Mais c'est à Paris, dans les couloirs du Parlement, que Briand,

efficacement assisté par Pierre Laval, sous-secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil, déploie avec un succès momentané les mille procédés de son habileté et de sa séduction.

Première manoeuvre : pour miner l'influence de Wendel auprès de ses amis, il tenterait, d'après des propos rapportés, de rabaisser ses motifs. "Il clabaude ferme", explique que le maître de forges jouerait la baisse du franc pour mieux vendre à l'étranger les rails fabriqués par la maison. "C'est mal me connaître !" s'écrie Wendel, qui charge ses amis électeurs de Basse-Indre - l'usine est dans le fief de Briand, en Loire-Inférieure - de lui dire ce qu'il pense de ses insinuations (47).

Plus efficacement, Briand fait soumettre les députés U.R.D. à toutes les pressions possibles. Elles sont très diverses, si l'on en croit Wendel qui en donne par bribes un très suggestif recensement. Certains seraient sensibles à la promesse d'un portefeuille, par exemple Lefebvre du Prêy, "atteint d'une ministérialite aiguë, la maladie de tous les anciens ministres" (48). Briand fait intervenir Robineau - ainsi beaucoup moins loyal à ses régents que ne le croient ses adversaires (49) - et qui toucherait par exemple Chassaigne-Goyon et Louis Dubois. Il fait intervenir le groupement Fougère, le Comité des Houillères de Peyerimhoff, et jusqu'au nonce Ceretti - "prêchant la croisade en faveur de Briand" avec ferveur et entregent au nom de la paix entre les nations ! (50).

Dans un pareil climat, et malgré un soutien assez ferme de Marin, Wendel ne prend pas à la légère la responsabilité qu'il a assumée de marcher à contre-courant. N'est-il pas contesté jusque dans la "Maison" ? Son cousin Guy a marqué, le 6 mars déjà, beaucoup de répugnance à contribuer à la chute de Doumer (51). Pis encore, Humbert de Wendel, Humbert surtout, le "vieux frater", dont François écrit à

ce propos qu'il est la seule personne qui ait en réalité de l'influence sur son esprit, Humbert lui a dit, en Lorraine, qu'il blâmait son intransigeance... (52).

SECTION 2 - La Querelle de l'Or

La nouvelle crise des
changes (mai 1926).

Ainsi délaissé par les siens, Wendel va-t-il devoir, tandis que Briand se consolide, remiser ses espoirs et relâcher son action ?

A la fin du mois d'avril, le budget Péret est adopté définitivement par le Parlement dans la ligne de la loi fiscale du 4 avril (1), et dans le même temps, on apprend la signature, le 29, à Washington, des accords Mellon-Beranger sur les dettes de guerre, prévoyant un paiement total de la France aux Etats-Unis, échelonné sur 62 ans.

On aurait pu escompter que la rencontre de ces deux événements provoquerait un revirement sur le marché des devises et mettrait fin à la chute du franc. Tout au contraire. La livre, qui était à 144 francs le 16 avril, atteint 148,05 le 3 mai, 155,50 le 5 mai, 157 le 6 mai, 162 le 15, 172 le 19. La hausse change de rythme (2). Et cela au moment même où vont venir à échéance, le 20 mai, plus de 3 milliards de Bons du Trésor. A nouveau se modifie tout le jeu politico-financier. A nouveau s'impose une action d'urgence. Mais laquelle ? Des analyses opposées conduisent à des remèdes tout différents.

Deux écoles et deux camps.

Pour une première école, celle de Wendel - qui voit soudain possible à nouveau, et rajeunie, sa politique de bord du gouffre - la comparaison avec la bourrasque de mars 1924, qui vient naturellement à l'esprit, n'est pas sans péril. En 1924, l'opinion publique française

gardait encore confiance dans le franc. La spéculation étrangère avait joué le premier rôle. Une offensive officielle à grosses munitions avait donc pu la contraindre à liquider à perte les spéculations à la baisse du franc. En 1926, au contraire, la chute de la devise naît pour l'essentiel de l'exportation continue des capitaux par les nationaux français cherchant à échapper à la dépréciation monétaire. "Il n'y a pas de spéculation étrangère", affirme Wendel dans un article qu'il donne, début mai, à la Nation (3). Sa conclusion est attendue : seul un changement de climat politique permettrait une amélioration. Sans ce changement, une nouvelle intervention massive sur le marché ne pourrait que permettre une brève rémission, et à grands frais. Puis le mouvement reprendrait.

Et alors, selon les termes employés peu auparavant dans l'Opinion par le jeune journaliste René Pleven : "Que deviendrait (...) l'encaisse-or de la Banque de France, employée à maintenir artificiellement un taux de conversion plus ou moins arbitrairement fixé ? Cet or, qui constitue à l'heure actuelle une de nos dernières ressources intactes, prendrait sans chances de retour le chemin de la Federal Reserve Bank, ou irait rejoindre celui qui est parti au milieu de la guerre vers la Banque d'Angleterre et qui n'en est pas revenu..." (4).

Cette même doctrine est exprimée clairement par le Conseil dès la séance du 20 avril 1926 à la suite d'un entretien entre Péret et Robineau où le ministre avait sollicité officiellement l'opinion de la Banque sur l'opportunité d'une éventuelle intervention (5). Dans la défense de ce point de vue, Wendel et ses collègues reçoivent des soutiens de poids du côté de Monta-gu Norman, gouverneur de la Banque d'Angleterre et de Benjamin Strong, gouverneur de la Federal Reserve Bank : envoyé en mission à Londres le 7 mai, pour les y consulter tous les deux - Strong voyage alors en Europe - et les sonder sur la

possibilité d'un nouvel emprunt, Jean Parmentier, ancien directeur du Mouvement général des Fonds, revient avec un rapport tout négatif. Strong et Montagu Norman deconseillent toute intervention à la façon de 1924 : "A cette époque, il s'était créé un immense découvert sur le franc et l'on peut dire que la spéculation à la baisse de notre monnaie était générale en Europe; l'intervention avec des moyens massifs a obligé les vendeurs à découvert à se racheter et à seconder la manœuvre. Rien de tel actuellement, et le découvert sur le franc, à supposer qu'il existe, est certainement très limité. L'intervention apparaît donc comme très hasardeuse..." (6).

En face des sceptiques se posent d'autres financiers qui croient au contraire qu'on peut répéter mars 1924, et qu'on peut le faire sous les auspices du gouvernement en place. A leur tête, la Maison Lazard Frères, et notamment Raymond Philippe qui avait joué deux ans plus tôt un rôle important de persuasion et d'intermédiaire, qui se juge capable de recommencer, qui en persuade, semble-t-il, l'entourage de Péret, et notamment Moret et Barnaud, directeur et directeur adjoint du Mouvement général des Fonds. Philippe a raconté après coup en détail, et c'est un précieux document, ses attitudes et son action (7). A ses yeux et à ceux de qui le suit, le succès est possible, mais à deux conditions rendues nécessaires par une situation aggravée par rapport à 1924. Que d'abord on annonce la création de nouveaux impôts propres à "équilibrer solidement le budget". Qu'ensuite on dispose pour l'action d'une masse de manœuvre bien plus importante qu'en 1924: c'est-à-dire, outre la totalité de l'emprunt Morgan de 100 millions de dollars consolidé par Clémentel en décembre 1924, l'autorisation "de négocier sans délai un deuxième crédit de 100 millions de dollars, gagé sur l'encaisse métallique de la Banque, afin de pouvoir l'annoncer au cours de l'opération et achever ainsi, par un effet psychologique, de décourager la spéculation à la baisse sur le franc" (8).

Tout ceci, pour Wendel et son camp, est hérétique et vain. Wendel député est tout à fait opposé à l'idée de nouvelles contributions. "C'est une voie sans issue, car l'impôt tue l'impôt : grevée de charges de plus en plus lourdes, la matière imposable perd de sa valeur s'il s'agit de "valeurs au soleil", tend à se dissimuler s'il en est autrement et finit par disparaître (...) Le malaise, ce n'est pas en créant de nouvelles taxes qu'on y remédiera, mais en supprimant les causes qui l'ont créé" (9).

Quant à l'idée de donner la garantie de l'encaisse-or, Wendel régent s'y refuse farouchement, au nom du dogme sacro-saint que les régents n'avaient laissé violer qu'une seule fois, avec tant de réputation, précisément en mars 1924. Dogme très populaire en France, et qui pourtant surprend après coup - car à quoi bon l'or s'il ne doit jamais servir ? - et qui suscite au même moment l'ironie de Keynes: "Autant faire des dents en or à tous les Français...!" (10). Notons pourtant qu'il était loisible à chacun de dénoncer l'intangibilité du dogme tout en critiquant, hic et nunc, l'entrée de l'or dans le jeu...

Telles sont les données théoriques et tels sont les combattants de la nouvelle bataille qui s'annonce alors aux confins de la finance et de la politique (11). Elle sera violente et l'on prévoit que les têtes de file de chaque camp n'auront pas le goût de se ménager : entre Banque de France et Maison Lazard, une querelle toute récente, qui a rouvert le dossier des opérations du printemps 1924, est faite pour aigrir de vives rancunes les oppositions doctrinales (12). Un observateur aussi attentif que Thomas W. Lamont, partner de Morgan, qui vient d'arriver en France, câble à New York que le problème majeur, dans l'imbroglio du moment, le handicap principal dans la quête d'une solution est le manque de cohésion (lack of liaison) entre gouvernement, Banque de France et banques privées (13). C'est le moins qu'on puisse dire...

Dans le conflit qui s'engage, Wendel, une fois de plus, retrouvant ainsi les moyens de l'influence au moment où ils semblaient se dérober, va jouer un rôle important. Mais, échaudé peut-être par le précédent d'avril, il se fait cette fois plus discret au Parlement que dans les temps moins agités et concentre à la Banque l'essentiel de son action.

La Banque refuse
son or.

Retenu en Lorraine par la session du Conseil Général, il n'assiste pas aux premières escarmouches - mais approuve les positions prises : le dogme de l'or resserre les rangs des régents. Le 5 mai, officiellement, et le 6 officiellement, Raoul Péret demande à la Banque de mobiliser les fonds Morgan pour une prochaine intervention, et de se préparer à prêter son concours à de nouveaux emprunts extérieurs que le ministre s'efforce au même moment de négocier (14). Après délibération en Conseil, le gouverneur répond en marquant nettement sa réticence. Une action sur le seul marché des changes, dans les circonstances actuelles, est vouée à l'échec : "Si depuis quelques jours à peine la tension des reports semble révéler l'existence possible d'une spéculation à découvert, il apparaît d'autre part que l'inquiétude générale que laissent peser sur les esprits les événements qui se passent en Angleterre, l'incertitude qui subsistera tant que la question des dettes interalliées ne sera pas tranchée dans un sens ou dans l'autre, les interventions qui se produisent pour la défense de la livre et du franc belge, les ventes que l'on constate pour le compte de la place de Londres, constituent, entre autres, des obstacles au succès de l'opération". La lettre ne promet que l'obéissance, après

mise en garde et désapprobation, si le gouvernement ordonne la mobilisation du fonds Morgan qui n'appartient pas à la Banque (15).

Raoul Péret, le 11 mai, revient à la charge : Strong est arrivé à Paris et le ministre voudrait qu'on négociât avec la federal reserve bank un crédit "de l'ordre de 100 millions de dollars (...) qui comporterait éventuellement une garantie métallique"... "Je ne doute pas", écrit Péret, "que si les prêteurs éventuels exigeaient la mise en gage d'une partie de l'encaisse, votre établissement, qui a toujours tenu à associer ses efforts à ceux du gouvernement pour assurer le salut de notre devise, apporterait une fois de plus à l'Etat son aide la plus complète" (16).

A vrai dire, il ne peut qu'en douter, et à juste titre. Convoqué en réunion extraordinaire, le Conseil se refuse en effet catégoriquement à promettre la garantie-or, après intervention sans ambages dans ce sens de Rothschild et de Wendel lui-même. "J'ai fait valoir" écrit celui-ci, "que notre encaisse représentait une couverture du billet qui augmentait au fur et à mesure que celui-ci se déprécierait et qui, par suite, nous garantissait contre la dépréciation absolue. J'ai également montré en quoi la situation n'était pas la même qu'en 1924, époque où, à l'encontre d'aujourd'hui, le pays avait confiance dans sa monnaie" (17).

A la suite de quoi Robineau adresse à Péret une lettre très brève pour lui dire que le Conseil "persiste dans son opinion" (18).

Sans se laisser décourager, et la hausse rapide de la livre se poursuivant, le gouvernement provoque, le 15 mai, une réunion de travail au ministère avec notamment Robineau, Ernest-Picard et Rothschild pour la Banque - Wendel étant en Lorraine - de Moüy et Raymond Philippe de chez Lazard, Louis Louis-Dreyfus, Oudot, directeur de la Banque de Paris au nom de Finaly, Moret et Barnaud et le chef de cabinet du

ministre, Farnier (19). Les deux camps confrontent de vive voix leurs points de vue, Philippe défendant sa thèse avec le soutien de Louis-Dreyfus et celui, plus évasif, d'Oudot, Robineau et Rothschild parlant pour la Banque. La séance est levée sans qu'aucune décision soit prise, avec accord sur cette seule idée - vague - qu'il convient de prendre toutes mesures financières capables de rassurer les capitalistes aussi bien que la petite épargne (20).

Les jours suivants sont ceux de la décision, après tout un remue-ménage d'influences et d'initiatives entrecroisées. Non sans surprises et faux-semblants.

Le 17 mai, sortant de la Banque où le Conseil a félicité et conforté Rothschild (21), Wendel est convié par Briand à déjeuner pour le lendemain avec Rothschild et Robineau, mais ne peut accepter, pris qu'il est déjà par une réunion industrielle, s'avouant "un peu au regret de ne pouvoir aller voir de quoi il retournait", mais ajoutant :
 "J'ai le sentiment que Briand, qui sent une fois de plus que mon influence ne s'exerce pas dans le sens de ses désirs, cherche à me chambrer et qu'il vaut mieux me réserver". Il saura que Briand s'est montré "hargneux et très monté" (22).

Le 19 mai se tient à l'Élysée une réunion solennelle présidée par Doumergue, selon l'usage des temps de crise (23). Briand, Péret, les dirigeants et les régents de la Banque de France sont là. Séance "très médiocre" écrit Wendel, mais "pas difficile", car un élément nouveau est intervenu : Strong a très nettement confirmé "qu'il ne venait pas en Europe pour faire faire des bêtises /aux Français/ et qu'il ne saurait, en conséquence, /leur/ demander d'aliéner /leur/ or"(24). "Pourquoi", a dit Strong à Robineau, "solliciteriez-vous des crédits, alors que, si vous ramenez la confiance, votre pays disposera d'un montant de devises dont l'action sur le marché sera beaucoup plus

efficace pour améliorer votre franc que celle que vous permettrait un crédit extérieur ? " Et il a ajouté : "On m'a parlé d'une opération qui engagerait votre or. Je vous déclare que je ne suis pas ici pour vous faire du mal et une telle opération vous serait nuisible. Je crois même qu'elle ne pourrait qu'aggraver la dépréciation du franc"(25).

Il semble bien que Benjamin Strong ait pris cette position en plein accord avec le State Department, l'un et l'autre persuadés que tout prêt serait vain tant que ne gouvernerait pas à Paris un cabinet jouissant d'une réelle autorité et capable à la fois de faire ratifier les accords Mellon-Berenger et d'imposer un plan de réel assainissement financier comportant stabilisation du franc (26). Il est d'ailleurs à noter que Robineau, malgré les apparences, ne peut être surpris de cette attitude : ayant envoyé dès février Jacques de Neuflize aux Etats-Unis pour sonder les intentions de son homologue américain, il en avait dès ce moment reçu, par ce truchement, un avis similaire. Strong aiderait la France "avec joie", mais seulement si elle se ralliait à un plan qu'il considérerait comme "viable" : autrement dit qui comporte "une amputation courageuse de la valeur du franc" - "quelque pénible que cela puisse être à toutes sortes de points de vue, moraux, sentimentaux ou autres..." (27).

Rien qui convienne ici sur le fond aux régents - mais pour l'heure, le refus d'assistance, quels que soient ses motifs, leur procure un puissant renfort. Grâce auquel ils ont cette heureuse surprise que ni Briand ni Péret ne reviennent sur la requête formant le centre du conflit; Péret se contente de demander en termes assez vagues que soient "examinées et réglées les conditions et les modalités d'une intervention qui (...) ne saurait être différée".

On répète donc les positions connues. Robineau dit l'hostilité formelle de la Banque à toute "aggravation des mesures de coercition,

de contrôle ou de répression qui se sont toujours montrées inefficaces"(28). Puis Rothschild parle "au nom des banquiers". "Ce n'est pas", dit-il, "en brisant le baromètre qu'on détourne l'orage qui menace" (29). Wendel prend enfin la parole "pour exposer le point de vue des industriels", semblable d'ailleurs, il s'en félicite, à celui des autres membres du Conseil général. Rien de neuf, l'essentiel étant escamoté : "J'ai souligné que j'avais toujours été déflationniste, que je préférais les inconvénients de la hausse du franc à la révolution que nous amènerait sa baisse... (30). J'ai dit pourquoi la Banque ne pouvait abandonner son or, mais laissé entendre que la masse de manoeuvre pouvait être utilisée s'il n'y avait qu'à combattre des menées spéculatives restreintes. Mais, ai-je ajouté, ce n'est pas cela qui résoudra d'une manière durable la situation. Il faut que les citoyens n'en soient pas à se demander chaque jour ce qui "leur pend au nez". Il faut qu'on trouve une formule parlementaire permettant aux citoyens de ne plus être exposés chaque jour à de nouvelles menaces, etc... etc..."

Le débat prend fin "sur un petit laïus du président / Doumergue / tenant à la fois du prêche et du Café du Commerce, qui a montré que d'ailleurs il n'avait rien compris à ce qui avait été dit, mais ne s'en félicitait pas moins de l'accord intervenu..."

Conclusion de Wendel : "Nous avons sauvé notre or, mais sacrifié le fonds Morgan. On va faire baisser la livre de 10 à 15 points, qu'elle regagnera dans quelques semaines, et nous nous retrouverons au même point qu'aujourd'hui, avec le fonds Morgan en moins"(31).

Sur quoi, nouvelle surprise, la situation rebondit dès le lendemain, Wendel apprend de Robineau qu'au cours du Conseil des ministres tenu dans la matinée on aurait été très vif à l'égard des régents (32).

D'après les "fiches secrètes" de Rothschild (33), "Péret aurait traité les régents de fossiles et particulièrement clabaudé contre Rothschild et Wendel" (34).

A 5 heures, le Conseil est réuni pour entendre lecture d'une nouvelle lettre de Péret où, sans faire aucune allusion à la réunion de la veille (35), et s'appuyant sur les délibérations du gouvernement, il réclame à nouveau que la Banque accepte d'engager son encaisse pour une somme qui pourrait aller jusqu'à 150 millions de dollars (36) -c'est-à-dire 750 millions de francs-or, près du quart de l'encaisse ! Il faut dire qu'entre-temps Philippe avait revu Péret, en présence de Robineau et de Picard, et répété que ce deuxième crédit - il dit 100 millions de dollars dans son livre - était une condition indispensable à l'intervention de Lazard (37). D'après le récit fait à chaud par Robineau à Wendel, Péret aurait été "complètement retourné" par Philippe (38).

Celui-ci savait-il - ou plutôt croyait-il - pouvoir obtenir, chose pourtant assurément tout à fait invraisemblable désormais (39), un emprunt américain, sous une forme ou sous une autre, malgré le refus de Strong ? Il confirme en tout cas, de son côté, dans son récit, que Robineau et Picard déclarèrent alors que jamais le Conseil de régence de la Banque de France n'accepterait d'engager l'encaisse-or, condition préalable à l'intervention posée par la maison Lazard. La lettre de refus de Robineau, à l'issue d'un Conseil où on a procédé à un solennel "tour de table", et où une unanimité négative s'est aisément dégagée, rappelle l'entrevue de l'Elysée et qu'il y avait été décidé d'un commun accord (40) "que la Banque interviendrait si l'état du marché le permettait, avec le fonds Morgan, à l'exclusion de tout engagement pris sur l'encaisse" (41).

Lazard contre les régents :

l'équivoque du 21 mai...

La chronologie du lendemain 21 mai exige d'être établie avec une précision particulière car les sources diffèrent sur des points importants. A neuf heures, le Conseil général est réuni une nouvelle fois pour qu'il examine une lettre de Briand lui-même, datée de la veille, appuyant la requête formulée par Péret. Le ton de la lettre est sec. Elle affirme que c'est un "devoir essentiel" de la Banque "de défendre le franc", c'est-à-dire de faire ce qu'elle a accepté en 1924, "dans des circonstances assurément moins graves pour le pays" - et laisse entendre par là clairement que s'y refusant, la Banque obéirait à des considérations politiques inavouables. Briand ajoute un argument nouveau : la perspective de l'emploi de l'or suffira à gagner la partie sans que l'on ait besoin d'y venir effectivement, "si l'on sait que la Banque de France est résolument engagée dans l'action". Et il termine par ces mots : "Le Pays ne pourrait admettre qu'en face des attaques dirigées contre le franc, notre Banque nationale d'émission restât inerte. Le gouvernement espère qu'elle ne voudra pas assumer une responsabilité aussi lourde" (42).

La réponse préparée par Robineau et adoptée en Conseil maintient cependant strictement le refus : "Le Conseil général demeure convaincu qu'après une amélioration momentanée qui durerait autant que l'on persisterait à fournir du change à bon compte en vendant au jour le jour le gage suprême du billet de banque, il en résulterait finalement pour le franc un dommage beaucoup plus profond et irréparable (...) La Banque a le sentiment qu'elle assumerait, par cette aliénation, la responsabilité de conséquences beaucoup plus graves que celles qui peuvent résulter d'une limitation de nos moyens d'action actuels au montant du fonds Morgan..." (43).

C'est ici que prend place une curieuse affirmation de Philippe. A l'en croire, ce même 21 mai à midi il fut appelé par Peret qui lui aurait annoncé que l'accord était établi entre le gouvernement et la Banque et que Lazard pouvait commencer son opération. Sur quoi Philippe, "désireux d'éviter tout malentendu", passa dans le cabinet de Farnier, chef du cabinet, et, en sa présence, téléphona à Picard qui, "à son grand étonnement", lui dit qu'il n'était pas question d'intervenir avec d'autres crédits que ceux de l'emprunt Morgan. Averti, le ministre témoigna de sa "stupéfaction" et fit convoquer Robineau et Picard. Philippe assista à l'entrevue et il écrit : "M. Robineau confirma qu'effectivement le crédit supplémentaire n'avait pas été envisagé. Mais devant notre attitude irréductible, il finit par déclarer qu'il se faisait fort d'obtenir l'adhésion du Conseil de régence à une demande d'ouverture de crédit gagée sur l'or, quand nous la jugerions indispensable. Nous nous contentâmes de cette promesse. Quelques instants plus tard, nous intervenions sur le marché des changes" (44).

Or il se trouve que, dans le courant du même après-midi, Wendel s'assure clairement que la position de la Banque reste inchangée, et bien claire pour tous. Il apprend de Rothschild que Robineau s'est rendu rue de Rivoli en fin de matinée, qu'il a "fait du potin" et agité même la menace d'une démission collective du Conseil de régence. Wendel s'explique ainsi le changement d'atmosphère qu'il trouve au ministère des Finances lorsqu'il y va pour "goûter" à 17 h. 30, avec Laederich et Cordier (45). Il est vrai que la livre a baissé en cette fin d'après-midi jusqu'à 150 et contribue à rasséréner. En dépit des sourires, Wendel est inquiet des propos trop conciliants de Cordier (46), et prend soin, appuyé par Robineau, de spécifier à la fin de l'entretien "qu'il ne doit pas y avoir d'équivoque", et que rien n'est modifié aux intentions de la Banque en ce qui concerne l'encaisse. "J'ai comparé notre cas à celui du caissier qui, prélevant une somme dans son coffre-

fort avec la ferme intention de l'y remettre, bien entendu, s'en va la perdre aux courses" (47). Et le 8 juin 1926, répondant aux attaques de Lazard transmises par Féret, Robineau écrit au ministre, au nom du Conseil : "Le Conseil général n'a pas manqué de prévenir, dès le premier jour, tout malentendu, en vous faisant connaître, avec les raisons qui la motivaient, la décision de la Banque de France de ne consentir à aucune ouverture de crédit susceptible d'engager l'encaisse" (48).

En dépit de ces affirmations répétées venues de la Banque, Raymond Philippe écrit que, quelques jours plus tard, aux demandes qu'il fit d'annoncer le deuxième crédit sur l'or, "les dirigeants de la Banque, oublieux des engagements moraux qu'ils avaient pris, opposèrent une force d'inertie significative". Du coup Philippe, à l'en croire, stupéfait d'une pareille trahison, échoua tout près du port et renonça bientôt à sa mission.

Non sans répandre sa version à la ronde : on la retrouve en termes ramassés mais fidèles dans le compte-rendu d'un entretien de Harjes avec Parmentier, tel que câblé à New York le 22 juin : Robineau aurait "donné à comprendre au ministre que la Banque était disposée à s'engager", et cet agrément seul aurait "décidé le gouvernement à utiliser le fonds Morgan. Puis en pleine bataille la Banque l'aurait "laissé en plan" (left him in the lurch), c'est-à-dire qu'elle l'aurait proprement "poignardé dans le dos" (49).

Telles sont les sources, qui paraissent contradictoires. Certaines d'entre elles sont-elles mensongères, y eut-il tromperie délibérée, ou bien encore malentendu de bonne foi ?

...mensonges ou malentendu ?

La sincérité du témoignage de Wendel lui-même, écrit à chaud, ne peut guère être discutée. Et d'autant plus qu'inquiet de constater que les comptes-rendus officieux du "goûter Rivoli" laissaient "se glisser un certain doute" sur la détermination de la Banque, et de lire notamment un article du Quotidien du 22 mai disant que "la réserve de la Banque de France garantit absolument les opérations défensives du crédit français contre la baisse de notre devise" (50), il écrit à Robineau, le même jour, au lendemain même de l'entrevue, pour rappeler - verba volant - ses propos de la veille, tenus "dans le souci d'éviter toute équivoque", et sa parabole du caissier imprudent (51).

Mais Robineau ? Faut-il croire qu'en l'occurrence il a trompé son monde pour conserver les faveurs des deux camps et son poste chancelant ? A-t-il vraiment, comme le rapprochement des textes Philippe et Wendel permet de le croire, joué les maîtres Jacques, promettant l'encaisse-or à Philippe sans en dire mot au Conseil, qu'il savait résolu à ne pas l'accorder ? La contradiction pouvait ne pas éclater, malgré la réunion commune du 21 mai après-midi, et cela pour deux raisons.

Il est probable d'abord que Péret et Briand répugnaient à jeter une lumière précise sur les oppositions, à mettre les points sur les i, préférant laisser subsister l'équivoque, et l'espoir de l'encaisse-or : comme le montre bien, s'il est véridique, l'épisode téléphonique Péret-Picard raconté par Philippe, et l'interview donnée par Péret à un journaliste où il explique qu'"après des pourparlers qui ont duré toute la journée", "l'accord est maintenant un fait" - mais sans offrir aucun détail précis sur son contenu (52). Car à ce moment la livre avait déjà commencé de baisser, et l'optimisme des ministres pouvait espérer que le fonds Morgan suffirait au succès. Wendel, arrivant rue de Rivoli à 5 heures 30, pense qu'il va "subir le grand assaut" mais trouve, au

lieu de cela, "un accueil fort aimable". Et il ajoute : "La livre étant redescendue à 150, nos politiciens avaient le sourire". On décide alors, selon une formule proposée par Wendel, de "ne pas porter les choses sur la place publique", de "dire que la Banque et le Gouvernement sont d'accord : inutile de dire sur quoi" (53).

Et voilà la deuxième cause de l'ambiguïté possible : une fois l'opération commencée, la Banque souhaitant sincèrement le succès, ou au moins ne pouvant pas risquer paraître ne l'avoir pas souhaité, accepte que l'équivoque existe aux yeux du public. Le 22 mai, Wendel lui-même tient devant son groupe à la Chambre des propos significatifs. Tout en constatant que "l'idée que l'encaisse pourrait être diminuée trouble à juste titre les esprits" et que "Rothschild a raison lorsqu'il dit qu'en défendant l'encaisse nous sommes, en cas de conflit avec le gouvernement, sur le meilleur terrain possible vis-à-vis de l'opinion", il n'en prend pas moins le parti de conseiller à ses amis "de ne pas s'agiter momentanément, et de laisser bénéficier la défense du franc de la menace que peut constituer l'utilisation de l'encaisse-or" (54).

Telle est l'atmosphère qui aurait permis à la duplicité éventuelle de Robineau de n'être pas confondue. Lucien Romier n'affirme-t-il pas à Wendel, le 25, qu'il sait de bonne source que le gouverneur aurait accepté de rengainer sa dernière lettre de refus de l'encaisse adressée à Briand, après une entrevue avec celui-ci ? (55) Et Wendel, un peu plus tard, n'écrit-il pas n'être pas certain "que Robineau et Picard (pas Leclerc) n'avaient pas laissé espérer, au début des conversations avec le ministère, certains concours" ? (56) Si l'on va jusqu'au bout de cette hypothèse, on pourrait même imaginer que Robineau ait gardé sous le coude, pendant quelques jours, la lettre de mise au point que Wendel lui avait adressée, datée du 22 mai, reçue le 23, et donnée

seulement dans le procès-verbal du Conseil du 27 mai, où il était dit en toutes lettres : "Je tiens à rappeler (...) qu'au moment de lever la réunion, j'ai (...) pris soin de répéter que, si nous étions bien d'accord, mes collègues et moi, sur l'utilisation du fonds Morgan, et sur l'intérêt qu'il pourrait y avoir à laisser croire à un certain public qu'éventuellement la Banque laisserait engager une partie de son encaisse dans les opérations en cours, il ne pouvait être envisagé par nous un seul instant que cette encaisse pût être mise en réalité à la disposition du gouvernement..." (57).

Il reste qu'en tout cela, on a grand'peine à se persuader que Robineau se soit comporté avec autant d'imprudence que Philippe àe fait croire. Car si la chance faisait que ses mensonges ne fussent pas mis au jour sur-le-champ, il pouvait estimer très probable qu'ils le seraient un peu plus tard, et surtout si l'opération Lazard échouait, au moment des règlements de compte et du partage des responsabilités. Il était dans le tempérament de Robineau, de longue date inquiet pour sa place, pris entre son ministre et ses régents, de naviguer en jouant d'équivoque, et même de "laisser espérer certains concours", mais non pas de prendre devant les deux partis des engagements fermes et clairs et aussi contradictoires, alors qu'il savait très bien que ses chances étaient nulles, quand bien même il l'aurait voulu, de persuader les régents.

De la même façon, on peut croire que Péret et Briand furent heureux de laisser planer un certain doute à vertu psychologique, mais non qu'ils aient pu couvrir devant Philippe sans invraisemblable imprudence une promesse de Robineau dont ils auraient appris la vanité de la bouche même des régents. Ils se seraient exposés pour la suite à un trop grave péril politique.

On est ainsi conduit à révoquer en doute le témoignage de Raymond

Philippe affirmant avoir reçu un engagement ferme de Robineau. Il existe d'ailleurs un document propre à lever les dernières hésitations, c'est la lettre adressée dix jours plus tard, le 3 juin, par Lazard Frères à Péret, pour annoncer l'échec. La lettre rappelle que la Banque Lazard avait exposé à plusieurs reprises au ministre (58) "qu'aucune intervention technique ne pouvait être tentée si elle n'était appuyée sur des réserves de devises excédant les disponibilités de la Banque de France". Puis elle continue en ces termes : "Nous avons accepté néanmoins à cette époque de passer outre temporairement à cette considération en prenant acte de l'engagement moral du gouvernement (59) d'user de toute son influence auprès des dirigeants de la Banque de France afin d'obtenir que des ressources répondant par leur importance à l'objectif poursuivi fussent mises à notre disposition" (60).

On voit quelle distance existe entre ce texte et le récit de Philippe publié huit ans plus tard.

Wendel est persuadé, sans en faire la preuve, et l'écrit dès le 17 mai, que les Lazard, de concert avec Louis-Dreyfus, "ont pris des positions à la hausse du franc et voudraient les voir dénouer par la Banque sous prétexte de sauver le franc", et un peu plus tard, quand la partie paraît perdue, il y revient en ces termes : "Les Lazard sont affolés, ils ont raté leurs spéculations et font, d'accord avec tout le monde qui gravite autour des ministères, une pression formidable sur Briand et Raoul Péret pour sauver leur mise. Tout le monde veut pouvoir liquider honorablement ses positions grâce à un retour de la livre à 130" (61).

Un examen chronologique très précis du cours de la livre peut paraître renforcer cette explication de Wendel. On constate en effet que sa baisse a commencé, très nette, avant le moment - le 21 mai au début de l'après-midi - que Philippe donne avec précision comme point de départ de son intervention, ^{consécutif à} la prétendue promesse de Robineau.

Dès le 20 mai, en effet, la livre est tombée de 178 à 164, chute poursuivie dans la matinée du lendemain. Il est donc probable que les Lazard ont commencé leur offensive 36 heures au moins plus tôt que ne le dit Philippe, et avant d'avoir le soutien même douteux de la puissance publique et de Robineau. On a peine à croire qu'ils aient pris un tel risque pour le seul bien public si leurs propres intérêts n'avaient pas été engagés. Il faut noter pourtant qu'en pareil domaine la seule crainte d'une intervention massive, avant même qu'elle devienne réalité, peut suffire à avoir des effets importants par anticipation des spéculateurs se délestant de leurs livres. Cette chronologie, très vraisemblable, n'est donc pas certaine (62).

Mais quoi qu'il en soit de la motivation de Philippe, qu'il ait agi pour "sauver la mise" ou par un souci exclusif de l'intérêt général et une conviction patriotique nourrie des souvenirs du rôle brillant joué en 1924, ou encore pour ces deux motifs à la fois, il n'est pas niable qu'il se soit jeté en avant sans s'être assez assuré de ses arrières et qu'après l'échec il ait donné des discussions du 21 mai une image déformée propre à le décharger, aux yeux du gouvernement et de sa Maison, d'une bonne part de ses responsabilités.

L'affrontement dans
la presse.

On s'explique qu'engagée de pareille façon, cette nouvelle bataille pour le franc, fin mai et début juin, ait été tout au long doublée par une autre, menée celle-ci entre Banque de France et Lazard, et portée, elle, dans la presse, devant l'opinion publique. Ici, comme si souvent, chaque camp exagère la cohésion du camp opposé, et sa puissance. Le 21 mai, Wendel et Rothschild se concertent rue Laffitte

pour voir "ce qui /peut/ être fait pour /se/ défendre vis-à-vis de l'opinion". "L'or", écrit Wendel, "est pour le gros public la suprême garantie du billet, et il n'y a qu'à le faire dire. Mais encore fallait-il en trouver le moyen. Nous nous sommes assez rapidement rendu compte que les Lazard, Dreyfus et Finaïly avaient presque toute la presse, y compris le Temps (63). Seuls nos braves Débats ont accepté de défendre notre thèse". Il note au surplus qu'à l'influence hostile des banquiers s'ajoute celle de Briand manœuvrant les journaux par l'intermédiaire des Loges et de son fidèle Peycelon, lui-même maçon notoire (64).

Mais voyez en face Raymond Philippe qui écrit de son côté : "Une campagne d'une violence inouïe fut déchaînée à travers toute la presse : Figaro, Oeuvre, Temps, Action Française, Nouveau Siècle, pour dresser l'opinion publique contre l'utilisation éventuelle de l'encaisse-or de la Banque de France..." (65). Et Parmentier, dans la même ligne, affirme à Harjes que la rue de La Vrillière aurait "payé les journaux avec une grande prodigalité (lavishly)"... (66)

A vrai dire, une fois diminuées des exagérations ordinaires, ces deux versions opposées gardent chacune leur vérité, à condition d'être ordonnées avec précision dans le temps. Jusqu'au 20 mai, la presse montre beaucoup de réserve. Puis, le 21, l'Oeuvre et le Quotidien s'en prennent aux "fossiles" de la Banque. Mais, dans les jours qui suivent, la contre-offensive préparée par Rothschild et Wendel, rue Laffitte, rencontre plus de succès qu'ils ne l'espéraient et surtout parce que leur riche et double influence peut trouver appui sur la force du mythe de l'encaisse-or. Le Bulletin quotidien, on ne s'en étonne pas, a donné le ton dès le 21 mai, en dénonçant l'anti-patriotisme de la presse de gauche : "Si l'on voulait ruiner par avance l'effet des mesures que préconisent le Quotidien et l'Oeuvre, le moyen le plus sûr

ne serait-il pas de donner à entendre à l'étranger que l'on veut engager l'or de la Banque pour pouvoir continuer la politique qui a justement conduit notre monnaie à la crise présente ?" (67). Et le 22 mai, au lendemain de la conférence Rothschild-Wendel, Nouveau Siècle de Valois et Action Française, qui se réconcilient pour l'occasion, se joignent aux Débats, au Figaro, au Gaulois, à Jacques Duboin dans le Journal, pour affirmer que "l'or français doit rester en France" (68). "N'importe qui comprendra", écrit Gignoux dans la Journée Industrielle, "que si d'un côté on fait artificiellement monter le franc en vendant de l'or pendant que, de l'autre, on le fait baisser par l'inflation, par une politique absurde ou par l'absence de toute politique, l'opération n'a qu'un résultat : la perte définitive de l'or engagé" (69). Et l'Oeuvre elle-même se fait beaucoup plus modérée dans son appel à l'encaisse, qui loue à présent sans ironie Robineau et Aupetit de se vouloir "gardiens du Trésor sacré..." (70).

Trois jours plus tard, le Nouveau Siècle écrit : "Les voleurs d'or ont battu en retraite. Mais provisoirement seulement. Nous les verrons revenir un jour prochain et avant quelques semaines" (71).

Il faut dire que le mythe ne s'enracine pas seulement dans l'opinion peu éclairée. Le 20 mai, Wendel rencontre, à un déjeuner donné rue de La Vrillière en l'honneur de Benjamin Strong, les dirigeants des principales banques parisiennes - Brincard du Crédit Lyonnais, André Homberg et Simon de la Société Générale, Boyer et Céliier du Comptoir d'Escompte, Sergent de l'Union Parisienne, Griolet de la Banque de Paris, et il trouve tout ce monde "assez opposé à toute cession de l'or de l'encaisse" (72). Dira-t-on qu'ils purent être intimidés par la conviction du maître de forges-régent ? Dans le même temps, l'Assemblée des présidents de Chambres de Commerce a la même attitude et, "considérant qu'une pareille mesure - l'opération de contre-spéculation -

loin de rassurer l'opinion et de relever le crédit, est de nature à jeter le trouble chez tous les porteurs de billets dont la garantie repose essentiellement sur la valeur réelle de l'encaisse-or, considérant que ce dernier constitue un dépôt qui ne saurait être détourné de son affectation, émet le vœu que la réserve-or, gage de la circulation fiduciaire, soit considérée comme intangible..." (73).

Après quelques jours de bataille, Wendel peut ainsi se réjouir de la "réaction venue du pays" (74), et rendre hommage à Lucien Romier dont les "remarquables" articles du Figaro, "formels sur la question de l'encaisse", ont joué un rôle important dans le mouvement d'opinion (75).

Un peu plus tard, à l'extrême fin de mai et dans les premiers jours de juin, comme l'échec de l'opération paraît déjà certain, les Lazard et le gouvernement tentent un nouvel effort dans leur presse en faisant développer un autre thème également populaire - et parfois chez les mêmes citoyens - celui de la Banque de France outil des privilégiés faisant obstacle à la volonté du peuple exprimée par ses gouvernants. C'est le temps où le Cri du Peuple, de Brest, paraît avec ce grand titre en bandeau : "M. de Wendel Régent de France !". Non seulement le Quotidien affirme que l'attaque contre le franc s'effondrerait "à la seule annonce que la Banque serait tout entière à la disposition du gouvernement" (76), mais les Débats eux-mêmes, trahison, laissent sortir le 6 juin, sous la signature de Maroni, une chronique que Wendel juge "invraisemblable" (77). Il y est dit en effet que l'on a commis une faute de tactique politique et financière en ne pesant pas sur le marché pour faire sérieusement baisser la livre et exploiter un premier succès... (78).

D'où, en réplique, un nouvel assaut sur la droite. "Entre le 7 et

le 16 juin", écrit à juste titre Philippe, "Le Figaro, l'Avenir, l'Oeuvre, le Nouveau Siècle, le Sans-fil multiplièrent les articles contre le projet car la question resta discutée jusqu'à-là" (79). De son côté, Wendel se félicite, le 8 juin, de voir la presse "accentuer son évolution vers des idées plus saines" et il note que "Vincent Auriol lui-même a, dans un discours prononcé /à Troyes/, reconnu que la Banque avait raison" (80).

"Il faut donner l'impression", a déclaré en effet Vincent Auriol, "que l'on est décidé à la hausse de la devise (...) mais si on demandait d'utiliser, après la masse de manoeuvre, l'or de la Banque pour faire un simple jeu de contre-spéculation, sans but déterminé, ce serait pure folie ! Et si le gouvernement faisait cela, nous serions avec la Banque de France, dont l'or doit servir à un plan de restauration monétaire, contre un gouvernement qui voudrait le gaspiller par des coups de bourse sans résultats..." (81).

Au même moment, le franc a repris son cours descendant. La livre atteint 160 francs, le 7, 168 le 11, 174 le 14, et affiche ainsi la faillite de la contre-offensive.

Il est vrai que Lazard et le gouvernement ont, auparavant, persévéré aussi longtemps qu'il leur était possible avec les seuls fonds Morgan et tenté désespérément jusqu'au bout de faire céder la Banque (82).

Le sens d'une trêve
parlementaire.

Ils ont espéré un instant pouvoir s'appuyer sur la fragile confiance accordée par la Chambre, après la rentrée du Parlement, les 28 mai et 2 juin, sur les questions financières (83). Le 28, le cabinet obtient

320 voix contre 220, sur l'ajournement du débat financier; sa nouvelle majorité comprend à peu près toute la droite et tout le centre.

François de Wendel a voté pour et a poussé efficacement son groupe à voter dans le même sens. Il juge que le sort du cabinet était entre ses mains (84). Car Herriot, parti à l'assaut du cabinet, a lié la question à celle du scrutin d'arrondissement et demandé que celle-ci ne vienne pas en discussion avant le débat financier, pour embarrasser la droite, très hostile aux "mares stagnantes".

La manoeuvre habile suscite des flottements à droite, à l'U.R.D. surtout, où Blaisot et Lefas notamment s'opposent au soutien. Mais le gros du groupe suit Wendel "les yeux fermés" (85), et le suit encore le 2 juin, lorsque les socialistes et radicaux reviennent à la charge et échouent de la même façon - par 313 voix contre 147 et 128 abstentions. Le 1er juin au matin, Wendel voit Briand en tête-à-tête à la demande de Marin et du pasteur Soulier, et le trouve "on ne peut plus gracieux", s'affirmant même, chose surprenante, hostile à toute prélèvement sur l'encaisse de la Banque (86). Le même jour, Briand prononce un discours fait pour plaire à sa majorité de l'instant et Péret parle de la nécessité de "rassurer les possédants" (87). "C'est le triomphe de l'orthodoxie libérale !" s'écrie Vincent Auriol en séance, "l'expression scientifique de la liberté absolue, de l'égoïsme absolu (...) c'est le triomphe de l'égoïsme conservateur..." (88).

En adoptant cette attitude d'abord surprenante, Wendel ne revient pas vraiment, malgré l'apparence, sur la ligne de conduite qu'il s'est imposée depuis l'échec de Caillaux. Ce n'est là que souplesse tactique. Il convainc son parti qu'en pleine opération financière il serait périlleux de prendre, vis-à-vis de l'opinion publique, la responsabilité d'une crise ministérielle qui dissoudrait les responsabilités. C'est parce que le régent est persuadé de l'échec que le député suspend son hostilité. "La question financière renaîtra", dit-il à ses amis,

"et nous serons à temps pour voter contre le cabinet une autre fois" (89).

Derniers soubresauts
de Péret.

C'est d'ailleurs tout-à-fait en vain que Péret, dans une nouvelle série de lettres à la Banque, tente de se prévaloir de ces deux scrutins pour arracher un accord (90). N'entend-on pas Wendel, pour encourager ses collègues à rester intraitables, leur expliquer le 3 juin que, puisqu'ils étaient décidés à "ne pas faire de la politique", il serait scandaleux qu'oubliant des principes ils allassent accorder au ministère Briand soutenu par une majorité de droite ce qu'ils avaient refusé au même Briand encore appuyé par une majorité de gauche (91). Le jeu est subtil et on voit avec quelle exceptionnelle efficacité Wendel joue ici de sa double situation : il s'empresse de rendre impossible à la Banque pour des raisons "de principe" toute conséquence financière du succès parlementaire qu'il a favorisé à la Chambre, pour des raisons électorales...(92)

Dans ces conditions, Péret peut bien revenir sans se lasser à la charge, avec quatre lettres en cinq jours, du 2 au 7 juin (93), mêlant menaces voilées et adjurations patriotiques, faire semoncer Robineau par Briand, en termes vifs (94), exhorter lui-même, le 7, Vernes, Cordier et Laederich venus en délégation (95), il se heurte toujours à une fin de non-recevoir que lui oppose un Conseil unanime qui se refuse toujours à fournir aucun plan de politique générale et qui trouve encore ce nouvel argument inversant dans l'état des esprits l'effet psychologique attendu : "l'annonce d'une ouverture de crédit (gagée sur l'or) aurait sur le marché des changes la signification que le fonds Morgan est déjà absorbé et que l'on engage dès à présent l'encaisse.

On supputerait comparativement l'influence momentanée d'une intervention sur le marché dont on connaîtrait inévitablement la nouvelle limite, et l'influence beaucoup plus profonde d'un premier abandon de ses réserves métalliques..." (96). Ce qui est bien revenir, sous couvert de technique, à une constante doctrine politique.

Le franc, cependant, a repris vivement sa courbe descendante. La livre cote 160 le 7 juin, 162 le 9, 168 le 11, 174 le 14, 180 le 15. Ce même 15 juin, Raoul Péret, tirant les conséquences de son échec, démissionne, et, dans la soirée, le cabinet tout entier le suit dans sa retraite. Il a obtenu auparavant un vote de confiance qui reste dans la ligne de la nouvelle majorité; chacun sait déjà que le cabinet va se disloquer : c'est une confiance personnelle exprimée à Briand. Wendel, cette fois encore, a contribué à faire voter pour la droite qui voulait s'abstenir, pour affirmer la coalition nouvellement dégagée et donner au scrutin valeur indicative sur ce qu'exige une logique parlementaire qui rapproche de la solution à laquelle il travaille (97).

Réflexions sur un progrès.

Dans sa lettre de démission à Briand, Raoul Péret écrit : "Peut-être aurions-nous/^{eu} les moyens d'arrêter la baisse du franc si certains concours sur lesquels nous étions en droit de compter ne nous avaient pas fait défaut..."

On retiendra la prudence de ce "peut-être" (98). Dans l'excès de son amertume, Raymond Philippe a sûrement tort, comme on l'a vu, d'affirmer que par un va-et-vient, sinon duplice, du moins criminel de légèreté, la Banque de France l'a laissé se lancer dans une opération

qu'elle aurait ensuite étranglée. Il a probablement tort aussi, étant donné la nature de la spéculation, d'affirmer - mais c'est ici le domaine des hypothèses à jamais invérifiables - qu'un accord des régents sur l'engagement des réserves métalliques aurait permis la victoire du franc sans risques sérieux pour l'or. Ce qui est sûr en revanche, c'est qu'ils ont empêché que la chose soit même sérieusement essayée, et donc que la preuve soit faite que l'espoir était chimérique d'une contre-offensive durablement réussie.

Menant son jeu, Wendel a disposé cette fois-ci de deux puissants et nouveaux atouts : le concours indirect inattendu découlant des réticences américaines (aussi éloignées des siennes que puissent être les visées politiques des Etats-Unis) et la force de l'attachement instinctif à la défense de l'encaisse, propre à assurer autour de Wendel plus qu'auparavant la cohésion des régents, et en même temps à lui apporter le soutien de l'opinion - celle des privilégiés autant que celle du grand public : un avantage que son action forte sur la presse, malgré le contre-jeu adverse, lui a permis de faire opportunément fructifier, tandis que sa prudence parlementaire le garantissait d'avance contre une part des attaques que risquait de lui amener dans l'avenir l'importance peu à peu révélée de son rôle.

Wendel n'a pas encore atteint le port, et d'autres complications l'attendent; mais une bonne partie de la route est parcourue.

Dans sa lettre du 15 juin, Raoul Péret n'en témoignait-il pas lui-même ? Après ses critiques contre la Banque, il ajoutait en effet : "Mais le mal est plus profond", et il le rattachait à l'instabilité politique avant de conclure : "Le pays, pour reprendre confiance, attend une réconciliation des partis. Il considère que, dans les heures graves qu'il traverse, tous les partis devraient se trouver représentés au sein du gouvernement et être associés aux responsabilités du pouvoir. Un ministère d'Union nationale pourra seul, à ses yeux, assurer le salut du franc..." (99).

CHAPITRE III

VERS LE PORT

CHAPITRE III

VERS LE PORT

SECTION 1 - Le Comité des Experts

Le Comité contre la Banque.

En disparaissant, le ministère Briand-Péret laisse derrière lui une instance nouvelle qui prend vite une place importante dans le jeu politico-financier en cours, et vient en compliquer les données : c'est le Comité des experts, chargé d'élaborer un plan général d'assainissement de la situation.

Raymond Philippe, dans son livre, s'attribue le mérite de l'initiative, rapportant une conversation de Briand qui remonte au 15 mai (1). L'idée était dans l'air depuis quelque temps (2). Elle fut en tout cas soutenue par Clément Moret, directeur du Mouvement général des fonds (3). La création et la composition du Comité avaient été décidées par un décret du 31 mai. Le Comité comprenait Ernest-Picard, sous-gouverneur de la Banque de France et Emile Moreau, directeur général de l'autre Banque d'émission, la Banque d'Algérie. Il comprenait aussi deux professeurs à la Faculté de droit, Gaston Jèze et Charles Rist - le premier plus marqué à gauche que le second -, trois représentants de l'industrie et du commerce, René Duchemin, président de la C.G.P.F., Fougère, président de l'Association Nationale d'expansion économique et Peyerimhoff, président du Comité des Houillères (4), six banquiers enfin, Masson du

Crédit Lyonnais, Lewandowski du Comptoir d'Escompte, Joseph Simon de la Société Générale, ceux-là pour les établissements de crédit qui sont donc en force, et enfin du côté des Banques d'affaires, Oudot de la Banque de Paris et des Pays-Bas, délégué à sa place par Finaly (5), Raymond Philippe pour Lazard (6), et Charles Sergent de la Banque de l'Union parisienne, président du Comité (7).

Alfred Sauvy présente la création et l'oeuvre du Comité comme une victoire du "mur d'argent" (8). Nul doute pourtant qu'à la Banque de France, qui ne paraît pas avoir été consultée sur cette initiative, on ait estimé que cet organisme était une machine dangereuse, destinée principalement à tourner certains refus des régents et à balancer leur influence (9). Aucun d'entre eux ne fut d'ailleurs sollicité pour participer au Comité, le seul Ernest-Picard y représentant la Banque, lui qui était jugé par Wendel et Rothschild comme un fonctionnaire particulièrement docile au pouvoir. Tout se passe comme si l'antagonisme se creusait entre la Haute Banque, protestante et israélite, qui est en force rue de La Vrillière, et d'autre part banques d'affaires et grands établissements de crédit. Et quand Raoul Péret affirme à la Commission des Finances de la Chambre qu'au Comité des experts il a "fait en sorte que toutes les opinions soient représentées, non pas au point de vue politique mais au point de vue monétaire" (10), il s'avance beaucoup. Dès le 4 juin, Wendel prévoit un conflit des régents avec le Comité (11).

Il se noue, ce n'est pas une surprise, sur le problème de l'encaisse. Le Quotidien et le Temps du 6 juin révèlent qu'au Comité, seuls Jèze et Picard auraient défendu l'or de la Banque ! - et le démenti que donne le gouvernement le lendemain n'est cru par personne, à juste titre (12). Les régents demandent à Picard d'émettre devant les collègues une vigoureuse protestation. Le Quotidien du 16 juin annonce qu'en effet elle a été exprimée, et qu'Ernest-Picard a même voulu se retirer sur un exposé de Rist déclarant la nécessité d'utiliser

l'encaisse (13). Le bruit court au même moment que le Comité va revenir au plafond unique, tant honni par les régents.

Ainsi engagée, la deuxième quinzaine de juin est faite d'incertitudes et d'expectatives et le jeu, une fois de plus, se joue sur deux théâtres à la fois. Théâtre politique où la crise ministérielle déploie ses rites entre Parlement et Elysée. Théâtre financier, rue de Rivoli, où chaque après-midi se réunissent les experts, et rue de La Vrillière où les régents s'inquiètent de ce que préparent les experts. Une fois de plus, Wendel tente d'agir à la fois ici et là. Ici, pour tâcher de peser sur le plan du Comité, là pour faire mûrir le gouvernement Poincaré. Dans l'instant, double échec, qui tranche brutalement sur son succès antérieur et qui décide de la suite de ses attitudes.

Vers le retour
de Caillaux.

L'idée d'un ministère d'Union nationale dont parlait Péret à la fin de sa lettre de démission, le 15 juin, gagne du terrain, les jours suivants, dans la presse et dans les cercles politiques. Elle a de longue date la faveur du Président de la République. Briand consacre à la combattre toute son habileté manœuvrière. Car il sait qu'il ne serait pas le chef naturel de ce cabinet. Il aime à grouper des hommes et non des partis (14). Il lui faut donc laisser lever "les hypothèques", avant d'apparaître une fois de plus indispensable.

Il essaie d'abord - "sans grande conviction", note Wendel à juste titre - une combinaison avec Poincaré et Herriot. Poincaré donne son accord du bout des lèvres - et peut-être ne s'y est-il décidé que

parce qu'il sait ne guère risquer d'être pris au mot : Herriot refusant encore de participer à un gouvernement dont le chef ne serait pas radical. Briand renonce en effet, et Doumergue appelle Herriot pour qu'il fasse la preuve de l'impossibilité politique de son "union républicaine de gauche". C'est chose faite après cette "folle nuit" (15) du 19 au 20 juin où Herriot tente en vain de trouver des "otages" à droite, sans réussir à obtenir l'accord conjugué de ceux à qui il songe, Bokanowski, Lucien Romier - qui joue dans l'affaire un rôle peu clair (16) - François Pietri et jusqu'à Champetier de Ribes, chef de la petite fraction des démocrates chrétiens.

Pas plus que Doumergue, Wendel ne croit au succès d'Herriot, d'autant moins qu'il travaille lui-même à l'échec dans toute la mesure de ses moyens. Au moment même où Louis Marin fait publier un communiqué déclarant l'U.R.D. persuadée "que M. Herriot n'est pas qualifié pour ramener la confiance indispensable au salut du franc, ni pour réaliser l'union réclamée par le pays pour le redressement financier" (17), Wendel s'emploie à faire pression sur Bokanowski, "grand protagoniste d'un ministère Herriot", pour qu'il ne participe pas. Au cours d'un échange de propos très vifs, il lui déclare que "l'on ne relèverait pas les Finances en appelant l'homme des faux billets : c'est d'ailleurs l'évidence même" (18). A la suite de quoi Herriot se plaint à Robineau, non sans quelque naïveté, de ce que Wendel lui fait une "guerre au couteau" alors que pourtant celui-ci n'aurait eu "qu'à se louer de lui"... (19)

En fait la tentative d'Herriot est trop anachronique, elle marque un retour en arrière trop patent par rapport au cours de l'évolution politique pour avoir chance de succès et pour menacer les desseins de Wendel. Elle doit surtout permettre à Briand de réapparaître une fois de plus à la surface. Poincaré, attendant son heure, lui refuse cette

fois son concours aux Finances, tout en feignant de l'offrir : il pose cette condition inacceptable pour Briand d'un projet de 7 à 8 milliards d'impôts nouveaux. Du coup, Briand fait appel à Caillaux en lui accordant avec les Finances la vice-présidence du Conseil et en lui donnant son mot à dire dans le choix des autres ministres (20). Ainsi l'axe de cette ultime tentative est-il infléchi plus à gauche que Briand probablement ne l'aurait souhaité. Mais pas assez pour qu'à l'U.R.D. on n'ait pas un temps d'hésitation.

Le groupe adopte, les premiers jours, une attitude d'expectative et on constate que Wendel l'en approuve. L'histoire bégaye : son hésitation - qui sera brève - cette tentation de s'arrêter en chemin prend forme de fidélité au choix qu'il avait fait en juin 1925. "Nous n'aurions pas voulu faire partie d'une combinaison Caillaux", écrit-il, "mais étant donné ce qui s'est passé l'an dernier, une exclusive contre Caillaux serait hors de saison" (21). Il pense d'ailleurs, d'expérience, que Caillaux va chercher à ménager la Banque, ou pour le moins ses régents.

Caillaux révoque Robineau :
portée d'un coup d'éclat.

Et même il ne prend pas mal, malgré certaines interprétations de la presse, la première décision de Caillaux, qui est pourtant retentissante : dès son arrivée, le 26 au soir, le nouveau ministre décide la révocation de Robineau. Caillaux a gardé vive rancune au gouverneur de son attitude ambiguë de 1925. Ernest-Picard fait partie de la même charrette et on demande sa démission à Aupetit, puissant, trop puissant secrétaire général, l'ami de Finaly et des cartellistes - qui songe

un instant à se débattre, puis s'incline (22).

Raymond Philippe, dans son livre, et une partie de la presse de gauche, dès le moment même, présentent l'événement comme un coup sévère porté à la Banque de France en punition de ses attitudes récentes sur l'encaisse-or.

Dans le Quotidien du 27 juin, Pierre Bertrand écrit triomphalement : "Il y avait un Etat dans l'Etat, la Banque de France. Elle avait ses intérêts, sa politique, et la faisait prévaloir (...) Aujourd'hui cette puissance formidable s'écroule (...), le premier acte du cabinet frappe la ploutocratie dans ce qu'elle a de plus représentatif et de plus malfaisant" (23). Et le journal annonce même que Wendel et Rothschild vont se solidariser avec Robineau. En réalité ils n'y songent pas (24).

Car ils comprennent et au fond approuvent les motivations de Caillaux qui ne sont pas celles qu'un vain peuple pense (25). Pour Wendel, en termes parlementaires, il s'agit de regarder tranquillement, depuis la droite, le centre régler ses comptes avec la gauche. Constatant que l'événement "défraye la conversation et agite la presse", il se rend à la Chambre pour conseiller à son groupe de "ne pas s'emballer sur le cas Robineau". Attitude qu'il commente ainsi : "Personne n'ayant de mémoire, c'est même une chose curieuse à remarquer dans ce pays, la plupart des braves gens voient dans ce pauvre Robineau une victime de la défense de l'encaisse... Alors que si Caillaux, dans le but, je pense, d'impressionner le public par un acte d'autorité, le traite avec tant de désinvolture, c'est qu'il voit en lui l'auteur, tout au moins le signataire, des bilans inexacts, qu'il voulait déjà débarquer l'an dernier. Beaucoup s'étonnent, d'autre part, de la passivité des régents, de la mienne en particulier, alors que rien ne

saurait, dans la circonstance, m'amener à me solidariser avec un homme dont je n'ai jamais accepté, depuis 18 mois, d'adopter l'erreur..." (26) Et quand Caillaux lui annonce personnellement la nouvelle, il marque d'un geste désinvolte que c'est là "affaire de gouvernement". Caillaux eut donc tort de croire ou de vouloir faire croire que sa chute ultérieure ait été une "revanche de l'ombre", une "revanche des vautours de la Banque de France" (27).

Aussi bien voit-on l'ensemble du groupe U.R.D. - 92 députés - s'abstenir le 29 juin dans le premier scrutin qui suit la déclaration ministérielle - où Briand rend hommage à l'indépendance de la Banque (28), en attendant le vote prochain et décisif sur les projets gouvernementaux (29). C'est bien à ce moment précis, malgré ce qu'affirme Suarez (30), l'attitude qu'a souhaitée Wendel et qu'il adopte lui-même : convoqué un peu plus tôt par Caillaux, il trouve l'occasion de lui signifier qu'il n'a pas pris encore son parti en face du cabinet. "J'ai indiqué que le ministère ne soulevait pas grande protestation, mais avait une base bien étroite, qu'il ne pouvait guère faire, s'il voulait réussir, qu'une politique de droite (ce à quoi Caillaux n'a pas contre-dit) mais que cette réussite, son programme étant accepté, n'était possible que s'il paraissait devoir durer de manière à donner à la confiance le temps de reprendre..." Ce n'est là qu'une prise de contact. Les deux hommes se séparent sans aucun engagement de part ou d'autre (31).

Il faut dire qu'au même moment Wendel ne sait pas encore à coup sûr ce que sera le plan des experts ni ce qu'en pensera Caillaux. Il a su les intentions générales du Comité, les a désapprouvées, mais ne désespère pas d'avoir réussi à les infléchir, s'y étant énergiquement employé de concert avec quelques collègues régents durant les dix jours précédents.

Vain effort des régents
pour influencer les experts.

Dès le 17 juin, Laederich, Vernes, Cordier et Wendel se réunissent chez Rothschild, rue Laffitte, pour arrêter leur attitude face aux experts et éviter de se trouver, comme dit Wendel, "coincés" par eux. "Si /le Comité/ veut nous arracher notre concours, il serait bon de lui faire savoir dès maintenant, avant qu'il n'ait échafaudé tout son plan, que nous ne voulons pas d'inflation..." (32). Wendel téléphone donc à Sergent, qui vient le voir le lendemain matin et qui lui donne les premières informations solides sur les projets du Comité. "J'ai insisté auprès de lui pour que l'on n'attende pas le 15 juillet pour informer la Banque de ce que le Comité attendait d'elle. Celui-ci donnera des avis. C'est sur la Banque que retomberont les responsabilités. Elle ne saurait les accepter sans examen, et s'il doit y avoir désaccord, autant le savoir tout de suite et ne pas laisser le pays s'endormir dans une fausse sécurité, etc..."

Les grandes lignes du plan que résume Sergent sont accueillies par Wendel avec beaucoup de réticence. Car la stabilisation que préconisent les experts semble devoir s'appuyer à la fois sur des avances de la Banque de France à un Service de la Dette flottante créé pour la gérer - l'idée est dans l'air depuis l'automne 1925 - et sur un emprunt américain subordonné à la ratification des accords Mellon-Bérenger. Or Wendel est politiquement tout à fait hostile à celle-ci, et refuse l'idée des avances de la Banque, surtout si elles devaient devenir automatiques. "En somme", conclut-il, "un plan technique discutable sans l'accompagnement d'un plan politique susceptible de le faire réussir" (33).

Le 21, Ernest-Picard, membre du Comité, apporte au Conseil général,

avec l'accord de Sergent, de nouveaux détails sur le programme en cours d'élaboration. La caisse de gestion de la dette flottante serait dotée du produit d'un emprunt de 150 millions de dollars - ce qui impliquerait la ratification immédiate des accords de Washington - du produit d'une tranche d'un emprunt sur les chemins de fer allemands, d'une annuité budgétaire. "Et si tout cela ne suffit pas", conclut Wendel, "la planche à billets devra marcher sans limitation..." Idée tout-à-fait propre à indigner le Conseil qui retrouve ici à peine amodié son vieil ennemi le plafond unique...

Wendel propose donc qu'on tente un effort pour peser sur les décisions du Comité, et jugeant qu'Ernest-Picard ne peut pas servir utilement d'intermédiaire (34), il suscite une visite en délégation chez Sergent le lendemain matin, 22 juin. Il s'y rend avec Rothschild, Laederich et Félix Vernes. Sergent développe devant eux les intentions du Comité, dans l'ordre même que suivra le rapport du 4 juillet (35). Au chapitre de la monnaie, les régents ne discutent pas la nécessité de sa stabilité - sans évoquer, comme on pourrait s'y attendre, la question qui sera bientôt si brûlante sous Poincaré, du taux de la stabilisation, ni paraître mesurer encore le caractère révolutionnaire de l'abandon officiel de cet objectif traditionnel, même s'il est désormais illusoire : le retour au franc-or d'avant 1914 (36). Au chapitre de la fiscalité, Sergent met l'accent sur la nécessité de gonfler les impôts indirects plutôt que directs, ceux-ci rentrant, par nature, très lentement et très irrégulièrement : motivation technique réfutée par Wendel qui propose même un système d'acompte provisionnel très élevé, payable le 30 juin avec des intérêts de retard à 12 % l'an (37).

Le vrai débat se noue, comme prévu parce que la Banque est ici doublement concernée, sur le problème toujours central de la Dette flottante, le projet d'emprunt extérieur après ratification de l'accord sur les dettes et la création d'une caisse d'amortissement des Bons du

Trésor avec faculté d'avances automatiques de la Banque de France.

Rothschild se charge de répondre à Sergent au nom de ses collègues. On demande ici à la Banque de se substituer à l'Etat. "C'est la perte de son indépendance", affirme-t-il, "par suite la ruine de son crédit". Si on peut admettre "que dans des circonstances déterminées la Banque doive intervenir, on ne peut pas dire à l'avance qu'elle le fera de toute façon..." Puis il développe cette idée familière qu'au lieu de gager la dette il faudrait l'empêcher de venir à remboursement par des avantages accordés aux Bons : exonération de l'impôt sur les successions, garantie de change, alignement automatique du taux d'intérêt des Bons sur le taux de l'escompte, etc...(38)

"Je n'oserais dire que Sergent a été convaincu", conclut Wendel, "mais je crois qu'il fera ressortir à ses experts la nécessité que nous voyons de ne pas aliéner l'indépendance de la Banque en prenant l'engagement de rembourser les Bons, autrement dit de se substituer à l'Etat. En tout cas réunion importante, de nature à faire réfléchir le Comité des experts et que je me félicite d'avoir provoquée..." (39).

Dans cette intervention du 22 juin, les régents ont mis toute leur autorité. Il ne leur reste qu'à en attendre les effets, c'est-à-dire la publication du rapport.

...dont Caillaux adopte
le rapport.

C'est ainsi que Wendel se trouve, début juillet, placé devant une double évidence. Premièrement il constate que, malgré quelques amodiations, le rapport reste fidèle à l'économie générale connue dès la mi-

juin, détestable à ses yeux. Charles Mist lui-même, qui avait joué un rôle si actif au Comité, était d'ailleurs bien d'accord sur ce point, puisqu'il écrivit plus tard que "tout le texte du rapport était surtout une condamnation de la politique d'immobilité de la Banque de France, qui prétendait ne rien changer au prix légal de l'or et croyait que le gouvernement seul, en équilibrant le budget, parviendrait à faire remonter le franc à sa parité antérieure..." (40). C'est précisément pourquoi le document est détestable aux yeux de Wendel. Et deuxièmement celui-ci découvre que Caillaux, d'abord hésitant, prend délibérément le plan à son compte, le fait sien et va le défendre devant le Parlement.

Dès lors se rejoignent soudain les deux lignes de son action, la ligne financière et la ligne politique, et il se trouve jeté dans une hostilité absolue au cabinet, qui ne laisse plus place à aucune hésitation ni à aucune concession.

Le Comité a bien accepté, après l'entrevue du 22, de diminuer un peu l'extension de la formule de garantie par la Banque. Mais l'esprit général reste fidèle aux intentions exposées, et en particulier au programme des emprunts extérieurs (41).

Quant à Caillaux, Wendel s'était trompé en croyant qu'il serait très réticent. "Le Comité des experts ne me paraît pas devoir peser bien lourd devant Caillaux", écrivait-il au jour de son retour rue de Rivoli. Et de fait, si l'on en croit Fabre-Luce, "Caillaux s'empare d'abord contre ces professeurs et ces banquiers qui osent empiéter sur ses prérogatives. Expert lui-même, il n'a qu'à se consulter pour savoir ce qu'il doit faire ! Mais il découvre bientôt que le maudit Comité a repris les idées maîtresses de son plan d'octobre et il se persuade que l'autorité de la science est propre à compenser les faiblesses de sa position politique (...) Ayant décidé de ne plus ignorer ses prédécesseurs, Caillaux les annexe..." (42).

La nomination auprès de lui de Jacques Duboin et de François Pietri, défenseurs notoires du plafond unique, comme sous-secrétaires d'Etat au Trésor et aux Finances, était déjà faite pour inquiéter un observateur tel que Wendel (43). Puis, voici que pour remplacer Robineau et Ernest-Picard à la tête de la Banque, Caillaux choisit deux des experts, Emile Moreau qui devient gouverneur et Charles Rist, professeur à la Faculté de droit et héraut notoire de la stabilisation, nommé deuxième sous-gouverneur (44).

Dès le 30 juin, Moreau se plaint dans son Journal - si précieux pour toute l'histoire financière et politique des deux années qui commencent - que la presse lance une série de fausses nouvelles "destinées sans doute à torpiller le rapport des experts avant qu'il soit publié et à provoquer la chute du ministère : de prétendues "indiscrétions" sur les travaux du Comité des experts prêtent à ceux-ci des conclusions entièrement apocryphes (...) On attribue à Caillaux des déclarations fâcheuses sur l'utilisation de l'or de la Banque de France, sur l'inflation, sur la stabilisation..." (45).

Moreau juge que la campagne est probablement inspirée par Rothschild, Wendel et "autres". Bien que le second n'en parle pas, c'est chose bien possible, surtout pour la rue Laffitte. Tout au plus Moreau pourrait-il avoir un peu anticipé sur l'action des deux régents.

Quelques jours plus tard, en tout cas, les choses sont claires et les hostilités sont engagées. Car le rapport des experts paraît le 4 juillet (46), et l'on sait que Caillaux l'approuve. Le 5, Wendel écrit dans ses cahiers :

"Le rapport est ce qu'on prévoyait : très dangereux. Un projet de stabilisation prématurée basé sur des crédits américains, et par suite la ratification des accords de Washington. Par ailleurs, des

services inacceptables demandés à la Banque de France". Bref :
"Comme tout porte à croire que Caillaux va s'en approprier les
conclusions, on s'organise pour faire tomber le ministère..." (47).

SECTION 2 - L'IssuePlus de quartier.

Le 6 juillet, Caillaux ouvre par un grand discours, devant la Chambre réunie en session extraordinaire, le débat sur le problème financier.

Il commence par une analyse de la situation budgétaire et la nécessité de modifier le système fiscal pour ne pas effrayer les capitaux. Il se propose de réviser l'impôt général sur le revenu qu'il juge excessif, d'abaisser le plafond des taxes sur les successions "provoquant les exportations de capitaux" et de réviser les tarifs douaniers.

Quant à la Trésorerie, il rejette la consolidation envisagée naguère par lui parce qu'elle conduirait à une "formidable inflation", par une "hausse brutale des avances de la Banque de France" aux commerçants et aux industriels soudain privés de la disposition des fonds de roulement placés en Bons de la Défense nationale et qu'on ne pourrait laisser faire faillite (1).

Wendel juge cette première partie du discours "assez modérée et habile". "L'homme a de l'aplomb. Il affirme et en impose à un public trop peu informé. Il en profite pour escamoter les difficultés". Mais il ajoute que dans la deuxième partie du discours, Caillaux "a perdu pied, d'abord, puis la tête ensuite : il a terminé sur un ton de grand guignol" (2).

Car il a repris l'idée d'une caisse de gestion des Bons proposés par les experts - et qu'il avait d'ailleurs soutenue lui-même dès novembre 1925, après son départ - permettant de soutenir le choc des

demandes massives de remboursement, en cas d'inquiétude ou de panique. Car il veut faire appel aux emprunts extérieurs, "précisément pour laisser intact l'or de la Banque de France". Car surtout il défend l'idée, largement développée par le Comité, de la stabilisation de la monnaie : "S'obstiner dans cette chimère de la revalorisation, voilà", s'écrie-t-il, "où est la grande erreur (...) /qui/ concilie à merveille le patriotisme et l'inaction..."

Caillaux laisse enfin entendre qu'il demandera une délégation de pouvoirs, rejoignant sur ce point encore les experts qui affirment nettement dans leur rapport "qu'un programme de restauration financière exige une rapidité dans les décisions et souvent une discrétion qui se concilie mal avec les inévitables lenteurs et l'incertitude de la procédure parlementaire" (3).

Le lendemain, Caillaux convoque Wendel. Comme celui-ci n'a pas caché à ses amis, au cours de plusieurs interventions qu'il juge lui-même "très chaleureusement accueillies", son hostilité aux projets et au cabinet, il s'attend à une forte pression de la part du ministre. L'entretien est pourtant facile, à fleurets mouchetés, "je dirais presque cordial", écrit Wendel, "si je n'avais, au cours de la conversation, cru prudent de glisser que je ne pouvais pas dire à mon interlocuteur si je ne voterais pas contre lui... Ce à quoi il a répondu gracieusement qu'il ne me le demanderait pas..."

Les deux hommes parlent d'abord du débat lui-même. Wendel critique le plan des experts et les accords de Washington - à propos desquels Caillaux lui précise qu'il n'en demandera la ratification qu'après avoir négocié avec les Anglais dont il espère obtenir des concessions qu'il fera ensuite accepter par les Américains..." Un billet de qualité douteuse", commente Wendel.

Puis la conversation s'élargit et l'on en vient à la politique

extérieure pour des propos qui valent d'être relevés en détail. Caillaux évoque le projet dont il rêve : les Etats-unis d'Europe. "Il n'y a rien à faire avec les Allemands", réplique Wendel. "Je suis un homme de l'Ouest", lui dit alors Caillaux, "je vois plutôt le danger anglo-saxon..."

A un tournant de la conversation, Wendel découvre à Caillaux le fond de sa pensée, qui éclaire ses attitudes opposées de 1925 et de 1926 envers le "Revenant" de Mamers. Il lui dit que les difficultés qu'il rencontre viennent de ce qu'il n'est pas "national", et que "bien des gens qui se retourneraient volontiers vers lui s'il avait fait un geste, comme celui de refuser l'abandon de Cologne, étaient assez retenus par l'idée qu'il symbolisait..."

Caillaux lui répond d'abord qu'il n'était pas au pouvoir au moment de l'évacuation de Cologne et ne pouvait rien faire d'efficace. Puis il lui donne son vrai motif, c'est-à-dire le souci qu'il a de préserver la cohésion de son personnage devant l'opinion publique. "Je suis le symbole du pacifisme", lui dit-il, "comme vous êtes (...), président du Comité des Forges, le symbole de la ploutocratie..." (4).

C'est ce pacifisme, précisément, que Wendel déteste de toute son âme. Sans lui, il aurait probablement pu accepter de faire jouer à Caillaux le rôle qu'il réserve, non sans d'autres réticences, comme on verra, à Raymond Poincaré. S'il a passé outre en 1925, c'est dans la chaleur des événements financiers qui ont suivi la chute d'Herriot, parce que la désintégration du Cartel était alors beaucoup moins avancée, parce que Poincaré était impossible, et parce que l'actualité internationale ne proposait pas de problèmes majeurs à trancher sur-le-champ comme l'est en 1926 l'affaire de la ratification des accords Mellon-Bérenger (5).

Coalition contre Caillaux

Quoi qu'il en soit de ces motivations, Wendel sort de chez Caillaux décidé comme devant à tout faire pour sa chute. Le lendemain 8 juillet est une journée de conciliabules. Il reçoit chez lui, rue de Clichy, Rothschild et ses collaborateurs, Goutte et Robert Dreyfus, à qui André Tardieu vient se joindre bientôt (6). Puis, à la Chambre, il réunit autour d'une même table Louis Marin, François-Poncet, Bokanowski, Flandin et Tardieu pour obtenir une certaine coordination des efforts de la droite. Le 9, toujours en compagnie de Louis Marin, il rassemble pour un autre déjeuner de travail, celui-ci consacré à la presse, outre Edouard de Warren, Lucien Romier du Figaro, Camille Aymard de la Liberté, Henry Simond de l'Echo de Paris.

De cette dernière rencontre, il retient que le terrain est difficile et qu'"il n'y a pas de compliments à faire" aux journaux. "La presse est entièrement vendue au Cabinet, aux établissements de crédit... et aux Américains" (7), écrit-il. Même les Débats le trahissent, où Nalèche "a livré la première page à Maroni... primum vivere !" (8).

Pis encore, Wendel apprend un peu plus tard que Moreau, constatant, comme on a vu, les critiques développées dans la presse contre les experts et contre Caillaux, a pris en main - "c'est de notoriété incontestable" -, et très efficacement, par l'intermédiaire de son ami Maurice Mignon, "l'arrosage" des journaux, "pour le compte du Cabinet et des établissements de crédit"... "Je veux espérer, commente-t-il, que les fonds mis à sa disposition ne sont pas ceux de la Banque..." (9).

Du côté des Banques d'affaires, Caillaux ne se heurte pas apparemment à des oppositions aussi vives qu'en 1925. Horace Finaly, qui avait été son très coriace et très efficace adversaire, paraît à présent en arrière de la main, peut-être parce qu'il approuve le

rapport des experts que son collaborateur Oudot a signé, peut-être, selon des bruits qui courent à Paris, parce que Caillaux a désormais des armes contre lui (10). Octave Homberg, autre seigneur de la Bourse (11), manifeste bien, à son tour, de l'hostilité à Caillaux et au Comité des experts dont il a refusé de faire partie (12) : il dit à Wendel considérer que Caillaux est fou, et que si l'on ratifiait Washington, ce serait la "domestication du pays" (13). Mais il ne paraît pas mettre dans son action autant de passion que Finaly ni la servir par d'aussi puissants moyens...

Dans la conjoncture de l'instant, le combat se déroule à la Chambre. L'hostilité des socialistes est irréductible, comme le montre le discours de Léon Blum, très sévère, très écouté, et que Wendel, pour sa part, juge "magistral", parce qu'il "a mis en pièces le projet des experts..." "Je ne jurerais pas" écrit-il même, "que /Blum/ n'ait pas été quelque peu documenté par ses grands coreligionnaires" (14). Blum, depuis son bord, critique tout ce que Wendel refuse du projet : le système fiscal, la stabilisation, la ratification de l'accord sur les dettes, et finalement le principe de la délégation de pouvoirs que veut demander Caillaux (15).

Comme au surplus chacun s'attend à quelques défections radicales, si Marin et Wendel réussissent à entraîner dans l'hostilité à Caillaux la quasi-unanimité du groupe, et bon nombre de modérés dans les groupes voisins par un effet naturel d'entraînement, le cabinet sera par terre et Poincaré au seuil du pouvoir. Bref, comme le note Fabre-Luce, le cabinet ne peut être renversé que par une coalition Wendel-Blum (16).

Les modérés divisés :
un répit pour Caillaux.

Mais Marin, malgré son ascendant personnel (17), et malgré l'appui de Wendel, se montre finalement incapable, au terme de quatre longs jours de débats passionnés, d'entraîner l'ensemble de leurs amis. Suarez voit le groupe divisé, durant cette bataille, en trois tronçons. D'abord les partisans de Poincaré, c'est-à-dire "les amis de François de Wendel, Madelin et Missoffe". Puis les partisans de Briand et de Caillaux, notamment Chassaigne-Goyon, Plichon, Fournier-Sarlovèze, Lefebvre du Prey, le général de Saint-Just. Enfin les neutres, mal remis du 11 mai qu'ils reprochent à Poincaré en même temps qu'ils se méfient de sa politique religieuse (18). A en croire Suarez, trente-quatre députés fidèles à Caillaux auraient menacé un instant, et sans suite, de former un groupe schismatique s'ils n'étaient pas suivis par leurs collègues de l'U.R.D., éventualité évoquée à plusieurs reprises par la presse, en cette mi-juillet où l'on lit qu'un groupe qu'on nommerait "l'Union républicaine progressiste" se détacherait du groupe Marin (19). Il est vrai que Wendel n'en souffle mot, et que cette velléité est vite retombée.

La situation des modérés est bien, en tout cas, celle que décrit Fabre-Luce : " /Ils/ voient avec malaise leur cause soutenue par un homme qui n'est pas de leur bord. Caillaux leur apparaît comme le chef provisoire d'une ligue anti-socialiste. A ce titre ils l'applaudissent. Mais dans le même instant, ils songent à le remplacer. On vote en pleine confusion..." (20).

En d'autres termes, comme l'écrit Romier dans le Figaro, la coupure s'est faite à droite "entre ceux qui mettent les susceptibilités nationales, notamment à propos des dettes interalliées et des

crédits extérieurs, au-dessus de la défense immédiate contre le socialisme, et ceux qu'obsède la menace socialiste" (21) : clivage durable. L'issue est restée incertaine jusqu'au bout (22). Caillaux remporte finalement cette première manche avec 22 voix de majorité, 269 contre 247, à 4 h. du matin, dans la nuit du 9 au 10 juillet : et Wendel doit constater tristement que "malgré /ses / efforts, malgré l'énergie de Marin, le groupe s'est débandé". Soixante U.R.D. ont voté contre et 32 pour. Toute l'Alsace et la Moselle ont "flanché". Même Guy de Wendel a choisi l'abstention, et, s'il n'a pas voté pour, c'est seulement par égard pour son cousin qui n'en est pas moins très mécontent de lui, persuadé que bien des membres du groupe qui s'en rapportaient très volontiers à sa propre opinion en matière financière ont été influencés dans le sens de la mollesse par l'attitude du second Wendel (23).

Dans la dernière heure, Briand et son disciple Laval ont fait savamment les couloirs, collectionnant une à une les voix de la majorité. Un argument mérite d'être noté, qui aurait entraîné la décision de quelques-uns proches des intérêts de l'industrie textile : la crainte qu'en faisant monter la livre, on ne compromit certains achats saisonniers de laine et de coton (24). En revanche, les minotiers, si l'on en croit une affirmation de Louis-Dreyfus à Moreau, bénéficiant d'une bonne récolte, n'auraient pas eu à importer de blé (25).

Le chagrin de Wendel, après cet échec, se grossit d'une inquiétude : que l'événement ne ruine "l'effort si remarquable fait depuis six mois par Marin et un peu aussi par /lui-même / pour grouper une opposition". Romier lui a affirmé - et les socialistes mêmes auraient été du même avis, "que la gauche en était arrivée à se rendre compte qu'il n'y avait rien à faire" sans la Fédération, et "que la présence même de Marin dans un cabinet était considérée comme une nécessité. En sera-t-il encore ainsi demain ?" (26).

Tout bien pesé, Wendel décide que oui, et refuse toute idée de ralliement à Caillaux : sur ce raisonnement que "le vote de confiance ne résoud rien, que dans huit jours les problèmes qui constituaient le fond du débat se retrouveront devant nous, que nous n'échapperons pas à l'obligation de nous prononcer pour ou contre Washington, pour ou contre les pleins pouvoirs de Caillaux". Et il prévoit que ce jour-là "ses lâcheurs" se ressaisiront.

Mais le coût risque d'être élevé, et le risque s'accroît d'une débâcle financière qui brusquement basculerait dans l'irréversible. Pour mériter Poincaré, il faudra donc s'approcher encore plus de l'abîme. Car la livre maintenant grimpe de plus en plus vite. Elle était à 173,25 francs le 30 juin, à 181,50 le 7 juillet, 193,50 le 8, elle va atteindre 194,50 le 12 juillet.

Wendel à découvert.

Ce risque, Wendel décide de l'assumer et d'aller jusqu'au bout. Mieux, il ne paraît pas avoir hésité à le faire, et même malgré les siens : Guy n'est pas le seul à le blâmer. Humbert aussi le désapprouve à Hayange le 12 juillet, où il fait un voyage éclair, et Maurice lui-même, "lui qui, avec son air doux est en général assez ferme sur les principes". Or "la critique la plus dure à supporter /_n_/est/_elle pas_/ celle qui vient de ceux qui vous tiennent de plus près ?" (27).

Au surplus, s'il conserve cette attitude, s'il persévère dans cette action, c'est plus à découvert que jamais. Naguère encore, il pouvait agir dans l'ombre; caché derrière son mythe et protégé par ses courtoises distances. A présent, on le sait au coeur des choses, et les journalistes les plus attentifs commencent de le dire. Voyez

Fabre-Luce montrant "ces nationaux qui, sous la conduite de François de Wendel, pratiquent la politique du pire..." (28). Ou bien Suarez, romançant un entretien calfeutré, le 14 juillet, dans un recoin de l'Elysée, où Doumergue fête Primo de Rivera : Briand y est abordé par un anonyme parlementaire de sa clientèle, "plein de ruse et de finesse", venu l'aviser que Wendel et Marin ont déjeuné ensemble deux jours auparavant (29), et "sont résolus à faire voter leurs amis contre le ministère". Alors Briand : "Ce Marin, si je l'avais pris dans le cabinet..." Mais l'ami l'interrompt : "Tu n'y es pas, président de mon coeur, la question est d'ordre technique, Wendel ne veut pas de la stabilisation; il préfère, pour son économie privée, refaire un franc neuf sur les ruines de l'ancien. - Ah ! Ah ! fait Briand. Et le voilà qui se livre à sa mimique familière quand ce qu'il entend lui paraît obscur..." C'est assez obscur en effet... Puis Suarez montre Briand répétant en tambourinant sur la vitre "Ah ! Ah ! le bougre ne veut pas que "je stabilise"... Il ne veut pas que je stabilise, ce Wendel..." (30).

Une fois souflée la mousse, reste ce témoignage que Wendel est désormais bien plus observé que naguère. Les entrefilets de journaux ont commencé de le montrer, depuis quelque temps, comme le "maître des destinées du ministère" (31). Et devant Caillaux, le 13 juillet, Jacques Duboin se plaint vivement à Moreau de son régent François de Wendel "qui inspire la campagne de Marin contre le gouvernement" - Il affirme d'ailleurs avoir les moyens de réduire son opposition, mais sans dire lesquels et sans qu'aucune exécution s'ensuive...(32)

Wendel recueille ceux de ces échos qui lui parviennent avec un visible mélange de plaisir et d'irritation, et il note à leur propos : "C'est bien de l'honneur qu'on me fait... Je m'en passerais volontiers. Mais il est évident que l'on commence à se rendre compte, dans le grand public, que ma situation dans le groupe de l'U.R.D. et à la Banque,

mon amitié pour Marin et quelques autres personnages influents me permettent de provoquer certaines ruptures d'équilibre. Cela ne facilitera pas mes évolutions..." (33).

La chute de Briand-Caillaux,
avant-dernier obstacle.

Tout critiqué qu'il soit par les siens, et exposé davantage aux attaques, Wendel se sent trop près de son but pour songer à changer de ligne. Car moins de huit jours après son éphémère victoire, le gouvernement va venir redemander la confiance, comme Caillaux l'a annoncé, pour obtenir les pleins pouvoirs. Wendel explique sa position à Loucheur, qui vient le tâter, le 15 juillet : "Je lui ai dit que, depuis de longs mois, je prédisais le moment où la situation du pays serait telle que la Chambre du 11 mai serait obligée d'accepter un homme "national" pour restaurer la confiance, et qu'à tort ou à raison Poincaré était le seul homme répondant aux vœux de l'opinion" (34).

Durant cette ultime semaine on n'observe aucun changement majeur du tableau politique, mais les tendances s'accroissent. Caillaux est allé à Londres reprendre les négociations entamées par Péret et a abouti à un accord avec Churchill sur les dettes de la France à l'Angleterre. Le total en est réduit de 63 %, et Caillaux a obtenu une clause de sauvegarde pour le cas où l'Allemagne cesserait ses propres versements à la France. C'est un petit succès diplomatique mais qui reste subordonné aux négociations américaines (35). Wendel, quant à lui, ne veut pas y voir la diminution de la dette, seulement l'engagement de la payer, avec ses implications américaines.

D'autre part et dans le même temps, la livre continue de monter,

passant de 194,50 le 12 juillet, à 202 francs le 16. Et cette deuxième centaine franchie prend naturellement une importance psychologique considérable. Surtout, le principe même des pleins pouvoirs réclamés par "l'homme du Rubicon" est fait pour susciter, s'il est bien exploité, beaucoup de répugnance chez les députés mêmes qui ont voté pour le cabinet ou qui se sont abstenus à l'aube du 10 juillet, quand ils seront au pied du mur.

Il est vrai que chez les modérés cette répugnance va moins au principe de la délégation de pouvoirs qu'à la personnalité de celui qui la réclame, comme on le verra assez, d'ici peu, quand Poincaré viendra leur demander la même chose (36). Mais à gauche, chez les radicaux, elle touche aux principes hérités, et va plus loin. Wendel, qui connaît sa clientèle, participant aux nombreux palabres de la Chambre et de la rue Laffitte où l'on traite des pleins pouvoirs, s'efforce de démontrer à ses amis, et d'abord à Louis Marin, que l'inconstitutionnalité (37) des pleins pouvoirs ne heurterait pas leurs mandants. "Ce qu'il faut dire, c'est qu'on ne peut pas laisser compromettre l'encaisse ni asservir le pays par les accords sur les dettes interalliées..." (38). Fabre-Luce a donc très bien aperçu la situation parlementaire de l'instant quand il écrit que "le sentiment de défense républicaine qui s'oppose aux décrets-lois rencontre une démagogie nationaliste qui s'oppose aux emprunts étrangers". D'où cette conclusion, puisqu'il aime bien Joseph Caillaux, qu'"une conjonction des extrêmes s'organise contre le gouvernement de la raison..." (39).

Et on observe que le 17 juillet Wendel n'entraîne pas avec lui plus de députés de son groupe qu'il n'avait fait une semaine plus tôt (40) : ce sont les radicaux qui font tomber le gouvernement puisque Herriot estime la situation si grave qu'il descend de son

fauteuil présidentiel pour porter l'estocade : sur 136 membres de son groupe, 22 ont voté contre le 11 juillet, 48 votent contre à présent. Wendel juge le geste d'Herriot "inélégant", mais après tout c'est "affaire entre gens de gauche", il a été "à peu près évident", dès qu'on a su la décision d'Herriot, "que le cabinet était touché". Il aura donc suffi à Wendel, en ces jours d'épilogue, de rester immobile pour avancer (41). Après un débat assez court, le cabinet est renversé par 45 voix de majorité, soit 288 voix contre 243 (42).

Le cabinet Herriot :
jusqu'au bord du gouffre...

Il reste un dernier obstacle à écarter, jusqu'à Poincaré : le risque d'une combinaison d'Union nationale présidée par Herriot, celle-là même qui avait échoué à la suite de la "folle nuit" et qui semble un instant redevenir d'actualité. Tardieu se verrait bien comme l'autre pilier et l'inspirateur d'un tel cabinet. Wendel le reçoit donc chez lui le lendemain matin, dimanche, pour tâcher de l'en décourager, et calmer son impatience de jouer les premiers rôles. "Je lui ai fait comprendre qu'il n'avait pas de troupes à la Chambre et qu'il risquait, par des compromissions fâcheuses, de se déconsidérer vis-à-vis des seules troupes susceptibles de le suivre... les nôtres" (43).

Puis Wendel déjeune rue de Clichy avec Marin et Warren. Le second lui affirme en tête-à-tête que le premier n'a pas été très ferme, le matin, chez Doumergue, devant la perspective d'entrer lui-même dans un cabinet Herriot-Tardieu. Sans demander confirmation du fait à Marin, Wendel lui déclare donc nettement que, s'il est difficile aujourd'hui au président de la Fédération de refuser d'entrer dans un cabinet Poincaré en compagnie de Herriot, "il ne /peut/ être question d'aller

plus loin" et que, quant à lui, il se refuserait à soutenir n'importe quelle autre combinaison axée plus à gauche, quand bien même Marin aurait eu la faiblesse d'y entrer. L'après-midi, à la Chambre, il défend cette même position dans une réunion qu'il provoque avec les mêmes Marin et Tardieu, plus Dariac et Bokanowski. Flandin s'est invité lui-même et paraît à Wendel dangereusement disposé à entrer dans un cabinet Herriot (44).

Cependant qu'on travaille ainsi pour lui, Poincaré se cache en laissant la situation évoluer en sa faveur; Wendel tâche en vain de le joindre tout au long de la journée - mais Marin y parviendra le lendemain, et transmettra (45).

Ce jour-là, lundi, on apprend au matin que Doumergue a appelé Herriot à former un ministère. Nul doute que, dans l'esprit du Président de la République, il ne s'agisse de lever la dernière hypothèque, de lever le dernier obstacle sur la route de Poincaré. Herriot le sent bien, qui ne se laisse pousser que la mort dans l'âme vers ce pouvoir éphémère.

Mais Wendel, quant à lui, ne voit pas la nécessité de cette ultime expérience voulue par Doumergue (46). Il paraît même n'exclure pas d'abord le risque qu'elle réussisse à vivoter quelque temps. Surtout il est beaucoup plus sensible que le Président de la République aux graves risques économiques et financiers que comporte un prolongement de l'attente. Il lui revient aux oreilles que les milieux commerciaux s'inquiètent, que son frère Humbert est de plus en plus mécontent. A la Chambre, il se trouve vivement pris à parti par Franklin-Bouillon comme "auteur du guet-apens" du samedi et père bien involontaire du prochain ministère Herriot. A la Banque, ses collègues régents - sauf Rothschild - lui font grise mine (47).

La nervosité est générale, car on craint à présent que la débâcle

financière ne soit irréversible. La livre, qui avait continué de monter fortement dans les derniers jours du ministère Briand-Caillaux, fait un nouveau bond à l'annonce de Herriot, atteint jusqu'à 235,50 dans le courant du lundi 19 juillet et monte jusqu'à 240,25 le lendemain. Comme au surplus on parle à nouveau de consolidation des Bons, les demandes de remboursement s'accroissent, et la situation du Trésor empire. Ce même 19 juillet, il n'y a plus en caisse que 370 millions (48).

Dans une lettre au Conseil, Caillaux, qui gère encore les affaires courantes, propose un expédient : que la Banque rachète à l'Etat le solde du fonds Morgan - soit 30,8 millions de dollars, et environ un milliard de francs. Caillaux souhaite que les billets ainsi créés ne fissent pas dans la circulation, et ne viennent pas crever le plafond de l'émission. Le Conseil s'y refuse et se rallie à la proposition de Moreau, souhaitant qu'on demande au ministère l'insertion dans le projet de loi autorisant l'opération d'une clause élevant le plafond de l'émission d'un chiffre équivalant à celui des billets émis à cette occasion (49).

La mardi 20 juillet, le ministère Herriot est tant bien que mal constitué. Il reste, malgré les efforts de son chef, à dominante "cartelliste". Poincaré, bien informé, et Barthou se sont dérobés. Herriot n'a pu faire entrer de la droite que "quelques otages" agissant à titre personnel et qui ne représentent que peu de choses (50). Herriot a obtenu une fois de plus de Monzie qu'il accepte les Finances.

Le 21 juillet

Le lendemain, 21 juillet, est la journée décisive. Le marché des changes et la Bourse connaissent une grande effervescence. La livre

dépasse un moment 243 francs. La hausse des valeurs mobilières est effrénée. Le public se presse dans les magasins où les prix montent parfois d'heure en heure. Le gouverneur apprend de ses correspondants de province que "la panique monétaire s'est répandue partout en France et qu'elle gagne", que "personne ne veut plus de billets", que l'on assiste à un "sauve-qui-peut général" devant le franc (51).

Dans ces conditions la réponse faite à Monzie par Moreau, de son propre chef, au matin du 21, et approuvée après coup par son Conseil prend une grande importance (52) : en exigeant une loi relevant le plafond de l'émission avant tout rachat des dollars Morgan et surtout - étant donné la situation désespérée du Trésor - en menaçant de cesser les paiements à ses guichets, la Banque oblige le gouvernement à se présenter devant la Chambre sans aucun délai, et sans avoir pu élaborer le moindre programme. Chacun sait bien, dans les cercles politiques, et même dans l'opinion, ce que cela signifie et en réalité le gouvernement est mort avant même d'avoir été renversé : à la seule nouvelle qu'il va solliciter immédiatement la confiance, les rentes françaises remontent et la livre, après avoir atteint la veille à New York le maximum absolu de 247, à la constitution du ministère Herriot, retombe à Paris à 227 sur la certitude qu'il va être renversé. Tout en s'interrogeant sur la pureté des motifs de Moreau, qui, pense-t-il, a peut-être voulu surtout venger son protecteur Caillaux en embarrassant Monzie, Wendel ne peut que se féliciter de sa fermeté qui tranche si fort sur les hésitations de Robineau (53). Aussi bien ne lui marchandait-il pas son approbation explicite (54).

Le ministère se présente devant les Chambres à 17 heures, pendant que la foule bat les portes du Palais-Bourbon en huant le cabinet (55). Dès 21 heures, celui-ci est par terre. Wendel, hormis une brève réponse publique à Marcel Cachin qui l'a accroché au passage (56), n'a plus

besoin désormais de peser sur les événements. Il se contente d'écouter de son banc Monzie et Herriot qui tentent leur impossible plaidoyer. Ils parlent, juge Wendel, "aussi mal l'un que l'autre, devant une Chambre silencieuse mais dont le siège était visiblement fait : unanimité de la droite et du centre contre Herriot parce que Herriot, hostilité sur beaucoup de bancs à gauche, du fait du discours de celui-ci contre Briand et du tollé que son nouveau ministère soulève dans le pays" (57). Quand on passe au vote, en début de soirée, le ministère est renversé par 290 voix contre 237.

Après quoi, ainsi débarrassée d'Herriot et de Monzie, la Chambre leur consent post mortem le vote de la convention avec la Banque de France. Wendel s'emploie activement à la défendre auprès d'une dizaine de membres modérés de la Commission des finances avant qu'ils l'examinent en leur en disant la nécessité : nécessité du rachat pour permettre un répit financier, nécessité de relever le plafond "pour conserver une élasticité quelconque à la Banque" dans les jours qui s'annoncent. Wendel est persuadé que son influence de technicien a assuré de la sorte le vote d'abord incertain de la nouvelle convention (58). Le répit financier ainsi gagné sera précieux à Poincaré (59).

L'heure de Poincaré est bien venue à présent. Il est l'homme nécessaire. Et Doumergue le fait appeler dans la nuit du 21 au 22 juillet. Deux jours plus tard, la livre est déjà redescendue en-dessous de 200 francs, et c'est le reflux financier.

Quant à Wendel, il peut, le but atteint, "dormir plus tranquille" et, dès le lendemain de cet épilogue, se réjouir de rencontrer tant au Comité des Forges qu'à la Banque "des visages plus avenants", tout en notant : "La devise du prince d'Orange n'est pas en honneur dans ces milieux. On sourit au vainqueur - mais il faut réussir. C'est heureusement mon cas aujourd'hui" (60).

Wendel vainqueur ?

Wendel vainqueur ? Le spectaculaire a marqué l'épisode ultime, ce gouvernement mort-né d'Herriot - mais l'essentiel est ailleurs. Aucun contemporain - et surtout pas Herriot lui-même qui s'engagea dans l'affaire comme boeuf allant à l'abattoir - ne crut sûrement à son succès. L'incertitude touchait la possibilité d'un redressement ultérieur, non la débâcle immédiate. Doumergue a voulu ce prolongement, il a "levé l'hypothèque", pour que finisse de mûrir la solution Poincaré et pour fournir avec éclat la preuve que le pays ne veut pas d'Herriot, renforçant d'autant l'autorité du successeur : plus tard encore que Wendel, le Président de la République a pris le risque de ce "jusqu'au boutisme" sur lequel Wendel avait fondé sa stratégie. Un mur d'argent le 21 juillet ? Contre Herriot, c'est bien vrai, le monde des affaires se réconcilie : mais dans l'état de l'opinion publique, il n'a rien à faire pour le balayer - et se préoccupe surtout, durant ces quelques heures de psychodrame collectif, de tâcher de s'armer contre l'irréversible. Dès le 17 juillet, les jeux étaient faits.

Le moment capital, celui où la suite vraiment se joue, on l'a bien compris, se situe donc plus tôt, dès la première moitié du mois. C'est alors que chez les "puissances d'argent" s'affirment sinon se définissent avec une netteté jusqu'alors inconnue deux camps face à face. Le premier est en force au Conseil de régence, où se rejoignent la tradition de la Haute Banque juive et protestante et les convictions politiques de l'industriel Wendel. On y croit à la vertu de la seule discipline budgétaire fondée sur la confiance et une politique sociale conservatrice qui rassure les possédants de toutes tailles. On y est "national", anti-Allemand et anti-Américain. On y refuse l'idée d'un emprunt outre-Atlantique qui s'obtiendrait par des concessions sur les

dettes, on y estime que la France se sauvera de l'intérieur et que du dehors il ne lui viendra guère que des menaces. On y espère le retour à l'âge d'or de la monnaie d'avant-guerre et on y déteste cette idée de banqueroute-stabilisation qui commence à se profiler...

De ces forces de la tradition, Joseph Caillaux s'était, en 1925, rapproché. A présent il choisit l'autre bord, celui qui s'est incarné et exprimé au Comité des experts. Eux souhaitent la fixation d'une nouvelle parité du franc qui tire un trait, pour un nouveau départ, sur les malheurs monétaires nés de la guerre, un emprunt américain pour lutter contre la spéculation et, plus généralement, un effort de coopération internationale des affaires et de la finance. Ils envisagent sans défaveur au Parlement une coalition des centres qui aille des radicaux à la droite d'affaires "orléaniste" et coupe en deux probablement l'U.R.D. en y découronnant Louis Marin et la direction lorraine. Dans ce camp-ci prédominent les grands établissements de crédit et les Banques d'affaires - la B.U.P., la Banque de Paris et surtout Lazard. En nommant dès son arrivée l'expert Emile Moreau à la tête de la Banque de France, Caillaux choisit son parti et fait en même temps passer le clivage à l'intérieur même de l'Institut d'émission, entre gouverneur et régents.

Le vrai succès de Wendel remonte à la chute de Caillaux et il est seulement rendu patent par celle d'Herriot, celle-ci certaine d'avance : contre Herriot, tous se coalisent et les régents retrouvent leur gouverneur.

Victoire à présent. Mais pour la suite ? Les idées des experts ont assez de logique, et leur rayonnement socio-politique est assez grand pour que le jeu reste ouvert. L'incertitude ne prend-elle pas la forme de Poincaré, l'énigmatique, qui, pour avoir su ne donner aucun gage à personne, a gardé les mains libres ?...

